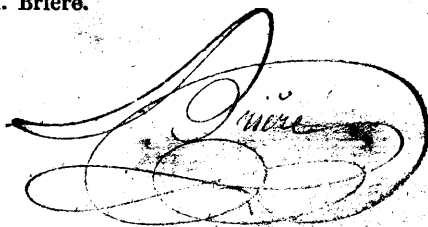


HISTOIRE
DU
DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

TOME I.

**Les formalités prescrites par la loi ayant été remplies ,
les éditeurs poursuivront, comme contrefacteur, tout dé-
bitant d'exemplaires qui ne seraient pas revêtus de la
signature de M. Brière.**

A handwritten signature in cursive script, featuring large, flowing loops and flourishes. The name 'Brière' is clearly visible within the signature.

HISTOIRE

DES RÉVOLUTIONS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES

DE L'EUROPE

AU
DIX-HUITIÈME SIÈCLE,

PAR F. C. SCHLOSSER,

PROFESSEUR D'HISTOIRE A L'UNIVERSITÉ D'HEIDELBERG ;

TRADUITE DE L'ALLEMAND

PAR W. SUCKAU,

PROFESSEUR AU COLLÈGE ROYAL DE SAINT-LOUIS.



PARIS,

J. L. J. BRIÈRE, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, N° 68 ;

PONTHIEU, PALAIS ROYAL, GALERIE DE BOIS ;

P. DUPONT, RUE DU BOULOX, HÔTEL DES FERMES, N° 24.

1825.



A Messieurs

Guizon,

*Conseiller-d'Etat, Officier de la Légion
d'Honneur, Professeur d'histoire à la
faculté des lettres de l'Université de
Paris,*

&

Van Praen,

*Premier Bibliothécaire royal et Chevalier
de la Légion d'Honneur.*

*Comme une marque de l'amitié et de la reconnaissance
de l'Auteur,*

F. C. Schlossev.

PRÉFACE

DE L'ÉDITEUR.

Le dix-huitième siècle occupera toujours une place très-importante dans l'histoire. C'est l'époque d'une révolution universelle, dans les systèmes et dans les idées, opérée par la philosophie. C'est dans ce siècle, qui a changé la face de l'Europe, que le génie, longtemps esclave à la suite des préjugés et du droit de la force, a repris enfin le premier rang, quand Montesquieu, Beccaria, Rousseau, Voltaire et leurs élèves eurent reconquis les droits de l'homme.

L'histoire de ce grand siècle, où la lumière captive brisa toutes ses entraves, est digne sans doute des méditations du philosophe. La pen-

sée y trouve une moisson abondante ; l'imagination s'y plaît et s'y exalte ; la curiosité y rencontre à chaque pas des aliments nouveaux ; et la postérité s'arrêtera longuement sur le spectacle d'un temps si riche et si fertile.

Dans l'esquisse rapide de ce beau siècle, l'auteur, partant d'un point fixe, s'est proposé d'offrir au lecteur un tableau des événements de l'Europe, comparés entre eux d'après les rapports immédiats ou éloignés qui les unissent, et de rendre ces rapports plus clairs et plus sensibles par des aperçus quelquefois neufs et presque toujours piquants, qui animent la narration historique de tout l'intérêt des mémoires, et qui facilitent l'enchaînement des faits, sans fatiguer jamais l'attention.

Si l'on ne trouve pas toujours dans cet ouvrage tout ce qu'exige la sévérité de l'histoire ; si l'auteur sacrifie quelquefois à l'agrément pour soutenir l'intérêt, on ne lui en fera plus un reproche, aujourd'hui que le pédantisme de l'école est tombé, et que des hommes de

génie ont prouvé qu'on peut instruire sans ennui.

Ajoutons que relever habilement les faits particuliers, et les placer sous un nouveau point de vue, c'est les faire ressortir avec plus d'avantage; c'est rendre saillant ce qui paraît à peine, confondu avec les grands événements; c'est la vraie philosophie de l'histoire, qui consiste à dévoiler le génie du siècle qu'elle juge, par le récit des anecdotes qui peignent les mœurs.

Ce n'est donc pas une aride compilation, spécialement destinée aux savants, que l'ouvrage dont nous présentons ici la traduction; c'est un livre pour l'usage des gens du monde, pour les hommes de lettres, pour ceux qui étudient l'histoire politique. L'auteur a renoncé aux citations prolixes, à cet étalage de lieux communs dont on sent maintenant le ridicule; il s'est abstenu aussi de ces développements fastidieux, qui fatiguent le lecteur sans lui rien apprendre. D'ailleurs, le cadre

qu'il s'est tracé est si vaste, qu'il a dû marcher sans cesse à grands pas vers le but principal, embrasser rapidement la masse des faits, et laisser les détails peu importants aux écrits dont le plan est moins resserré.

A côté des grands tableaux de l'histoire politique, il a fallu marquer les progrès et les efforts de la philosophie qui, dans ce siècle, a gagné tant d'influence; il a fallu suivre la marche de la littérature en Europe, la tendance de l'esprit public, et les intentions des écrivains qui, si long-temps étrangers aux choses de ce monde, ont alors pris part à la politique.

Depuis la découverte de l'imprimerie, les lumières ne s'étaient propagées qu'avec lenteur et sans beaucoup d'éclat; au dix-huitième siècle elles débordèrent à grands flots; les auteurs firent une puissance; le génie donna des lois; et l'Encyclopédie étonna au moins ceux qu'elle ne put soumettre. Dès-lors, la voix des peuples ne se fit plus entendre que

dans les journaux et dans les livres; et à jamais la presse règne, quoi qu'on fasse, où régnaient jadis les abus et l'arbitraire.

Il n'en faut pas douter un instant, encore un coup, la face de l'Europe est changée; ce ne sont plus les idées des vieux siècles; les lois des temps d'autrefois ont pour notre temps une forme étrange et choquante; et tous les immenses bienfaits d'une civilisation inconnue avant nos pères, la chute du despotisme et des coutumes féodales, la ruine des superstitions, l'abolissement légal des privilèges, la liberté et les idées généreuses sont les fruits et les résultats du dix-huitième siècle et de la littérature philosophique.

Afin de mieux faire observer l'influence de la littérature sur les événements, chacun des livres qui partagent cet ouvrage par grandes périodes, sera divisé en deux parties; l'une comprendra l'histoire politique, l'autre tracera la marche de la littérature, de la philosophie et des sciences, et marquera l'impulsion

qu'elles ont donnée à l'esprit du siècle et aux faits qui l'ont rempli.

Les faits principaux forment seuls une masse imposante : la guerre de la succession d'Espagne, et les Bourbons rois des deux côtés des Pyrénées ; la quadruple-alliance ; la guerre du nord ; les débats de la succession d'Autriche ; la guerre de sept ans ; l'union de l'Angleterre avec l'Écosse ; la prise de Gibraltar ; les batailles de Pultava, de Malplaquet, de Denain, de Fontenoy ; la paix d'Utrecht ; l'origine de la puissance colossale de la Russie ; l'usurpation de Frédéric de Brandebourg, et le despotisme militaire qu'il établit en Prusse ; la chute de la Pologne, pressée par ces deux voisins ambitieux ; l'érection du royaume de Sardaigne ; la suppression des jésuites ; le système de Law ; la régence ; la conquête de la Sicile par Don Carlos ; l'expédition du prince Édouard en Écosse ; l'affranchissement de l'Amérique ; les révolutions de la Belgique et de la Hollande ; et enfin la France régénérée par

une révolution prodigieuse, dont toutes les suites n'ont pas encore été calculées.

La France, l'Angleterre, la Russie et la Prusse occupent la plupart des pages de l'histoire de ce siècle. L'Autriche, au faite de la prospérité, sans beaucoup d'efforts, resta souvent neutre dans les débats des autres puissances ; rarement elle fut ébranlée par les forces extérieures ; mais, plus d'une fois, la faiblesse et l'impéritie de son gouvernement la mirent à deux doigts de sa perte.

Le pouvoir concentré de la Prusse n'est pas d'abord en évidence ; mais la Russie s'élève dès le commencement du siècle ; et le règne de Pierre-le-Grand attire sur ses destinées brillantes tout l'intérêt de l'observateur.

La France et l'Angleterre présidaient alors, en quelque sorte, aux progrès et aux événements de l'Europe. Elles ne décidaient pas seulement des affaires de la politique générale ; elles fixaient encore l'opinion , réglaient les idées et les mœurs ; et tous les États voi-

sins cherchaient à les prendre pour modèles.

Depuis la lutte brillante qu'ils avaient soutenue pour leur liberté, les Pays-Bas s'étaient placés, en Europe, au rang des puissances de premier ordre. Ils avaient résisté à Louis XIV dans ses beaux temps; mais, dès le commencement de ce siècle, on les voit déchus de leur grandeur et s'avancer chaque jour vers la décadence.

La Suède, que Gustave-Adolphe et Charles X érigèrent, pour son malheur, en puissance militaire factice, s'écroula un moment sous Charles XI. Les projets insensés de Charles XII, malgré les faveurs de la fortune et la rare vaillance de ce héros, eussent amené infailliblement le résultat ordinaire de tous les systèmes de conquêtes, la ruine de l'État, quand même la bataille de Pultava n'eût pas hâté cette ruine.

Charles XII et Louis XIV, que Pierre prit pour modèles dans l'organisation de sa puissance, avaient adopté une politique qui s'é-

tablit bientôt de gré ou de force dans tous les petits États; cette politique faisait consister la force dans l'argent; et, jusqu'à la révolution, on calcula l'étendue d'une puissance sur ses revenus; on s'appuya d'armées soldées, entretenues à prix d'argent, sévèrement disciplinées, commandées par des chefs habiles; les monarchies comptèrent, non plus sur le droit, mais sur le pouvoir; et la souveraineté consista dans la force.

Guillaume III, en Angleterre, chercha à introduire cette même politique; mais il ne put l'employer qu'au dehors, parce que la constitution n'en souffrait aucune application dans l'intérieur.

Les effets de la puissance militaire des Anglais et de leur marine formidable, se firent sentir, surtout à la fin du siècle, dans le pillage des deux Indes, lorsque la soif de l'or et l'inhumanité froidement calculée eurent étouffé tout sentiment généreux.

Mais si les souverains, imitant Louis XIV,

s'emparèrent d'un pouvoir immense dans les monarchies européennes, leur empire ne se signala pas toujours d'une manière si funeste; et le despotisme eut aussi sa bienfaisance. Il fallait aux monarques le pouvoir qu'ils usurpèrent pour déraciner les abus surannés du moyen âge, défendus par tant de gens intéressés, avantageux au petit nombre, mais mortels à la liberté commune; il leur fallut la force pour élever le peuple et abaisser les castes à privilèges, pour rétablir, quoique très légèrement, une sorte de balance entre les états et les professions. Les droits des seigneurs, les prérogatives du clergé, celles de la bourgeoisie, les corporations, toutes les vieilles institutions féodales n'avaient conservé que ce qu'elles avaient de vicieux et de dépravé: tous les avantages de cet état de choses avaient disparu; la masse était esclave; il fallait des despotes pour commencer de l'affranchir; et un jour on reconnaîtra que Louis XI a bien mérité de la patrie.

Frédéric II et ceux qui voulurent suivre ses exemples, donnèrent à la puissance militaire du continent européen, après la guerre de sept ans, une telle étendue, que dès lors les souverains ne purent décidément asseoir leur pouvoir que sur leurs armées; et que tout se justifia par le canon. Ce système aurait pu réussir et durer dans un siècle de superstition et d'ignorance, avec des peuples assez doux pour se prêter comme des machines aux calculs de leurs maîtres. Mais quand Montesquieu, Helvétius, Diderot, Voltaire eurent parlé, les fondements de cet édifice s'écroulèrent; et la révolution amena à sa place le règne de l'éloquence et du génie.

Cependant on a vu, au commencement du dix-neuvième siècle, le pouvoir militaire reprendre le sceptre, que peut-être il porte encore, et qu'il cache à regret sous le masque des lois.

Mais si l'histoire politique est féconde, l'histoire littéraire l'est davantage encore. Quelle

puissante armée de grands hommes nous présente le dix-huitième siècle ! La vieillesse de l'ère précédente : Malebranche , Cassini , Dodwell , Newton , Fénelon , Leibnitz , Huet , Flamsteed , Burnet , et à leur suite Boulainvilliers , Addisson , Steele , Prior , Vertot , Montfaucon , Clarke , Swift ; Boerhaave , Polignac , Wieland , Goethe , Schiller , Pope , Fontenelle , Rollin , Dubos , Locke , J. J. Rousseau , Voltaire , Fielding , Volney , Montesquieu , Haendel , Mozart , Hogarth , Middleton , Banier , Lessing , Fréret , Muratori , Dumarsais , Velly , d'Alembert , Helvétius , Diderot , Musschenbroeck , Clairaut , d'Olivet , Hénault , La Condamine , Mercier , Buffon , Kant , Lalande , Chénier , Mirabeau , Champfort ; et tous ces philosophes , tous ces écrivains encore vivants , déjà immortels , et qui ont légué leur gloire à notre siècle .

Assurément , pour les partisans de la gravité de l'école , le beau siècle c'est le dix-septième , à cause de sa pureté classique . Mais , pour le bonheur du genre humain , on lui préfère

rera le siècle de philosophie qu'il a préparé ; et Montesquieu n'aura pas moins de droits à notre admiration que le tendre Racine.

D'ailleurs, c'est toujours aux écrits utiles que le génie semble s'être attaché de préférence ; et La Fontaine , Bayle , La Mothe-Le-Vayer , Corneille et Molière avaient préparé les voies aux philosophes.

L'intérêt que le dix-huitième siècle doit inspirer est encore vivant pour nous ; c'est le siècle de nos pères ; nous l'avons vu finir et nous jouissons de ses bienfaits. Mais nous sommes déjà pour lui la postérité , et le droit de le juger nous est acquis. Aussi , plusieurs écrivains en ont essayé l'histoire ; et la matière est si grande qu'il est bien rare qu'ils aient manqué d'attacher vivement le lecteur.

C'est ce siècle tant de fois esquissé , souvent retracé avec talent , que M. Schlosser vient de peindre de nouveau , d'une manière rapide et originale ; et , ce qui est plus précieux peut-être , nous devons à sa qualité d'étranger une fran-

chise impartiale que nous ne pouvons attendre de nos historiens compatriotes.

Beaucoup de faits, dont nous connaissons mal les causes, sont développés dans son livre, avec des détails curieux, puisés dans des sources qui nous étaient ignorées.

Pour la France surtout, l'auteur allemand est bien plus la postérité que nos écrivains nationaux, et la France tient la plus grande place dans le tableau qu'il a fait du dix-huitième siècle. On aimera à reconnaître en lui un jugement sain et pur; on le verra rendre égale justice à tous; et il est rare qu'on puisse réclamer contre ses arrêts.

Quelquefois cependant il a pu être trompé dans les renseignements qui lui ont été fournis durant son séjour à Paris; et, généralement équitable envers les personnages de notre révolution dernière, il a jugé des hommes qui vivent encore, sans les bien connaître. Ainsi, on le trouvera injuste à l'égard de M. Roederer, et de quelques autres personnes, auxquelles

il prête des sentiments qu'elles n'ont jamais eus. Il reproche, par exemple, à M. Roederer d'avoir accepté les chaînes dorées de l'empire, après avoir défendu les idées républicaines. Mais ce reproche banal peut tomber sur tout ce que la France compte d'hommes recommandables.

M. Roederer a toujours été du nombre des partisans de la monarchie constitutionnelle; et soit qu'il ait pensé, comme beaucoup de sages, que la France, en 1793, n'était pas mûre encore pour la république; soit que cette forme de gouvernement lui ait semblé peu convenable à nos idées et à nos mœurs, il est constant qu'il ne figura jamais parmi les républicains déterminés. S'il servit l'empire, c'est que l'empire représentait alors la patrie; et s'il fallait attribuer les torts du despotisme impérial à tous ceux qui eurent part aux grandes actions de l'empire, combien de Français mériteraient le même reproche!

C'est encore sur un renseignement vague et

peu digne de foi, que l'auteur allemand applique à M. Rœderer l'odieuse allusion : *Ego sum qui tradidi eum*, à l'occasion du 10 août. Car, en conseillant à Louis XVI de se confier à la garde des représentants du peuple, M. Rœderer avait l'intime conviction que le roi n'avait plus alors d'autre refuge, contre les fureurs de la populace, que dans le sein de l'assemblée législative.

D'ailleurs, ce n'est pas cette démarche qui perdit Louis XVI; et la révolution était consommée avant le 10 août. Les excès qui suivirent étaient les crises inévitables d'une maladie dont on chercha trop tard le remède, et qu'on ne sut pas traiter avec franchise.

Hormis quelques taches rares et légères, du genre de celle que nous relevons ici, nous osons présenter la traduction de l'ouvrage de M. Schlosser comme un livre qui aura droit à tous les suffrages, et qui occupera un rang distingué dans la galerie historique de notre époque.

M. Guizot, en appelant du jugement porté par l'auteur allemand sur l'*Esprit des lois* et les *Lettres persanes*, a bien voulu joindre à cette intéressante publication quelques remarques pour démontrer l'erreur de certaines assertions de M. Schlosser.

Le traducteur, professeur au collège royal de Saint-Louis, a étudié pendant quelques années à l'université d'Heidelberg où il a suivi les cours d'histoire de M. Schlosser; il a été à même d'apprécier et sa profonde érudition, et l'impartialité de ses jugements. Cette traduction est donc un hommage qu'il lui rend et un monument de sa reconnaissance.



HISTOIRE

DU

DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

LIVRE PREMIER.

1^{re} PARTIE. — HISTOIRE POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE.

I. État des choses avant la guerre. — II. Guerre de la succession. — III. Changements causés en Europe par les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade.

I. Les causes qui amenèrent la guerre de la succession d'Espagne n'appartiennent plus au siècle qui demande notre attention. Il suffit de nous rappeler que l'archiduc Charles, fils puîné de Léopold I^{er}, et le petit-fils de Louis XIV, prétendaient à la couronne d'Espagne comme

à un héritage de famille ; qu'après bien des différens, et des conventions de part et d'autre, il avait été conclu, pendant la vie même de Charles II, par l'intervention des puissances maritimes, un traité de partage, le 3 mars et le 21 du même mois 1700; que ce traité ne fut point ratifié par l'Espagne, mais appuyé par l'empereur d'Autriche et la France. Charles II étant mort le 1^{er} novembre 1700, le 9, Casteldos Rios, ambassadeur d'Espagne près de la cour de France, présenta à Versailles un testament dans lequel les ducs d'Anjou et de Berri, petits-fils de Louis XIV, étaient institués héritiers directs de la couronne, et par lequel l'archiduc Charles, en cas de refus ou de l'extinction de leur famille, était nommé héritier de tous les royaumes d'Espagne. Ils comprenaient alors l'Espagne proprement dite, les Pays-Bas, le Milanais, Naples et la Sicile, l'Amérique, les colonies des indes orientales, dont les Philippines étaient les plus considérables.

Le marquis d'Harcourt, ambassadeur de Louis XIV à Madrid, avait su se procurer le testament par des artifices et des intrigues, que le cabinet ignorait et dont le roi et lui seul étaient instruits. Torcy, ministre des affaires étrangères en France, était encore, au

mois de septembre, fermement décidé à observer le traité de partage¹; il ne changea d'opinion que lorsqu'il eut pénétré l'idée de son maître. Les autres membres du conseil, et même madame de Maintenon, refusèrent longtemps de reconnaître le testament. Torcy vit la route qu'il avait à suivre; s'insinuant auprès de Louville, un des conseillers et confidents du jeune duc d'Anjou, qui, comme fils puîné du Dauphin, était désigné pour monter sur le trône, il chercha à s'assurer en lui un instrument capable de faire réussir le plan projeté. Louville de son côté désirant jouer un rôle en Espagne, gagna les suffrages de la cour et des princes. Louis combattit pendant trois jours l'opinion de son conseil et celle de madame de Maintenon. Cette dernière, depuis 1686, devenue secrètement son épouse, le dissuadait alors, par dévotion, et avec la plus grande fermeté, d'un acte qui rendait la guerre inévitable. La volonté du roi dut enfin l'emporter sur toutes les raisons qu'on lui opposait, et le testament fut reconnu et publié solennellement le 12 novembre. Le jeune duc d'Anjou

¹ *Mémoires secrets sur l'établissement de la maison de Bourbon en Espagne*, extraits de la correspondance du marquis de Louville. Paris 1818, 2 vol. in-8°, tom. 1^{er}, pag. 19.

partit le 4 décembre pour l'Espagne sous la garde du marquis de Louville, prit le nom de Philippe V et le gouvernement du royaume. On vit alors combien un empire peut tomber quand on en néglige l'administration. A la mort de Charles II, toutes les affaires du cabinet qui regardaient l'économie et l'entretien même de la cour, se trouvaient dans un état misérable¹. L'armée était tellement diminuée, que l'on comptait à peine six mille soldats dans la péninsule, et tout au plus vingt mille dans les possessions espagnoles. Il ne s'agissait plus de police : la populace régnait à Madrid, la force et l'anarchie prévalaient dans tout le royaume. Philippe V n'avait ni les moyens, ni le pouvoir d'arrêter le mal, et bien moins encore de détourner les périls qui le menaçaient au dehors. Ce n'était pas l'Autriche seule qui rejetait le testament et le partage ; c'étaient surtout l'Angleterre et la Hollande, sur lesquelles Guil-

¹ « Le roi n'a pas un sol. Je suis un habile homme parce que j'ai trouvé de quoi faire mettre une porte neuve à la cave, et acheter des serviettes. On était à la veille pour cet usage de se servir des serviettes des marmitons. Les valets de pied espagnols qui sont sous le majordome major demandent l'aumône et sont tout nus. Le sort des chevaux est encore pire avec le caballerise-major, car ils ne peuvent point demander l'aumône. » (Lettre de Louville à Torcy, tom. 1^{er} des *Mémoires de Louville*, page 162.)

laume III dominait en roi et en gouverneur héréditaire. Guillaume avait bien plus d'influence en Hollande qu'en Angleterre. Le ministère libéral¹ qu'il s'y était formé, parce que la plupart des Torys (royalistes) étaient jacobites, s'opposa à la guerre et réduisit l'armée à sept mille hommes en Angleterre, et à douze mille en Irlande. Il ôta au roi les moyens d'assurer à ses partisans des biens et des places, et le força même à renvoyer ses cinq mille gardes en Hollande.

C'était en vain qu'on se préparait en ce pays à des hostilités, qu'on faisait des traités avec le Danemarck, le Palatinat et d'autres états de l'Allemagne, pour en obtenir des troupes. Guillaume, trouvant en Angleterre les esprits tout-à-fait contraires à la guerre², n'osa pendant long-temps porter la Hollande à des mesures trop promptes. D'ailleurs la Hollande devait demeurer tranquille, car l'électeur de Bavière, comme stathouder espagnol des Pays-Bas, venait d'ouvrir les places fortes aux Français ; les quinze mille hommes de troupes hollandaises, en garnison dans les places frontières,

¹ Le Whig-Ministère.

² Coxe memoirs of the Kings of Spain, of the house of Bourbon, chap. II.

auraient donc été infailliblement arrêtées, si la Hollande avait pris une attitude hostile. Tandis que les puissances maritimes laissaient tranquillement enfreindre le traité conclu avec elles, l'empereur, comme archiduc d'Autriche et roi de Hongrie, déploya toute l'activité possible pour soutenir les droits de sa famille, les armes à la main. Il compta, dans cette entreprise, sur Dieu, et sur le prince Eugène qui avait déjà rendu des services signalés à l'Autriche. Léopold, sans déclarer la guerre à la France, avait fait entrer en Italie une armée commandée par Eugène, comme pour appuyer son fils ¹.

Louis XIV, sous prétexte de porter secours à Philippe V, son petit-fils, et sans faire également la moindre déclaration de guerre à l'Autriche, envoya le maréchal de Catinat, le plus brave et le plus habile de ses généraux, prendre le commandement des troupes françaises à Milan. Eugène et Catinat opposaient l'un à l'autre depuis quelque temps les mêmes talents et les mêmes forces, lorsqu'à la grande satisfaction d'Eugène, Catinat fut rappelé par Louis XIV et remplacé par le maréchal de Villeroi, créature de madame de Maintenon.

¹ Avril, 1701.

Cependant le roi, malgré le peu de confiance qu'il avait en Victor-Amédée II, duc de Savoie, et en son amitié pour la France¹, avait cherché à le gagner en fiançant sa fille Marie-Louise au roi d'Espagne, et en le nommant général en chef de l'armée française en Italie.

Pendant que les Français et les Autrichiens combattaient en Italie, Guillaume III ne négligea pas d'exciter les Anglais à la guerre contre la France, et Louis XIV lui en facilita les moyens en reconnaissant comme souverain d'Angleterre, Jacques, fils de l'ancien roi², et en aigrissant ainsi contre lui les Whigs, qui étaient les auteurs du principe que, « ce n'est pas le sang, mais la voix du peuple qui donne la dignité royale, » et qui jusqu'alors s'étaient

¹ La princesse fiancée exprime dans une lettre du 20 juillet 1701 sa reconnaissance pour le portrait du roi, qu'on lui avait envoyé, et le 29 Louis écrit à son petit fils :

« J'ay creu devoir différer votre mariage sur les avis que j'ay reçus du peu de sincérité du duc de Savoye ; vous connoissés son caractère. » (*Mémoires de Louville*, Tom. 1^{er}. pag. 189.)

² Quelques auteurs, et parmi eux Gaillard, dans la *Rivalité de la France et de l'Espagne*, ont déjà fait observer que ce n'était point là, comme on le soutient en général, la première cause de la guerre, mais qu'elle avait été décidée long-temps avant. Coxe *memoirs*, tom. 1, ch. vii, désigne très-exactement le 7 septembre comme le jour où Guillaume conclut à La Haye le traité pour l'Angleterre et la Hollande avec l'Autriche, et le 17, comme le jour où Louis XIV reconnut Jacques.

fortement prononcés pour les mesures pacifiques. Si le nouveau ministère de Guillaume , composé de Torys , était moins porté pour la guerre , le nouveau parlement en revanche se composa presque entièrement de Whigs , qui se prêtèrent aux désirs du roi , en appuyant les mesures qu'il proposait contre la France. Au milieu de ces préparatifs , Guillaume III mourut l'an 1702 , le 8 mai , et Anne , sa belle sœur , lui succéda. Elle se forma aussitôt un ministère , qui approuva d'autant plus la guerre , que le parti républicain en Hollande avait alors le dessus et que le grand pensionnaire Heinsius l'appuyait contre la France.

II. Eugène , malgré la perfidie du duc de Mantoue et la défection du duc de Savoie , avait repoussé , l'année précédente , les Français de Mantoue , de Modène et de Guastalla ; les avait forcés de reporter leurs quartiers d'hiver jusque derrière l'Oglio. L'année suivante , le 15 mai 1702 , l'empereur d'Autriche , les états-généraux et l'Angleterre , déclarèrent formellement la guerre à la France. Malgré l'association des cercles de l'Autriche , de Franconie , de Souabe , du haut Rhin et du Rhin électoral par le traité de Nordlingue , il ne fut pas encore question de la guerre de l'Empire , et Louis

n'en fit aucune mention dans son manifeste du mois de juillet. Ce ne fut qu'au mois de septembre 1702, lorsque les Français occupèrent Cologne, que le cercle des électeurs, et après lui les autres cercles de l'Empire, se déclarèrent pour la guerre, dont la conduite couvrit la constitution et le gouvernement de l'Allemagne d'une honte et d'une ignominie éternelles. A la tête des Anglais et des Belges, dans les Pays-Bas, était le favori de la reine Anne, lord Marlborough, qui fut duc dans la suite, et l'un des plus grands guerriers de son siècle. Des rapports intimes l'attachaient au prince Eugène, général en chef des armées impériales. Ces deux généraux, sujets à de grandes faiblesses de caractère, avaient les mêmes talents ; mais Eugène ne se laissa jamais influencer, autant que son ami, par un sordide intérêt. Les Français trouvèrent ces deux ennemis en Italie et dans les Pays-Bas ; ils cherchèrent donc à se frayer un chemin par la Bavière, afin d'attaquer l'Autriche même, comptant pour le succès de leur expédition sur l'assistance des Bava- rois. Catinat, qui réunissait sous ses ordres Villars et Guiscard, fut chargé de pénétrer en Bavière sans attaquer Louis de Bade, général en chef de l'armée de l'Empire ; car on savait

que cet électeur était entièrement attaché aux Français, et que la noblesse du pays n'avait pas des sentiments très-patriotiques¹.

Villars prétendait bien avoir remporté une victoire sur Louis de Bade à la bataille de Friedlingen², ce qui lui valut le bâton de maréchal; cependant il ne put jamais effectuer dans cette année la jonction désirée; ce fut seulement l'année suivante que son armée, renforcée par les troupes de Tallard, joignit les Bavaois près de Dutlingen, le 12 mai 1703: alors les affaires de l'Empire changèrent de face. Le comte de Mansfeld, surnommé prince de Tondi, président du conseil aulique de la guerre, désespéra Louis de Bade par les fausses mesures qu'il avait prises. A la sollicitation de Louis il fut enfin destitué, et le prince Eugène nommé à sa place. Le général Styrum qui commandait les Autrichiens en Bavière se fit battre à Hochstædt le 12 septembre 1703, et perdit toute son artillerie avant d'avoir tiré un seul coup de canon. Eugène lui-même ne put obtenir en Italie sur le brave et habile Vendôme les mêmes avantages qu'il avait remportés précédemment

¹ Les pièces justificatives de cette dernière assertion se trouvent dans le *Theatrum europæum*, vol. xvi, pag. 693.

² Le 14 octobre 1702.

sur le maréchal de Villeroi. L'ineptie, ou le peu de talents guerriers du duc de Bavière, offrit du moins une compensation à l'Autriche ; car cet électeur se brouilla sérieusement avec Villars¹.

Aussitôt après leur jonction avec les Bava-rois, les Français avaient formé le plan de se réunir à l'armée française d'Italie commandée par Vendôme, qui était posté à Trente avec vingt-cinq mille hommes. L'électeur s'avança jusqu'au Brenner ; mais les Tyroliens s'étant soulevés firent rouler des quartiers de roches du haut des montagnes, allumèrent des feux sur toutes les hauteurs, et furent habilement dirigés par des officiers autrichiens, et par leur propre sénéchal Sterzinger. Après la première défaite des Bava-rois dans la vallée de Finstermunz, Zirl, Schwatz, Scharnitz, Hall, furent pris par les paysans, Inspruck menacé, et l'électeur se vit forcé de sauver par une retraite précipitée, ses troupes, dont la plus grande partie trouva la mort dans le Tyrol².

¹ Il y avait long-temps qu'ils n'étaient plus d'accord. L'électeur trouvait l'uniforme des Français trop simple, Villars le nombre des Bava-rois trop petit, il ne voulait pas non plus être sous les ordres de l'électeur. Il expédia un courrier à Paris, qui rapporta la réponse suivante, « que dans l'absence de l'électeur, Villars commanderait ; sinon, il lui serait adjoint comme envoyé extraordinaire. »

² Août 1703.

S'il y avait eu de la mésintelligence entre Villars et l'électeur avant cet échec, elle s'augmenta ensuite bien davantage¹. Villars fut enfin rappelé par Louis XIV, pour que l'électeur n'abandonnât pas le parti de la France, comme le duc de Savoie venait de le faire, et surtout, pour que le fardeau de la guerre contre la moitié de l'Europe ne tombât point de l'Espagne sur la France. Louis XIV s'était toujours méfié du duc de Savoie, quoique la duchesse de Bourgogne, qui méritait à si juste titre son amitié, et qui avait toute sa confiance, fût princesse de Savoie. Il donna à la reine d'Espagne une dame d'honneur² qui lui parut entièrement attachée et dévouée; son choix tomba sur la princesse des Ursins, née française, unie plus tard à un prince romain. Elle se familiarisa avec les mœurs et la langue espagnoles, ce qui à Rome même parut convenable à l'épouse d'un grand d'Espagne. Comme camérera de la nouvelle reine, elle dirigea bientôt toutes les affaires³. Elle aurait voulu empêcher le voyage

¹ Villars se plaignit que l'électeur employait les subsides à nourrir ses maîtresses, et à payer ses dettes de jeu.

² Camérera-mayor.

³ On apprend par les *Mémoires de Noailles* quels moyens elle employait pour y parvenir, et quel triste tableau présentait l'intérieur du palais de Philippe V.

Coxe *Mémoires* 1, ch. 14, a consacré un chapitre entier à ces

de Philippe V en Italie, l'an 1702; mais le roi partit malgré ses conseils. Il ne put néanmoins, se passer long-temps de son épouse et de la princesse des Ursins, et il revint dans le moment même où sa présence en Lombardie était d'autant plus nécessaire, que la défection du duc de Savoie se faisait pressentir ¹. Le duc, sommé de renouveler son traité avec Louis XIV, éluda la question, s'engagea avec l'empereur, et signa un traité formel avec lui à Turin, le 25 octobre ². Louis demanda comme gage de la neutralité que les forteresses du pays lui fussent remises. Le duc s'y étant refusé, la France lui déclara la guerre le 4 décembre 1703, avant que les troupes impériales eussent opéré leur jonction avec lui. A la fin de l'année, il avait perdu presque toute la Savoie, et il lui restait peu d'espoir de la recouvrer, malgré les talents d'Eugène et de Marlborough, qui, l'année suivante, par l'heureuse réunion de leurs troupes, avaient presque entièrement détruit les armées

misères. Louville 1, chap. XII, page 358, entre dans de plus grands détails.

¹ *Mémoires de Louville* 1, pag. 325-26.

² Les conditions en furent très-brillantes; le point essentiel fut que l'empereur accorda l'agrandissement du territoire, que ni l'Espagne, ni la France, ne pouvaient et ne voulaient reconnaître.

française et bavaroise, à la journée du 13 août 1704, nommée par les Allemands, bataille d'Hochstædt, et par les Anglais, bataille de Blenheim¹. Les mauvaises dispositions de la part des Allemands², la bizarrerie de Louis de Bade, et le départ de Marlborough, forcé d'aller dans les Pays-Bas, rendirent cette victoire moins éclatante dans ses résultats qu'on n'aurait dû l'espérer; cependant elle amena la soumission de la Bavière à l'Autriche pour toute la durée de la campagne, et elle rendit, pour quelque temps, l'absence d'Eugène moins sensible en Allemagne. Un traité que l'électrice de Bavière conclut avec le roi des Romains, Joseph, trois mois après la bataille d'Hochstædt, le 14 novembre 1704, dans le camp devant Landau, livra la Bavière à l'Autriche, et lui fit évacuer les places fortes. Le sort de ce pays devint de plus en plus déplorable, surtout depuis l'avènement de Joseph I^{er} au trône³. Ce prince ne

¹ Environ trente-cinq mille hommes furent ou faits prisonniers ou tués, 28 bataillons et 12 escadrons de Français coupés dans le village de Blenheim près d'Hochstædt.

² Marlborough écrit en confidence au grand pensionnaire, qu'on pouvait prendre Landau en quinze jours; mais que d'après la bonne manière allemande, on n'était pourvu de rien, et qu'il avait été obligé de faire venir des Pays-Bas de la poudre, et d'autres provisions. Le siège dura donc trois mois, et la place ne capitula que le 24 novembre.

³ Le 5 mai 1705.

conserva point envers la maison de Bavière, son alliée, les ménagements que son père avait toujours observés, et qu'il lui avait encore recommandés à son lit de mort¹. En Italie, Eugène manquait d'argent; il avait contre lui les deux Vendôme (le grand prieur et le maréchal); il ne put donc empêcher les préparatifs que les Français firent en 1705 pour prendre Turin. La perte de cette ville aurait ravi au duc de Savoie les moyens de nuire aux Français, et toute l'Italie supérieure serait tombée en leur pouvoir. Le prince Eugène aurait trouvé de grandes difficultés dans l'exécution de son plan, si Vendôme avait pu exécuter en personne celui qu'il avait projeté; mais Villeroi ayant déposé le commandement dans les Pays-Bas, après la défaite qu'il venait d'essuyer à Ramillies contre Marlborough², Louis XIV appela Vendôme à sa place.

Philippe, duc d'Orléans, depuis régent, alla en Italie avec des ressources immenses en troupes et en provisions³. Le duc n'était point dé-

¹ Cette conduite était d'autant plus noble, que l'électeur, dans un manifeste de 1704, avait osé attribuer la mort de son fils à un empoisonnement ordonné par l'Autriche.

² Le 23 mai 1706.

³ Heinrich Deutsche Reichsgeschichte (*Histoire de l'empire allemand*) tom. VII, p. 512, donne de plus amples renseignements.

pourvu de talents¹; mais sa manière de vivre et d'agir le rendait odieux à Louis XIV et à madame de Maintenon; il eut donc les mains liées par Marsin, qui lui fut subordonné et qui le retint, malgré lui, avec plus de cinquante mille hommes dans son camp devant Turin, au moment où Eugène avançait au secours de la ville avec trente mille hommes. Le duc avait prévu l'issue de ces lenteurs. Attaqué dans ses retranchements, il fut totalement battu le 7 septembre 1706, et obligé d'évacuer l'Italie septentrionale. Toute l'Espagne était alors au pouvoir de l'archiduc Charles qui s'y était rendu en personne. Cependant Philippe V se maintint sur le trône par la fermeté qu'il montra dans le malheur, et par la victoire que le duc de Berwick² remporta, en 1707, près d'Almanza. Louis XIV sentit dès ce moment tout le fardeau de la guerre, et voyant que la France

¹ On peut dire qu'il était capitaine, ingénieur, intendant d'armée, qu'il connaissait la force des troupes, le nom et la capacité des officiers les plus distingués de chaque corps, qu'il sut s'en faire adorer, les tenir néanmoins en discipline, et exécuter, en manquant de tout, les choses les plus difficiles. C'est ce qui a été admiré en Espagne et *pleuré en Italie quand il prévit tout, et que Marsin lui arrêta le bras sur tout.* (*Mémoires de Saint-Simon*, édition in-8° de 1789, t. II, p. 21.)

² Le duc de Berwick était un des Anglais qui avait suivi Jacques II dans son exil, et qui fut bientôt naturalisé en France.

épuisée ne pouvait plus subvenir aux frais des armements¹, il traita avec les alliés, et chercha à faire consentir son petit-fils au partage des royaumes d'Espagne². Autant Philippe et les Espagnols étaient peu disposés à entendre parler de cession, autant ils se trouvaient peu en état de défendre leur pays qui manquait de soldats et de généraux français. C'était donc à Louis XIV seul à décider de la guerre ou de la paix. Il avait fait un nouvel effort dans les Pays-Bas, mais il fut encore battu par les armées coalisées d'Eugène et du duc de Marlborough, près d'Oudenarde, le 11 juillet 1708. Beauvilliers, président du conseil des finances, le contrôleur général Desmarets, le chancelier Pontchartrain, et Chamillard, ministre de la guerre, déclarèrent qu'il était impossible de ti-

¹ D'après les *Mémoires de Noailles*, les revenus annuels de l'Espagne étaient tombés à cinq millions de florins; ce royaume ne pouvait donc pas fournir de subsides.

² *Mémoires de Louville*, t. II, pag. 164 : « La France, ou plutôt son roi, montrait alors moins de constance. Peut-être la journée fatale de Ramillies imposait-elle de nouveaux devoirs à un prince accablé de revers, qui aimait son peuple, et qui ne se croyait pas Dieu. Il est sûr que dès 1706 commencèrent ces instances tant de fois réitérées du cabinet de Versailles à celui de Madrid, pour obtenir de Philippe qu'il sacrifiât une moitié, ou même la totalité de sa couronne au bien de la paix. » Les négociations que Louis fit auprès des alliés se trouvent dans Lamberty, tom. v, pag. 266; Walpoles answer to Bolingbroke, pag. 173.

rer de la France l'argent et les hommes nécessaires à une nouvelle expédition. Le roi dès lors se décida non-seulement à souscrire aux conditions faites au président Rouillé, qui depuis le mois d'avril était à Voerden, mais il envoya même le marquis de Torcy, ministre des affaires étrangères, à La Haye, avec plein pouvoir de faire la paix à toutes conditions. Parmi les quarante articles que Torcy et Rouillé, malgré leurs pouvoirs, n'osèrent accepter, Louis XIV n'en trouva que cinq qu'il crut devoir refuser¹,

¹ Ces cinq articles donneront plus que toutes les explications une idée de la dureté des 35 autres.

1^{er} art. Le duc de Savoie gardera ce qu'il a pris aux Français, mais ils seront tenus à lui rendre leurs conquêtes.

2. Les électeurs de Cologne et de Bavière perdront leurs pays pour avoir embrassé le parti des Français.

3. Jusqu'à ce que la paix soit entièrement conclue, la France donnera en otage toutes les places fortes qui la défendent dans les provinces du nord.

4. Elle cédera pour toujours plusieurs de ses forteresses.

5. Elle aidera à chasser Philippe d'Espagne.

Ces grands sacrifices de Louis XIV prouvent que la passion de la guerre et le besoin des conquêtes étaient chez lui subordonnés au bonheur de son peuple. Napoléon, dans des circonstances à peu près semblables, aime mieux exposer les restes infortunés de la plus brillante jeunesse de France, que d'acquiescer à des conditions beaucoup moins onéreuses; aussi ces deux princes entre lesquels il y a plus d'un rapport, recueillirent chacun ce qu'il avait semé. Louis XIV fit de grands sacrifices au peuple, le peuple lui en tint compte, et ne lui fut pas moins attaché dans les temps de revers que dans ceux de la prospérité. Napoléon au contraire ne put maîtriser le penchant irrésistible qui l'entraînait à la guerre; il sacrifia l'in-

et il finit par en accepter trois¹. Polignac et le maréchal d'Uxelles entamèrent en 1710 une nouvelle négociation à Gertruydenberg près de Bréda. Soit qu'Eugène et Marlborough n'aient pas ajouté foi à cette grande condescendance, soit qu'ils n'aient pas voulu faire la paix en comptant trop sur l'épuisement des Français, il est certain qu'ils ne retranchèrent aucun des articles, et qu'ils donnèrent par là à Louis XIV l'avantage d'en appeler à l'orgueil national et à l'indignation que les Français ressentirent des humiliations qu'on voulait leur faire subir aussi bien qu'à leur roi. Une mutation à la cour d'Angleterre et la mort de Joseph I^{er}, arrivée le 17 avril 1711, changèrent les rapports des alliés. L'archiduc Charles, par la mort de son frère, devint empereur des Allemands et souverain de l'empire d'Autriche sous le nom de Charles VI. Les alliés ne pouvaient donc plus désirer qu'il réunît l'Espagne à ses États. Le changement opéré en Angleterre demande plus de détails.

Depuis l'avènement de la reine Anne au

térêt de la France à son orgueilleux entêtement ; la France sépara sa cause de la sienne, et elle ne se défendit qu'autant qu'il était nécessaire pour ne point perdre l'honneur de vingt-cinq ans de victoires (*Note du traducteur.*)

¹ Louis n'excepta que le 2^e et le 5^e de ces articles.

trône, l'Angleterre était entièrement gouvernée par les Whigs, et la famille Marlborough possédait toutes les places ou les avait à sa disposition. Godolphin, ministre de l'intérieur, n'agissait que d'après la volonté de Marlborough, dont la cupidité et la sordide avarice ternissaient les grandes et brillantes qualités. Robert Harley, depuis comte d'Oxford, était le seul homme dans le ministère qui n'approuvât point la politique des Whigs, et qui s'opposât, mais en vain, aux autres ministres : il lui fallut céder. Toutefois avant de déposer sa charge, il avait su prévenir la reine en flattant son faible contre les Whigs. Ce faible était sa prédilection pour l'Église épiscopale, que les Whigs attaquaient vivement, et qui avait trouvé un zélé défenseur dans le docteur Sacheverell, prédicateur de la cour. Sacheverell ne prêcha pas seulement contre les ministres, il fit même imprimer ses discours, et les ministres attaquèrent publiquement, l'an 1707, ses principes, tandis que le peuple le regardait comme martyr. C'était dans le temps où mistriss Masham, nièce de la duchesse de Marlborough, cherchait à gagner les bonnes grâces de la reine. Mistriss Masham, pour faire bien sentir à cette princesse ce qui devait résulter des principes

des Whigs , ne lui montra pas seulement jusqu'où pouvait aller un parti qui considérerait la résistance à un gouvernement établi et légitime comme licite et conforme à la religion ; mais elle décida même la reine à assister au procès du docteur Sacheverell , pour se convaincre que les principes des Whigs étaient réellement contraires à l'Église épiscopale et à la royauté. Avant que la reine eût entièrement changé d'idées, Robert Harley était éloigné de sa place de secrétaire d'état ; sir John, depuis lord Bolingbroke, n'étant plus ministre de la guerre, la reine se trouva tellement entourée de Whigs, qu'elle se vit enfin forcée de conspirer elle-même contre son propre ministère.

Offensée cruellement par son amie intime, la duchesse de Marlborough, Anne fit venir en secret Robert Harley, l'an 1710, et résolut, sur son avis, de disgracier la famille de Marlborough. Elle remercia d'abord Sunderland, secrétaire d'état et gendre de Marlborough, Godolphin, lord de l'échiquier, ensuite toutes les créatures du parti¹. Elle cassa le parlement des

¹ De tous les hommes importants du parti des Whigs, Marlborough seul resta en place ; Harley fut nommé lord de l'échiquier, et sir John secrétaire d'état. Ce dernier, sous le nom de lord Bolingbroke, est connu comme un admirateur aveugle des Français.

Whigs au mois d'octobre 1710. Pour qu'on pût s'en passer, la paix devenait nécessaire; pour pouvoir la traiter, il fallait chercher un prétexte plausible dans la diminution des charges du peuple et du fardeau de la guerre. Un homme qui pendant la guerre avait vraisemblablement servi à Louis XIV d'espion à Londres¹, fut le premier qui entama la négociation entre l'Angleterre et la France : on employa plus tard le poète Prior, et enfin Ménager, officier municipal de la ville de Rouen, jusqu'alors inconnu. Ce dernier régla les préliminaires, et la mort de Joseph en hâta la conclusion; on les signa le 8 octobre 1711, au grand déplaisir des Pays-Bas et de l'empereur d'Autriche². Le prince Eugène chercha en vain à relever le duc de Marlborough par sa présence à Londres; il ne put empêcher qu'on ne lui demandât compte des moyens vils qu'il employait pour s'enrichir, et qu'on ne le révoquât de ses fonctions. Dès ce moment les négociations furent poursuivies avec plus de zèle; toute l'année 1712 se

¹ Le français Gautier, qui avait été chapelain de la maison de l'ambassadeur impérial. Coxe, en parlant de lui, dit avec assurance : *Originally a french spy*.

² Le comte de Gallas, ministre impérial, fut obligé de quitter l'Angleterre pour avoir fait imprimer les préliminaires qu'il s'était procurés, et qui devaient exciter le peuple.

passa en délibérations à Utrecht, sur la paix ; et on força , pour ainsi dire, les États-généraux d'accepter les conditions que la France et l'Angleterre avaient stipulées d'avance. La paix fut signée le 11 avril 1713 par l'Angleterre , la France, la Savoie, le Portugal, la Prusse et les États-généraux. L'Empereur et l'Empire continuèrent la guerre , mais de manière à exciter, même alors, les plaintes réitérées et publiques des patriotes de l'Allemagne ¹. Tant que le brave et expérimenté Louis de Bade resta à la tête de l'armée de l'Empire , les frontières furent au moins couvertes ; mais après sa mort les Français levèrent des contributions jusqu'au fond de l'Allemagne, et l'on évalua à neuf millions les sommes exigées seulement dans le cercle de la Souabe. L'état des choses resta le même lorsque le nouvel électeur Georges Louis

¹ Le commandement des troupes de l'Empire passa , l'an 1707, à la mort de Louis de Bade , dans les mains du margrave Chrétien Ernest de Bayreuth. Celui-ci perdit aussitôt contre Villars, les lignes près de Stollhofen que Louis de Bade avait long-temps défendues, et 166 canons. Les princes allemands, et même la Prusse, lui conseillèrent de déposer le commandement ; il répondit à la Prusse qu'il venait d'apprendre , non sans quelque altération, par la lettre amicale de son cousin, du 18 du mois passé, que le Brandebourg désirait qu'il abdiquât ; mais qu'il ne fallait pas s'étonner si les affaires allaient mal, puisque le cousin même refusait le contingent.

de Hanovre prit le commandement ; car on observait malheureusement dans toutes les affaires de l'Empire une marche aussi ridicule que fausse¹ ; et tandis que les Français levaient des millions dans l'Empire , on ne put s'accorder sur deux cent mille écus demandés pour fonder une caisse d'opérations de guerre , et on perdit une année entière en délibérations sans engager les trois mille hommes de cavalerie saxonne comme on l'avait projeté². Eugène , qui avait déjà été à la tête des Allemands avant que l'électeur de Hanovre se rebutât , et qui n'avait repris qu'à regret le commandement , ne fut pas plus heureux que ce dernier. Il trouva contre lui , dans l'année de la paix d'Utrecht , le vaillant maréchal de Villars que Louis XIV avait envoyé sur le Rhin avec des renforts considérables. Landau et Fribourg dans le Brisgau furent occupés par les Fran-

¹ La Diète de l'Empire , étonnée par la prise des lignes de Stollhofen , décréta qu'il ne suffisait pas de donner des arrêtés pompeux pour continuer la guerre présente de l'Empire , et pour soutenir le bien de la cause commune , lorsqu'on ne les exécutait pas avec plus de succès qu'on ne l'avait fait jusqu'alors en mainte occasion.

² Il est dit à la fin qu'on avait manqué non-seulement d'instructions , mais encore de fonds nécessaires. Ce point ne fut donc plus délibéré , et le décret de l'Empire resta sans valeur. (Voyez sur ces faits le *Theatrum europ.*, vol. VIII , p. 1622. Édit. de 1708.)

çais¹, toute la Souabe menacée, sans qu'il pût y mettre obstacle. Lorsqu'Eugène même conseilla la paix, l'Empereur lui donna le pouvoir de presser pendant le blocus de Landau les négociations entamées à Rastadt; mais après la prise de Fribourg, Villars fit des demandes si exagérées qu'Eugène quitta avec indignation le lieu où se traitaient les affaires² et se rendit à Stuttgart, tandis que Villars restait à Strasbourg. L'empire d'Allemagne, et même les princes isolés, prirent alors, pour la première fois, une attitude menaçante, et Louis XIV jugea à propos de donner de nouvelles instructions à Villars. On signa les préliminaires de la paix de Rastadt, le 6 mars, entre la France et l'empereur d'Autriche, sans la participation de l'Espagne. La paix avec l'Empire, retardée de quelques mois, fut enfin ratifiée à Bade comme l'Empereur l'avait arrêtée d'abord à Rastadt.

III. La monarchie espagnole, sous Philippe V, fut réduite à la péninsule et aux îles de la mer

¹ Le général Harsch défendit d'abord la ville avec la plus grande opiniâtreté, se soutint ensuite dans les forts jusqu'au 15 novembre, où Eugène même lui permit de se rendre.

² Villars ne voulut cependant pas proposer qu'on créât, pour la princesse des Ursins, un duché souverain dans les Pays-Bas d'Autriche; et il répondit que c'était une chose honteuse à demander, et même à proposer.

d'Espagne, y compris les possessions des Espagnols dans les Indes orientales et occidentales¹. Milan, Naples, la Sardaigne, et quatre places fortes sur la côte de Toscane² furent cédées à l'Autriche. On donna au duc de Savoie la Sicile, les forts d'Exilles, de Fenestrelle, et de Château-Dauphin. Les Pays-Bas espagnols tombèrent en partage à l'Autriche, et la France rendit plusieurs villes qui lui avaient été cédées autrefois ; mais on réserva aux États-généraux le droit de joindre leurs troupes aux garnisons des places fortes des Pays-Bas, et l'empereur d'Autriche fut tenu à faire avec eux un traité de démarcation. Ce traité devenu si important sous le règne de Joseph II, ne fut arrêté que le 15 novembre 1715. Aussitôt les Pays-Bas, jusqu'alors comme ôtages dans les mains des États-généraux, furent livrés à l'empereur.

La condition principale du traité était d'en-

¹ Le gouvernement commença par détruire les privilèges de l'Aragon et de la Catalogne. Les braves Catalans furent les victimes de la misérable politique des Anglais, et Barcelone montra autant de dévouement que Saragosse en montra plus tard contre Bonaparte.

(San Philippe, ensuite Berwick mémoires, tom. II, p. 174, et Coxe mémoires, t. II, chap. XXI, ont bien tracé le tableau de ces efforts.)

² Parmi elles fut Porto-Longone.

tretenir dans ces provinces trente à trente-cinq mille hommes, et en cas de guerre quarante mille. L'empereur en fournit trois cinquièmes et les États-généraux les deux autres. Les villes de Namur, Dornik, Meenen, Furnes, Warneton, Ypres, le fort Knock, ne devaient recevoir dans leurs garnisons que des troupes des Pays-Bays; à ces droits des États-généraux s'attachait un grand nombre d'articles onéreux pour l'empereur. Quant à l'Angleterre, elle se rendait caution de l'exécution du traité. L'électeur de Brandebourg, reconnu comme roi de Prusse par Louis XIV, eut le quartier de la haute Gueldre.

La France, en garantissant au Hanovre la succession au trône d'Angleterre, sacrifia le Prétendant aux Anglais; et leur céda la Nouvelle-Écosse, la baie d'Hudson, Terre-Neuve, et Saint-Christophe. L'Espagne livra à l'Angleterre Gibraltar, Minorque, le Port-Mahon, et pour trente ans le traité de l'*assiente*, c'est-à-dire la traite exclusive des nègres dans l'Amérique espagnole. En Allemagne les deux électeurs proscrits, celui de Cologne et de Bavière, rentrèrent dans leurs droits. Louis XIV obtint Landau, mais il fut obligé de rendre Fribourg, Brisach et Kehl; au reste la paix de Riswick fut

maintenue; un des articles préliminaires de la paix avec l'Angleterre portait déjà que l'Espagne et la France ne seraient jamais réunies sous le même sceptre, et que Philippe V devait renoncer pour lui et ses héritiers à la succession de la couronne de France.

CHAPITRE II.

GUERRE DU NORD.

- I. Depuis le traité de Bade jusqu'à la bataille de Pultava. — II. Depuis la bataille de Pultava jusqu'aux traités qui terminèrent la guerre. — III. Changements causés en Europe par la guerre du Nord.

I. A l'époque où l'on voyait tout le midi et l'occident de l'Europe sous les armes, le septentrion et l'orient étaient engagés dans une guerre générale, qui tirait aussi son origine du siècle passé, et qui amena des changements bien plus importants dans les relations de l'Europe que le partage de la monarchie d'Espagne et l'élévation d'un Bourbon au trône de ce pays; car la Russie soumit dès-lors la Pologne et la Suède.

La principale cause de la guerre du Nord fut, lors de l'avènement de Charles XII au trône de Suède, l'espoir que conçurent le Danemarck,

la Pologne et la Russie de reconquérir les privilèges et les provinces qu'ils avaient perdus antérieurement. On était bien loin de prévoir alors qu'un monarque adolescent qui, jusqu'au moment de la guerre, n'avait aimé que le faste et la débauche, se montrerait tout-à-coup un héros : car, peu de temps avant que les ennemis de la Suède se fussent ligués, Charles XII avait obtenu, par les démarches du comte Piper, qu'il serait affranchi de la tutelle à laquelle le soumettait sa jeunesse : les États suédois, en lui déférant le pouvoir absolu, le 9 novembre 1697, lui accordèrent, le 20 du même mois, une puissance dont l'étendue ne conservait plus que le nom de l'ancienne constitution. Les ennemis de la Suède attendaient, de l'inexpérience et de l'étourderie du jeune roi, le plein succès des projets qu'ils avaient conçus depuis longtemps. Patkul, un des membres de la chevalerie livonienne, opprimé et dépouillé par Charles XI, fut l'ame de la ligue qui se forma contre la Suède. C'est lui qui, par la hardiesse de ses représentations contre les démarches du roi, opposées à la constitution, et par ses efforts alarmants, avait tellement irrité Charles XI, qu'étant venu en Suède comme député des chevaliers de Riga, le roi le fit arrêter, juger, et

condamner à mort, et il lui en coûta beaucoup de commuer cette peine.

Patkul ayant trouvé plus tard les moyens de s'échapper, alla porter les armes en Saxe, d'où il passa en 1701 au service de la Russie. Auguste, roi de Pologne, électeur de Saxe, et Christiern V, roi de Danemarck, avaient bien contracté une alliance le 24 mars 1698 ; mais la circonspection de Christiern avait empêché qu'elle eût des résultats. A l'instigation de Patkul, les Saxons cherchèrent à faire une nouvelle alliance avec Frédéric IV qui venait de succéder à son père : Frédéric envoya secrètement son grand chancelier Reventlau à Dresde, où il fit, avec le tout puissant Flemming, un traité formel, offensif et défensif contre la Suède ; personne n'en fut instruit que Patkul qui, envoyé avec Carlowiz à Pierre I^{er}, le déterminà le 11 novembre à signer ce traité. Le Danemarck commença les hostilités en traitant en ennemi le duc de Holstein, beau-frère de Charles XII, depuis long-temps allié de la Suède, et en rompant la paix d'Altona.

Presqu'à la même époque, des troupes saxonnes marchèrent contre Riga, et Pierre I^{er} envahit la Livonie et l'Esthonie avec ses Russes encore mal disciplinés. Dès que la guerre eut

éclaté, on s'aperçut que l'on s'était trompé sur le caractère de Charles XII ; il n'attendit pas que les garants du traité d'Altona, et leur armée commandée contre le Danemarck, eussent forcé Frédéric IV à maintenir la paix ; il fit preuve d'une témérité sans égale¹, alla droit en Zélande, et aborda le 25 juillet 1700, en présence de toutes les forces danoises. Il se proposait, aussitôt que son artillerie serait arrivée de Suède, de bloquer, avec quinze mille hommes, la ville de Copenhague. A son grand déplaisir, et avant qu'il eût rassemblé le matériel du siège, la paix fut faite au mois d'août, par la médiation des garants du traité d'Altona, à Travendahl, dans le château du duc de Ploen. Elle assura à la Suède et au duc de Holstein-Gottorp une satisfaction éclatante.

Sur ces entrefaites les Saxons échouèrent devant Riga. Pierre commença le siège de Narva le 17 septembre 1700 ; et Charles, après un court séjour en Suède, se dirigea en toute hâte vers la Livonie et l'Esthonie contre les

¹ La flotte danoise était dans le Chenal ; les flottes anglaises et hollandaises, quoique envoyées au secours des Suédois, avaient reçu l'ordre formel de ne pas faciliter le passage des Suédois en Zélande. Charles XII força son amiral le comte de Wachmeister à passer par la Flintrinne, proprement dite, où on avait cru jusqu'à présent le passage des grands bâtiments impossible. Les autres flottes furent alors obligées de le seconder.

Saxons et les Russes. Il débarqua avec son armée, le 5 octobre, près de Pernau. Les Saxons, dont l'entreprise ne fut ni approuvée ni appuyée par les Polonais, qui ne partageaient point l'opinion de leur roi, s'étaient retirés. Charles alla donc au-devant des Russes qui assiégeaient Narva. Toute l'armée russe, organisée depuis peu, était forte d'environ quarante mille hommes; Charles n'en avait que dix-huit mille, encore le terrain ne lui permettait-il d'en faire agir que huit mille. Cependant il remporta du 20 au 21 une victoire si complète que tout l'état-major, cent quarante-cinq canons et vingt-huit mortiers tombèrent en son pouvoir. Il passa l'hiver en Livonie et conçut dès-lors le projet de détrôner le roi Auguste en Pologne, et d'exercer ainsi sur lui une vengeance sans exemple. Les dissensions intérieures des Polonais, les différends entre les familles de Sapieha et d'Oginsky en Lithuanie¹ firent entrevoir à Charles la réussite possible de son projet, contraire cependant à la constitution et aux usages du pays; mais il comptait que les armes des Suédois lui donneraient le droit de hasarder des choses nouvelles.

¹ *Supplément de Nordberg à la vie de Charles XII*, (3 vol. in-4^o.) pièce n^o XII et xxx des suppléments.

Pendant que Charles se préparait à transporter la guerre en Pologne, Pierre et le roi Auguste eurent à Birzen en Lithuanie une entrevue qui dura depuis le mois de février jusqu'au mois de mars 1701, et dans laquelle ils contractèrent une alliance plus intime qu'auparavant. Dans ce nouveau traité, tout l'avantage était encore du côté de Pierre; il parvint à tourner la puissance entière de Charles contre Auguste, et, pendant la campagne de Pologne et de Saxe, il eut tout le loisir d'occuper l'Ingrie¹, et de porter à diverses reprises la guerre dans l'Esthonie et dans la Livonie. Charles mit d'abord les Saxons en déroute, et à la demande de la diète l'entrée de la Pologne leur fut interdite : enfin, les mécontents, et parmi eux le primat et l'archevêque de Gnèse, le cardinal Radzewusky, entrèrent en correspondance avec le roi de Suède; celui-ci leur exposa son projet de détrôner le roi Auguste et de faire une nouvelle élection. Mais le moment de la déchéance n'était pas encore venu, et Charles agissait même contre les lois et les coutumes de la Pologne, malgré les torts qu'on pouvait reprocher au roi Auguste d'avoir violé sa capitulation.

¹ Pierre I^{er} jeta, comme on sait, dès l'an 1704, les fondements de Saint-Pétersbourg.

La Lithuanie et la Courlande furent ravagées par les Suédois ; les Saxons succombèrent partout en Pologne, et l'armée polonaise de la couronne, enfin rassemblée sous les ordres du roi, essuya une défaite si complète, près de Clissoy, entre Varsovie et Cracovie, le 20 juillet 1702, que le camp, avec toute l'artillerie et les bagages¹, tomba au pouvoir de Charles qui occupa Cracovie le 10 août.

Malgré les maux que la Pologne endurait de la part des Suédois et même des Russes ses alliés, la proposition de la déchéance y trouva encore bien des adversaires ; et ce ne fut que le 21 janvier 1704 qu'un parti se rassembla à Varsovie, se constitua en confédération générale, se déclara dégagé de l'obéissance envers le roi, prononça la vacance du trône et fixa une nouvelle élection. Si les deux fils aînés de Jean Sobiesky, qui, comme roi de Pologne, s'était acquis une gloire éternelle par le secours qu'il porta à Vienne assiégée et par ses victoires sur les Turcs, n'avaient été arrêtés, contre le droit des gens, en Silésie, et conduits à Leip-

¹ Un seul trait caractérise Auguste et Charles XII. Auguste députa au roi de Suède, avant de faire la paix, la belle Kœnigsmarck ; il refusa même de la voir. Charles trouva dans le camp de Clissoy cinq cents dames de la suite d'Auguste ; il les fit conduire sous escorte jusqu'aux frontières de la Saxe.

sick par des troupes saxonnes, d'après un ordre du roi Auguste, un d'eux aurait sans doute réuni les suffrages. Alexandre, leur cadet, refusa la couronne, par égard pour ses frères. Sans ce refus, Charles aurait certainement donné la préférence à cette famille¹. Mais aucun des membres de la maison de Sobiesky ne pouvant être élu, il suivit son affection personnelle et exigea que les Polonais nommassent Stanislas Lescinski, vayvode de Pose, qui avait su gagner ses bonnes grâces.

Autant le cardinal primat était indisposé contre Frédéric-Auguste, autant l'élection de Stanislas lui déplaisait. Il refusa de présider à l'élection, et l'évêque déposé fut obligé de le remplacer le 1^{er} juillet 1704, jour des votes. Le général Horn, commandant la garnison suédoise à Varsovie tint dans le respect l'assemblée électorale; enfin, à neuf heures du soir, l'ar-

¹ Une lettre de Charles, datée de Heilsberg, du 13 décembre, dans Voltaire; *Vie d'Auguste*, pag. 447; dans Lamberty, tom. III, p. 332; dans Schmauss, t. II, pag. 320, recommande Sobiesky.

Nordberg regarde tout cela comme une fiction de Voltaire; la raison qu'il en apporte n'est pas solide. Il attaque l'authenticité de sa lettre, en soutenant que Charles n'était pas encore à cette époque à Heilsberg. Son traducteur a déjà fait quelques objections, et Weisse, *Kursächsische Geschichte*, (*Histoire de la Saxe électorale*) tom. V, pag. 374, regarde la lettre comme authentique.

gent, les troupes suédoises, et les liqueurs fortes assurèrent tous les suffrages à Stanislas. Le cardinal primate n'osa point désavouer le nouveau roi que Charles venait de reconnaître ; mais l'évêque rusé éluda la fonction du couronnement par un prompt départ pour Dantzick, et Stanislas ne fut solennellement couronné que l'année suivante, au mois d'octobre 1705, à Lemberg, par l'archevêque de cette ville, en présence de Charles XII.

Le couronnement avait été retardé par la tournure que la guerre venait de prendre. Charles, après l'élection, marcha de suite sur Lemberg. Auguste, renforcé par des troupes russes, avait profité de son absence pour faire capituler Horn et les Suédois à Varsovie, et pour envoyer l'évêque de Pose à Rome. Les succès des Saxons et les irruptions des Russes en Livonie et en Lithuanie ne donnèrent pas un instant de repos aux Suédois, quoique Auguste demeurât toute l'année 1705 en Saxe. Il fallut à Charles une nouvelle victoire décisive près de la Vistule, à la fin du mois de juillet 1705, pour que toute la Pologne retombât au pouvoir des Suédois.

L'année suivante, Charles fut retenu en Lithuanie, où le roi de Pologne détrôné eut une

conférencé avec Pierre I^{er}. A son retour, Auguste résolut de surprendre Varsovie pendant l'absence du roi de Suède, et cette tentative valut à Rhenschoeld, général suédois, l'occasion de se distinguer par un des plus brillants faits d'armes que la guerre du Nord ait produits? Aux Saxons commandés par Schulenburg et dont les troupes seules étaient déjà plus nombreuses que l'armée suédoise, se joignirent encore des Polonais et six mille Russes. Cependant Rhenschoeld s'opposa près de Fraustadt ou Vschova au passage des Saxons, n'hésita pas un instant à donner bataille et décida en deux heures la victoire, le 14 février 1706. Toute l'armée saxonne fut entièrement dispersée, l'artillerie prise, et Auguste voyant son plan sur Varsovie manqué, alla d'abord à Cracovie, puis en Lithuanie. Charles voulant terminer à sa manière tous les différends de la Saxe et de la Pologne, marcha sur l'Allemagne, à la tête de vingt-deux mille soldats aussi braves que mal vêtus, sans s'inquiéter des menaces de l'empereur et des décrets de l'Empire¹; et, du 22 au 26 août, ayant traversé la Silésie, il entra en Saxe sans

¹ Le cabinet de Vienne, d'abord sans nommer Charles, ensuite le nommant expressément, avait déclaré qu'il serait regardé comme ennemi de l'Empire s'il passait l'Oder, pendant la guerre contre les Français.

en demander la permission à l'empereur alors souverain de la Silésie.

Aussitôt que Charles fut entré en Saxe, Auguste sollicita sérieusement la paix. On la conclut au mois de septembre 1706 à Alt-Rans-tædt près de Leipsick, d'après les conditions onéreuses que Charles prescrivit. Auguste fut obligé de se soumettre à une autre humiliation pour ne pas irriter le vainqueur; il se vit forcé de recevoir non-seulement Charles, mais aussi Stanislas, et de saluer ce dernier comme roi. L'équipage de Charles dans cette occasion fut aussi singulier que son discours ¹. La condition la plus ignominieuse de la paix fut celle de livrer le malheureux Patkul, dont on ne saurait approuver le caractère et les menées, mais envers qui le droit des gens et de l'humanité se trouvent quatre fois violés; la première fois, par le ministère saxon, dont il dévoila la petitesse et qui le fit arrêter malgré son titre d'ambassadeur de Russie; en second lieu le même gouvernement le livra à un ennemi irrité; en-

¹ On trouve une peinture très-avantageuse de Charles XII, par un Polonais témoin oculaire, qui a cité au moins les faits avec fidélité, dans Lamberty, tom. IV. page 436-37. L'opinion contraire, rapportée par un Anglais, s'y trouve à côté, pag. 439, où il dépeint en même temps Auguste Stanislas.

suite Charles le fit rouer de la manière la plus cruelle ¹; enfin Pierre I^{er} par politique ne se vengea point sur la Saxe de la violation du droit des gens et des horreurs qu'elle se permettait envers ses plénipotentiaires.

Charles demeura plus d'une année en Saxe, équipa toute son armée à neuf, la recruta, et leva des sommes immenses dans un pays épuisé par l'administration infame de Flemming et par la prodigalité d'Auguste; l'électorat lui paya en outre six cent mille écus par mois; et cependant les Saxons le trouvèrent plus équitable envers eux que leur propre souverain et leur noblesse ².

Le séjour en Saxe avait porté l'armée suédoise à trente quatre mille hommes, mais ce n'étaient plus de vieux soldats aguerris; c'étaient de jeunes paysans rassemblés en Suède, ou de mauvais sujets enrôlés à la hâte.

Au mois de septembre, Charles se mit en

¹ Weisse, *Histoire de la Saxe électorale*, tom. V, pag. 384, indique les ouvrages où l'on peut trouver les notions les plus exactes sur cette histoire.

² Flemming avait l'impudence de demander au roi, que dans la répartition des tailles, il voulût faire attention que la noblesse et toutes les autres personnes exemptes, ne fussent point chargées de cet impôt. Le roi répondit très-judicieusement qu'il voulait bien qu'elles restassent toutes exemptes, si de rien elles pouvaient faire de l'argent.

marche contre Pierre ; il demeura quelque temps près de Pose avant de décider s'il irait en Livonie ou directement à Moscou. Pierre venait d'occuper et de coloniser toute l'Istrie, de ravager l'Esthonie, la Courlande et la Pologne ; et Lœwenhaupt, le général le plus distingué de Charles, ne défendait qu'avec beaucoup de peine la Livonie contre les Russes. Tout le monde s'attendait à voir Charles chasser d'abord l'ennemi des provinces de la mer Baltique, et pénétrer ensuite, renforcé par Stanislas et ses Polonais, plus avant en Russie. Son caractère violent en disposa autrement.

Mazeppa, chef des Cosaques, berça le roi de Suède de l'espoir qu'il s'unirait à lui avec tout son peuple, s'il s'avancait par la Pologne en Ukraine, et de là directement à Moscou. Charles agréa cette proposition qui flattait ses idées, sans examiner les ressources de Mazeppa ; et il se mit en marche malgré l'hiver, depuis le mois de février jusqu'au 17 mai 1708. L'armée suédoise gagna la Lithuanie et s'arrêta quelque temps près de la Bérésina. En continuant sa marche, tout le succès dépendait de sa jonction avec Lœwenhaupt qui amenait de la Livonie des chevaux, des vivres, des munitions, des renforts, et toute l'armée qu'il y avait commandée.

Charles aurait dû alors se diriger vers Smolensk, ou attendre Lœwenhaupt à l'endroit fixé pour leur réunion, ou s'avancer à petites journées. Il ne fit rien de tout cela ; au lieu d'aller à Smolensk, il prit une route tout opposée pour se rendre en Ukraine, et, au lieu d'attendre Lœwenhaupt, il fit des marches forcées, du 15 au 25 septembre : aussi ce général, poursuivi par toute l'armée russe, ne put atteindre le roi de Suède, et, attaqué par quarante mille Russes, il livra le 28 et le 29 septembre 1708 une bataille mémorable entre Lisna et Pro-poïsque, où il demeura maître du champ de bataille. Il rejoignit enfin son maître le 13 octobre avec ses troupes réduites à dix mille hommes, il s'était vu obligé de détruire son artillerie, ses bagages et ses provisions, pour conserver les chevaux, de se faire jour à travers un ennemi trois fois supérieur, et de traverser des déserts horribles, par des routes inconnues et non frayées. Les provisions que Lœwenhaupt avait amenées, et qui étaient indispensables aux Suédois, s'ils voulaient avancer, étaient aussi perdues. Mazeppa venait d'être abandonné de ses soldats, et on avait manqué Staradub, le meilleur défilé en Ukraine.

L'opiniâtreté que Charles montra tant de fois, put seule exposer une si belle armée à une perte évidente. Des besoins de toute espèce, la faim, le manque de vêtements, le froid en 1709, (comme en 1740¹), plus rigoureux qu'on ne l'avait jamais éprouvé en Europe, et les travaux pénibles exécutés dans un terrain gelé pour fortifier Pultava, coûtèrent la vie à des milliers de Suédois. Les attaques des Russes firent aussi périr beaucoup de monde.

Dès le mois d'avril il n'y avait plus de succès à espérer de tous les efforts de Charles et de son armée; au mois de mai tous les ouvrages faits par les Suédois étaient détruits; cependant Charles passa le mois de juin dans une inaction complète. Il donna enfin le 10 juillet une bataille dont l'issue était facile à prévoir. Il paraît que Rhenschoeld, fatigué d'un entêtement sans exemple ², que pourtant il avait favorisé d'a-

¹ Et comme en 1812.

² Charles XII fut capricieux, mais il ne fut point fou. Rûhs, *Geschichte von Schweden, Allgemeine Weltgeschichte* (*Histoire de Suède, dans l'Histoire universelle*), vol. LXVI, p. 285, ou liv. XVIII, § 415, n'aurait donc pas dû raconter, sur la foi de Gyllenkroek, que Charles s'était proposé d'aller absolument en Asie, et qu'il avait cru y arriver sans beaucoup de peine. Adlerfeld raconte cette histoire d'une manière bien plus rai-

bord, négligea les dispositions qui auraient pu assurer le succès de la bataille. Piper et lui se rendirent aux Russes pour éviter les effets de la colère du roi. Toute l'armée suédoise fut détruite, et les dix-huit mille hommes qui, sous la conduite de Loewenhaupt et Kreuz, échappèrent au carnage, capitulèrent avec précipitation. Charles seul se sauva par sa témérité; il passa le Bog avec deux mille hommes, parcourut du 14 juillet jusqu'au 1^{er} août l'Ukraine, arriva à Bender, se mit sous la protection des Turcs, et voulut demeurer en Turquie, jusqu'à ce qu'il pût fondre sur la Russie à la tête d'une armée ottomane.

II. Tandis qu'à Bender Charles voulait régner sur la Suède et faire la loi au sultan; tandis qu'il renversait les grands visirs qui lui étaient opposés, et que ses ambassadeurs déterminaient les Turcs à déclarer la guerre à la Russie, ses ennemis n'étaient pas moins actifs. On renouvela d'abord au mois de juin 1709 le traité entre le Danemarck et la Suède. En-

*

sonnable. Kolomark, dit-il, n'étant éloigné que de sept lieues de l'endroit où le pays des Tartares Nogais commence, le vieux Mazeppa, pour flatter le roi, s'approcha de lui à cheval, et s'écria, qu'ils n'étaient qu'à huit lieues de l'Asie. Le roi lui répondit en souriant: *Sed non conveniunt geographi*; et Mazeppa demeura confus.

suite Wurtemberg , Reventlau et Flemming , favoris du premier roi de Prusse , du roi de Danemarck et de l'électeur Auguste , délibérèrent comment la Prusse pourrait prendre part au démembrement de la Suède. Auguste enfin se dirigea sur la Pologne à la tête de quinze mille Saxons. Il se mit en marche le 8 août. Le manifeste d'après lequel il reprit le titre de roi , et rompit la paix d'Alt-Ranstadt , ne parut que le 18 du même mois ; mais avec son armée brillante d'or , d'argent et de soie , à laquelle se joignait une garde à cheval composée de comtes , vicomtes et marquis français , écossais , italiens , un corps de satellites et de gardes du corps du même rang¹ ; il n'osa point attaquer les neuf mille Suédois en souquenilles que Crassau amenait de la Pologne en Poméranie , et auxquels Stanislas se joignit plus tard , avec huit mille Polonais demeurés fidèles à son parti.

¹ Le roi était lui-même capitaine de cette garde à cheval ; un italien en était lieutenant-capitaine. L'uniforme était excessivement riche et galonné. Cette garde se composait de quatre brigades dont chacune comprenait soixante cavaliers. Il fallait à chacun deux ou trois chevaux et un palefrenier ; plusieurs avaient six chevaux , un cuisinier et un valet de chambre ; plus ils en avaient , plus ils étaient considérés. Les soixante satellites à cheval , commandés par Flemming , étaient équipés de même , ainsi que les gardes du corps.

Les Danois ayant envahi Schonen, au mois d'octobre, furent totalement battus en Allemagne. Les garants du traité de Travendahl désirèrent conserver la paix. L'empereur, les Pays-Bas et l'Angleterre, pour réprimer la guerre au nord de l'Allemagne, et pour avoir la faculté d'agir avec plus d'énergie sur le Rhin, contre les Français, offrirent aux Suédois, dans la convention de La Haye, au 20 mars 1710, de défendre leurs pays allemands, s'ils consentaient à ne point porter le théâtre de la guerre dans l'Empire, ni sur le territoire de l'Allemagne. La régence suédoise accepta cette proposition, mais Charles la rejeta avec le plus grand mépris; cependant la paix ne fut point troublée pendant quelque temps.

Charles, de Bender qu'il occupait toujours, ne cessait d'exciter le sultan à combattre la Russie. Il vit enfin ses désirs réalisés, et il parvint au mois de mai 1710, à faire nommer visir Achmet Kupergli qui lui était entièrement dévoué. Achmet ne put se soutenir; et néanmoins la guerre fut déclarée au mois de novembre. Charles XII perdit par sa faute tous les avantages qu'il s'en était promis. Le nouveau visir Mehemet Battadschi, déjà ennemi des Suédois, s'irrita encore plus des bravades de Char-

les et de son refus de lui rendre une visite dans son camp. Il négligea à dessein de profiter des avantages de la campagne.

Pierre comptant sur son ami Cantemir, hospodar de la Valachie, s'était hasardé, comme Charles XII, d'après les promesses de Mazepa, dans des contrées où les vivres lui manquaient. Il voulut ensuite réparer sa faute en se dirigeant du Niester vers le Pruth, mais à peine en touche-t-il les bords qu'il se voit cerné de tous côtés. Le 10 juillet 1711, les Russes prirent le parti désespéré de brûler, dans les retranchements bloqués par l'ennemi et enfermés par le Pruth, tous les chariots et tous les bagages; l'armée resta sans vivres, les chevaux se nourrirent de feuillages et d'écorces, et les soldats, pour se défendre de l'ennemi, élevèrent autour d'eux un rempart des cadavres de leurs frères. Charles, ayant appris la position des Russes, comptait le lendemain apprendre à chaque instant que leur armée était entièrement détruite ou faite prisonnière, quand on lui annonça que le visir n'avait pas seulement signé la paix, mais livré passage à toute l'armée russe¹. La violence de l'envoyé suédois Poniatowski,

¹ Pierre I^{er} attribue, comme on sait, dans un manifeste, à Catherine, qu'il avait déjà déclarée alors son épouse et qu'il

qui s'opposa au visir et voulait même lui donner des ordres, hâta sans doute le traité, et le roi de Suède, accourant enfin lui-même, arriva deux jours trop tard. Dès ce moment Charles XII rompit ouvertement avec les Turcs et leur livra à Bender une bataille rangée. De là il se retira à Demirtasch et ensuite à Demotique, où il demeura huit mois en proie à sa mauvaise humeur.

Sur ces entrefaites, le Hanovre s'associa en secret à ses ennemis ; une armée de Russes, de Polonais et de Saxons entra dans la Poméranie suédoise, en occupa une partie, et se disposa à assiéger Stralsund. Stettin fut bloqué, Wismar assiégé par les Danois, qui pénétrèrent au nombre de douze mille, au mois de juillet 1712, dans les duchés de Brême et de Voerden, alors à la Suède¹.

La nation suédoise épuisée, donna une nomma ensuite impératrice, la plus grande part de ce changement. Il est certain qu'elle l'avait pris à cœur et qu'elle avait même sacrifié tous ses bijoux.

¹ Il est vrai que cela ne pouvait pas se faire sans la connivence du Hanovre. Cet État ayant prêté cent mille écus au Danemarck, en avait reçu, comme possesseur d'Oldenbourg et de Delmenhorst, ce dernier comté en ôtage, mais sous la condition expresse que le Danemarck occuperait Brême et Voerden, les donnerait au Hanovre et reprendrait Delmenhorst en échange. Le Hanovre laissa donc passer les Danois, contre tout droit des gens, par le territoire de Lauenbourg.

preuve de son énergie en équipant une armée de vingt-quatre mille hommes, que le général Stenbock conduisit le 14 septembre à Stralsund. Stenbock attaqua malheureusement les Danois, au lieu de tourner ses armes contre les Russes et les Saxons. Il n'échappa que par une marche hardie aux armées qu'il laissa derrière lui, et battit ensuite, au milieu du mois de décembre, les Danois près de Gadebusch; mais il souilla sa victoire par la barbarie qu'il eut de mettre le feu à Altona¹. Dès-lors la fortune lui tourna le dos; serré par les Russes et les Danois, il s'avança dans le Holstein, sans avoir formé aucun plan: une intrigue de Goerz, ministre de Holstein-Gottorp, depuis si célèbre, lui favorisa l'entrée de la forteresse de Tœnningue; mais le 19 mai 1713 il se vit forcé de se rendre avec toutes ses troupes.

¹ On dit ordinairement que ce fut par représailles que les Danois avaient bombardé Stade, mais Stenbock même n'en dit pas un mot. Voici comment il s'exprime là-dessus dans sa lettre (Voyez Lamberty, t. VIII, p. 291): « Les Russes ont entièrement dévasté la Poméranie; je vais donc brûler dans le Holstein autant de villes et de villages qu'ils en ont brûlé en Poméranie. »

Il est à remarquer que l'incendie des grandes villes est assez fréquent dans les guerres du nord, et l'on en conçoit facilement la raison. Comme on a besoin d'abri pendant l'hiver, dans ces climats affreux, c'est détruire son ennemi que de le laisser à la merci des éléments; les effrayants résultats de l'embrasement de Moscou en fournissent une preuve à jamais mémorable. (*Note du traducteur.*)

La puissance suédoise parut alors totalement anéantie. Les Danois occupèrent le Holstein-Gottorp; Brême et Voerden n'épargnèrent que Stralsund et les Iles. Par une nouvelle intrigue du comte de Goerz, des troupes neutres du Holstein-Gottorp et de la Prusse furent mises en garnison à Stettin et dans une grande partie de la Poméranie; mais le caractère de Frédéric-Guillaume, nouveau roi de Prusse, qui venait de prendre les rênes du gouvernement au mois de février 1713, la somme considérable¹ qu'il paya pour la neutralité de Stettin, les promesses secrètes, faites probablement par Goerz, ainsi que tout l'état des choses, laissèrent peu d'espoir que cette partie de la Poméranie revînt jamais aux Suédois.

La nouvelle que tous ses États allemands étaient perdus, qu'un nouveau siège menaçait Stralsund, réveilla enfin Charles à Démotique

¹ Goerz avait, déjà peu auparavant, obtenu des alliés, que Stettin et Wismar fussent reconnus neutres, en cas que la ville de Stettin fût occupée par des troupes de Prusse et du Holstein-Gottorp; mais le commandant suédois, Meyerfeldt, ne voulut pas en entendre parler.

La forteresse fut assiégée, mais Goerz gagna Menzikoff, le favori avide de Pierre I^{er}, par quatre cent mille écus que la Prusse paya, pour qu'après la prise de la ville, il ne la remit ni aux Russes, ni aux Saxons, mais aux troupes neutres de Prusse et du Holstein-Gottorp.

et il partit subitement avec une folle précipitation pour la Suède. Il avait en Turquie aussi peu de crédit que son royaume avait d'importance en Europe¹. Un négociant anglais lui fournit par générosité de l'argent pour son voyage, qu'il fit à cheval depuis les frontières de la Valachie jusqu'à Stralsund, du 23 octobre au 11 novembre 1714. Aussitôt qu'il y fut arrivé, le rusé comte de Gørz² gagna sa confiance et joua alors, dans les affaires de l'Europe, le même rôle que dans le Holstein-Gottorp lorsqu'il entraîna le duc et le pays dans la même ruine³.

L'occupation de Stettin par les Prussiens fut la première difficulté que le roi de Suède rencontra à Stralsund; et Gørz essaya en vain

¹ On a évalué que la guerre de Charles XII, dans l'année 1709, avait déjà coûté à la Suède, peu populeuse, environ quatre cent mille hommes. L'an 1714 tous les impôts furent doublés, les soldats et les matelots levés de force, et les bourgeois contraints de donner leur argenterie à titre de prêt.

² Leur connaissance date déjà de l'an 1707, où Gørz et Marlborough furent en Saxe près de Charles; Gørz étant alors plus consulté et même plus employé que Piper, ne vivait pas en très-bonne intelligence avec lui.

³ Wedderkopp y domina avant Gørz, dont il était exactement le pendant. Gørz le renversa par une série de cabales et d'injustices honteuses; prodigua l'argent de son maître à ses créatures; tint Charles en Turquie par Fabrice dans ses filets, et fit perdre à son maître, le neveu de Charles, le Holstein et la Suède.

ses artifices à Berlin pour rentrer en possession de la ville. Il y perdit son argent et ses peines ¹. Le roi de Prusse, pénétrant les projets de Charles, s'associa l'année suivante aux ennemis de la Suède, désarma les soldats du Holstein-Gottorp, qui étaient en garnison à Stettin avec les Prussiens, les fit prisonniers de guerre, et marcha, au mois de juillet 1715, à la tête de vingt mille hommes, sur Stralsund, où il trouva l'armée danoise, tandis que Charles n'avait pu amener pour la défendre que quinze mille Suédois.

C'est à tort qu'on accuse Charles XII de n'avoir voulu se prêter à aucun accommodement ².

¹ Il s'en tira très-mal. Sachant que Gumrbkow, dont l'avidité était sans bornes, dirigeait entièrement Frédéric-Guillaume, il lui prêta quatre mille écus; celui-ci néanmoins lui fit dire sèchement, lorsqu'il vint l'an 1714 à Berlin, de s'en aller sans délai. Il demanda alors son argent, qu'on ne lui rendit pas. Le roi lui envoya son secrétaire, et lui fit signifier de quitter sous dix heures la résidence, et en vingt-quatre la Prusse, puisqu'il ne faisait (*ipsa verba*) que brouiller ses ministres. Les autres pièces justificatives se trouvent dans *Lamberty*, t. VIII, pag. 876 et suiv.

² Flassan (*Histoire de la diplomatie française*) donne des notions sur sa liaison avec Louis XIV et Colbert-Croissy (le frère du ministre Torcy), sur son voyage à Berlin et à Stralsund. Le rapport du baron de Lottum prouve que Charles commençait à fléchir. (Voyez *Schlœzer Staatsanzeigen*, *Annonces politiques.*, page 468, dans la *Correspondance de Lamberty*; *Nordberg, Vie de Charles XII*, tom. III, pag. 197. *Büsching, Magazin*, t. XX, page 232 et suiv.)

Le roi d'Angleterre Georges I^{er}, qui monta sur le trône à l'époque où Charles quittait Démotique, accéda aussi au mois de juillet à ce traité inique, mais seulement en qualité d'électeur de Hanovre, et il envoya un petit nombre de troupes se joindre aux Danois devant Wismar. Le prix de la paix était Brême, Voerden et le pays de Hadeln que les Suédois avaient occupés jusqu'alors, comme troupes de cercle, par ordre de l'Empereur¹.

Le Hanovre d'ailleurs ne déclara la guerre qu'au mois d'octobre, lorsqu'on ouvrit les tranchées devant Stralsund. Charles défendit cette ville avec beaucoup de valeur et de persévérance, mais il n'en tira d'autre fruit que la perte du reste de ses braves Suédois. Il fut obligé d'abandonner la ville, le 10 décembre 1715, sous le feu de l'ennemi, et le général Duckert capitula aussitôt après son départ.

Au mois d'avril 1716, Wismar fut pris par les Danois, et la Suède vit toutes ses possessions perdues en deçà de la mer Baltique. Depuis

¹ Dans les conditions manifestes, on ne lui en donna que six cent mille écus, et deux cent soixante-dix-sept mille d'impôts restants; mais en secret (voyez Bassewitz, *Éclaircissements*; dans Büsching *Magasin*, tom. ix, p. 327) le ministre de la Grande-Bretagne et celui de Hanovre lui garantirent la possession de la partie de Sleswick, enlevée au duc de Holstein-Gottorp.

ce moment Gœrz commença ses opérations de finance en Suède; plus tard il se lia avec Albéroni, qui jouait en Espagne le même rôle que lui en Suède. Tous les deux voulurent réformer les gouvernements de France et d'Angleterre par la violence, et constituer l'Europe selon leur manière de voir. Les Anglais découvrirent assez tôt la liaison qui existait entre le ministre suédois et l'espagnol. Gœrz, arrêté au mois de février 1717, en Hollande, où il s'était rendu pour conduire l'intrigue de plus près, demeura prisonnier jusqu'au mois de juillet.

Cependant il était parvenu à rapprocher Pierre I^{er} et Charles XII, et à éloigner pendant quelque temps la guerre des Russes contre la Suède¹. Mais, tandis que Gœrz et Albéroni rendaient Pierre favorable à leurs projets², et qu'ils le décidaient enfin à entrer formellement en négociation, Charles fit des expéditions réitérées en Norvège; il y perdit, en se retirant du pays, un grand nombre de

¹ Gœrz, rendu à la liberté, quitta d'abord la Hollande pour se retirer dans une terre qu'il avait à huit lieues de Berlin, et négocia en apparence avec la Prusse; il se tourna ensuite tout de bon vers Flemming en Saxe, alla de là à Saint-Petersbourg, et ce ne fut qu'alors qu'il se lia étroitement avec Albéroni.

² *Coxe memoirs*, tom. II, chap. XXIX.

soldats près de Friedrichshall, qui n'était défendu cependant que par la milice; ce qui lui suggéra l'idée de s'emparer de ce passage pendant l'hiver. Il poursuivit le siège des différents forts séparés, pendant le froid le plus violent, avec son activité ordinaire; et déjà la tranchée était ouverte devant la place¹ lorsqu'il fut tué d'un coup de fusil, le 11 décembre 1718, à neuf heures du soir. On croit généralement que le coup partit de la main d'un de ses propres officiers. Un d'eux, nommé Siggert, s'accusait même, en 1722, dans un accès de folie, d'être son meurtrier. Cependant le fait est resté douteux jusqu'aujourd'hui². Ce qui est certain, c'est que Goerz fut arrêté immédiatement après

¹ Friedrichshall n'était pas très-fortifié. Tout à côté s'élève sur les autres rochers qui s'avancent, Friedrich-Stein, autour de ce fort Stoore-Taarn, ou la haute tour, Oever Beerget ou Oberberg et Gùlden-Læwe-Schanze; à l'assaut de ces derniers retranchements, il avait planté lui-même l'échelle, et des deux cents grenadiers il fut le second qui escalada la muraille.

² Ce qu'il y a de plus nouveau là dessus se trouve dans Rùhs, qui, dans son *Histoire de Suède*, croit que Charles fut assassiné; il est étonnant qu'il n'ait pas considéré ce que Schløzer Briefwechsel (*Correspondance*, n^o. 3, p. 144; n^o. 4, p. 230; et ensuite dans les *Annonces politiques*, n^o. 24, p. 454) avait cité du rapport du général suédois de Leutrum. Il est vrai que ce général était Hessois, et si le meurtre fut commis ce ne fut qu'à l'instigation du parti qui nomma ensuite le Landgrave roi de Suède.

la mort de Charles et qu'il périt victime d'un jugement injuste ¹.

Les Suédois, ayant déjà pris leurs mesures avant la mort du roi, proclamèrent une constitution qui ôta au roi tout pouvoir, et, pour être en état de la maintenir, ils exclurent de la succession le duc de Holstein-Gottorp, fils de la sœur aînée de Charles. Sa sœur cadette, unie au landgrave de Hesse-Cassel, souscrivit à toutes les conditions et reconnut publiquement que c'était l'élection, et non son droit de naissance, qui l'avait fait monter sur le trône ².

Le résultat le plus funeste de ces nouvelles dispositions fut de rompre tout d'un coup, en haine de Gœrz ³, les négociations ouvertes avec Pierre, car on craignait que ce prince ne protégât le duc de Holstein-Gottorp, que le con-

¹ Quant à l'arrestation de Gœrz, nous avons le rapport d'un témoin oculaire dans Schlœzer, *Correspondance*, n°. 4, p. 235.

² Les vingt-quatre conseillers de l'Empire gouvernaient dans le fond, et on ne disputait que pour savoir si la famille et le parti de Horn qu'on appelait *Bonnets*, ou si les familles de Gyllenborg et Tessin, nommés *Chapeaux*, devaient régner. Les derniers remportèrent la victoire l'an 1738. La malheureuse guerre contre la Russie en 1741, jusqu'au mois d'août 1743, et depuis, des combats perpétuels en furent la suite.

³ Gœrz fut exécuté le 13 mars 1719; il avait mérité, comme Bassewitz le remarque avec raison, ce sort en Holstein, et non en Suède. Ribbing, le président de la justice criminelle mérita, par sa conduite dans cette circonstance, une place auprès de Jefferson et de Fouquier-Tainville

seil de l'Empire venait de priver de ses droits, et on ruina ainsi entièrement la Suède. Pierre entra souvent, les deux années suivantes, dans ce pays, fit des ravages extraordinaires, détruisit même les mines et leur exploitation¹, et il fallut enfin accepter la paix à des conditions bien plus désavantageuses que celles qu'on aurait pu obtenir auparavant.

III. Une des suites les plus importantes de la guerre du Nord, fut que la Russie passa de l'état de puissance asiatique à celui de puissance européenne; qu'elle fonda une nouvelle capitale, nommée Saint-Pétersbourg; qu'elle employa des milliers de Suédois prisonniers à la civilisation de ses sujets; qu'elle organisa, dans le cours de la guerre, des troupes qui se composaient d'excellents officiers, pris à l'Europe entière, surtout aux débris de l'armée suédoise, et de soldats sortis de cette nation, conservant leur énergie; enfin que l'armée russe se recruta toujours depuis des

¹ A la descente près de Nikœping, outre le grand nombre de moulins et de châteaux brûlés, quatre forges, deux mines de cuivre furent entièrement encombrées; treize cent soixante villages et vingt villes devinrent la proie des flammes. Parmi les forges, il y en avait une que les Suédois voulaient racheter trois cent mille écus; d'ailleurs des bois entiers furent mis en cendres; on tua plus de dix mille bœufs, et l'on jeta dans le fleuve quatre vingt mille lingots de fer.

aventuriers les plus habiles et les plus intelligents de l'Europe.

On peut regarder comme la conséquence la plus immédiate de ces débats le changement de la constitution suédoise, source de troubles éternels, qui mirent le royaume, après une nouvelle guerre malheureuse contre la Russie (de 1741 à 1743), dans des rapports honteux avec ce puissant État, et qui amenèrent l'an 1772 une nouvelle révolution.

Les changements produits par les traités de paix sont plus faciles à démontrer que ce que nous venons d'exposer. Le premier traité avec le Hanovre fut conclu par la médiation des ministres anglais et français¹. Le 20 novembre 1719, la Suède céda Brême, Voerden, et le droit d'hypothèque au Hanovre, qui paya un million d'écus, dans l'espace de trois mois, aux Suédois entièrement dénués de ressources². Elle conserva le droit de siéger et de voter à la diète, pour prix de la Poméranie qu'elle avait cédée à la Prusse; cette dernière

¹ Campredon et Carteret.

² Ils conclurent ensuite, le 21 janvier 1720, un traité offensif par lequel la dignité royale d'Angleterre et de Suède fut surtout garantie. Toutes deux craignaient Pierre; l'une appréhendait qu'il ne secondât le Prétendant, et l'autre qu'il ne soutînt le Holstein-Gottorp.

s'engagea à ne point établir de douanes sur la Peene et à payer, l'année même, trois millions d'écus. Carteret et Campredon, cherchant à faire la paix avec le Danemarck et le Hanovre, lui sacrifièrent le duc de Holstein-Gottorp. La Suède ne fit point mention du neveu dépouillé de la reine. L'Angleterre et la France assurèrent au Danemarck, par le traité signé au mois de juin et de juillet 1720, la possession de Sleswick enlevé au duc. Le Danemarck rendit à la Suède la ville et la forteresse de Stralsund, l'île de Rügen, toute la Poméranie jusqu'à la Peene, le fort de Marstrand, Wismar¹, et lui donna six cent mille écus. La Suède à son tour renonça à toute liaison avec le duc de Holstein-Gottorp, ainsi qu'à la délivrance de Sundzoll.

La Suède ne continua la guerre contre la Russie que pendant deux ans, et, dans cet intervalle, elle fut ravagée d'une manière affreuse dans son intérieur et sur ses côtes, jusqu'à ce qu'elle conclût, le 10 septembre, à Nystadt, une paix plus désavantageuse qu'elle ne l'aurait été immédiatement après la mort de Charles XII. La Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie, une partie de la Carélie et du fief de Wybourg,

¹ La ville de Wismar ne fut cédée que sous la condition qu'elle ne serait plus fortifiée.

une partie de la Finlande, les îles de Dagoë, d'OEsel, de Moen furent cédées à la Russie, qui ne donna en échange que le faible reste de la Carélie, et l'autre partie de la Finlande paya deux millions d'écus¹, et abandonna le duc de Holstein-Gottorp².

CHAPITRE III.

I. Frédéric-Guillaume I^{er}. — II. Albéroni. — III. Le Régent. — IV. Élisabeth d'Espagne et Ripperda. — V. Le cardinal Fleury. — VI. L'empereur Charles VI.

I. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si une grandeur factice peut être avantageuse aux sujets et à des États entiers ; mais ce qui ne peut être contesté, c'est que Frédéric I^{er}, Frédéric-Guillaume et Frédéric II surent donner cette grandeur factice à leur royaume. Le premier, en prenant le titre de roi, fonda plusieurs institutions que ses successeurs, malgré leur économie, ne purent entièrement anéan-

¹ La Russie accorda d'exporter tous les ans des blés jusqu'à la valeur de cinquante mille roubles sans qu'on payât la douane.

² Elle ne l'exprima pas positivement, mais elle dit qu'elle renonçait à toute intervention dans les affaires intérieures de la Suède.

tir; le second organisa le trésor et l'armée, et le troisième en usa d'après les circonstances. Frédéric-Guillaume, étant parvenu au trône, réforma toutes les dispositions onéreuses et mit sa maison sur un pied moins élevé que celui de la maison d'un simple citoyen. Il avait la parfaite conviction que l'État devait être gouverné comme le ménage d'un particulier, tantôt dirigé par les soins d'un bon père de famille, tantôt par les ordres d'un maître sévère. Il prit cette maxime pour règle de son règne. Comme ses sujets ne blamèrent point cette conduite, et qu'on ne s'éleva jamais contre son gouvernement, on l'a souvent accusé de cruauté et de despotisme¹. En père de famille sévère et prévoyant, il s'attachait surtout à mettre l'ordre dans les finances. Les revenus de l'État consistaient, ou en domaines, ou en contributions indirectes, et on les administrait de manière qu'il pouvait voir à tout instant le produit net des recettes et des dépen-

¹ Frédéric I^{er}, d'ailleurs indulgent, usa de la même manière de son crédit domestique. Un de ses favoris, alchimiste, surnommé le comte Cajetano, l'avait trompé; il le fit pendre sans grandes formalités dans un habit de papier doré, à une potence revêtue également de papier doré. Un seul éprouva ce sort; mais qu'on lise dans Pöellnitz t. II, pag. 98 et suiv., comment Frédéric-Guillaume traitait la cour quand elle lui donnait quelque sujet de mécontentement.

ses. Il mit régulièrement, presque tous les ans, un million d'écus en réserve ; mais il laissa cet argent oisif, parce que, malgré son économie, il ignorait les spéculations mercantiles. Il était très-sévère pour le soldat et pour les affaires d'intérêt¹ ; du reste bon, malgré son caractère violent, et pieux jusqu'à l'excès.

Il éleva une capitale sur un terrain marécageux, et organisa une excellente armée, aidé des conseils du prince Léopold d'Anhalt, l'un des meilleurs élèves du prince Eugène ; mais la manière dont il fonda la ville, lui fut reprochée comme la plus grande injustice, par le digne prévôt Rolof, pendant sa maladie, l'année qui précéda sa mort². La discipline de l'ar-

¹ On prétendait que Hesse, receveur des douanes en Prusse, avait dérobé quatre mille écus des deniers (il se trouva ensuite qu'il était innocent) ; un tel délit demandait, d'après les lois, quatre années de prison dans une forteresse. Le roi donna le rescrit suivant : « Celui qui a volé dix écus doit être « pendu, Hesse m'en a volé quatre mille, il le mérite donc a « plus forte raison. »

² Nous n'empruntons qu'une seule histoire authentique à Büsching, *Beiträge zur Lebensgeschichte denkwürdiger Personen* (*Pièces relatives aux biographies des hommes remarquables*), Halle, 1783, t. 1^{er}, page 321, et suiv.

Le colonel Derschau et le bourgmestre Koch dirigent la construction, ils désignent les personnes qui doivent faire bâtir ; le roi signe, et tout le monde est tenu à l'obéissance, sans obtenir les moindres dédommagements ; voilà comme le ministre, M. de Marschal, s'exprime un jour nettement ; le lendemain il paraît une liste des parents du ministre, et parmi eux son beau-frère ;

mée, confiée à Léopold, prenait le caractère cruel de son chef. L'enrôlement était injuste et immoral; on recherchait avec affectation des hommes d'une taille extraordinaire. Cette prodigalité faisait un contraste frappant avec la parcimonie du roi ¹.

Ce fut bien Frédéric-Guillaume qui institua le système de cantons, d'après lequel chaque régiment avait son cercle, qui lui fournissait en temps de paix trente hommes, et cent en

huit membres de sa famille reçurent l'ordre de faire remplir un grand et profond marais dans la Friedrichsstrasse (rue de Frédéric), et d'y élever des bâtiments. Il y avait parmi ces personnes M. de Nüssler, assesseur du tribunal, qui avait rendu bien des services et qui n'avait pas encore d'appointements; le riche chancelier de Ludwig, à Halle, en était le beau-père. M. de Nüssler ayant prié le colonel Derschau de l'épargner, celui-ci lui offrit de décider le roi à obliger son beau-frère de lui avancer l'argent. M. de Nüssler s'en défendit et adressa une requête au roi, qui lui répondit qu'il avait à bâtir une maison à la place indiquée, sans faire les moindres objections, s'il ne voulait encourir la disgrâce de sa majesté royale. La maison coûta douze mille écus, et n'en valait pas deux mille.

¹ C'est ce qu'on remarque surtout dans la garde surnommée la *Parade de Potsdam*, régiment qui se composait de trois bataillons, dont chacun était de cinq cents hommes, deux bataillons étaient à Potsdam, le troisième à Brandebourg. Six à huit cents hommes n'étaient point rangés. Le roi donna une fois quarante-trois mille florins pour quarante-trois hommes de cette garde, et une autre fois cinq mille pour un seul. Ce même homme se fit voir comme géant en France et en Angleterre, et ne fut que dans le quatrième rang après le chef de file.

temps de guerre. Ce système, de mettre l'armée au complet de soixante-douze mille hommes, ne fut institué que l'an 1733, et la taille des hommes exigés par Frédéric-Guillaume pour les régiments en campagne, rendit l'enrôlement indispensable hors du pays ¹. L'activité infatigable du roi, son érudition en théologie, et le soin qu'il portait à l'Église, aux intérêts ecclésiastiques et aux sermons, contrastaient singulièrement avec sa façon d'agir ordinaire, avec le ton de sa société ², qu'on appelait la *tabagie de Potsdam*, et avec les manières peu

¹ Tous les premiers rangs de l'armée prussienne devaient être composés d'hommes qui eussent quelques pouces au-delà de six pieds. Il y avait plusieurs régiments qui ne recevaient que des hommes de cinq pieds huit pouces. On a compté qu'un homme de cinq pieds dix pouces coûtait à Frédéric-Guillaume sept cents écus, un homme de six pieds, mille, ainsi en progression de chaque pouce. On a évalué que plus de douze millions sont passés à l'étranger, pendant son règne, pour payer les enrôlements.

² Voltaire n'en avait déjà pas fait un portrait trop avantageux ; on aurait donc bien pu se dispenser d'imprimer les mémoires de sa fille. C'était plutôt son naturel que le manque d'éducation qui lui donna le goût exclusif pour le militaire.

On lit dans Pöellnitz, *Mémoires pour servir à l'histoire des quatre derniers souverains de la maison de Brandebourg* 1791, Berlin, t. 1^{er}, page 218 : La reine, amie de Leibnitz, et de toute instruction soignée, portait sa complaisance pour son fils jusqu'à assister quelquefois aux exercices qu'il faisait faire à ses cadets, mais comme elle désirait beaucoup lui faire perdre le goût exclusif qu'il montrait pour les armes, et lui en inspirer pour la politesse et pour les lettres, elle lui faisait lire en sa présence des livres propres à former l'esprit, etc. ; mais le prince

gracieuses qu'il prenait, même avec sa femme et ses enfants.

Frédéric-Guillaume, devenu maître de la Poméranie, se garda bien de s'engager dans une guerre; il demeura l'ami constant de l'empereur, tant par le profond respect qu'il lui portait que par l'influence que Seckendorf, envoyé impérial à Berlin, avait toujours conservée sur ce prince, en lui faisant venir des États de l'Empire des hommes d'une taille énorme¹. Il ne se servit de ses troupes constamment exercées, qu'une seule fois, en

s'acquittait de tout cela d'une manière à faire voir que ce qu'il en faisait, était plutôt par obéissance que par goût.

(¹ Un journal du temps nous fait voir combien on craignait peu de dire en public que le roi se laissait facilement gagner par des hommes d'une grande taille. Le duc de Mecklenbourg s'était engagé dans une telle controverse avec ses États et ses parents, que l'Empire fut obligé d'intervenir par les armes, de déférer le gouvernement à Chrétien-Louis, frère puiné du duc, et de faire entrer dans le pays des troupes de Hanovre et de Prusse.

Les États jugèrent à propos de demander des soldats à des princes moins puissants, pour que l'occupation ne se changeât pas en possession. Le Hanovre retira aussitôt ses troupes, et on dit de la Prusse, dans le journal de Francfort de 1735, « que les États et l'administration de Mecklenbourg avaient prié sa majesté de retirer ses troupes du pays, qu'autrement les troupes de Schwarzbourg, que son altesse l'administrateur et les États avaient reçues, ne pourraient ni subsister ni être bien payées. » Il est dit en même temps que l'administrateur et les États firent présent au roi de Prusse de six beaux hommes qui avaient coûté beaucoup d'argent.

1735, près du Rhin, pour ne point donner de subsides ; car, comme État de l'Empire, il ne payait pas même les mois romains à la guerre de l'Empire¹.

II. L'étrange caractère du roi d'Espagne le rendit toujours dépendant des personnes qui l'environnaient, et son tempérament l'attacha tellement à ses épouses, qu'il en fut inséparable, et qu'il partagea leurs penchants et leurs passions. Sa dernière femme était gouvernée par la princesse des Ursins, qui dirigea pendant des années entières les affaires de l'Europe, par l'influence qu'elle avait sur le roi et sur la reine. L'Espagne était alors le centre de toutes les négociations². La princesse sut garder son ascendant sur le faible et mélancolique monarque, après la mort de sa première femme³, qui s'était concilié l'amour de toute la nation espagnole ; et le bruit courait même

¹ Lorsque son ministre lui rappela de payer les mois romains, il dit sèchement qu'il n'avait pas d'argent.

² Celui qui aime les anecdotes trouvera des notions sur la vie domestique du roi d'Espagne dans les *Mémoires de Noailles*, les *Mémoires de Saint-Simon*, tome II, page 140-170 ; *Louville*, t. I et II, ensuite avec les plus grands détails dans *Coxe memoirs*, et dans Lacretelle, *Histoire de France*, dix-huitième siècle. Celui qui ne serait pas satisfait, pourra consulter les quatre-vingt-dix premières pages des *Mémoires de Duclos*.

³ Elle mourut le 14 février 1714.

que, malgré l'âge avancé de la princesse, Philippe V en ferait son épouse. Outre le ridicule¹ et l'impossibilité de cette idée, elle connaissait trop le tempérament du roi pour y songer. Elle lui chercha donc une femme qui lui devrait à elle seule le bonheur de se voir reine, et qui fût trop simple pour se mêler du gouvernement. Mais pour cette fois l'adroite française fut surpassée en ruse par Albéroni, prêtre italien, qui ensuite parvint à jouer en Espagne, pendant plusieurs années, le rôle que la princesse des Ursins avait rempli, et qui mit toute l'Europe en feu².

¹ Son second mariage avait été conclu l'an 1675 ; on était alors à l'année 1714.

² Tous les Français, comme Saint-Simon, Ducloux, et même Voltaire, ne font qu'une caricature d'Albéroni, et ne le dépeignent que du côté le plus défavorable. Coxe, dans la moitié du second volume de ses mémoires, et Ortiz, dans le septième volume de son *Histoire d'Espagne*, sont trop prévenus en sa faveur. L'auteur des *Lives of the cardinal Alberoni, the duke of Ripperda and marquis of Pombal, etc.*, ne connaît pas assez l'histoire, mais il est cependant très-utile, puisqu'il a écrit d'après Coxe. Poggiali, *Memorie istoriche di Piacenza*, est une des sources principales, mais suspecte. Les pièces qu'Albéroni publia lui-même, d'abord à Gènes, ensuite à Rome, caractérisent le mieux sa vie publique. Les *Harrington papers* suivent le dédale des cabales du temps.

Comme nous n'avions pas les pièces imprimées d'Albéroni à notre disposition, nous en ferons plus bas des remarques d'après le manuscrit de la bibliothèque de MONSIEUR, manuscrit français, Hist. n° 657 (de la bibliothèque de Lamartinière), soixante-seize pages in-folio, remplies des deux côtés. Le ca-

Albéroni, avant de se lier avec la princesse, avait parcouru toutes les classes de la société; tantôt savant, tantôt maître-d'hôtel ou cuisinier, tantôt négociateur ou interprète, tantôt bouffon, il avait été employé dans des affaires importantes, et avait su se faire aimer sous toutes les formes. C'était l'homme qui semblait à la princesse le plus propre à l'aider dans le choix d'une reine, et il la décida adroitement pour la princesse de Parme Elisabeth Farnèse.

La princesse des Ursins reconnut enfin qu'elle s'était trompée dans son choix. Elle voulut empêcher les fiançailles dans le moment même qu'elles devaient se célébrer; il n'en était plus temps. Elle fut bannie d'une manière bien singulière, sans doute à l'instigation de la cour de France, dès la première entrevue qu'elle eut avec la reine, et avant que celle-ci eût vu son époux.

La nouvelle reine trouva d'ailleurs Albéroni à la cour d'Espagne comme chargé d'affaires de son oncle le duc de Parme, dont le ministre le marquis de Casali, à son départ, lui avait confié le soin. Albéroni né à

talogue de la bibliothèque ne nomme que la pièce la moins importante; les lettres connues du cardinal Albéroni au cardinal Paulucci; mais les pièces jointes méritent bien plus d'attention.

Par̄me , envoyé en sa qualité , avait naturellement plus d'accès que tout autre près de la nouvelle reine, qui fit son entrée à Madrid la veille de Noël 1714 ; et il sut profiter de son crédit sans rechercher d'abord pour lui-même aucune charge importante. Il voulait, avant tout, assurer sa puissance, et être cardinal avant d'être ministre. Il se borna donc long - temps à jouer le rôle de confident du roi et de la reine. Grimaldi fut nommé secrétaire d'État, et le cardinal del Giudice premier ministre. Albéroni demeura modeste jusqu'à ce qu'il eût mis l'Angleterre dans ses intérêts , abusé la France , gagné le pape par le secours qu'il lui prêta contre les Turcs , et que le cardinal del Giudice lui avait refusé auparavant ; alors il jeta le masque¹. Son crédit s'accrut lorsque la reine accoucha d'un prince à qui elle désirait procurer un duché ; la monarchie espagnole devant être l'héritage de ses deux beaux-fils , l'Italie

¹ Pour Albéroni , l'inventeur du drame , il en fut le héros , et reçut le prix de ses manœuvres consommées ; sans entrer d'abord dans le ministère , il jouit de la faveur entière de la reine , c'est-à-dire de tout le pouvoir royal , et se fit bien venir dans l'opinion publique , en la vengeant de ceux qui avaient été les fléaux de la nation. Le nouveau meneur était trop adroit pour caresser personne aux dépens du peuple épuisé , lorsqu'il se sentait au-dessus de toute cabale. *Mémoires de Louville* , tom. III , pag. 176.

seule pouvait lui offrir ce duché. L'oncle de la reine et son frère Antoine ne pouvaient plus compter sur des héritiers mâles, on pouvait donc négocier l'acquisition de Parme et de Plaisance.

Ces duchés parurent trop peu importants à Elisabeth. Le projet était trop simple pour Albéroni, qui avait l'idée de réformer l'Espagne et de changer la face de l'Europe¹. Il essaya de gagner l'Angleterre pour un plan plus vaste, par un traité de commerce, et en refusant de reconnaître le Prétendant. Georges I^{er}, effrayé par une descente de ce prince, et par l'expérience qu'il venait de faire que le parti des Stuarts était toujours grand en Angleterre, préféra l'alliance de la Hollande et de la France à celle qu'Albéroni lui proposait, puisqu'elle lui

¹ Duclos, *Mémoires secrets sur les règnes de Louis XIV et de Louis XV*, tom. I^{er}; Buisson 1791, pag. 339. Le plan d'Albéroni était, disait-il :

1^o De sauver l'honneur du roi d'Espagne. — 2^o De maintenir le repos de l'Italie. — 3^o D'assurer aux fils de la reine d'Espagne les successions de Toscane et de Parme, et d'obtenir pour le roi d'Espagne Naples, la Sicile et les ports de Toscane. — 4^o De diviser l'État de Mantoue, en donnant la ville et une partie du territoire aux Vénitiens, l'autre partie au duc de Guastalla. — 5^o Le Milanais entier et le Montferrat à l'Empereur. — 6^o La Sardaigne au roi Victor, pour le dédommager de la Sicile. — 7^o De restituer le Commachio au pape. — 8^o De partager les Pays-Bas catholiques entre la France et la Hollande.

assurait la couronne d'Angleterre, et donnait à la France la régence de l'Espagne. Aussitôt après¹ il fut conclu entre la France et l'Angleterre, à La Haye, une alliance qu'on nomma *la triple alliance*, lorsque les Pays-Bas eurent accédé à ce traité le 4 janvier 1717². Une des conditions était de décider le duc de Savoie, ou, à l'extrémité, de le forcer à donner la Sicile à l'empereur en échange de la Sardaigne. Cette condition dut offenser le duc de Savoie, et Albéroni vit clairement que la France et les puissances maritimes ne s'intéresseraient point au plan qu'il méditait contre Charles VI. Il gagna donc le duc de Savoie par la promesse de lui céder une partie du Milanais, qu'il fallait d'abord prendre à l'empereur.

L'Espagne n'avait jamais fait de traité avec Charles; Albéroni commença de suite contre

¹ Au mois de juillet.

² Les époques sont prises dans Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, deuxième édit., tom. IV, pag. 430, où il faut lire les détails. — Coxe, tom. II, à la fin du chap. 24, qui avait sous les yeux les papiers de légation des Anglais, indique ainsi les époques : Au mois de janvier l'Angleterre contracta la première alliance avec la France; au mois de février elle renouvela le traité avec les Pays-Bas; au mois de mai elle fit un traité défensif et offensif avec l'empereur, sous la clause extraordinaire qu'ils se garantissaient les possessions futures, qu'ils acquerraient d'un consentement mutuel. Flassan, t. IV, pag. 444, dit : « Le *Traité de la triple Alliance* fut en général « désapprouvé du public. »

lui les hostilités auxquelles il s'était préparé dès long-temps. Il prouva alors par le fait, à l'étonnement de tout le monde, que l'Espagne était en état de mettre sur pied une force imposante. Il équipa une armée et une flotte considérables, et l'arrestation du grand inquisiteur lors de son passage par Milan, lui fournit le prétexte de faire une descente en Sardaigne. La conquête de ce pays fut très-rapide. Albéroni se flatta de l'espoir d'occuper Naples aussi promptement, puisque le duc de Savoie s'entendait en secret avec lui, ne faisait point de grands préparatifs pour la défense de l'île, et que les Napolitains étaient fatigués du joug des Autrichiens. Une nouvelle expédition était partie pour la Sicile; Palerme et d'autres places étaient prises lorsque les Anglais, sans avoir déclaré la guerre, détruisirent la flotte près de Messine, et déjouèrent ainsi l'attaque sur Naples.

Ces revers irritèrent beaucoup le cardinal contre l'Angleterre, mais n'empêchèrent ni la reine Élisabeth ni Albéroni de former des projets extraordinaires et sans fin¹. Une nouvelle

¹ Coxe, qui cherche partout ailleurs à justifier Albéroni, et qui cite en entier toutes les cabales, les négociations, les discours diplomatiques et artificieux de ce temps, doit être rectifié d'après les *Mémoires de Louville*, dans la mission remar-

flotte devait porter le Prétendant en Angleterre, et un parti considérable en France, attaché à l'Espagne, devait conspirer pour éloigner le Régent du gouvernement, qui devenait alors nécessairement le partage de Philippe, par la médiation d'un agent de la cour de Madrid.

Charles XII et Pierre I^{er} étaient en négociations de paix dans l'île d'Aland, et ils venaient de signer les préliminaires. Ils devaient ensuite tous les deux, joints à l'Espagne, faire une descente dans les Iles Britanniques et en chasser Georges, pendant que l'Espagne poursuivrait la guerre en Italie¹. Ces projets échouèrent, ou tous à la fois, ou séparément. Les puissances qui avaient conclu *la triple alliance* obtinrent d'abord, le 21 juin 1718, la paix

quable de ce dernier à Madrid. On y trouve l'instruction d'Albéroni et d'autres actes; il devait renverser Albéroni : celui-ci ne rendit donc par la suite que la pareille au Régent.

Flassan, tom. IV, p. 467, en rapportant les détails d'une seconde cabale, dit ensuite, page 469 : « L'instruction envoyée au duc de Saint-Aignan, ambassadeur français à Madrid, devait avoir été rédigée par le marquis de Louville, à qui un long séjour en Espagne, au sein de toutes les intrigues de la cour de Philippe V, avait appris l'art de perdre les hommes en place, les uns par les autres. Ce qui peut excuser le Régent, c'est que le cardinal Albéroni lui rendait bien la pareille par le prince de Cellamare. »

On voit bien qu'il faut plutôt admettre le contraire.

¹ San Philippe, *Mémoires*, tom. III, page 357.

honorable de Passarowitz , entre les Turcs et l'empereur. Celui-ci accéda le 2 août à l'alliance¹, qu'on appela depuis la *quadruple alliance* en comptant sur l'association des Pays-Bas, qui ne s'effectua cependant qu'au mois de février de l'année suivante. Le duc de Savoie se vit obligé de se soumettre aux conditions prescrites, pour ne pas perdre la Sicile sans dédommagements. Une des conditions qu'on lui imposa, fut de donner la Sicile à l'empereur en échange de la Sardaigne. Il accéda au traité le 8 novembre 1718. L'espoir qu'on avait mis en Pierre I^{er} et en Charles XII, s'évanouit à la mort de ce dernier, et lors de l'exécution de Goerz. Il en fut de même de la dernière espérance qu'on avait conçue de renverser, à l'aide des mécontents de France, le Régent et le système de ce royaume²; l'imprudence du prince de Cellamare³, qui dirigeait

¹ Stanhope et Dubois signèrent les articles préliminaires à Paris le 18 juillet; ils allèrent ensuite ensemble à Londres, où ils signèrent le traité, le 2 août, eux, et le baron de Pentenrieder, pour l'empereur.

² Les enfants naturels de Louis XIV, le cardinal de Polignac, les premières personnes de l'État en France, savaient que le Régent devait être arrêté la veille de Noël, et conduit en Espagne.

³ Le meilleur portrait de lui se trouve dans les *Mémoires du maréchal duc de Richelieu*, que Flassan, tom. IV, page 475, a compilés..

toutes les affaires comme ambassadeur d'Espagne à Paris ¹, la trahison d'un certain Buvat, qui était aux gages du cardinal Dubois ² et l'arrestation de l'abbé Porto-Carrero près de Poitiers ³, en furent la véritable cause.

Les deux pièces contre l'ambassadeur d'Espagne tombèrent par l'arrestation de Porto-Carrero dans les mains du ministère anglais. Il fut arrêté, et les deux cours, alliées par le sang, se déclarèrent formellement la guerre environ un mois après la mort de Charles XII.

L'empereur et l'Angleterre venaient de publier le manifeste de guerre, au mois de décembre 1718, la France ne le publia qu'au mois de janvier 1719.

Le maréchal de Villars refusa le comman-

¹ Le prince de Cellamare était un proche parent du cardinal del Giudice, et jadis même ministre au cabinet de Madrid.

² Le roi Georges en donna la nouvelle au Régent, et au cardinal Dubois, son ministre et son confident; l'imprudent Cellamare employa d'ailleurs un grand nombre de copistes qu'il ne connaissait pas assez, entre autres Buvat, un des espions de Dubois, qui continua de travailler jusqu'à ce qu'il lui eût appris qu'il avait copié le plan de toute l'entreprise en cinquante chapitres, et que le neveu de l'ambassadeur don Vincente Porto-Carrero porterait cette copie à Madrid.

³ On peut lire cette histoire dans Voltaire, *Siècle de Louis XV*, dans Lacretelle et Duclos, *Mémoires secrets*, tome I, pag. 411 et suiv., mais, d'après ce que nous avons dit plus haut, il faut réduire leurs anecdotes à leur juste valeur. Lacretelle, dans une note, tome I, page 237, a indiqué la même chose.

dement de l'armée destinée contre l'Espagne ; mais le maréchal de Berwick , malgré son titre de grand d'Espagne , se mit sans hésiter à la tête des troupes ¹. Il serait injuste de ne pas reconnaître ici le talent d'Albéroni , qui , seul , avait mis l'Espagne en état d'organiser une puissance respectable sur mer et sur terre ², et de soutenir une année entière la lutte contre les plus grands États de l'Europe , sans succès il est vrai , mais avec peu de pertes.

Pour gagner la reine d'Angleterre , on offrit encore dans ce moment aux Espagnols , les mêmes avantages qu'on leur avait proposés auparavant pour les amener à la *quadruple alliance*. Ces avantages étaient l'investiture éventuelle impériale de Parme , de Plaisance et de Toscane ³, et la déshérence de ces duchés à un

¹ On prétend que le manifeste de la guerre fut rédigé par Fontenelle.

² Une flotte considérable et une armée de terre avaient été équipées et armées contre la Sicile ; la première fut presque entièrement détruite par les Anglais ; les troupes de terre battaient les Impériaux , bien qu'ils fussent en plus grand nombre. Le roi devait conduire lui-même une autre armée contre les Français. Au mois de mars 1719 on envoya encore une flotte nombreuse , six mille soldats de terre , des armes pour trente mille hommes , sous les ordres du duc d'Ormond , en Écosse , pour y conduire le Prétendant.

³ La Toscane , comme fief de l'Empire , devait retomber à l'Empire , vu que le dernier duc de la famille des Médicis était mort sans laisser d'héritiers.

des fils d'Élisabeth et de Philippe. Tous ces États s'accordaient sur ce point, qu'il n'y avait pas de paix à espérer, tant qu'Albéroni serait au timon des affaires.

Les deux puissances principales, la France et l'Angleterre, ou plutôt le Régent, le duc d'Orléans et Georges I^{er}, avaient été offensés personnellement par Albéroni; elles voulurent s'en venger. Ces deux États ne crurent pas manquer à leur dignité en convenant entre eux, qu'ils n'entendraient à aucune condition de paix avant l'éloignement d'Albéroni¹; ils allèrent même jusqu'à se servir du crédit de la nourrice de la reine, qui était alors sa première femme de chambre, et de celle du duc de Parme², pour décider le roi Philippe V à renvoyer le cardinal sans délai.

Ce ne fut pas dans un billet, comme les Français le disent, mais dans un décret formel, présenté à Albéroni par le marquis de Tolosa secrétaire d'État³, qu'on lui signifia,

¹ C'était un article formel de la convention de La Haye du 10 novembre 1719.

² Selon Coxe, Daubenton, le confesseur du roi, les deux abbés de Sicile Platania et Carracioli, les dames Astafeta, Laura Piscatori et Scotti, le député du duc de Parme, y coopérèrent; cependant Ripperda, qui espérait d'obtenir la place d'Albéroni, y contribua aussi par ses écrits.

³ San Philippe, tome III, page 429; Duclos, volume II, page 61-63, n'a rapporté que des erreurs.

le 5 décembre 1719 au matin, de quitter Madrid sous huit jours, et l'Espagne sous trois semaines, après avoir travaillé la veille au soir avec le roi, à des affaires d'État ¹.

Philippe accéda dès le 25 janvier à la *quadruple alliance*; la France suspendit toute hostilité, et, le 17 février, un nouveau traité fut conclu à La Haye. L'empereur seul eut d'abord de la peine à se décider pour la paix et même pour l'investiture du prince d'Espagne. Il accorda bien enfin l'acte de l'investiture au

¹ Le cardinal Polignac le fréquenta ensuite à Rome et lui rendit même des services signalés. Faucher, *Histoire du cardinal de Polignac*, tome II, p. 215, et suiv., donne des notions très-intéressantes sur Albéroni. Coxe, *Memoirs*, tom. II, chap. xxx, à la fin, dépeint ses mérites (qu'il élève beaucoup trop) et ses dernières aventures. On est dans une grande erreur lorsqu'on croit qu'il avait emporté le testament de Charles II; il dit lui-même, fol. 44, recto du manuscrit, qu'on « l'avait arrêté à une lieue de Barcelonne pour chercher, par ordre de Sa Majesté, certain écrit ayant rapport au testament qu'elle fit pendant sa dangereuse maladie, que je remis avant mon départ au père Daubenton, bien fermé et bien cacheté. M. le marquis de Grimaldi me fit demander cet écrit, sous le nom de codicille, par un courrier qui me trouva à Saragosse; j'avoue qu'une pareille demande me surprit, et je renvoyai le courrier avec la réponse que, non-seulement je n'avais point de codicille, mais qu'il était entre les mains du roi. On me dépêcha à Lérída un autre courrier qui me dit que si l'on m'avait parlé de codicille, c'était une pure question de nom, et qu'on me demandait un certain papier écrit de la main du roi après son retour de l'Escorial à Madrid, etc. » Albéroni donne d'une manière très-exacte et positive les notions de ce qu'il a fait en Espagne; nous y reviendrons plus tard.

nouveau congrès de Cambrai, mais il voulut toujours rester grand-maître de la toison-d'or, porter le titre de roi d'Espagne, et demanda que les cortès espagnoles ratifiassent la renonciation de Philippe V, aux anciennes possessions d'Espagne¹. L'empereur et l'Espagne demeurèrent donc toujours sur un pied hostile.

III. On voit rarement des hommes nés avec plus de talents que Philippe d'Orléans ; mais on en voit encore moins qui réunissent comme lui à tant de bonnes qualités un si grand mépris des hommes, et une immoralité aussi profonde. Il faut chercher les causes principales de sa dépravation précoce dans les principes honteux que lui avait inculqués son gouverneur, l'infame Dubois, depuis nommé cardinal à la honte de l'Église catholique. Plus les réglemens de la cour de Louis XIV avaient été rigoureux, plus madame de Maintenon avait été sévère, plus la dévotion de l'ancienne cour avait été affectée, plus l'influence des nouveaux principes fut fatale à la cour et à la haute noblesse. La légèreté, le mépris de tout sentiment honnête, que le Régent et ses amis manifestaient, la vie dissolue qu'ils menaient, et le précepte, qu'il fallait être libertin pour être utile et pour

¹ Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, t. V, pag. 17.

avoir de l'esprit, qu'ils donnaient et approuvaient publiquement, furent d'autant plus pernicieux, que le désordre dans les finances, la prodigalité inouïe d'une cour débauchée et de tous ceux qui cherchaient à s'enrichir à ses dépens, l'exemption d'impôts de classes entières de citoyens, écrasaient le reste du peuple.

Dès le règne de Louis XIV les dettes et les exactions étaient si grandes, que le ministre des finances, l'habile Desmarests, à qui on imputa la faute de ce qu'il n'y avait pas d'argent, prouva, en rendant compte de son administration, qu'à la mort de Louis XIV, arrivée le 1^{er} septembre 1715, tous les revenus étaient déjà assignés d'avance jusqu'en 1717; que la masse des dettes était aussi grande que l'année de la guerre où elle était montée au plus haut degré. Le Régent, au lieu de songer à l'économie ou à la convocation des États, négligée depuis 1714, aima mieux, pour sortir d'embarras, recourir à une mesure indigne de lui¹.

¹ On trouve rassemblé dans la *Vie privée de Louis XV*, Londres 1781, tout au commencement du premier volume, tout ce qu'il y a de plus scandaleux; mais, ce qui est bien plus important, ce sont les pièces justificatives de ce temps, qui se trouvent jointes au premier volume de même qu'aux trois autres. On trouve l'essentiel là-dessus dans Lacrosette, vol. 1^{er}, page 133 et suiv. Nous remarquons seulement, pour expliquer ce texte, que ce fut le duc de Saint-Simon qui pro-

Il occasionna, ou au moins il toléra long-temps une duperie formelle de tous ses sujets, par laquelle les fripons se virent enrichis et les honnêtes gens ruinés.

Un banquier d'Écosse, nommé Law, fut choisi pour mettre ordre à l'embarras pécuniaire de la France par les mêmes moyens qu'Albéroni avait employés précédemment pour remédier au déficit de l'Espagne. Les premières démarches furent raisonnables, car une banque bien établie aurait facilité les opérations financières du gouvernement, et Law entendait assurément mieux le système de la banque que tout autre homme en France et peut-être même en Europe¹. On adopta en-

posa là banqueroute ; que la dette comprenait trois milliards, cinq cent soixante-dix-huit millions de notre monnaie d'aujourd'hui, et qu'on en paya cinq cents millions par le visa et les billets d'État par lesquels tout le monde perdit un, deux, trois et quatre cinquièmes du capital.

¹ Il est dit, à cet égard, dans les *Mémoires du maréchal duc de Richelieu*, tome II, page 95, que le duc régent avait chargé Noailles d'examiner le plan de Law. Noailles assembla le prévôt des marchands, d'Argenson, Amelot, Le Blanc, et plusieurs banquiers qui ne furent pas très-favorables au système. Law se retourna, et proposa l'établissement d'une banque, composée d'une compagnie, qui ferait un fonds de six millions. Cet établissement pouvait être utile au commerce. Il termine ainsi le chapitre IV, page 96 : « Noailles et Rouillère purgèrent les plans de l'aventurier de tout ce qu'il y avait de téméraire et d'injuste, pour ne laisser que de simples moyens de faciliter le commerce. »

suite ce nouveau système dans l'administration financière du royaume, par un édit qui constitua la banque de MM. Law et compagnie, banque générale de toute la France. L'édit portait « que cette banque procurait l'avantage d'échanger l'argent à grands intérêts contre du papier, qu'on pouvait le réaliser en espèces à tout moment contre la somme qui s'y trouvait énoncée. » L'année suivante (1717) une compagnie des Indes occidentales fut réunie à cette banque sous la direction de Law ; on la nomma compagnie du Mississipi, parce que le Régent lui donna, au nom du roi, des terres immenses le long de ce fleuve, et qu'on répandait partout le bruit que son commerce rapportait des intérêts énormes. Tout le monde s'empressait d'acheter les actions de cette compagnie, et les billets de banque de Law, d'autant plus qu'on acceptait pour leur valeur intrinsèque les papiers de l'état qui perdaient alors 50 et 60 pour cent. Dans le moment où les richesses augmentaient en apparence par la grande quantité de ce papier-monnaie qui circulait, on fit, malgré toutes les représentations du gouvernement, des changements de monnaies qui firent varier la valeur de l'argent tant ancien que nouveau, et qui favorisè-

rent le cours du papier. La banque de Law devint enfin une banque royale. Une folie suivit l'autre, l'intérêt porta les citoyens à placer tout leur argent comptant dans cette maison. Les paiements en espèces au-dessus d'une somme fixée furent interdits¹ : enfin , au mois de février 1720 , il fut défendu, sous des peines sévères , d'avoir plus de cinq cents francs écus chez soi.

Une telle mesure devait convaincre tout homme possédant la moindre idée de commerce, que l'état avait établi une banque simulée, dont le créateur fondait sa richesse sur la banqueroute générale. Mais les Français en furent les dupes et poursuivirent long-temps ce commerce de papiers. L'esprit de vertige

¹ Duclos, *Mémoires*, vol. III, page 93, est ici sûrement le meilleur garant. Les profusions du Régent, dit-il, charmaient la cour et ruinaient la nation. Les grands payèrent leurs dettes avec du papier, ce qui n'était qu'une banqueroute légale. Ce qui était le fruit du travail et de l'industrie de tout un peuple, fut la proie du courtisan oisif et avide. Le papier perdit bientôt toute faveur par sa surabondance seule. On chercha à le réaliser en espèces ; au défaut de matières monnayées, on achetait à quelque prix que ce fût les ouvrages d'orfèvrerie, de meubles, et généralement tout ce qui pouvait conserver une valeur réelle, après la chute des papiers ; chacun ayant le même empressement, tout devint d'une cherté incroyable, et la rareté des espèces les faisait resserrer de plus en plus. Le gouvernement, voyant l'ivresse dissipée et qu'il n'y avait plus moyen de séduire, usa de violence ; l'or, l'argent, les pierres, furent défendus, etc.

avait atteint son plus haut degré, lorsqu'à la compagnie du Mississipi on joignit celles de la traite des nègres, du Sénégal, de la Chine et des Indes orientales, le monopole du tabac, et même celui des douanes; qu'on promit quarante pour cent d'intérêts et qu'on fit Law contrôleur général. Il ne fallut que deux mois pour conduire ce système absurde de la plus haute fortune à sa chute, et pour changer généralement la position domestique de tout homme d'une aisance médiocre¹. Aussitôt que le système se manifesta dans sa nullité, Law en porta seul publiquement toute la faute², quoique tout le monde sût bien que le Régent, Dubois, la cour et les grands avaient amassé et prodigué pendant trois ans des trésors immenses. Il fut obligé de céder, en décembre 1720, au parlement qui l'avait toujours poursuivi; et il

¹ On peut de même ajouter foi à ce que Duclos, tome III, page 95, dit là-dessus : « On n'entendait parler à la fois que d'honnêtes familles ruinées, de misères secrètes, de fortunes odieuses, de nouveaux riches étonnés et indignes de l'être, de grands méprisables, de plaisirs insensés, de luxe scandaleux. »

² Au mois de mars on défendit absolument d'avoir chez soi de l'argent ou de l'or monnoyé, ou de lui donner cours. Le 21 mai on baissa tous ces papiers, les actions de banque et de compagnie de la moitié de leur valeur; ainsi tout crédit fut anéanti. C'est en vain qu'on révoqua ensuite l'édit et qu'on chercha à relever la banque par des moyens factices.

lui fallut même abandonner ses richesses particulières ¹.

Si les affaires extérieures étaient mieux administrées que les finances, il est à remarquer que ce n'était pas l'ouvrage du ministre. Dubois, qui dirigea en partie les affaires de l'Europe, se vendit au roi Georges I^{er}, pour une pension de 900,000 livres. La religion profanée par les discours et les mœurs de la cour et du clergé, devint odieuse et méprisable au peuple qui vit comment on disposait des bénéfices et des charges ecclésiastiques. Il ne faut donc pas s'étonner de la voir dès-lors plus que jamais servir de but aux railleurs, qui se multiplièrent de jour en jour. On pouvait croire que les biens de l'Eglise étaient destinés à récompenser le vice, l'immoralité et la bassesse.

Dubois, libertin, séducteur, entremetteur, compagnon d'orgies, ministre inique du Régent, ayant déjà sept abbayes, voulut s'assu-

¹ Law avait quatorze comtés ; les commissaires nommés pour l'enquête rencontrèrent de grandes difficultés ; les honnêtes gens perdirent leur argent, et les fripons furent quittes pour une punition légère. Duclos, *Mémoires*, tom. II, p. 134, dit : « Le rappel du parlement (de son exil ridicule à Pontoise) décidait l'expulsion de Law, qui partit prudemment deux jours avant la rentrée, dans une chaise aux armes de M. le duc, accompagnée de quelques valets à la livrée de ce prince, qui servaient d'une espèce de sauvegarde, et à tout événement muni de passe-ports du Régent. »

rer un rempart ecclésiastique contre tout changement futur et fixer ses revenus à douze millions de livres; il demanda, avec une arrogance qui étonna le Régent lui-même¹, l'archevêché de Cambrai; il lui fut accordé; et, ne se trouvant pas encore satisfait, il sollicita et obtint du pape la dignité de cardinal. Toute l'Europe apprit avec indignation qu'un athée avéré, qui faisait parade d'athéisme dans ses discours et dans sa conduite, fût investi d'une des premières dignités de l'Église². Mais la politique paraissait le demander et elle l'emporta.

¹ Duclos, tome II, page 79, lui met l'apostrophe suivante dans la bouche. « Toi, archevêque de Cambrai? toi! c'est actuellement que tu rêves! » — Il insiste davantage. Le Régent, ennuyé de la liste et fatigué de la persécution, espéra s'en défaire en lui disant : « Mais tu es un sacre.....! et quel est l'autre sacre.....? qui voudra te sacrer?.... » Il a tout prévu.... « Votre premier aumônier, monseigneur l'évêque de Nantes, il est dans votre antichambre. »

² Il est dit dans les *Philippiques*, chant V, strophe II (du reste libelle infame et misérable) :

Soleil ! dissipe ce fantôme *
 Qui paraît dans un si grand jour ;
 A ton départ c'est un atôme,
 C'est un colosse à ton retour.
 Rome, que veux-tu que je croie,
 De voir que ta pourpre est la proie
 De cet infame scélérat,
 Par qui l'obscurité de Brive **,
 Pour rendre la Gaule captive,
 Achève le triumvirat.

* La grandeur de Dubois.

** Lieu de sa naissance.

Tels furent l'aveuglement de ce temps et l'influence des opinions du jour, que tous ces désordres, qui amenèrent une révolution complète dans les rapports extérieurs, changèrent les mœurs et les principes des classes élevées de l'Europe qui vinrent puiser presque exclusivement à Paris la règle de leur conduite, ne fixèrent pas plus l'attention générale, que ces événements ordinaires, auxquels nous n'attachons aujourd'hui aucune importance.

Quel bien aurait pu faire une puissance médiatrice entre le gouvernement et le peuple ! Le parlement avait annulé le testament de Louis XIV et accordé un pouvoir illimité à Philippe ; mais ce qui occupa bien plus sérieusement l'esprit et l'attention des Français, ce fut la rescision de l'ordonnance de Louis XIV qui donnait à ses fils naturels les droits de princes du sang. Les dissensions avec le parlement, les querelles de l'Église, la dispute des partisans serviles du pape et des jansénistes durèrent d'ailleurs pendant toute la régence.

IV. Les faiblesses de Philippe V, son caractère et son tempérament, le rendirent tout-à-fait incapable de régner, et son épouse, aidée

de Grimaldo¹, ne put supporter le fardeau du gouvernement qui retomba sur elle après la mort d'Albéroni. Le caractère bizarre de Philippe, sa folie concentrée et extérieurement raisonnable, empêchèrent la reine de l'abandonner à lui-même². Ripperda en profita pour marcher sur les traces d'Albéroni; il offrit d'exécuter ce que la reine avait projeté.

Ripperda était d'une bonne famille des Pays-Bas; ce ne furent donc ni son origine ni sa vie privée, mais ses vastes projets, qui lui méritèrent le titre d'aventurier, qu'on avait si justement donné à Albéroni. Issu d'une ancienne maison de Grœningue, il avait servi comme colonel dans l'armée des Pays-Bas; il fut nommé, en 1715, ambassadeur des États en Espagne. Il s'y lia avec Albéroni³, les jésuites et la reine, et

¹ Il ne prit que plus tard le nom de Grimaldi.

² Nous avons marqué plus haut, où se trouvent les anecdotes de la vie privée de Philippe V; comme ce ne sont pour la plupart que des choses de curiosité et non d'instruction, nous les passons avec raison sous silence.

³ Albéroni, dans la lettre écrite à M. le marquis N. N., fol. 61, verso du manuscrit cité, en fait mention, lorsqu'il parle des peines qu'il s'est données pour les manufactures et les fabriques d'Espagne (il faut remarquer qu'Albéroni répandait cet écrit l'an 1721).

Le cardinal, dit-il, s'attachant sans délai à l'économie, introduisit les manufactures en Espagne. Il fit à cet effet élever, avec une dépense et des travaux immenses, les eaux de la rivière de Henarès, et établit à Guadalaxara une fabrique vrai-

croyant pouvoir jouer en Espagne un plus grand rôle que dans sa république il quitta le service de son pays, changea de religion au mois de juin 1718, et chercha une place à la cour de Madrid.

Tant qu'Albéroni tint le gouvernail des affaires, Ripperda, malgré son influence sur le cabinet et sur la reine, qu'il employait quelquefois pour obtenir de l'argent des ministres anglais, ne put guère parvenir. Soutenu par la cour, il établit cependant aux

ment royale de draps très-fins, après avoir fait venir en une seule fois de Hollande cinq cents familles qui débarquèrent à Bilbao avec tous leurs meubles, ustensiles et outils nécessaires.

Parmi ces familles presque toutes protestantes trois seulement étaient encore restées fidèles à leur religion lorsque le cardinal quitta l'Espagne. Il tira des hôpitaux de Madrid un grand nombre de jeunes garçons qui actuellement se sont rendus habiles en l'art de filer. Il appela d'Angleterre de bons teinturiers, peuplant ainsi, avec les nouveau-venus, la vaste solitude de l'Espagne et retenant l'argent dans l'intérieur du royaume, tandis qu'auparavant, tout compte fait, l'Espagne, par la vente des laines, ne retirait pas des étrangers le quart de ce qu'il lui en coûtait en achetant ensuite les draps dont elle avait besoin. Aujourd'hui les troupes du roi sont habillées de draps fabriqués en Espagne, quand peu d'années auparavant on les achetait dans d'autres pays. Par l'entreprise du baron de Ripperda, ambassadeur de Hollande à Madrid, homme de qualité, très-ami du cardinal (amitié qui eut toute la part à la conversion du baron à la religion catholique), il introduisit à Madrid des fabriques de linge de table et d'autres toiles de Hollande, d'où il avait tiré, à cette occasion, des ouvriers, ayant fait instruire quatre cents religieux espagnols dans la manière de filer avec la même perfection qu'en Hollande. Ce fut par son moyen qu'on établit près de Madrid une fabrique de cristaux, dont il fit expédier un ample privilège à don Juan de Goe-neche, etc....

frais du gouvernement une fabrique¹, avec des ouvriers qu'il tira de la Hollande, et reçut, comme récompense, une terre considérable et une forte pension. Albéroni favorisait ses entreprises sans qu'il en cherchât moins à renverser le cardinal; il échoua, et perdit, avec la direction de la fabrique, sa terre et sa pension. Après la chute d'Albéroni il se sentit renaître à l'espoir, mais il ne trouva pas de sitôt l'occasion de se rendre nécessaire d'une manière signalée.

L'Espagne s'était de nouveau étroitement alliée avec la France. Le duc régent avait fiancé l'Infante avec Louis XV; et de ses deux propres filles (les princesses de Montpensier et de Beaujolais), l'une avait été mariée au prince des Asturies, l'autre fiancée à son frère et envoyée en Espagne pour y être élevée. La France et l'Angleterre étaient alors en parfaite harmonie. Le congrès de Cambrai durait toujours. Un homme d'état comme Ripperda ne pouvait donc pas se faire remarquer. Mais les affaires ne tardèrent pas à prendre une autre face. Philippe succomba bientôt entièrement à sa mélancolie; et rien ne put le

¹ Cette fabrique était située à Guadalaxara, où elle s'est maintenue jusqu'aujourd'hui. L'endroit, cité plus haut, se rapporte donc à Ripperda, même dans le cas où le rusé Albéroni ne le nomme pas.

dissuader d'abdiquer, au grand mécontentement de son épouse, le 15 janvier 1724; il transmet le trône à son fils aîné du premier lit, Louis, alors prince des Asturies, et se retira avec la reine à Saint-Ildephonse.

Grimaldo, qui les accompagna, tint pendant quelques temps les rênes de l'état; mais on vit bientôt que Louis était fatigué de la tutelle à laquelle on le soumettait. L'éloignement que ce prince avait pour sa belle-mère, fournit à Ripperda l'occasion de se rendre nécessaire à la reine; il lui suggéra l'idée d'envoyer ses bijoux et des sommes considérables à Parme. Sur ces entrefaites, à la grande satisfaction de la reine, Louis mourut peu de mois après, et on ne négligea rien pour déterminer le malheureux Philippe à reprendre le gouvernement. Tous les efforts d'Élisabeth furent inutiles. Son confesseur l'ayant enfin décidé, après bien des peines, à remonter sur le trône au mois d'août 1724, la reine n'eut d'autre idée que celle d'assurer à son fils don Carlos les duchés italiens¹, pour lesquels on

¹ Il existait encore un prince du premier lit, nommé Ferdinand, qui fut ensuite roi; on ne pouvait guère songer à prendre possession de ces principautés pour don Carlos, tant que les points que nous avons cités en peu de mots restaient en controverse entre l'Espagne et l'Autriche.

négociait toujours à Cambrai ; Ripperda devait suivre une route toute particulière en s'adressant directement à l'empereur. Les ministres impériaux et surtout le comte Sinzendorf, l'ame de toutes les affaires, étaient alors guidés par cet esprit usurier et mercantile qui avait désolé la France. Ils entreprirent de Trieste un commerce considérable dans la mer Adriatique, et le fameux Law, qui habitait Venise, fut appelé à Trieste pour imaginer des expédients qui pussent faire fleurir de suite le commerce du Levant qu'on avait négligé jusqu'alors.

Tout cela dépendait de l'empereur qui, pendant son séjour à Ostende, permit de porter le commerce, sous le pavillon impérial, jusqu'aux Indes orientales, jusqu'à la Chine et au Japon. Les États-généraux lui en disputèrent le droit, mais Charles se souciait si peu des plaintes que les Hollandais¹ élevaient

¹ Les Hollandais déclarèrent que l'empereur n'avait obtenu les Pays-Bas que sous les mêmes conditions que les Espagnols les avaient possédés. Les cinquième et sixième articles de la paix de Munster renfermaient cependant la promesse des Espagnols, qu'ils suspendraient tout commerce de leurs provinces d'Europe avec les Indes orientales.

Les Hollandais avaient renoncé de leur côté à passer par le détroit de Magellan. Les puissances maritimes avaient protesté contre la compagnie des Indes orientales, et l'Espagne avait appuyé la protestation. Les traités de Ripperda furent d'autant plus étonnants.

contre son commerce dans les Indes, qu'il établit au contraire une nouvelle compagnie avec la plus grande solennité et qu'il en fit publier le règlement, le 28 juillet 1723, à Bruxelles, ce qui causa de la mésintelligence entre lui, les puissances maritimes et la France, alors très-liée avec l'Angleterre. Ripperda fonda là-dessus l'espoir de plaire en même temps et à la reine d'Espagne et à l'empereur, en faisant réussir un projet que toute l'Europe regardait comme impossible et insensé.

Il alla, au mois d'octobre 1724, à Vienne, y demeura, dans un faubourg, sous le nom du comte de Pfaffenberg, négocia jusqu'au mois de février 1725, sans qu'un ambassadeur ou ministre, excepté ceux qui furent dans le secret, se doutât de la présence d'un agent espagnol. L'empereur et ses ministres ne joignirent à leurs prétentions que des promesses et de froides assurances d'amitié. Ripperda aurait difficilement réussi, si un événement d'une autre nature n'eût offensé et irrité la reine d'Espagne comme femme. Élisabeth chercha tout-à-coup, et à tout prix, à acheter des alliés contre la France. On venait de renvoyer sa fille, élevée jusqu'alors dans ce royaume, comme l'épouse future du roi,

et traitée avec tous les égards dus à une reine, pour donner une autre femme à Louis XV¹.

Le duc régent étant mort le 2 décembre 1723, Louis XV, déclaré majeur seulement pour la forme, fut confié à la tutelle du duc de Bourbon, dont les projets ne s'accordèrent point avec cette union avec l'Espagne. Il ordonna donc de renvoyer la princesse espagnole en prétextant sa trop grande jeunesse et la nécessité de hâter le mariage du roi. Cette offense aurait sans doute allumé une guerre entre la France et l'Espagne, si cette dernière puissance avait eu les moyens de la soutenir. A défaut de ces moyens, la reine se contenta de rompre toute union avec la France, et de renvoyer de même les deux filles du Régent. Il était naturel qu'on donnât alors à Ripperda l'ordre de souscrire à toutes les demandes de l'empereur pour en obtenir un traité; on accusa même Charles VI, et avec plus de raison ses ministres, d'avoir partagé entre eux la plus grande partie des quatre cent mille florins dont Ripperda ne put rendre compte. On traita d'ailleurs les choses essentielles² verbalement, et il parut

¹ Au moment des fiançailles, l'infante Marie-Anne-Victoire n'avait que trois ans et demi, Louis XV dix ans.

² Nous dirons plus tard quels furent les points essentiels.

qu'on était convenu de tromper Ripperda, à qui l'on se garda bien de communiquer les articles principaux du traité écrits et signés. Les ministres impériaux les nièrent par la suite, et l'Europe serait encore aujourd'hui dans l'ignorance sur cette affaire, si les deux Walpole n'avaient publié leurs écrits politiques ¹.

Quatre traités mystérieux furent conclus alors entre l'Espagne et l'Autriche, c'est ce qu'on appelle la paix de Vienne, et Ripperda se glorifiait surtout des articles princi-

Moore assure que Ripperda seul était un trompeur. Le comte de Koenigseck aurait joué alors un rôle bien plus misérable qu'il ne le joua en effet; les écrits politiques des deux Walpole éclaircissent tout; cependant, en comparant les *Memoirs* de sir Robert Walpole, chap. xxvii, avec les *Memoirs* de Lord Walpole (Horace), page 139, il reste encore à savoir si l'empereur fut informé de ce que ses ministres avaient fait.

¹ Toute l'histoire se trouve rapportée dans Coxe, *History of the house of Austria*, tome, III; Flassan, tome V, page 21, donne le contenu du quatrième traité secret :

1^o Une ligue offensive et défensive dans tous les cas qui pourraient survenir en Europe.

2^o Une garantie de la part de l'Espagne pour le commerce d'Ostende.

3^o Une promesse de l'empereur d'employer auprès de l'Angleterre des bons offices et autres voies pour la restitution de Gibraltar à l'Espagne.

Tels sont maintenant les articles concertés de vive voix, et qui importaient le plus à la reine.

Les deux archiduchesses devaient épouser deux princes espagnols, l'un don Carlos, et l'autre Philippe. L'empereur aidait à prendre Gibraltar de force et à ramener le Prétendant, si Georges I^{er} ne voulait point accéder à ce traité.

paux du quatrième traité fait le 30 avril et le 2 mai. Ils lui valurent, au mois de novembre 1725, la charge de premier ministre en Espagne. Ces conditions inquiétèrent la France et l'Angleterre, quoique le cabinet d'Autriche en niât absolument l'existence, et elles donnèrent lieu à une contre-alliance entre l'Angleterre, la France et la Prusse, qui fut conclue à Hanovre, le 25 septembre 1725. Ces puissances s'engagèrent dans le traité avec toutes les provinces de leur dépendance, à maintenir la paix d'Utrecht pendant quinze ans; et si, par les menées de Seckendorf et de Grumkowitz¹, Frédéric-Guillaume se retira ensuite de l'alliance, la Hollande prit sa place au mois d'août 1726.

Cependant on armait de toutes parts²; mais, excepté l'Angleterre, aucune puissance n'avait

¹ Grumkow, surnommé le Buveur (Biberius), dans le journal secret du baron Christophe Louis de Seckendorf (à la fin du second volume des *Mémoires de la margrave de Bayreuth*. Cotta, Tubingue 1811), doit, d'après la même source, avoir tiré plus de vingt-cinq mille florins de la cour impériale. La manière dont il s'y prit, lui et Seckendorf, à brouiller Frédéric-Guillaume avec le Hanovre, est rapportée avec les plus grands détails dans les *Mémoires cités de la margrave*.

² L'Angleterre et l'Espagne se faisaient déjà dans le fond la guerre, car l'une avait envoyé des flottes aux Indes occidentales et sur les côtes d'Espagne; l'autre commença, le 22 février 1727, le siège de Gibraltar. Fleury sut accommoder tous ces différents.

les moyens de faire la guerre; on s'en tint donc aux préparatifs, et l'Espagne ne l'emporta à la vérité, que par la condescendance de l'Angleterre.

Ripperda, après quatre mois de pouvoir, avait été renversé par sa propre imprudence et par l'influence du comte de Koenigseck, ambassadeur d'Autriche à Madrid. Patinho commençait à jouir d'un grand crédit¹. La reine s'aperçut enfin qu'on ne pensait pas sérieusement à l'union de l'archiduchesse, et que les ministres d'Autriche la trompaient. Cette puissance s'était jouée quatre ans de l'Espagne. La reine demanda (ce qu'elle eût dû faire longtemps avant), une réponse catégorique; et, la réponse qu'on lui fit étant évasive, elle s'unit étroitement à la France et à l'Angleterre. Cette alliance lui valut par la suite plus qu'elle n'avait espéré. On conclut entre la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, à Séville, le 9 octobre 1729, un traité, auquel les États-généraux accédèrent le 21. L'Espagne retira aux sujets d'Autriche les privilèges qu'elle leur avait accordés par le traité de Vienne, pour faire le commerce dans tous les pays du

¹ Patinho ne fut premier ministre que l'an 1734, mais il dirigeait déjà toutes les affaires bien avant ce temps.

royaume, et rétablit les compagnies anglaises et françaises dans leurs anciens privilèges.

Pour dédommager l'Espagne des avantages qu'elle accordait aux alliés du Hanovre, et qu'elle ravissait à l'empereur, on consentit que six mille soldats espagnols fussent envoyés à Livourne, à Porto-Ferraio, à Parme, et assurassent au prince don Carlos la possession de la Toscane, de Parme, et de Plaisance. Cette mesure indigna l'empereur et surtout le duc de Toscane, qui voyait qu'on disposait de ses états pendant sa vie, sans daigner même le consulter. L'Empire fut sommé d'y prendre part¹. Cinq cercles et quatre électeurs, dont trois ecclésiastiques et un palatin, s'armèrent en effet; mais l'Autriche sentit heureusement sa propre faiblesse, et suivit l'idée de la Pragmatique-sanction sur la succession héréditaire; elle accepta les dispositions du traité de Séville, le 6 mars 1731, en signant la paix qu'on nomma la seconde paix de Vienne, et don Carlos parut en Italie avec bien moins de troupes qu'on ne lui en avait accordé.

V. Louis XIV avait confié l'éducation du

¹ L'Empire, à qui le grand duché de Toscane appartenait, n'avait pas été consulté, et don Carlos en reçut l'hommage du vivant du grand-duc, sans rechercher l'investiture de l'empereur et de l'Empire.

dauphin au duc du Maine, un de ses fils naturels ; il ne pouvait s'acquitter de cet emploi qu'en sa qualité de prince du sang. Le duc régent l'ayant privé de cet honneur, le maréchal de Villeroi fut seul chargé de gouverner le jeune monarque, parce que le régent était retenu par ses occupations et ses débauches. Villeroi avait obtenu pour l'évêque de Fréjus, Fleury, la fonction de précepteur. Celui-ci renonça à son mince évêché, et se voua exclusivement à l'éducation de l'enfant-roi ¹. Doux, humble et fier, rusé, savant, dévot, rampant, sans reproches dans les relations extérieures de la vie, Fleury sut, comme particulier, comme ecclésiastique et comme précepteur, tirer parti de ses artifices monastiques, depuis la flatterie permise, et même les pieuses réprimandes, jusqu'à la dissimulation. Étant ministre il fit, pour le bien de l'État, preuve d'habileté en maintenant la dignité du gouvernement sans verser le sang français ; mais il ne songea pas que son caractère se prêterait à nourrir l'hypocrisie et les mauvaises habitudes dans son élève, et que son système de paix et de négociations avilirait la nation.

¹ *Saint-Simon, Mémoires*, tome III, page 99-103, le raconte d'une manière concise, mais mordante.

Le jeune roi, dont le cœur ne connaissait pas encore le vice, crut voir en lui le seul homme vertueux dans une cour corrompue et tout-à-fait pervertie; le seul homme moral, pieux, aimable, qui lui fût dévoué par amour et non par intérêt; il s'attacha donc à lui de plus en plus, lui fut entièrement abandonné après qu'on eut éloigné Villeroi¹, et lorsque des hommes comme le cardinal Dubois cherchèrent, par de basses et viles flatteries, à gagner du crédit.

A l'âge de quinze ans (au mois de février 1723) Louis prit lui-même en apparence les rênes de l'état, mais au fond ce fut le duc-régent qui, comme premier ministre, régna jusqu'à sa mort, arrivée le 2 décembre suivant. Le duc de Bourbon (petit-fils du grand Condé) demanda alors au jeune roi la régence de l'état²; et, malgré son ineptie généralement reconnue, sa demande lui fut accordée, d'après les conseils de l'évêque de Fréjus. Tous les contemporains croyaient qu'il avait dès-

¹ Duclos en donne de courtes notices. *Saint-Simon*, t. III, page 201, qui y coopéra lui-même, est assez prolix.

² Cette affaire avait été concertée d'avance. Vrillière tenait déjà la patente toute prête; le roi, âgé de quatorze ans, regarda Fleury; celui-ci, n'osant désapprouver la chose, fit de nécessité vertu.

lors conçu l'idée de se mettre un jour à la tête du gouvernement ¹.

Le duc de Bourbon ne gouvernait que pour la forme les affaires de l'état. La marquise de Prie², sa maîtresse en titre, les dirigeait réellement. A défaut de lumières, elle consultait ses trois frères, fils d'un aubergiste des Alpes, gens pleins d'énergie et d'esprit. Cependant l'évêque de Fréjus prenait de jour en jour plus d'ascendant sur le roi : il assistait aux conseils les plus secrets de sa majesté avec le duc, et disposait seul de la feuille des bénéfices. La chose la plus importante que fit le duc de Bourbon, pendant son ministère, fut de conclure le mariage du roi, et de rompre toute alliance avec l'Espagne, ce qui irrita tellement cette puissance qu'il n'y avait plus de rapprochement à espérer qu'en éloignant le duc de la cour. La politique seule aurait nécessité cet éloignement, mais il ne fut renversé que par

¹ *Mémoires secrets* de Duclos, vol. II, page 285 ; l'évêque de Fréjus, en procurant le premier ministère à M. le duc, savait bien qu'il ne lui confiait qu'un dépôt, et faisait lui-même trop peu de cas de la reconnaissance pour en espérer beaucoup d'un prince ; mais il voulait, sous un fantôme respecté, accoutumer la cour à son crédit, et la préparer à sa puissance.

² Elle était l'épouse de l'ambassadeur de France à Turin. On trouve les horreurs de cette histoire dans les *Mémoires de Richelieu*, tome IV, au commencement.

sa conduite imprudente envers Fleury, qui possédait toute la confiance du roi et qui la méritait sûrement plus que lui. Le duc de Bourbon, pour assurer son influence, avait marié le jeune roi à la fille du roi Stanislas¹, banni de la Pologne, qui vivait alors à Wissembourg, sans ressources et sans appui.

Comme la nouvelle reine lui était entièrement dévouée, et que Louis XV l'aima d'abord avec passion, le duc résolut de travailler avec sa majesté, dans l'appartement de la reine, et d'en exclure Fleury. Ce dernier, qui connaissait son crédit auprès de Louis, et qui savait que le roi s'apercevrait bientôt de son absence, eut l'air de se retirer des affaires, se rendit tout d'un coup à Issy², et fut rappelé subitement, par ordre du roi, à Paris, où il obtint à son tour l'exil du duc de Bourbon.

¹ Marie Lescinska.

² Duclos, *Mémoires*, vol. II, page 366. « Horace Walpole, ambassadeur d'Angleterre et frère de Robert, ministre de la même cour, cultivait beaucoup l'évêque de Fréjus dont il prévoyait la puissance et sentait déjà le crédit solide et caché; il fut le seul qui, à la première nouvelle, courut à Issy faire à l'évêque des protestations d'amitié. Comme c'était avant le dénouement de l'affaire, tout défiant qu'était le vieux prélat, par caractère et par expérience, il eut toujours en Walpole une confiance dont celui-ci tira grand parti au préjudice de notre marine et de notre commerce. »

Dès ce moment (11 juin 1726) Fleury, devenu cardinal, depuis le mois de septembre précédent, gouvernait sous le nom du jeune prince. Il chercha à ramener la douceur, la justice, les bonnes mœurs et l'économie, car il sentait bien qu'il lui manquait les talents élevés qui caractérisent un grand homme d'état.

Comparé au gouvernement espagnol et à celui d'Autriche, le gouvernement français, sous le ministère de Fleury, offrait sans doute le modèle d'une bonne organisation; mais la sensualité et le luxe augmentèrent de jour en jour au sein d'une longue paix, et cette nation belliqueuse ne trouva plus assez d'occasions d'exercer ses talents militaires.

Il n'est pas prouvé que Fleury ait laissé le jeune roi dans la société de jeunes gens frivoles et légers, et qu'il ait favorisé sa passion pour la chasse¹; mais ce qui est certain, c'est que la liaison avec la comtesse de Charolois devint dès-lors la cause et la raison de tous les maux qui éclatèrent dans la suite.

Le faible gouvernement de l'Empire, le manque de patriotisme parmi les princes, la triste

¹ Les affaires de l'état étaient gouvernées par Fleury, tandis que le roi allait à la chasse; car, avec la meilleure volonté, il ne pouvait plus travailler à son retour.

position de la cour impériale , fournirent cependant à Fleury l'occasion de faire pour la France , sans les moindres efforts , une acquisition que le cardinal de Richelieu et Louis XIV avaient cherchée en vain. L'Allemagne, si souvent victime des dissensions étrangères, le fut encore dans cette circonstance , à l'occasion des différends sur la Pologne. Ce malheureux royaume était bien retombé au pouvoir de l'électeur Auguste ; mais les Polonais en étaient si mécontents , que l'an 1717 , une guerre formelle en fut la suite ; elle se termina par une paix des sujets avec leur roi. Cette paix ne fut pas seulement conclue par la médiation des Russes , mais Pierre I^{er} se déclara même garant de ses conditions. Dès ce moment la Russie regarda la Pologne comme un royaume tributaire , et empêcha que le fils du roi Auguste , Maurice , qui s'est depuis immortalisé en France sous le nom du maréchal de Saxe , fût créé duc de Courlande , quoique la chevalerie courlandaise l'eût nommé selon ses privilèges , et qu'il fût appuyé de la Pologne , qui comptait ce pays parmi ses provinces.

La position de la Courlande fut assez singulière au commencement du dix-huitième siècle ; il ne restait que deux rejetons de la mai-

son de Kettler¹, Frédéric-Guillaume, marié² à la fille de Pierre-le-Grand et mort l'année d'après son mariage, et son frère Ferdinand. Ces deux princes étaient sans héritiers. On nomma Ferdinand Régent de la Courlande, mais il n'en avait que le titre et vivait misérablement à Dantzick, tandis que des Russes occupaient le pays, et que la princesse Anne, veuve du dernier duc, ensuite impératrice, en était véritable souveraine.

Anne protégeait Maurice³; cependant il fut obligé de céder, et la Courlande resta sous la domination des Russes jusqu'à ce qu'appelée au trône de Russie, Anne donnât ce pays à Biren son favori. Si l'inimitié des Russes rendait Maurice malheureux, leur amitié rendait bien plus à plaindre Auguste III, fils aîné du roi Auguste II. Ce prince ressemblait à son père⁴,

¹ Cette famille était depuis 1560 à la tête du gouvernement.

² En 1710.

³ Cela fut encore l'an 1726. Le prince Menzikoff, qui régnait en Russie au nom de Catherine I^{re}, n'agissait en Courlande que d'après ses propres conseils. Anne alla donc à Saint-Petersbourg, pour s'en plaindre, mais elle fut bientôt obligée de revenir. Ce qu'elle effectua pour la Courlande se trouve rapporté dans un style de palais en : *Das veränderte Russland* (La Russie changée), Hanovre, 1739, in-4°, t. III, p. 67.

⁴ La force de son corps, l'adresse, la galanterie, une majesté royale, et un grand talent de représentation, distinguaient Auguste II. Son fils, corps sans âme, était paresseux,

seulement pour l'extérieur, et son favori le comte de Brühl ne réunissait à tous les défauts de Flemming presque aucune de ses qualités brillantes¹. Le prince électeur, élevé jusqu'alors dans la religion protestante, l'avait déjà abjurée en 1711 pour obtenir la couronne de Pologne; on avait caché son abjuration jusqu'en 1717 où il parut nécessaire de la publier pour lui gagner peu à peu les suffrages des Polonais.

L'empereur d'Autriche, la Prusse et la Russie, ne semblaient d'abord nullement disposés à soutenir le prince de Saxe; aussi ces trois puissances, dès la nouvelle de la maladie de son père à Berlin, conclurent, au mois de décembre 1732, le traité de Löwenwald², dans

flegmatique, imbécile, et Seckendorf, dans son journal, le désigne toujours par le sobriquet de Potsdam : Mantelsack (portemanteau).

¹ Flemming, malgré une prodigalité qu'on reprocherait à des rois, laissa à sa mort neuf millions d'écus. Il était généralement détesté en Pologne et en Saxe; cependant la manière dont il se mit en faveur, est plus noble que celle que Brühl employa. Un ouvrage essentiel, quant aux faits, est : *Leben und Charakter des königlich-polnischen und kurfürstlich-sächsischen Premierministers Grafen von Brühl, in vertraulichen Briefen entworfen. (Vie et caractère du comte de Brühl, premier ministre du roi de Pologne et de l'électeur de Saxe, dépeints en lettres familières)*, 1760, in-8°.

² Ce traité fut ainsi nommé parce qu'il fut conclu par la médiation de M. de Löwenwald, grand-écuyer russe, et du général Seckendorf.

lequel ils convinrent de donner le royaume de Pologne à un prince portugais. Il est évident que la Russie ne songeait pas à exécuter ce traité ¹. Auguste II mourut ² avant qu'il fût ratifié, et la plus grande partie des Polonais se prononça pour le rétablissement du roi Stanislas, ainsi que les Français qui se donnèrent des peines incroyables pour remettre le beau-père de leur roi sur le trône. La Russie et l'Autriche redoutant l'influence des Français en Pologne, firent avancer des troupes; mais Fleury déclara d'une manière énergique, et avant que l'empereur se fût joint aux Saxons, qu'il regarderait la marche des Autrichiens vers la Silésie comme un acte d'hostilité ³.

Trois armées Russes occupaient déjà les frontières dès le mois d'avril; elles étaient sans

¹ Pour connaître les causes qui amenèrent ce traité, et pour s'initier dans la politique des trois cours, on fera bien de lire la conversation du général Seckendorf avec le général Thulemeier, dans le journal de Seckendorf, page 13.

² Auguste II mourut au mois de février 1733.

³ La chose n'était pas tout-à-fait ainsi, mais telle que le rapporte Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, tome V, page 65, dans la note. Le roi de France avait donné, du moment de la marche des troupes de l'empereur vers la Silésie, une déclaration portant : « Que sa majesté ne pourrait regarder
« toutes les démarches ou entreprises, faites pour contraindre
« les suffrages des Polonais, que comme un dessein de troubler
« le repos de l'Europe. » L'empereur donna en réponse une déclaration par laquelle il s'engageait lui-même à soutenir la

doute destinées contre Stanislas, mais non contre la Saxe.

La Russie ne se déclara pour Auguste que lorsqu'il eut renoncé à la Courlande ; l'empereur Charles VI l'imita, au mois de juillet 1733, aussitôt qu'Auguste se fut désisté de ses prétentions à l'héritage d'Autriche, et qu'il eut reconnu la Pragmatique-sanction ; la France, comptant sur le parti des patriotes Polonais¹, n'abandonna pas encore Stanislas, fit embarquer des troupes et parut équiper une flotte à Brest pour conduire ce prince par mer à la tête d'une grande armée en Pologne.

Tandis que les Russes attendaient le roi Stanislas en pleine mer², il allait déguisé, seulement accompagné de Solignac, par terre, sur Berlin tout droit à Varsovie, où il arriva le 9

liberté des suffrages dans la nation polonaise, et il ajoutait
« qu'en qualité de souverain, il n'avait aucun compte à rendre
« de la marche de ses troupes en Silésie. »

Cela eut lieu au mois de mars ; au mois de mai la France effectua la confédération en Pologne.

¹ Cette confédération française avait fixé d'abord le jour de l'élection au mois d'août, elle le fixa ensuite au 12 septembre, et décréta de plus qu'un piast (Polonais noble indigène) seul pourrait être élu ; que le père et la mère du candidat devraient avoir été catholiques, et que le primat seul pourrait proclamer le roi.

² Le chevalier de Thianges, qui ressemblait beaucoup à Stanislas, changea d'habits avec lui à Chambord, et s'embarqua sous son nom sur la flotte de Brest.

septembre, et le 12 il fut réélu roi par les Polonais, rassemblés sur le champ d'élection à Wola.

Environ trois mille nobles, partisans de l'évêque de Cracovie et du prince Wiesnowitzky, vendus aux Russes, protestèrent contre cette élection. Réunis sur l'ancien champ d'élection près de Praga, où Henri de Valois avait été élu jadis, ils proclamèrent le 13 septembre, l'électeur de Saxe roi de Pologne.

Le ministre russe, appuyé par celui d'Autriche, avait déclaré au mois d'août que sa souveraine emploierait la force pour exclure Stanislas du trône. Aussitôt après l'élection, Lascy entra en Pologne, à la tête de trente mille hommes; il fut suivi de l'un des meilleurs généraux de l'école d'Eugène, Münnich, qui amenait une armée formidable. Les troupes russes et saxonnes repoussèrent bientôt Stanislas jusqu'à Dantzick, et si quinze cents Français accoururent à son secours, ce fut plutôt une entreprise particulière insensée du comte de Plelo, ambassadeur de France à Copenhague, qu'une assistance du gouvernement français. Lescinsky, obligé de s'enfuir sur le territoire prussien, retourna ensuite comme exilé et fugitif en France, et y resta jusqu'à ce qu'il

fût dédommagé aux dépens de l'empire allemand.

Le 25 septembre, Fleury gagna le roi de Sardaigne, qui espérait acquérir par cette alliance le Milanais, et le 25 octobre, il obtint un traité semblable¹ des Espagnols, par la promesse qu'il leur fit de leur assurer Naples par la paix. La France venait de déclarer la guerre à l'empereur, le 10 octobre². Les Pays-Bas d'Autriche s'étaient constitués neutres, par un traité avec les États-généraux; l'Allemagne ne prenait aucune part aux dissensions de la Pologne; aussi le théâtre de la guerre n'aurait dû être porté qu'en Italie; mais les Français occupèrent la Lorraine sous prétexte de la séquestrer, vu que François-Étienne, duc de ce pays, élevé à Vienne, vivait à la cour impériale et était destiné à devenir l'époux de Marie-Thérèse³.

Non contents de s'être emparés de la Lorraine, les Français prirent Kehl, forteresse de l'Empire; leur armée ne se soutint que par les réquisitions faites dans les villes et

¹ Le traité de l'Escurial.

² A l'effet de venger l'injure que ce prince venait de lui faire, dans la personne de son beau-père.

³ Le mariage fut conclu l'an 1736.

districts voisins. Ces vexations donnèrent à l'empereur la facilité d'engager l'Empire à la guerre au mois de mars 1734, ce qui fut d'un grand avantage pour les Français. Sans blesser le droit des gens, ils pouvaient alors piller les états patriotiques; car les autres états, ou ne fournissaient pas de troupes, ou faisaient des traités particuliers, ou se tiraient d'affaire comme le roi de Prusse.

Lorsque le maréchal de Berwick parut sur le Rhin¹, au lieu des cent vingt mille hommes de l'armée de l'Empire, à peine se trouva-t-il douze mille soldats rassemblés; les trois généraux de l'Empire, Alexandre de Wurtemberg, Albert de Brunswick-Bevern, et Leopold de Dessau se disputaient le commandement², et avant qu'Eugène le prît, Bevern fut battu par les Français. La Bavière conclut un traité de subsides avec la France, et refusa le passage aux Impériaux; cet exemple fut suivi par le

¹ Le maréchal de Berwick fut tué dans les tranchées devant Philisbourg.

² Celui qui ne voudrait pas lire tout au long les délibérations et les décrets de l'Empire, sur la charge du général feld-maréchal catholique et évangélique, dans le dix-huitième vol. de *Reichs-Fama* (Fâme de l'Empire), ou dans le soixante-quatrième et soixante-cinquième vol. de *Faber, Staats-Kanzelei* (Chancellerie d'état) trouvera les choses essentielles dans les *Exploits du grand général Eugène*, Nuremberg, 1736, tome VI, page 679 et suiv.

Palatinat et Cologne. Eugène, qui arriva au mois d'avril 1735, comptait dans son armée dix mille Prussiens, parmi lesquels était le grand Frédéric. Il ne put et ne voulut couvrir que les contrées en-deçà du Rhin, et souffrit qu'on prît Philisbourg sous ses yeux, tandis que les Français levaient des contributions dans le Bas-Rhin.

Pendant que le prince Eugène, âgé de soixante et onze ans¹, cherchait à traîner la guerre en longueur² pour que les puissances maritimes, qui avaient garanti l'Italie à l'empereur, fussent enfin obligées de se déclarer, on perdait les

¹ Il mourut l'année suivante 1736.

² Eugène souffrit d'ailleurs à cause de son grand âge, et, tout bien considéré, son armée n'était point en état de tenir contre les Français. Un poète de l'école d'Opitz fit une épitaphe à notre héros, que nous transcrivons ici pour différentes raisons.

« Eugène devait-il avoir une fin si douce et si paisible ! que ne mourut-il, ce prince plein de courage et d'ardeur, au son de la trompette, au cri joyeux de la guerre, au bruit des armes et du canon ! La postérité, en lisant les exploits de ce guerrier, ne pourra donc pas dire qu'Eugène ex-pira au champ d'honneur ! telle est la plainte que fait entendre Mars, les lèvres décolorées : mais la renommée, dans son enthousiasme, publie partout que ce héros, qui ne sut jamais que triompher, attacher la gloire et le bonheur à ses pas, vaincre et l'ennemi, et l'envie, et la cour, et enfin lui-même, dut mourir en paix, et n'avait besoin d'aucun monument à sa mort ! Avec moi le Theis, le Pô, l'Escaut, la Meuse, le Rhin, tous ses ennemis, le répètent : il est immortel ! »

avantages obtenus dans la péninsule italique. Déjà vers la fin de l'année 1733, le Milanais avait été occupé par des troupes de France et de Savoie, et don Carlos, s'étant déclaré majeur de sa propre autorité, venait de se constituer duc de Parme et de Plaisance. Élisabeth, dans l'espoir de voir le succès couronner tous ses désirs, envoya le marquis de Montemar avec une armée considérable d'Espagnols en Toscane. Dès le mois d'avril, trois mille hommes entrèrent à Naples, et le 10 mai don Carlos fut proclamé roi. L'armée impériale en Italie, commandée par un nouveau chef, résolut de risquer une bataille à une époque défavorable. Jusqu'alors les conseils de Caraffa n'avaient pu l'emporter sur le système du comte de Traun, qui voulait temporiser et disperser les forces de l'armée, pour laisser du temps aux puissances maritimes. Le combat livré trop tard fut perdu, et les mêmes généraux italiens de l'armée impériale, battus auprès de Bitonto par le marquis de Montemar¹, abandonnèrent l'empe-

¹ Un article dans un journal de ce temps, fera parfaitement connaître comment on traitait et racontait alors ces choses en Allemagne. Nous l'empruntons du grand général Eugène, tome VI, page 858.

« Après l'abolition de l'ancienne junte ou collège de la juridiction royale, il en fut constitué une nouvelle nommée *degli'inconfidenti* pour former le procès contre ceux

reur dans le fort de la guerre, pour ne pas perdre leurs terres dans les États napolitains, et reconnurent le nouveau roi. On donna au marquis de Montemar le titre de duc de Bitonto. Il conquît l'année suivante toute la Sicile.

Dans l'Italie supérieure les affaires de l'Empereur n'avaient pas plus de succès. Le maréchal de Broglie et le roi de Sardaigne se partageaient le commandement des armées alliées. Le général Mercy commanda d'abord les Impériaux; il prit de force, au mois de juin 1734, Colorno sur le territoire de Parme¹, le perdit ensuite de la même manière, fut battu le 29 près de Parme, et tué sur le champ de bataille. Les deux armées suspendirent alors les hostilités, jusqu'au moment où on appela le comte de Koenigseck à la tête des Impériaux. Il surprit le

« qui ne reconnaîtraient pas le nouveau roi jusqu'à une époque
fixée. La plupart, parmi lesquels les princes d'Ottojano, di
Forano, de Belmonte, de Caraffa, de Monteleone, et le
comte de Conversano, crurent plus convenable de s'accom-
moder au temps, et de suivre plutôt l'astre qui s'élevait,
que de perdre leurs biens par une plus longue opiniâtreté,
ce qui n'aurait point été d'une grande utilité à l'Empereur
leur maître; ils allèrent donc l'un après l'autre à Naples,
prêtèrent le serment de fidélité, et furent reçus en grâce. »

¹ On dit qu'Eugène, comme président du conseil aulique de la guerre, lui écrivit de profiter des erreurs des généraux français, d'autant qu'il ne pourrait pas faire de grandes conquêtes.

maréchal de Broglie à Quistello, demeura maître du camp et fut sur le point de faire prisonnier le maréchal dans son lit. Les alliés tirèrent vengeance de l'affront du 15 septembre, le 19, par la bataille de Guastalla, où les Impériaux essuyèrent une défaite.

Tout semblait annoncer en 1735 que la guerre allait être conduite avec plus d'ardeur que jamais; dix-huit mille Russes venaient enfin de se montrer sur le Rhin, lorsqu'on entra en négociations secrètes avec l'Autriche. Fleury cherchait la paix pour pouvoir se passer de Chauvelin et de ses amis¹ qui empêchaient Georges II de soutenir l'Empereur autant qu'il l'aurait voulu, et que son alliance le demandait. Charles VI avait consenti d'abord à se servir de l'intervention des puissances maritimes; mais voyant qu'il serait obligé de toutes les manières de sacrifier une partie de l'Italie, il aima mieux négocier directement avec ses ennemis, la France et l'Espagne. En effet, il ne pouvait alors rien faire de plus sage que de conclure la paix le plus tôt possible; parce que son armée, ses finances, son gouvernement étaient dans un état déplorable, et que l'union ne régnait point parmi ses ministres.

¹ C'étaient les deux Walpole.

Eugène était vieux et capricieux ; la comtesse de Bathyani son amie vendait les places ; depuis long-temps les conseils du prince n'étaient plus écoutés. Il mourut et le comte de Kœnigsseck , jusqu'alors vice-président du conseil aulique de la guerre, fut nommé président ; ses différends avec Khevenhüller , son ennemi juré , appelé plus tard à la vice-présidence , firent beaucoup de tort à la cause publique.

Sinzendorf , qui avait fait preuve d'une grande habileté , de beaucoup d'expérience et d'adresse à Utrecht , et ensuite à Soissons , était premier ministre ; mais il était facile de le séduire. Bartenstein , référendaire privé et secrétaire du cabinet , en avertit son souverain et sut prendre en secret le plus grand ascendant sur lui. Il était adroit , inébranlable dans ses résolutions , mais honnête , et il composa bientôt à lui seul avec l'Empereur tout le ministère ¹.

¹ Dans le *Journal secret du baron de Seckendorf*, page 151 , on lit ce dialogue de Seckendorf avec le roi de Prusse.

SECKENDORF. Oui, sire, Bartenstein fait à cette heure la pluie et le beau temps. — LE ROI. Et ce Bartenstein est un honnête homme ? — SECKENDORF. Oui, sire. — LE ROI. Mais je ne comprends pas comment l'Empereur , qui sait qu'il est trompé par Sinzendorf et par tant d'autres , ne punit pas ces gens selon la rigueur ? — SECKENDORF. C'est la débonnaireté de la maison d'Autriche qui l'en empêche. — LE ROI (en sou-

On raconte de différentes manières, comment on entama, même avant la mort du prince Eugène, et sans l'en informer, des négociations avec l'Autriche par la voie de Sinzendorf. Ce qu'il y a de plus vraisemblable, c'est que les comtes de Neuwied et M. de Nierodt en furent les premiers médiateurs¹. La Beaune ne vint que plus tard, et par ordre de Fleury, à Berncastell et enfin à Vienne, où les préliminaires étaient signés dès le 3 octobre 1735. Cependant la reine d'Espagne, mécontente des conditions, ne voulut accepter, qu'au mois d'avril 1739, la paix formellement conclue à Vienne le 8 février 1738.

Elle obtint néanmoins le royaume des Deux-Siciles pour son fils, qui s'était engagé à céder Parme et Plaisance à l'Empereur, et la Toscane au duc de Lorraine. François-Étienne devait livrer de suite, pour la Toscane, le duché de Bar et la Lorraine, aussitôt après la mort du dernier duc de Toscane de la maison de Médicis². Stanislas, à qui on permit de gar-

riant et en imitant le dialecte autrichien.) Que voulez-vous ? mon père Léopold et mon grand-père Ferdinand ont été trompés et n'en ont pas eu de ressentiment, je ne puis donc pas en agir autrement.

¹ Seckendorf, *Journal secret*, page 130 et suiv., en fait un rapport exact.

² Le dernier duc de Lorraine mourut l'an 1737, au mois de juillet.

der le titre de roi, obtint pendant sa vie les duchés de Lorraine et de Bar qui après lui devaient être réunis à la France. On donna au roi de Sardaigne, pour le récompenser du rôle qu'il avait joué, plusieurs seigneuries qu'on détacha du Milanais.

VI. L'histoire du règne de Charles VI doit être divisée en deux périodes. La première comprend le temps où sa bonne intelligence avec les alliés et les talents d'Eugène agrandirent ses États, héréditaires des plus belles provinces que l'Espagne eût possédées en Europe, où Charles humilia les Turcs, fit perdre au roi de Sardaigne la Sicile, et projeta des spéculations mercantiles, qui devaient lui assurer une flotte et les richesses des Indes.

La seconde période nous le présente mécontent de ses ministres, trahi par ses serviteurs les plus habiles, et vendu par des employés subalternes¹. Nous le voyons fléchir d'une manière honteuse devant les puissances maritimes, sacrifier son beau-fils, céder une partie du Milanais au roi de Sardaigne, et presque tout le reste de l'Italie au prince d'Es-

¹ On trouve dans Flassan, tome V, le compte des sommes que le duc de Richelieu donna à son ministre pour se faire des partisans.

pagne. Son trésor se trouve épuisé, et les Turcs, qu'il attaque avec l'aide des Russes, le forcent de faire peu avant sa mort une paix ignominieuse. On a déjà parlé des premières actions de son règne. Nous le verrons maintenant dominé par le caprice de vouloir assurer à sa fille la succession des États héréditaires de l'Autriche par des traités, au lieu de la mettre en état de se soutenir dans ses possessions, par une armée bien organisée et un riche trésor. Si l'on disait combien la négligence dans toutes les branches de l'administration intérieure augmentait avec la vieillesse de Charles, il semblerait qu'on se propose d'écrire une satire contre l'aristocratie d'Autriche, ou contre le ministère qui met tout le bien-être ou le malheur d'un peuple entre les mains d'une seule personne, sans savoir si ses qualités personnelles la rendent propre à cette charge imposante¹.

¹ Toute la monarchie, y compris Naples et le Milanais, donnaient environ quarante millions de revenu par an. Cette somme fut payée l'an 1794 par la Hongrie et l'Autriche seules (sans y compter la Stirie et la Carinthie), et elles n'en furent pas accablées. *L'Histoire de Marie-Thérèse*, cinq volumes in-8°, 1743, tout au commencement du premier vol., cite un des exemples qui prouvent que cet argent fut singulièrement employé. La masse des financiers proprement dits, ou des gens qui, outre les employés de la juridiction ou de l'administration, vivaient du salaire de l'Empereur, comprenait

L'origine de la fantaisie de Charles VI, de constituer la Pragmatique-sanction en faveur de la succession de Marie-Thérèse, date de la paix d'Utrecht; il n'avait cessé depuis de caresser ce projet¹. La Bavière seule avait refusé constamment de renoncer à ses prétentions qui n'étaient fondées sur aucun droit.

La France, garante de la Pragmatique-sanction, depuis la dernière paix, fut impliquée imprudemment et, pour ainsi dire, comme arbitre naturel et direct dans les dissensions qui se préparaient. A en juger par la manière dont on avait fait la dernière guerre, par la paix qu'on s'était fait prescrire, et par la triste position des finances de l'Autriche, une nouvelle guerre ne présentait que de nouveaux

quarante mille personnes des deux sexes, et coûtait une somme de neuf millions et demi : dans les notes de cuisine on trouvait la somme de quatre mille florins dépensés pour du persil : dans les notes de cave, entre autres articles aussi ridicules, les suivants : « Donné à l'impératrice, veuve Amélie Wilhel-
« mine, pour boire avant de se coucher, tous les soirs, douze
« pintes de vin de Hongrie; fourni deux pièces de vin de
« Tokai, pour tremper le pain des perroquets de l'Empereur ;
« pour un bain, quinze sceaux de vin ; la fauconnerie seule
« coûtait quarante mille écus. »

¹ On trouve toutes les notices diplomatiques et toute la marche de cette affaire dans un ouvrage cyclique de ce temps. *Histoire de la grande crise de l'Europe, ou des suites de la Pragmatique-sanction et de la mort de Charles VI*; Londres 1743, in-8°.

désastres ; mais l'espoir de pouvoir arracher la Moldavie et la Valachie aux Turcs, l'emporta sur toute considération raisonnable, et même sur l'équité et le droit naturel.

Le feld-maréchal Münnich, à la tête des Russes, commandés alors par les plus habiles officiers de l'Europe, dispersés par la guerre du Nord ou de la succession, et équipés à neuf, venait de conquérir la Crimée, de battre les Turcs, les Tartares, et songeait à une expédition contre Rumilie.

Un traité de 1726 engageait les deux cours chrétiennes impériales à se prêter, en cas de guerre contre la Porte, un secours mutuel de trente mille hommes ; mais les Turcs recoururent à l'intervention de l'empereur d'Autriche qui demanda assez singulièrement pour lui-même la Moldavie et la Valachie. Cela empêcha l'intervention, et la Russie réclama les troupes auxiliaires promises.

Dans l'état où les choses se trouvaient alors, cette circonstance n'aurait point amené de guerre avec la Turquie ; mais Bartenstein et quelques autres¹ eurent l'idée de profiter de l'embarras des Turcs, pour faire des conquê-

¹ Le baron de Schmettau et le prince de Hildburghausen. Les détails se trouvent en : *Lebensgeschichte des Grafen von*

tes, et ils aimèrent mieux déclarer la guerre que fournir des troupes auxiliaires.

La première expédition contre les Ottomans, en 1737, fut dirigée par Seckendorf qui, comme protestant, d'après les idées reçues à la cour, n'était point en état de se signaler par de hauts faits. D'ailleurs avare et arbitraire¹, il avait sous lui le duc de Lorraine, époux de Marie-Thérèse, qui n'entendait rien à l'art militaire et qui pourtant aspirait au commandement. Le conseil aulique de la guerre, dont Khevenhüller était président, et qui avait désiré se mettre à la place de Seckendorf, donna des ordres d'un côté; l'Empereur, du fond de son cabinet, en donna d'autres; ainsi, il ne faut pas s'étonner si les affaires prirent dès le commencement une mauvaise tournure, et si les Turcs, battus de tous côtés par les Russes, obligèrent les Impériaux à faire une retraite désavantageuse. Seckendorf pouvait être coupa-

Schmettau, von seinen Sohn dem Hauptmaun von Schmettau. *Biographie du comte de Schmettau, écrite par son fils le capitaine de Schmettau.* Berlin, 1806, pag. 14 et suiv.

¹ Pöllnitz, t. II, page 159, dit : « Il affectait la probité germanique qu'il ne connaissait pas, et, sous les dehors trompeurs de la dévotion, il suivait tous les principes de Machiavel. A un esprit d'intérêt sordide, il joignait des manières grossières; le mensonge lui était si habituel, qu'il avait perdu l'usage de la vérité. C'était l'ame d'un usurier, qui passait tantôt dans le corps d'un militaire, tantôt dans celui d'un négociateur, etc.

ble, mais il était injuste de lui faire porter à lui seul la peine d'une faute générale. Arrêté, le 3 novembre 1737, impliqué dans un long procès, il ne put recouvrer sa liberté, pendant la vie de l'Empereur, malgré le vif intérêt que Charles prenait à le défendre, et malgré la conviction qu'il avait de son innocence¹.

L'expédition suivante, dirigée par le duc de Lorraine et le comte de Koenigseck, justifia Seckendorf; tous les deux firent, dans l'année 1738, des fautes si grossières² que le duc se vit contraint d'abandonner le commandement de l'armée, et que Koenigseck fut obligé de se démettre de la présidence du conseil aulique de la guerre. Ce dernier eut cependant un tout autre sort que Seckendorf, car on lui donna la première charge de la cour. En 1739 Wallis et Neiperg, deux ennemis jurés, furent mis à la tête des armées impériales, et le premier fit à dessein passer le Danube à l'autre pour avoir seul l'honneur d'une victoire qu'il croyait assurée.

Les Turcs étaient commandés cette année-là par le marquis de Bonneval, un des plus ha-

¹ On trouve dans Schmettau, page 30 et *suiv.* le récit le plus exact de cette expédition. Seckendorf y est reconnu tout-à-fait coupable, page 54.

² Khevenhüller vint le dernier de Vienne.

biles officiers de la chrétienté¹. Cet homme singulier, formé à l'école des généraux de Louis XIV, avait servi sous Eugène; son orgueil blessé lui avait fait abjurer sa religion, et on reconnaît facilement ses dispositions dans la discipline et dans l'ordre de l'armée turque à la bataille de Grotzka, le 23 juillet 1739.

Les Impériaux n'y essayèrent pas seulement une défaite ignominieuse, mais les deux généraux Wallis et Neiperg auraient été entièrement séparés l'un de l'autre, si les Turcs avaient suivi les conseils de Bonneval, aussi bien après que pendant la bataille.

Un dédale d'intrigues, des ordres opposés, l'activité du ministre français Villeneuve, et le désir de Marie-Thérèse² de voir la guerre

¹ Le marquis de Bonneval, issu d'une très-bonne famille française, se distingua dans la guerre de la succession; mais il s'offensa tellement d'une impertinence du ministre de la guerre Chamillard, qu'il se crut autorisé à passer à l'ennemi. Il se mit dans les bonnes grâces d'Eugène, monta depuis 1704 de grade en grade, et fut nommé général et conseiller aulique de la guerre. Il eut ensuite un différent avec le stathouder des Pays-Bas, le marquis de Prie; alla, l'an 1721, en Turquie, et y parvint de même à un haut rang, sous le nom de pacha Achmet. Quant à ses autres aventures, elles ne sont plus à citer ici; on les trouve dans les *Mémoires du comte de Bonneval*, avec des notes par M. Guyot-Desherbiers; Paris, 1806, 2 volumes in-8°. *Mémoires sur le comte de Bonneval, par le prince de Ligne*; Paris, 1807, in-8°.

² Il ne peut pas être contesté que Marie-Thérèse avait

contre les Turcs terminée avant la mort de son père, embrouillèrent les négociations de paix qu'on avait entamées, et amenèrent la conclusion d'un traité honteux pour l'Empereur. Ce traité, basé sur la paix de Passarowitz, fut signé les 1^{er} et 15 septembre 1739.

On céda Belgrade à la Turquie, malgré l'indignation que montra Charles VI quand on lui rendit compte du véritable état des choses. Wallis, ainsi que Neiperg, furent blâmés publiquement et arrêtés. Une longue circulaire, envoyée à tous les ministres impériaux des cours étrangères¹, fit connaître que l'Empereur se regardait comme trahi et vendu, et la paix ne fut ratifiée qu'au mois de décembre 1739.

donné des ordres secrets à Neiperg; on le voit d'ailleurs d'après la manière toute différente dont elle traita les trois prisonniers d'État à son avènement au trône. Seckendorf fut rendu à la liberté, on supprima toute enquête contre lui, et il fut même employé de nouveau, après un court séjour dans ses terres. Wallis obtint aussi sa liberté, mais on lui signifia, en termes très-durs, de se retirer de la cour. Neiperg fut reconnu innocent de la manière la plus honorable, et employé immédiatement après.

¹ On trouve la note circulaire dans l'*Histoire de la grande crise de l'Europe*, page 55-81, de même qu'un récit complet des faits, qui est suivi du traité de paix avec tous ses détails.

LIVRE PREMIER.

PARTIE LITTÉRAIRE.

LIVRE PREMIER.

SECONDE PARTIE.

HISTOIRE LITTÉRAIRE.

I. La France. — II. L'Angleterre. — III. L'Allemagne.

I. Autant les partis en France diffèrent dans leurs idées sur la religion, le gouvernement et les relations de la vie, autant le jugement sur les auteurs, qui ont eu, dans les progrès de l'esprit, l'influence la plus directe, est contradictoire; puisqu'un parti reconnaît comme pernicieux, ce que l'autre regarde comme salutaire, et que l'un bénit ce qui est maudit par l'autre.

Sans discuter sur le plus ou moins de mérite des écrivains, nous aimons mieux établir comme certain que la littérature, les modes, les mœurs et le gouvernement français influencèrent trop fortement toute l'Europe, depuis le commencement du dix-huitième siècle jus-

qu'à la guerre de la succession d'Autriche. Cette influence se fit sentir en Angleterre, et donna bientôt une autre teinte à la littérature de ce pays.

La tendance de la littérature française qui nous occupe ici, celle qui influa directement sur l'État, ses mœurs et sa vie, s'était fait sentir dans la dernière partie du dix-septième siècle. On avait tout rapporté, en France, à l'étude des anciens, autant que la nationalité française le permettait¹. Les règles pédantesques qu'on observait du temps de Louis XIV dans les rapports journaliers de la vie et de la société, furent de même observées dans tous les ouvrages d'esprit, qui se trouvèrent répandus par les réformés français, engagés partout comme gouverneurs des princes ; car la langue et les usages français étaient devenus indispensables

¹ J'en appelle d'autant plus à un Français, que depuis plusieurs années j'avais les mêmes idées sur la marche de la littérature française que M. de BARANTE, dans son livre de *la Littérature française pendant le dix-huitième siècle*, page 36. Il dit, page 38, 39 : « On oublia entièrement ces anciens chants ; toute tradition nationale devint le patrimoine exclusif des doctes qui connaissaient bien Horace et Pindare, mais qui oubliaient la nature. Cette imitation des anciens eut d'abord un caractère pédantesque et entièrement hors de la vérité. Peu à peu il se forma une sorte de mélange, les circonstances réelles modifièrent les emprunts qu'on faisait à la littérature ancienne, et il résulta de cette double action une direction moyenne, dans laquelle on a toujours marché depuis. »

à toutes les cours et dans toutes les affaires diplomatiques.

On sentira facilement, d'après ce que nous venons d'exposer, comment et par quelle raison avant les encyclopédistes¹, quelques auteurs français purent changer les idées et les opinions de toute l'Europe. On vit le contraire de ce qui s'était passé du temps des empereurs romains. Alors le christianisme opéra une révolution qui sortit du peuple et se répandit sur les hautes classes; ici, ce fut les auteurs de bon ton qui en effectuèrent une autre, en commençant par les classes élevées, afin de la répandre ensuite sur le peuple.

Pour ne pas être injuste envers les frivoles disciples des docteurs de Paris, il faut remarquer d'abord qu'ils n'avaient inventé ni *le genre* ni *la manière*, mais que la tendance contre la religion et le culte s'était montrée déjà, en Angleterre, au dix-septième siècle, comme en Italie au seizième, dans les écrits des penseurs les plus distingués; il faut ensuite se rappeler que la profession d'auteur devenant un métier, on spéculait sur les passions et les désirs de la foule, ou bien on écrivait seulement pour

¹ Nous appelons ainsi l'époque de la guerre de sept ans, et les dix années qui suivirent.

entretenir et amuser le public ; il faut observer encore que l'absence de toute peine ou réprimande, même dans les choses les plus graves, ne prit son origine que dans les Pays-Bas, et dans quelques autres contrées¹, où les réformés français s'établirent. Ce fut le besoin qui obligea les protestants émigrés à montrer dans des écrits leur talent, leur éloquence, leurs connaissances diverses, leur esprit naturel, opposé à l'érudition insensée des écoles, enfin leur facilité à s'exprimer, résultat du siècle de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV. °

Ces auteurs se procurèrent ainsi, surtout dans les Pays-Bas, des moyens d'existence ; ils fournirent des livres à la France et firent fleurir la librairie hollandaise, ayant en ce pays toute liberté d'écrire, pourvu que les intérêts de la nation fussent toujours respectés.

Comme nous n'indiquons ici que les époques principales, il serait hors de propos de parler de tous les hommes qui méritent d'être compris dans cette dernière catégorie ; nous n'en citerons que quelques-uns comme exemple. Bayle occupe parmi eux, sans contre-

¹ Ceci est expliqué et recherché de plus loin, d'après le caractère général de l'homme, et d'après la marche naturelle de l'esprit humain, dans l'ouvrage spirituel de M. DE BARANTE, intitulé *de la Littérature française pendant le dix-huitième siècle*.

dit, la première place, quoiqu'il appartienne plutôt au siècle précédent¹; il influa puissamment sur le public par son grand *Dictionnaire critique* et par son *Journal*; il fournit aux railleurs et aux auteurs frivoles, mais habiles de l'âge suivant, les matériaux qu'ils n'auraient jamais su rassembler sans lui. Il joignit à une érudition profonde une grande connaissance du cœur humain.

Tout-à-fait exempt de préjugés², il put servir tous les partis, et si on doit lui reprocher quelques traits sardoniques, on ne pourra jamais l'accuser de s'être porté à de véritables injures. Qu'il ait flatté quelquefois les désirs et le caractère futile, alors encore caché dans la haute classe, c'est ce qu'on peut avouer sans lui faire le moindre tort, puisqu'il voulait être lu; mais la plupart de ses nombreux ouvrages

¹ Bayle mourut l'an 1706.

² Je ne crois pas pouvoir mieux dépeindre Bayle que par une anecdote que Foucher, *Histoire du cardinal de Polignac*, Paris, 1777, deux vol. in-8°, tome I, page 410, rapporte de lui : « Le cardinal Polignac demandait à Bayle de quelle secte et de quelle opinion il était; celui-ci répondit par un passage de Lucrèce; pressé de nouveau, il se contenta de dire qu'il était bon protestant, ce qui ne signifiait pas davantage; plus vivement pressé, il répéta, avec une sorte d'impatience: oui, monsieur, je suis bon protestant, dans toute la force du terme, car, dans le fond de mon âme, je protesta contre tout ce qui se dit et se fait. »

sont écrits pour de vrais savants ; il offre toujours dans ses traits mordants le pour et le contre , il n'est ni malveillant , ni digne de blâme , puisqu'on doit supposer aux lecteurs la faculté de discerner et de juger les choses. Bayle d'ailleurs est toujours cité lorsqu'on parle des prédécesseurs des encyclopédistes ; Baillet l'est moins. Cependant son ouvrage intitulé : *Jugements des Savants* mérite d'être regardé comme un ouvrage impartial , qui dépeint parfaitement son temps et celui qui le précéda ; mais souvent ce n'est qu'une compilation.

Il faut que Baillet ait eu une très-grande influence sur les générations suivantes en France , ou il faut admettre que Sabatier de Castres a menti en cent occasions¹.

Nous citerons aussi Jean Leclerc , quoique , dans ses quatre-vingt deux volumes qui parurent d'abord comme *Bibliothèque générale* , ensuite comme *Bibliothèque choisie* , il n'ait

¹ Baillet vécut de l'an 1649 jusqu'à l'an 1706 , et mourut à Paris , mais son livre appartient à la littérature du dix-huitième siècle. Sabatier de Castres , dans *les Trois Siècles de la Littérature française* , trois vol. in-8°, 1784 , tome I , page 79 , dit : « Presque toutes les préfaces des ouvrages de Baillet forment autant d'articles dans le *Dictionnaire Encyclopédique* , sans qu'on ait pris la peine d'en avertir le lecteur. » Cela m'a été assuré à Paris par plusieurs autres personnes qui étaient plus dignes de foi que Sabatier ; du reste , je n'ai jamais fait moi-même cette comparaison.

eu l'intention que de donner une suite à la *République des lettres* de Bayle et qu'il se proposât le même but. Nous parlerons d'autant moins du nombre prodigieux d'auteurs qui écrivirent alors dans les Pays-Bas, sur l'histoire, la littérature, la philosophie et les relations de la vie, que plusieurs d'entre eux, principalement le marquis d'Argens, qui ont influé sur l'Allemagne, par leur liaison avec Frédéric II, doivent être mentionnés plus bas. Quant aux auteurs français, en France même, les poètes aussi bien que les prosateurs prirent déjà, avant le règne absolu de Voltaire, le ton léger en vogue à la cour du Régent, et tournèrent toutes les choses sérieuses et graves en dérision.

Voltaire et Montesquieu facilitèrent le développement des connaissances d'une manière adroite et ingénieuse. Ils aplanirent les difficultés, exposèrent le sérieux sous une enveloppe plaisante et rendirent les principes, d'après lesquels les princes et les prêtres avaient gouverné le monde, odieux ou ridicules dans les cercles où on les lisait. Ils achevèrent ce que les auteurs républicains de Hollande et d'Angleterre avaient commencé.

Quant aux poètes, leur ton de légèreté se manifesta dans leurs ouvrages dès le siècle même de Louis XIV. Jean-Baptiste Rousseau, dans ses *Épigrammes*, se perdait quelquefois dans la déraison et dans l'obscène¹; Chaulieu qu'on lisait peut-être plus que Rousseau fut moins amer et moins licencieux; mais le caractère de ses poésies donne lieu de croire que ses admirateurs ne suivirent pas franchement la morale du christianisme².

Les deux auteurs principaux qui influèrent, comme réformateurs, sur les gouvernements de l'Europe et sur les principes, la vie et les relations des hautes classes, ne doivent être considérés ici que sous deux points de vue. D'abord du côté de la finesse, jusqu'alors inouïe, avec laquelle ils surent gagner les esprits et flatter les passions; ensuite du côté

¹ Ce genre de satires, auquel se livra Jean-Baptiste Rousseau, dut surprendre tout le monde, et lui fit d'autant plus de tort, qu'il voulait passer pour un poète sérieux, par ses odes, ses psaumes, et ses autres chants religieux.

² « Cette société du Temple dont il a chanté les plaisirs avec tant de grace et d'abandon, était l'héritière de la société des Tournellés. La gaieté des amis de Ninon avait passé, en prenant un caractère plus licencieux, chez les courtisans du grand-prieur de Vendôme. On sait assez quelles habitudes ce prince et son frère apportaient dans les camps, quels exemples ils y donnaient, quelles opinions ils y professaient, sans être retenus par le respect dû à leur rang, etc. » M. DE BARANTE, de la Littérature française pendant le dix-huitième siècle, page 42.

de l'habileté avec laquelle ils portèrent, même dans les choses les plus sérieuses, le badinage et le ton moqueur de la haute société avec laquelle ils étaient en relation.

Voltaire qui devint ensuite, en 1740 où l'astre de Frédéric se leva, l'ami et le maître de cet homme vraiment grand, le juge absolu du goût en Allemagne et même dans le Palatinat, et qui donna plus tard (1764) des lois à St.-Petersbourg, s'était frayé dans la période que nous parcourons le chemin qui devait le conduire au point de gloire qu'il atteignit par la suite.

Le long séjour de Voltaire en Angleterre eut lieu au commencement du siècle¹; il y fut si intimement lié avec Bolingbroke et quelques autres ennemis du christianisme et de la sévérité des sciences anciennes, qu'il fut fêté en Angleterre avant de l'être en Allemagne. Il venait de fixer, en même temps comme auteur dramatique et par le premier essai de sa *Henriade*², toute l'attention de sa nation. Bientôt l'Europe entière fut remplie de sa gloire. Il donna à la philosophie et à l'histoire la cou-

¹ Voltaire fut en Angleterre de l'an 1726 à 1729.

² La *Henriade* ne fut publiée, l'an 1723, que sous le titre de la *Ligue*.

leur et le ton qui convenaient aux hautes classes¹. Il se moqua de la religion, des mœurs et de la décence, dans un chef-d'œuvre d'esprit et d'obscénité, répandu en manuscrit dans toutes les sociétés distinguées². Il était dès-lors l'ami intime du prince royal de Prusse.

De même que Voltaire prit, en Angleterre, tant par les amis qu'il y avait que par l'étude qu'il fit de plusieurs ouvrages anglais, une nouvelle direction, de même Montesquieu, qui appartient aussi à la première moitié de ce siècle, adopta, dans son ouvrage le plus marquant, une manière tout-à-fait anglaise, bien que l'ouvrage qui lui valut sa première célébrité en France fût écrit d'un ton fort léger et dans l'esprit de la société du Régent. Ce premier ouvrage par lequel Montesquieu débuta, *les Lettres Persanes*³, dut plaire par la

¹ Comme nous verrons Voltaire plus tard au faite de sa grandeur, il suffira de désigner ses tendances, d'après l'ordre chronologique dans lequel ses ouvrages parurent alors.

1706, *Petites poésies*; — 1718, *OEdipe*; — 1723, *la Ligue*, (connue ensuite sous le nom de *la Henriade*); — 1724 à 1729, tragédies et autres pièces; — 1730, *Brutus*; — 1731, *Charles XII*; — 1733, *Lettres philosophiques*, *Dictionnaire philosophique*; — 1736, *Alzire*, *l'Enfant prodigue*; — 1738, *Éléments de la philosophie de Newton*, *Essai sur la nature du feu*; — 1739, *Défense du newtonianisme*.

² *La Pucelle* fut répandue en manuscrit par parties détachées dès l'année 1730.

³ *Les Lettres persanes* parurent l'an 1721; nous croyons

politique, souvent obscène, amère et satirique qu'il contenait, dans un temps où la mémoire de Louis XIV, qui s'y trouvait outragée, était

d'ailleurs, qu'outre l'instruction que l'auteur de l'*Esprit des Loix* avait acquise en lisant des relations de voyages, son érudition ne fut pas bien étendue (comme l'a remarqué Voltaire, ennemi déclaré de toute érudition); du reste, nous n'examinons point Montesquieu sous ce rapport. Nous prenons l'homme tel qu'il est réputé ordinairement. Nous le regardons d'après l'histoire, de même que Voltaire, comme la propriété de l'opinion publique. Nous remarquons en même temps que M. Guizot, ami de l'auteur de la *Littérature française pendant le dix-huitième siècle* (M. de Barante), n'a nullement approuvé l'opinion que nous avons énoncée sur le premier ouvrage de Montesquieu; elle peut être fausse, nous ne cherchons point à abuser notre lecteur, mais elle est notre opinion invariable*.

* M. Schlosser ne nous semble pas avoir justement apprécié toute l'importance des *Lettres persanes* et de leur succès; la forme, il est vrai, en est légère, et il se peut que, hors de France et après un siècle, quelques allusions ne paraissent pas claires, ou soient devenues moins piquantes. Mais les *Lettres persanes* ont un plus haut mérite que l'agrément de la satire, et ont produit un bien autre effet que d'amuser la malignité des contemporains. Elles ont émancipé l'esprit de la France sur le despotisme et les mœurs des cours. L'éclat du règne de Louis XIV avait inspiré à la nation une admiration sincère; les plus grands esprits, éblouis ou intimidés, avaient perdu toute habitude de juger le pouvoir; à peine quelques hommes entrevoyaient-ils la profonde faiblesse du système de gouvernement qui prévalait, et tout principe politique, tout sentiment patriotique disparaissaient graduellement sans que personne fût choqué de cette secrète décadence. Montesquieu le premier fit sentir, dans les *Lettres persanes*, les vices de ce système, et quel affaiblissement, quelle corruption, menaçaient un pays où la cour était tout, sous un gouvernement livré aux plus misérables intrigues. Plus tard ces vices devaient être attaqués par des doctrines, mêlées de beaucoup d'erreurs, mais conséquentes et énergiques: au moment de la publication des *Lettres persanes*, ces doctrines n'existaient point encore, le public n'était point encore vivement préoccupé de raisonnements et de théories politiques; l'ironie de Montesquieu devança les théories et leur fraya le chemin en frappant de ridicule ce que bientôt elles devaient renverser. Malgré la légèreté de la

encore toute récente, et où l'on ressentait la fatale influence du système de Law, qui s'y trouvait dépeint sous le jour le plus odieux; mais ces lettres n'ont plus aujourd'hui le même sel, parce que les allusions sur les mœurs et les particularités du temps deviennent naturellement plus obscures.

Le séjour de Montesquieu en Angleterre donna une autre direction à ses idées, et, avant qu'il fit paraître l'*Esprit des Loix*, il s'occupa du droit public proprement dit; il sentait combien le gouvernement français ruinait alors ses sujets. Il écrivit dans le premier feu de ses nouvelles inspirations, en 1734, les *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, livre qui mérite une place à côté des dialogues de Machiavel sur

forme, malgré le ton quelquefois cynique de la satire, il y a au fond, dans les *Lettres persanes*, des idées et des sentiments plus sérieux, plus moraux même que depuis long-temps la France n'était accoutumée à en voir porter en pareille matière; et elles contribuèrent puissamment à affranchir les esprits que plus tard l'*Esprit des Loix* devait éclairer. On se trompe sur le mérite des écrits d'un homme de génie, si l'on ne se reporte à leur époque, car on n'y voit plus alors que l'œuvre philosophique ou littéraire; on oublie quelle place ils ont tenue, quelle influence active et réelle ils ont exercée dans le cours des faits: les *Lettres persanes*, qui ne sont aujourd'hui qu'une satire, furent en 1721 un événement; elles firent honte aux contemporains de la frivolité de l'ordre social, de leur propre frivolité, et leur inspirèrent ainsi le besoin de mœurs plus fortes et d'intérêts plus sérieux. C'est par là surtout qu'elles sont un important ouvrage, et doivent être rangées au nombre des symptômes et des causes des progrès de ce siècle, qui en a fait de si grands. (F. G.).

Tite-Live, autant à cause des bonnes que des mauvaises idées qu'il renferme.

L'histoire du peuple romain est représentée dans cet ouvrage de manière à faire bien ressortir le contraste d'une nation énergique, disposée à agir et à penser, avec un état gouverné systématiquement par une cour que trop de civilisation semble avoir énervée. C'est, comme tous les autres ouvrages français qui obtinrent dans ce siècle de la célébrité, plutôt le produit de l'éloquence, qu'une histoire ou une suite de recherches philosophiques; le plus bel éloge qu'on puisse en faire, c'est qu'il retentit, comme la voix d'un homme qui pense, aux oreilles engourdies du peuple; mais s'il fallait lui accorder le mérite qu'un français lui reconnaît, nous avouons que nous ne pourrions porter le même jugement sur aucun ouvrage allemand, sans déshonorer pour cela notre nation¹.

¹ M. Lacretelle dit, en parlant de cet ouvrage : « qu'il prêtait aux compatriotes de l'auteur, en le lisant, le plus grand charme; oui, le mérite le plus solide, de se sentir, après l'avoir lu, malgré toute l'admiration pour les Romains, plus heureux d'être Français. »

J'avais d'abord l'idée de supprimer cette note, puisqu'on m'a prouvé que c'était un des contes que M. Lacretelle débitait depuis qu'il n'était plus jacobin, pour expier ses vieux péchés; mais je la laisse pour faire observer comment ces messieurs traitent l'histoire.

L'Esprit des lois rendit au gouvernement et à la législation le même service que les *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* rendirent à l'histoire : car, dans le premier ouvrage, le gouvernement anglais et sa législation étaient aussi bien exposés que, dans le dernier, l'histoire romaine ancienne..

Après avoir reconnu le principe, que tous les auteurs que nous venons de nommer, et leurs nombreux imitateurs, étaient ennemis du culte existant et des dogmes adoptés, en considérant que, maîtres de la langue, ils employèrent toutes les finesses du commerce social dans leurs écrits, pour répandre leurs idées ; on expliquera facilement comment et pourquoi ils préparèrent peu à peu une révolution que nous verrons éclater plus tard.

II. Il sera facile de démontrer, sans entrer plus avant dans l'histoire de la littérature anglaise, qu'elle ne fut pas aveuglement empruntée comme celle des Allemands aux Français ; que c'étaient plutôt les Anglais qui influèrent sur leurs plus grands auteurs, mais que les écrivains anglais changèrent cependant de ton et de manière, soit avant les Français, soit d'après leur exemple. Nous pouvons passer sous si-

lence Toland, et toute la série des ennemis prononcés de l'Apocalypse, surtout ceux de la religion chrétienne, puisqu'ils appartiennent réellement au siècle précédent, et qu'ils n'eurent jamais une grande influence sur la nation ; mais il faut nécessairement parler de ces feuilles périodiques, desquelles les Anglais datent leur nouveau style, et la nouvelle manière de traiter les belles-lettres. Elles furent regardées pendant long-temps comme classiques, et le sont encore en partie, car elles avaient été rédigées par des hommes attachés à l'école française, mais qui n'approuvaient pas la légèreté et qui préféraient au contraire une morale sévère¹.

Steele commença le *Tadler* (Causeur), Addison le continua avec lui ; ils travaillèrent ensuite tous les deux au *Spectator* (Spectateur) et ils entreprirent plus tard le *Guardian* (Inspecteur)². En jettant les yeux sur ces

¹ Ces journaux tombent encore dans le temps sérieux des Français. Le *Tadler* date du mois d'avril 1709, jusqu'en janvier 1711.

Le *Spectator* du mois de mars 1711, jusqu'en décembre 1715.

² Le *Guardian* de l'an 1713, jusqu'en 1714.

Eichhorn, *Geschichte der Litteratur* (Histoire de la Littérature), tome IV, part. II, page 207, cite un grand nombre d'autres journaux de cette espèce que le succès de ceux mentionnés avait fait naître.

deux écrits, ou en lisant le *Caton* d'Addison, si célèbre alors, on reconnaît aussitôt que les règles de l'école française y prédominèrent¹.

Ce que ces hommes avaient exécuté d'un côté, Bolingbroke et ses partisans l'effectuèrent de l'autre. Ils voulaient avec Voltaire laisser la superstition au peuple; mais les hautes classes devaient en être exemptes et se mettre au-dessus de tout ce qui n'existe que dans la foi.

Bolingbroke surtout contribua beaucoup par ses écrits à faire accueillir et goûter Voltaire et Montesquieu en Angleterre. L'influence mutuelle des Français et des Anglais, et leurs efforts réunis pour opérer un changement dans les idées religieuses et politiques, en répandant les lumières dont ils avaient été éclairés, se manifestent plutôt dans les prosateurs que dans les poètes, et surtout dans les philosophes.

Locke se forma presque seul, par l'étude de

¹ Cowley, Dryden, Prior, Waller, même Thomson et Pope, ont bien plus de règle et d'élégance que d'originalité et d'énergie, qualités qui conviennent aux Anglais. Il serait difficile de porter un jugement sur Swift. Glover doit être nommé ici; Young tombe dans une époque plus moderne. Ses *Nuits* ne parurent que l'an 1741.

la philosophie Cartésienne, à devenir ce qu'il fut plus tard; et son *Essai sur l'intelligence humaine* servit ensuite de base à la philosophie française réfléchie, qui fut exposée, sous les formes les plus diverses, par tous ces hommes que nous citerons dans la suite, quoiqu'ils diffèrent tant entre eux, et qu'on reconnaisse si peu Locke dans leurs systèmes.

Antoine-Asthley Cooper, plus connu sous le nom de comte de Shaftesbury¹, suivit presque avec la même tendance que Voltaire la route d'une philosophie légère et adaptée à la vie, et la sensation que ses écrits, rassemblés ensuite sous le titre de *Caractéristiques*, ont produite, a été, en quelque façon, plus forte que celle que les auteurs français de ce genre ont causée.

L'histoire dut prendre de même une tendance toute française depuis qu'en 1737 Hume joignit à l'esprit et à la saillie la connaissance du cœur humain, la finesse et l'élégance du style, et une éducation entièrement française. Hume et Gibbon avaient achevé leurs études en France. Hume resta,

¹ La philosophie de lord Chesterfield est calquée sur les mêmes bases, mais moins systématique; elle n'est pour ainsi dire qu'un pur égoïsme.

même après, toujours en rapport avec les Français, en suivant l'ambassadeur anglais aux cours de Paris, de Vienne et de Turin. Nous ne parlons d'ailleurs ici que de ses essais historiques, puisque son ouvrage principal, *l'Histoire d'Angleterre*, appartient au temps qui va suivre.

III: En tournant nos regards sur l'Allemagne et sur la littérature allemande de cette époque¹, nous ne nous étonnerons pas de voir des ambassadeurs, des nobles instruits par des voyages, des hommes à talents, qui n'avaient point suivi la routine des universités, des princes élevés presque tous sans exception² par des Français, montrer de la répugnance pour les écrits de leur propre nation et s'entourer de gens qui parlaient une autre langue, et qui avaient d'autres mœurs que le peuple dont ils devaient être les souverains et les pères. Comment un homme tel que Frédéric II, prompt et énergique, riche en saillies et en connaissance des hommes, comment, dis-je, pouvait-il prendre en affection cette philosophie lente

¹ Deriva, *Nouvelle vie de Frédéric II*, Amsterdam, 1789, in-8°, chap. IV, page 37 et suiv., en parle à sa manière, c'est-à-dire superficiellement.

² Frédéric-Guillaume (l'Allemand dans la force du terme) même avait eu madame de Rocole pour gouvernante.

et pédantesque, cette poésie dénuée d'esprit, cette rhétorique sans goût et cette langue barbare, qui demandait un Gottsched pour se faire supporter ? Comment un prince admirateur des Français pouvait-il diriger et gouverner de son fauteuil tous ses États, et plus tard les affaires de l'Europe, et suivre, en même temps, la marche de la révolution miraculeuse qui changea tout-à-fait la face de la littérature dans les vingt dernières années de son règne, et la porta à un degré d'originalité qui retombe sur les Français, malgré toutes les peines qu'ils prirent pour s'y opposer.

Leibnitz, qui, comme grand esprit, sut en toutes choses, même dans la philosophie et dans la théologie, s'accommoder au goût public, sans se faire tort à lui-même ou à son opinion, avait dû rendre hommage aux usages français : il avait dû se servir de la langue française afin d'obtenir l'influence qui devient un besoin pour un esprit aussi élevé¹.

Il lui fallut entretenir des connaissances et des liaisons avec l'Angleterre et la France,

¹ Boyneburg, chancelier de Mayence, qui le premier reconnut le grand esprit de Leibnitz, et qui voulut l'employer dans les affaires d'État, l'engagea à se rendre en France, et il resta à Paris, comme on sait, l'an 1672 et 1673, et ensuite pendant quinze mois, en 1675 et 1676.

comme avec l'Allemagne; il ne voyait que dans un avenir bien éloigné la langue et la littérature allemandes prendre un caractère national. Si les prôneurs et les admirateurs de ce grand homme, dont la plupart des ouvrages sont écrits en français correct, mais dur, ou en latin mêlé de gallicismes, avaient montré le même zèle que lui pour la langue et la littérature allemandes, on n'aurait pas eu besoin de Gottsched pour les réformer¹.

Il est vrai que la nation allemande ne man-

¹ Gottsched écrivit une brochure excellente intitulée: *Gedanken wegen Verbesserung der deutschen Sprache (Réflexions sur la réforme à faire dans la langue allemande)*, où il dit, § 24: « On apprend, par les décrets de l'Empire et par d'autres actes allemands, quel fut le sort de cette langue. Elle était parlée assez correctement dans le siècle de la réforme, mais mêlée de quelques mots italiens, et même de mots espagnols, qui s'y étaient glissés en dernier lieu par la cour impériale et par quelques serviteurs étrangers; mais lors de la guerre de trente ans, l'Allemagne fut inondée de peuples étrangers et indigènes, la langue en souffrit ainsi que le pays, et on voit les actes de l'Empire de ce temps remplis de mots que nos aïeux auraient démentis. Après les traités de paix de Munster et des Pyrénées, la langue et la puissance françaises dominèrent chez nous. La France fut, pour ainsi dire, proposée comme modèle de toute élégance. » On voit que ce grand homme avait très-bien saisi la chose. On trouve cette brochure tout entière dans Leibnitz. Collect. etymol., ex edit. Joan Georg. Eccardi. Hanov. 1717, in-8°, et en extrait dans *Schriften der Mannheimer Gesellschaft (Écrits de la Société allemande de Mannheim)*, tome II, page 201.

quait pas encore d'auteurs vraiment nationaux, mais ils ne furent reconnus ni des savants ni des gens de qualité, qui seuls donnaient alors le ton ; car malheureusement ils étaient passés ces jours de cordialité et de probité avec la mutation du système de gouvernement et avec les progrès de la civilisation¹, et l'influence française se faisait sentir en partant d'une source élevée.

Les théosophes ne voulaient pas des dogmes de la Bible, mais ils demandaient un système. Les efforts de Spener, de Godefroi Arnold, et de plusieurs autres, dont le mérite, pour la langue et le caractère allemands, n'ont pas encore été assez dignement appréciés, ne furent utiles qu'à un petit nombre² ; le génie transcendant de Jacques Boehm passa sur la

¹ Ils s'agit ici des piétistes ; nous ne chercherons ni à les défendre, ni à les accuser ; mais tout le monde conviendra que les principes qu'ils donnèrent valaient mieux que ce dogmatique insipide qui régnait, comme une nouvelle doctrine scolastique, dès le dix-septième siècle, dans l'Église luthérienne ; il fallait qu'il y eût quelque chose de national pour qu'ils se répandissent si promptement dans toute l'Allemagne.

² Parmi les vingt-cinq ouvrages principaux de Godefroi Arnold, son *Histoire de l'Eglise et des Hérétiques*, sa *Vie des Fidèles*, ou *Relation des hommes pieux qui se sont surtout signalés dans les deux derniers siècles*, son *Histoire et description de la Théologie mystique*, et enfin les *Ecrits religieux de Jean Nusbroschius*, me paraissent les plus importants.

nation comme un souffle, puisque la parole lui manquait, et que ses oracles philosophiques ne trouvèrent point de prophète¹ qui leur servît d'interprète.

Le seul qui, dans le nouveau chemin, chercha à rester allemand, fut Chrétien Thomasius. Ses *Pensées ingénues, gaies, sérieuses, ou dialogues des mois* sur divers livres, et surtout sur les nouveaux ouvrages, conservèrent le caractère national dans toute sa pureté, mais aigrirent les esprits et firent beaucoup de bruit. Thomasius, excité par la masse des préjugés et du pédantisme invincible des universités et de leurs apologistes, passa du piétisme à la philosophie réfléchie. Du moment qu'il reconnut le système de Locke, il fraya, sans le savoir et sans le vouloir, le chemin à la nouvelle philosophie française.

De la science proprement dite, qui trouvait encore de forts soutiens dans Leibnitz, Thomasius et autres savants contemporains, si l'on passe aux belles lettres, nous voyons déjà Opitz méconnaître la langue de sa nation,

¹ προφήτης. Il y avait, comme on sait, des gens attachés à l'oracle de Delphes, qui versifiaient les sons inarticulés de la prêtresse lorsqu'elle se trouvait dans un saint délire, et qui les transmettaient ainsi à ceux qui venaient la consulter.

suivre les Français et les Belges qui travestissaient en quelque sorte les anciens, et recommander, en plusieurs endroits de ses poésies, l'imitation des nouveaux modèles. Ses conseils ne furent, hélas ! que trop bien suivis¹. Neukirch, le poète le plus distingué de ce temps, voulut versifier le *Télémaque*. De Besser, qui n'occupait pas un rang moins élevé parmi les poètes, entreprit un poème épique sur la vie du grand électeur Frédéric-Guillaume ; Patsch, une épopée sur sa majesté impériale ; de Kœnig, une sur le roi de Pologne. Enfin Postel fit un poème épique, en dix chants, intitulé *le Grand Wittekind*².

Qui aurait pu s'attacher à de telles productions, après avoir lu et compris les livres anglais et français ? Les compatriotes de Frédéric, mal-

¹ Voyez le huitième volume des suppléments de Sulzer ; il est vrai que tout ce qui y est donné comme histoire de la poésie allemande n'est pas trop profond, mais cela n'était pas non plus le but qu'on se proposait ; c'est un récit vrai, prudent, dans lequel on a mis trop d'importance aux dissensions puériles des Lipsiens et des Suisses.

² *Le grand Wittekind* est un poème en dix chants, que Gottsched loue beaucoup. Nous croyons pouvoir donner une idée suffisante de ce poème et de tous ceux que nous avons placés dans la même catégorie, en citant les premiers vers :

« Divinité, qui as brillé sur le Sinai, daigne embraser mon
« esprit par ton ardeur, l'éclairer par ta lumière, et le forti-
« fier par ta grace ; qu'un transport illuminatif se manifeste
« seulement devant toi. »

gré leur moralité et leur habileté, le faisaient mourir d'ennui ; il lisait les étrangers avec plaisir, quoiqu'il méprisât et rejetât leur philosophie et leur doctrine. Il est vrai qu'il y avait quelques poètes comme Amthor, Richey, etc., qui valaient un peu mieux ; mais combien leurs idées étaient faibles. Brokes même, dont *le Plaisir terrestre en Dieu*, demeura pendant un demi-siècle un livre populaire, ne s'élève point, comme poète, à une place éminente. Gottsched parut enfin, et quoique nous ne puissions adopter l'opinion de ceux qui méconnaissent entièrement son grand mérite, il nous paraît cependant constant qu'il avait la parfaite conviction que les poésies et les ouvrages d'éloquence se faisaient de la même manière que l'écolier fait son thème. D'après cela, le modèle et la règle étaient pour lui la chose essentielle. Il ne les emprunta aux anciens que de temps en temps ; mais souvent aux Français et à lui-même. Tout cela suffit pour expliquer la sensation qu'il produisit. Gottsched, favorisé de Menken, vint à Leipsick ; cette ville possédait alors le droit de critiquer les ouvrages allemands, et il fut bientôt au fait de toutes les petites finesses par lesquelles on se procure des amis et de la ré-

putation : on va d'abord doucement, on rampe, ensuite on protège, on répand par ses protégés une auréole autour de soi, on se fait encenser ; et ceux qui font le service de l'autel, parviennent par des recommandations à des places qu'ils ne méritent pas, et deviennent même de grands hommes avant d'en avoir le pressentiment.

Le journal, qu'il publia d'abord ¹, fut d'ailleurs tout nouveau dans son genre et, comme réveil des Allemands endormis, une entreprise méritoire. Il excita l'intérêt sur les livres écrits dans la langue maternelle, méprisée jusqu'alors parmi les savants. Ses propres ouvrages, qu'il écrivit dans l'intention de fonder une littérature en Allemagne, n'eurent, au commencement, d'autre succès, que de faire paraître un grand nombre d'écrits, qui n'étaient ni français, ni allemands, ni dans le goût ancien, ni dans le nouveau ; ils causèrent cependant enfin un mouvement dans la nation et produisirent un changement complet dans la manière de penser et d'écrire ; car les ouvrages de Gottsched, ou directement, ou par les entraves qu'on opposait au nouveau dictateur, donnèrent le jour à la littérature allemande,

¹ Die Tadlerinnen (*les critiques*).

qui commença à briller à peu près dix ans avant la révolution française. Le premier et le principal ouvrage de Gottsched, dans le genre dont je viens de parler, fut sa *Poésie critique*, qui parut en 1730. Ce n'était qu'un résumé des règles françaises, appuyées sur des modèles français. Un tel manuel, rédigé en allemand, dut être utile alors, mais il n'est pas nécessaire de dire que tout homme d'esprit dut préférer les sources.

Dans sa *Rhétorique raisonnée*, publiée en 1736, ce sont moins les Français que les Grecs et les Romains qu'il suivit avec soin et à la lettre; mais à côté des exemples des Grecs et des Romains, il présente les siens d'une manière très-assurée. Gottsched, dans la citation et dans la critique des prosateurs, qui s'étaient distingués en quelque sorte, et qui avaient écrit depuis 1680, nous fait déjà voir combien il y avait peu d'Allemands, à la fin du dix-septième et au commencement du dix-huitième siècle, qui écrivissent passablement leur langue.

Scriver, Müller, Lassenius furent des orateurs ecclésiastiques. Lohenstein, Francisci, Puffendorf, de Ziegler, Fuchs, Canitz, Besser, Thomasius, des écrivains séculiers; et, si l'on

remarque que Gottsched et ses disciples devinrent alors les juges du goût et qu'ils voulurent même réformer le théâtre, on aura tout dit. Gottsched fut tellement convaincu de son talent poétique, qu'en 1737 il fit chasser, par madame Neuber, qui était à la tête de la troupe la plus distinguée des comédiens du temps, l'arlequin du théâtre, avec une solennité ridicule, et qu'il crut donner, dans son *Caton mourant*, à la nation allemande, la première tragédie véritable.

Lorsqu'on suit la marche de la littérature allemande jusqu'en l'année 1740, on ne s'étonne plus de voir que tout homme instruit, qui n'était pas scolastique, ou qui n'appartenait pas au vulgaire, ne voulût rien lire d'allemand.

LIVRE DEUXIÈME.

PARTIE POLITIQUE.

LIVRE DEUXIÈME.

PREMIÈRE PARTIE.

HISTOIRE POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE.

I. Depuis le commencement jusqu'à la fin de la première guerre de Silésie. — II. Depuis la paix de Breslau jusqu'au commencement de la seconde guerre de Silésie. — III. Depuis le commencement de la seconde guerre de Silésie jusqu'à la paix de Dresde. — IV. Du traité de Dresde jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle.

I. Immédiatement après la mort de Charles VI, arrivée au mois d'octobre 1740, les bases factices de la Pragmatique-Sanction, que Charles avait jetées avec tant de soin, s'écroulèrent. Aucune des puissances qui avaient garanti à la fille de Charles VI l'intégrité de la succession¹, ne se montra disposée à rem-

¹ *L'Histoire de la crise de l'Europe*, page 87-98, cite toutes les puissances qui, par traités, avaient accédé à la Pragmatique-Sanction, ainsi que les articles des différents traités qui parlent de cette garantie.

plir l'obligation contractée. Mais Marie-Thérèse, par ses lumières et sa fermeté, par le parti qu'elle sut tirer de l'attachement du peuple à ses souverains, par l'admiration qu'inspirait sa grandeur d'ame au milieu des dangers et des troubles, se soutint seule, sans recourir aux traités de son père, aidée des seules armes de ses sujets et surtout de la bravoure des Hongrois.

L'Espagne et la Bavière n'avaient pas d'abord reconnu Marie-Thérèse. L'Espagne prétendait à la monarchie de Charles-Quint, n'ayant jamais approuvé le partage des anciennes provinces espagnoles, stipulé par les traités d'Utrecht et de Rastadt; la Bavière s'était élevée dès l'an 1724 d'une manière formelle et publique contre la Pragmatique-Sanction; elle chercha alors à faire valoir le testament de Ferdinand I, en appuyant ses prétentions sur une clause du codicille et du contrat de mariage qui renfermait les conditions auxquelles Anne, fille de Ferdinand, avait été mariée à Albert V, trisaïeul de l'électeur régnant. Lorsqu'on eut prouvé la nullité de cette clause, la Bavière eut recours à quelques autres chicanes de droit¹.

¹ La Bavière, qui avait vu deux fois des filles de la maison

Les réclamations de l'Espagne et de la Bavière étaient dans le fond peu à craindre; l'Espagne seule ne pouvait rien entreprendre, et Charles Albert de Bavière, prince faible et pieux, n'avait ni argent ni armée, et se laissait conduire tantôt par ses ministres, tantôt par ses maîtresses; madame Morawitzka qui épousa le prince Portia, et la comtesse de Fugger furent celles qui conservèrent le plus long-temps leur influence.

La Prusse présentait un tout autre aspect. Frédéric II, ayant succédé à son père au mois de mai 1740, chercha avec empressement à se distinguer par de hauts faits et à déployer la grandeur de son génie. Sa propre situation et celle de l'Europe alors ne pouvaient lui être plus favorables. Son père lui avait laissé un riche trésor, soixante-douze mille hommes, armée considérable pour ces temps-là : elle avait

d'Autriche unies à ses électeurs, prétendit que la clause du testament de Frédéric I^{er} disait : « qu'en cas qu'un souverain d'Autriche mourrait sans laisser d'héritier mâle, toute la succession reviendrait aux descendants de ces épouses d'Albert de Bavière; » mais le vice-chancelier de Sinzendorf fit convoquer tous les ministres étrangers qui se trouvaient à Vienne, et leur montra la pièce originale, qui parlait d'héritiers légitimes, tandis que la copie de Bavière portait héritiers mâles. La Bavière eut alors recours au droit d'hérédité regressive, où la succession, d'après le droit romain-allemand, fut confondue avec l'ordre de succession d'après les coutumes allemandes en lignes directes.

été formée par un élève d'Eugène, et Frédéric à son avènement au trône en avait banni tout ce qui n'était que parade¹ ou exagération ridicule. Il put employer cette armée à sa volonté, car c'étaient des troupes salariées. Outre qu'il la regarda comme une machine à sa disposition, il considéra les revenus de son royaume comme son bien particulier, et son génie ne connaissait aucun obstacle quand il s'agissait d'exécuter ses projets, quand même il eût fallu sacrifier l'indépendance des citoyens.

Frédéric II fut le premier qui, les armes à la main, fit valoir son droit à une partie des états de Charles VI, en déclarant dans tous ses manifestes qu'il n'attaquait point la Pragmatique-Sanction, quoique l'Autriche eût violé les conditions en échange desquelles la Prusse s'était rendue caution²; il demanda les duchés

¹ Il y avait bien encore dans l'armée prussienne quelque prédilection pour les hommes d'une grande taille, puisque les officiers restaient, et que cela se transmet comme tradition. Les opinions sur le trésor que Frédéric-Guillaume laissa sont partagées; Frédéric ne déclara que huit millions écus, et par de bonnes raisons; trente millions écus s'accorderaient avec le rapport que Frédéric Guillaume mettait tous les ans huit cent mille écus de côté.

² La famille régnante dans le Palatinat était prête à s'éteindre, et Charles Théodore, descendant de la ligne de Sulzbach, héritait de tous les pays du Palatinat. Frédéric-Guillaume, en

Silésiens, Liegnitz, Wohlau, Jägerndorf, Brieg, et il ne commença pas comme la Bavière par des négociations¹; mais au mois de décembre il entra en Silésie avec une armée au moment où l'on s'y attendait le moins. Le ministère en Bavière était partagé; Unertel, alors chancelier, et le grand-écuyer comte de Preysing étaient par des raisons très-plausibles contre le projet de faire valoir les droits de la Bavière sur toute la succession de l'Autriche. Toerring seul appuyait ce plan, et à cet effet il avait entretenu avec la France des rapports qui n'avaient pas toujours été honorables pour lui². Fleury qui gouvernait les affaires de la France n'approuva pas le plan de cette vaste entreprise lorsque Toerring vint en 1738 à Paris³, et le

accédant à la Pragmatique-Sanction, avait obtenu de l'Autriche que le pays de Berg serait excepté et qu'il reviendrait à la Prusse, comme une possession enlevée antérieurement à la maison de Brandebourg. La France et l'Autriche l'avaient garanti, mais elles retirèrent leur parole, et la Prusse se vit déchargée de son obligation.

¹ Frédéric, abandonnant les négociations à des hommes de robe, prit de suite les armes. On trouve tous les écrits sur la prétention de la Prusse à la Silésie dans Faber, *Staats-Kanzlei* (*Chancellerie de l'Etat*), tom. 78-79-80.

² Toerring ayant formé depuis plusieurs années une étroite liaison entre la France et la Bavière, s'opposa, depuis l'an 1735, à ce que la Bavière donnât le contingent à la guerre de l'Empire.

³ *La Chronique scandaleuse* (*Journal de Seckendorf*) rap-

cardinal ne se serait jamais décidé pour la guerre si les deux frères Bellisle ne l'y eussent engagé pour ainsi dire malgré sa répugnance. On se servit alors pour la première fois de l'influence fatale d'une maîtresse du faible roi Louis XV, qu'on avait enfin éloigné de la reine son épouse, et qu'on entraîna ensuite par degré jusqu'aux dernières débauches¹.

Frédéric II se serait contenté alors de quelques provinces de la Silésie si l'Autriche n'eût tout refusé. Ce ne fut pourtant qu'au commencement de l'année 1741 que le feld-maréchal Neiperg, à la tête d'une armée autrichienne, reçut l'ordre de se porter sur les provinces envahies; il chassa au mois de mars les Prus-

porte qu'Unertel aurait bien voulu être débarrassé pour quelque temps de Tœrring, qui commençait à jouir d'un très-grand crédit, et que la comtesse de Fugger, nièce de Tœrring, n'en fut pas fâchée, parce qu'il désapprouvait sa liaison avec l'électeur. Fleury disait alors que quoiqu'il crût plus avantageux pour la Bavière de ne pas mentionner les droits éventuels de la maison de Bavière à la succession d'Autriche, que l'électeur cependant pouvait compter sur la France qui remplirait à la lettre l'obligation contractée avec la Bavière. Louis XV donna lui-même cette réponse équivoque à l'ambassadeur d'Autriche, quand il lui annonça l'avènement de Marie-Thérèse au trône.

¹ La maîtresse de Louis XV était alors madame de Mailly; son influence ne surpassait pas celle de Fleury, mais elle l'emportait quelquefois sur lui, ou il cédait. Les deux Bellisle, le comte et le chevalier, s'adressaient à madame de Mailly, qui montra au jeune roi que Fleury laissait flétrir la gloire des Français.

siens de la Haute-Silésie et leur offrit le combat le 20 avril, à une petite lieue de Brieg près de Molwitz. Ce fut la première bataille à laquelle le roi assista en personne. Le prince Léopold de Dessau et le comte de Schwerin remportèrent une victoire complète¹, à laquelle Frédéric n'eut aucune part. Cet événement facilita les projets du comte de Bellisle : aidé de son frère et de leurs amis, il avait enfin gagné Louis et la vanité des Français. Ils avaient fait adopter le plan de donner un Empereur à l'Allemagne et de démembrer l'Autriche.

Dès le mois de mars Bellisle l'aîné, devenu depuis maréchal, fut envoyé en Allemagne pour faire nommer empereur l'électeur de Bavière. Un grand nombre d'agents subalternes l'accompagnaient partout où il se montrait, et toutes les cours allemandes se laissèrent ou éblouir par sa magnificence, ou gagner par ses largesses².

¹ Frédéric lui-même, dans l'*Histoire de mon temps*, est assez modeste pour avouer qu'il fut spectateur de la bataille et non cause de la victoire. Le prince Léopold de Dessau commanda la réserve avec beaucoup de succès, et le comte de Schwerin tira parfaitement parti du petit feu.

² Le 9 avril 1741, le comte de Bellisle se rendit incognito à Berlin, et de là à Bonn, Coblenz, Mayence, Dresde, puis en Silésie au camp devant Brieg (Tœrring l'accompagna à Berlin et en Silésie), et à Munich, enfin à Mannheim; le 25 juin il était à Francfort, et le 11 juillet de retour à Versailles.

Il était à peine depuis deux mois en Allemagne que, se réunissant à Toerring et aux négociateurs d'Espagne, il fit conclure le 18 mai 1741 le traité de Nimphenbourg, dont les véritables dispositions n'ont jamais été bien connues¹. La France et la Bavière furent les principaux contractants dans ce traité. La France s'engagea à fournir quarante mille hommes et à empêcher le Hanovre, Trèves, Mayence et les Pays-Bas de s'opposer aux projets de la Bavière. L'Espagne accéda pour elle et le roi des Deux-Siciles (c'est-à-dire pour la Sicile), à la ligue contre Marie-Thérèse. La Prusse, pour gagner le Palatinat, renonça au point depuis long-temps en litige, sur la succession de Juliers et de Berg. La Pologne, la Saxe et la Sar-

¹ D'Ohlenschlager, *Geschichte der Interregnums* (*Histoire de l'Interrègne*), venait de l'indiquer dans le second volume; dans le troisième vol., page 39-40, il donna le traité entre la Bavière et la France, mais il dit en même temps que Bellisle avait déjà déclaré alors, par la voie des journaux, qu'il était supposé : de même Flassan, *Histoire de la Diplomatie française*. Comparez Weisse, *Geschichte der Kursächsischen Staaten* (*Histoire des États de la Saxe électorale*), tome VI, page 132, où il faut lire mai pour mars.

Le comte d'Hauterive, garde des archives aux affaires étrangères, m'avait promis trois fois positivement de m'éclairer sur ce point et sur un autre; il avait même éloigné mes scrupules, lorsque j'appris tout d'un coup, par une voie indirecte, que M. le comte ne tiendrait pas sa promesse; je ne pus donc insister davantage sans blesser les convenances.

daigne s'unirent à cette ligue¹ pour prendre part au butin. La seule puissance en état de prêter secours à Marie-Thérèse était la Grande-Bretagne; mais Walpole, à qui le parlement était vendu, craignait de s'engager dans une guerre; la voix du peuple l'avait bien forcé malgré lui de faire une expédition navale contre l'Espagne; mais il pouvait éviter une guerre sur le continent sans offenser la vanité de sa nation. Georges II, par crainte pour ses États d'Allemagne, n'osa, sans l'assistance des Anglais, employer les trente mille soldats hano-vriens qu'il avait rassemblés pour secourir Marie-Thérèse son alliée. La crainte de Georges pour le Hanovre étant connue, la France fit passer la Meuse à un corps d'armée, et la Prusse envoya une armée d'observation, sous la conduite du vieux prince de Dessau, sur le territoire de Magdebourg. Ces menaces eurent leur effet, et Georges promit, dans un traité conclu le 27 septembre à Hanovre, non seulement de rester neutre²; mais il s'engagea en outre à donner

¹ La Saxe ne prit les armes contre Marie-Thérèse qu'au mois d'octobre 1741, en alléguant pour cause la co-régence de François.

² La dette nationale de l'Angleterre provenait en grande partie de ce que Georges I^{er} et Georges II furent impliqués, à cause du Hanovre, dans toutes les affaires du continent, et

lors de l'élection d'un empereur, sa voix à l'électeur de Bavière.

Marie-Thérèse resta donc abandonnée à elle-même. Si Fleury avait goûté le projet du maréchal de Bellisle, s'il avait, d'après la méthode observée de nos jours par les Français, écrasé l'Autriche par une armée de cent quarante mille hommes, le système des États de l'Europe aurait pu être changé; mais Fleury comptait sans raison sur la Bavière, et il prétendait que la France ne faisait point la guerre à l'Autriche, mais qu'elle envoyait deux corps d'armée de trente et de vingt mille hommes au secours de l'électeur de Bavière. Les troupes alliées eurent bientôt occupé l'Autriche. Les Saxons se réservant la Haute-Silésie et la Mo-

payèrent des subsides, ce qui irrita beaucoup tous les vrais Anglais.

Le fils excellent de Georges II, Frédéric, prince de Galles, qui mourut l'an 1751, fut toujours de l'opposition, et, étant avec son roi en discussion publique et scandaleuse ainsi que Georges II l'avait été avec son père, des scènes comme on les trouve rapportées dans les *Memoirs of the life and administration of Robert Walpole*, 3 vol. in-4°, ou 5 vol. in-8°, 1798, tome IV, page 585, n'étaient pas rares.

Deux jugemens opposés sur les frères Walpole se trouvent d'ailleurs dans deux livres anglais; le défavorable dans les premières pages de *Review of the reign of George II*, 1762, in-8°; et le favorable dans *Memoirs of Horatio lord Walpole, etc. by William Coxe*, troisième édit., 1820, in-8°, tome II, tout au commencement.

ravie, leur général Rutowsky, à la tête de vingt mille hommes, se joignit aux Français et aux Bavares qui, le 26 novembre, se rendirent maîtres de Prague.

Le roi de Prusse rompit sa promesse, donnée dans une conférence, de demeurer neutre pendant quelque temps, du moment qu'un traité avec la France, du 1^{er} novembre 1741, lui assura la possession de la Basse-Silésie¹. Marie, abandonnée de tous côtés, se réfugia auprès des Hongrois, et ces derniers montrèrent au monde qu'un peuple qui sent sa dignité et qui est inspiré par un véritable enthousiasme, lorsqu'il s'agit de défendre une cause chère et sacrée, devient invincible.

La reine était partie au mois de juillet pour la Hongrie; elle s'était attaché le peuple par son amabilité et par sa déférence pour les mœurs du pays; elle avait excité les plus grands transports dans la nation par le discours qu'elle prononça du haut de son trône², le 11 sep-

¹ La conférence des Prussiens et des Autrichiens eut lieu le 9 octobre 1741, à Petit-Schulendorf, où Frédéric promit de continuer les négociations de paix pendant l'hiver; mais on n'eut pas grande confiance en ses promesses.

² La chose serait plus touchante, si je racontais que Marie-Thérèse entra dans l'assemblée des Hongrois, tenant dans ses bras Joseph II, son fils, alors âgé de six ans; que les Hongrois tirèrent leurs épées, et jurèrent « moriamur

tembre 1741, quand elle remit ses destinées entre les mains des Hongrois. Ce qui ne contribua pas peu à la satisfaction du peuple, fut que le bon François son époux déposa, d'après le désir de la nation, la co-régence qu'il avait acceptée sans le consentement des États, et qu'il ne reprit plus tard qu'avec l'assentiment des Hongrois. François resta d'ailleurs dans la suite sans la moindre influence dans le gouvernement des pays héréditaires, car Marie-Thérèse était très-jalouse de son autorité. Ce ne fut qu'en Hongrie qu'elle consulta souvent le vieux palatin comte de Palfy.

La reine, pour flatter la nation, s'habillait à la hongroise. Elle rétablit la constitution telle qu'elle avait existé avant les troubles de Ragotzky et de Tœkely. Les Hongrois épuisèrent leurs mines d'argent pour lui fournir des subsides. Une grande partie de la noblesse

« pro rege nostro Maria Theresia », comme Engel, dans l'*Histoire de Hongrie*, le rapporte. Le jésuite G. Ferrarius, *Res bello gestæ ausp.*, Mar. Theres, Vind, 1733, dit : « Oratione et infantuli Josephi aspectu excitavit Panonicorum animos ; » mais Coxe prouve, par le rapport de l'ambassadeur anglais Robinson, que l'enfant ne fut transporté que le 20 septembre à Presbourg, et présenté ensuite aux États. Il est dit même, dans l'*Histoire et les actions de Marie-Thérèse*, 1743, quatre vol. in-8°, où toutes les pièces justificatives du temps se trouvent, tome 1^{er}, page 585, que Joseph ne fut transporté que le 20 septembre à Presbourg.

prit les armes, et une foule prodigieuse de troupes légères accoururent de toutes les contrées du royaume.

Au mois de décembre 1741, l'électeur de Bavière reçut l'hommage des Bohémiens qui, si l'on en croit Frédéric II, lui étaient plus attachés qu'aux Autrichiens ; mais il quitta presque aussitôt la Bohême, pour aller à Francfort (on était sur le point de le proclamer empereur), lorsque Khevenhüller passa les frontières de la Bavière, près de Linz, et que Menzel fit des incursions en Bavière à la tête de ses Croates et Pandours.

Au commencement de l'année suivante (le 17 janvier 1742), le général bavarois Tœrring¹ se trouva cerné entre deux petits fleuves et totalement battu par Bærenklau qui sortait de Schærding et par Menzel qui venait de Vils-hofen. Sa défaite exposa la Bavière, mit l'armée française en Bohême dans une position critique, et força le général français Ségur de capituler à Linz, en se réservant la liberté de se retirer avec dix mille hommes, tandis que Charles VII était élu par les Français et couronné empereur d'Allemagne.

¹ Tœrring avait été posté jusqu'alors en Bohême avec Broglie.

Les Impériaux occupaient sa capitale, les hordes barbares de Menzel¹ ravageaient ses États héréditaires. Charles convoqua bien une *diète et une assemblée des États de l'Empire* à Francfort, mais il n'avait pas le moindre crédit dans l'Empire, et il se vit bientôt dénué d'argent et de toutes ressources². Il parut en vain une nouvelle armée française. Les affaires des alliés devenaient de plus en plus désespérées, et Robert Walpole ayant été éloigné le 3 février 1742 du ministère d'Angleterre,

¹ Menzel se dépeint lui et ses hordes le mieux possible par le décret contre la milice de Bavière, qu'il publia le 7 janvier à Nied : « Si la milice osait s'élever et agir hostilement envers moi, je ne la reconnais plus pour milice, et je ne la ferai point punir d'après les lois de la guerre, vu qu'elle n'est composée que de rebut, de gens misérables et odieux, qui n'auront d'autre traitement ou pardon à attendre de moi, qu'à être condamnés à se couper les uns les autres le nez et les oreilles, et à être livrés ensuite à la juridiction civile pour être pendus. »

² Si l'on veut savoir à quelle extrémité il fut réduit l'année suivante, et combien les princes allemands, qui préféraient voir assister ainsi leur empereur, au lieu de fournir eux-mêmes de l'argent, étaient peu animés par une vraie gloire nationale, il faut lire les *Mémoires de Noailles*. Il y est dit, tome V, page 359 : « Comme l'Empereur était réduit à demander non-seulement la continuation des subsides pour ses troupes, mais un subside alimentaire pour sa personne, le maréchal crut devoir lui procurer au moins de quoi ne pas mourir de faim; il lui fit toucher quarante mille écus sur une lettre de crédit qu'il avait. Ce prince ne les accepta qu'à condition des subsides qui devaient lui revenir. »

un nouvel ennemi formidable¹ menaça la confédération.

La Bavière étant occupée, et les Français menacés d'être bloqués dans Prague, Frédéric seul s'éleva, parmi les pygmées du temps, comme un colosse, et, pour la première fois, montra à l'Europe étonnée ses talents militaires. Ils lui assignent le même rang qu'à César, qui l'emporte sur lui comme auteur et historien, mais qui n'approche pas de Frédéric, quant à la connaissance et au mépris des hommes.

Pendant que Marie-Thérèse cherchait la victoire dans sa confiance en Dieu, dans la bonté de sa cause, dans l'amour de ses sujets et le droit héréditaire, soutenu par l'opinion des

¹ En lisant les cinq gros volumes des *Memoirs of the Life and administration of sir Robert Walpole, by Coxe*, et surtout la fin du cinquième volume, on dirait que la voix du peuple même n'était rien; mais il faut aller un peu plus au fond de la chose. Le roi de Prusse, dans ses *OEuvres posthumes*, tom. I, page 242, montre bien qu'il ne peut nullement se figurer un tel gouvernement. Walpole lui est cher, il regarde sa chute comme une cabale, il dit que tous les seigneurs voulaient venir au ministère, la voix du peuple est intrigüe à ses yeux. L'Anglais, qui a écrit *The Life of George II*, page 64, dit au contraire « que Robert Walpole, s'étant aperçu de la violence de la chambre, et reconnaissant combien il était détesté, avait quitté la chambre et déclaré qu'il n'y retournerait jamais. Le jour suivant, le 4 février, le roi prorogea les deux chambres de douze jours, ce qui causa une grande indignation. Robert Walpole, dans cet intervalle, fut créé comte d'Oxford. »

peuples, Frédéric la trouva dans la persuasion que l'esprit et la force constituaient le droit et devaient être tous ses dieux, sans que cette conviction le portât à des crimes.

Frédéric s'était maintenu d'abord dans sa position en Moravie, où Lobkowitz l'observait, et ne s'était retiré que lorsque François eut confié le commandement de l'armée d'Autriche à son frère, le prince Charles Albert de Lorraine, car il ne pouvait guère compter sur les Saxons indignés contre lui, parce qu'ils s'apercevaient très-bien qu'il ne songeait qu'à ses intérêts personnels. Frédéric désirait en venir à une bataille, qui lui assurât une paix dont il pût dicter les conditions, et qui ne l'exposât pas trop en cas de revers. En signant la paix il rompait bien sa promesse, mais il ne se faisait point de scrupule de tromper les Français; il était persuadé que plus tard on serait obligé de recourir de nouveau à lui ¹.

Charles de Lorraine, parfaitement secondé par les deux habiles généraux Koenigseck et Brown, offrit spontanément à Frédéric, le 17 mai, entre Chotusitz et Czaslau, la bataille

¹ Frédéric II, *OEuvres posthumes*, au commencement du tome II, a très-bien exposé les raisons qui le portèrent à la paix.

qu'il cherchait. Les Prussiens, supérieurs pour l'unité et la célérité des mouvements, battirent le prince Charles. Les députés anglais reprirent de nouveau le cours des négociations interrompues depuis la conférence du 9 octobre. Bartenstein, qui garda sur Marie-Thérèse le même ascendant qu'il avait exercé sur son père, comptait encore sur les Français. Son espérance ayant été déçue, il conseilla ensuite à la reine d'abandonner la Silésie, que les motifs religieux faisaient pencher plutôt pour la Prusse. Appuyés par Bartenstein, les députés anglais réussirent, le 11 juillet 1742, à conclure la paix de Breslau, par laquelle la Haute et la Basse Silésie, à l'exception de Troppau, de Jægerndorf et des monts au-delà du fleuve Oppa avec le comté de Glatz¹ furent cédés à la Prusse. La Saxe fut avantagée, et Auguste, douze jours après, accepta la paix, ratifiée le 28 du même mois, à Berlin.

II. Les puissances prussiennes et saxonnes s'étant retirées du champ de bataille, les troupes autrichiennes se tournèrent d'un côté contre la Bavière, et de l'autre contre Prague²

¹ La Prusse avait profité du moment où la Bavière semblait être en possession légitime de la Bohême pour se faire céder Glatz; l'Autriche devait alors confirmer cette cession.

² Les troupes autrichiennes s'étaient portées vers Prague,

où elles tinrent cernée l'armée française, qui venait de repousser avec fierté la proposition ignominieuse de se rendre prisonnière de guerre. Broglie et Bellisle commandaient en Bohême. Harcourt conduisit en Bavière une nouvelle armée qui chassa les Autrichiens de Munich ; mais elle eut tellement à souffrir du climat et des aliments qu'elle y perdit plus de dix mille soldats. On envoya le maréchal de Maillebois¹, à la tête de trente mille hommes, au secours de l'armée française, enfermée à Prague, et dénuée de vivres et de munitions. Maillebois s'avança jusqu'aux frontières de la Bohême ; les assiégés de Prague firent une sortie ; mais ce général ayant des ordres exprès de ne pas risquer une bataille, sans laquelle il n'y avait pas moyen d'éloigner l'armée autrichienne, qui le séparait des assiégés, il re-

depuis que Broglie, tout-à-fait brouillé avec Bellisle, s'y était rendu. Les affaires de guerre même furent regardées en France comme une cabale de cour, ainsi qu'il est rapporté dans les *Mémoires de Richelieu*, tome VI, page 236 : « Les uns favorisaient Bellisle, les autres se montraient les partisans de Broglie. La reine, Nangis, madame de Mazarin, les Chatillon, les ministres, Orry surtout et Maurepas, défendaient Broglie ; le roi et madame de Mailly soutenaient Bellisle, que les Noailles, excepté la comtesse de Toulouse, ne pouvaient souffrir.

¹ Maillebois avait commandé en Westphalie l'armée d'observation contre le Hanovre.

tourna subitement et abandonna l'armée de Prague à sa destinée. Bellisle réussit alors à sauver à l'improviste, par une marche désespérée, au milieu d'un froid excessif, la partie de son armée qui avait échappé à la faim. Son activité lui fit gagner, avec onze mille hommes d'infanterie et trois mille cinq cents cavaliers, dans la nuit du 16 au 17 décembre 1742, environ vingt-quatre lieues sur le prince de Lobkowitz, et il arriva en onze jours à Égra, en laissant, il est vrai, toute la route couverte de cadavres. L'excès du froid et la disette rendent cette marche remarquable dans les fastes de l'histoire militaire. Il ne faut pourtant pas la comparer, comme l'a fait Voltaire, avec la retraite des dix mille.

Après la prise de Prague, presque toute la Bavière fut occupée par les Autrichiens, et Georges II, dont le ministère¹ avait enfin déterminé la nation anglaise à faire la guerre et à payer des subsides à l'Autriche², marcha à

¹ Lord Carteret avait remplacé Walpole et était en faveur auprès du roi. Le duc de Newcastle, son frère, Pelham et le chancelier Hardwick jouissaient de la plus grande influence, et Georges II fut forcé, l'an 1744, de leur sacrifier le ministre.

² L'Angleterre donna cinq millions et cinq cent mille florins de subsides à Marie-Thérèse. Il est à remarquer qu'en Allemagne des Hessois se battaient contre des Hessois ; il y en

la tête de ses Anglais, des Hanovriens et des Hessois qu'on appelait par ironie l'armée pragmatique, d'abord sur Hanau, ensuite sur Aschaffembourg : cette armée se trouva entre Aschaffembourg et Seligenstadt dans une position tout-à-fait critique ; car le maréchal de Noailles occupait toute la rive opposée du Mein ; il venait de prendre Seligenstadt et de séparer l'armée de ses magasins à Hanau ¹. Les deux armées en vinrent ensuite aux mains entre Petit-Ostheim et Dettingen. La situation des lieux rendait les Français maîtres de la victoire, mais ils perdirent, au moment décisif, par l'imprudence du duc de Grammont, neveu de leur chef, tous les avantages de leur première position. Obligés de se retirer, ils laissèrent le passage libre aux alliés ². La perte de la bataille de Dettingen n'eût pas été d'un grand préjudice aux Français, si la guerre n'eût éclaté d'un autre côté en France.

avait six mille au service des Anglais, et les Bavares en comptaient un pareil nombre sous leurs étendards.

¹ Nous remarquerons, à cette occasion, qu'il faut consulter ici le cinquième et le sixième volumes des *Mémoires politiques et militaires*, composés sur les pièces originales recueillies par M. de Noailles, maréchal de France et ministre d'État, par Millot, page 177, six vol. in-8°.

² Frédéric se moque de Georges II, qui s'était mis à la bataille de Dettingen, comme un maître d'armes, l'épée nue à la tête de ses gardes hanovriennes.

Seckendorf, qui commandait les Bava-rois, ne fut jamais d'accord avec Broglie, général de l'armée française; ils se firent séparément attaquer par le prince de Lorraine. Les retranchements des Bava-rois, près de Braunau, furent emportés d'assaut, et les Français se trouvèrent tellement pressés près d'Ingolstadt, qu'il ne leur restait d'autre choix, que de se faire enfermer dans les fortifications de la ville, ou de repasser le Rhin¹. Broglie préféra ce dernier parti. La cour de France lui donna sa retraite². Seckendorf crut rendre service à son empereur en cédant de bon gré la Bavière aux Autrichiens³, et en promettant de rester neutre, pour réunir son armée sur le Rhin, où elle fut portée ensuite à dix-huit mille hommes. Cette neutralité se prolongea jusqu'au 26 mai 1744, époque où les Autrichiens arrivèrent sur le Rhin.

¹ Munich fut pris pour la troisième fois dans cette guerre, le 8 juin 1743; pour la première le 13 février 1742, et pour la seconde le 6 mai de la même année.

² La cour de France prétendit que Broglie avait agi sans la consulter, et ce fut la cause de sa disgrâce.

³ L'Empereur était dans une position bien fâcheuse; il fut obligé, comme nous l'avons prouvé plus haut, d'accepter des lettres de change de Noailles, pour payer le plus nécessaire. L'an 1742 il avait été forcé de demander cinquante mois romains, presque comme aumône, à l'Empire, pour entretenir le conseil aulique et les ambassades.

Les Autrichiens obtenant partout des avantages, et les Espagnols ayant échoué¹, malgré l'appui du roi des Deux-Siciles, le fardeau de la guerre parut près de tomber uniquement sur la France; mais l'Empereur devait succomber. Dès le mois de décembre 1743, la Saxe s'était jointe à l'Angleterre et à l'Autriche; ce qui décida le roi de Prusse à faire publier dans les Pays-Bas l'énergique déclaration qu'il soutiendrait l'Empereur, en cas de besoin, avec une armée. Peu de temps après il y eut un nouveau traité, conclu entre la Saxe et l'Autriche, le 13 mars 1744; on n'y fit pas mention de la paix de Breslau, et la Saxe s'engagea à fournir vingt mille hommes stipendiés par l'Angleterre. La France s'éleva alors avec toute sa puissance; et, le 15 mars 1744, elle déclara formellement la guerre à l'Angleterre et en-

¹ Ce même marquis de Montemar, célèbre par la bataille de Bitonto, ne put entrer en Lombardie; il resta dans l'État ecclésiastique, et quinze mille Espagnols, auxquels on accordait le passage par la France, arrivèrent trop tard. On rappela Montemar par dépit. Les troupes espagnoles descendues à Naples étaient d'ailleurs trop faibles à elles seules, et le général anglais força le roi des Deux-Siciles, en le menaçant de bombarder Naples, d'accepter une neutralité, qui cessa l'an 1744. L'histoire privée et honteuse du roi d'Espagne, que son épouse ne savait plus diriger que par le chanteur Farinelli, expliquerait ici bien des choses; mais elle n'appartient qu'à l'histoire spéciale de l'Espagne, et non à l'histoire de l'Europe.

suite, le 26 avril, à l'Autriche; quelques mois après, le 13 septembre, le roi de Sardaigne s'engagea, par le traité de Worms, à coopérer à la défense des États Lombards de Marie-Thérèse. Le roi de Prusse, ne croyant plus devoir hésiter, déclara hautement que pour ne pas être troublé dans la possession de la Silésie, il accédait à l'union de Francfort; mais on ne peut guère indiquer précisément les avantages qu'il s'y était réservés¹. Cette union de Francfort, du 22 mai 1744, fut conclue entre l'Empereur, le Palatinat, la Suède, Hesse-Cassel, et la Prusse, pour assurer aux alliés leurs possessions, maintenir la constitution allemande et rétablir l'autorité de l'Empereur légitimement élu. Frédéric désira faire entrer la France dans cette alliance. Il fallait donc préalablement renverser le mi-

¹ On publia des articles séparés entre la Bavière et la Prusse, mais ils sont absurdes en eux-mêmes, et ne furent d'ailleurs pas reconnus de ces deux puissances. Flassan prétend que la Prusse avait assuré la Bohême à l'Empereur, et qu'elle s'était réservée la Haute-Silésie, comme une possession appartenant à la Bohême; mais les dépêches de Chavigny prouvent que c'était le cercle de Kœnigsgratz. C'était l'autre point que j'espérais éclaircir par le comte d'Hauterive, d'autant plus qu'il fait encore moins de cas de l'ouvrage de Flassan que je n'en avais fait jusqu'alors, et qu'il me fit connaître même les raisons plausibles qui empêchèrent que l'ouvrage de Flassan ne fût plus exact, mais cela nous conduit trop loin et n'est pas de notre ressort.

nistre Amelot, par une cabale de la maîtresse du roi : l'éloignement d'Amelot laissa conclure entre Frédéric et la France, le 5 juin 1747, un traité, par lequel cette dernière puissance accéda à l'union de Francfort. En France la période fatale de l'autocratie apparente du souverain venait de commencer ; les créatures de la maîtresse du roi, et non pas les ministres, tenaient les rênes du Gouvernement.

Louis XV tomba d'abord, c'est-à-dire immédiatement après la mort de Fleury¹, dans d'assez bonnes mains, car madame de Châteauroux ne négligea rien pour le décider à s'occuper des affaires de l'État² ; elle le confirma dans sa résolution d'aller en Flandre et de s'y mettre à la tête de ses troupes. Elle suivit même le roi à l'armée, avec tous ses partisans, à l'instigation du duc de Richelieu, ce qui indigna le peuple et les soldats ; mais le roi possédait encore alors l'amour de ses sujets ; cet amour se manifesta pendant sa maladie.

III. Au milieu de l'année 1744, les affaires de l'Europe prirent une autre tournure ; l'Au-

¹ Janvier 1743.

² Maurepas était contre madame de Châteauroux, qui avait le célèbre duc de Richelieu pour confident, lequel lui doit son élévation.

triche, au lieu de perdre ses propres possessions, semblait songer à faire des conquêtes. En Italie, les armées d'Autriche et de Sardaigne combattaient avec succès contre les Espagnols et les Français ; elles s'emparèrent même de Gênes, dans les années suivantes, et la maltraitèrent à un tel point, que le peuple de cette ville, irrité, étonna l'Europe par son énergie et prouva au marquis de Botta que tout sentiment de liberté n'était pas éteint dans sa république ; il soutint avec avantage dans ses murs un combat contre toute l'armée victorieuse des Autrichiens.

En Allemagne, la Bavière était occupée ; les Français cherchèrent en vain à empêcher le passage du Rhin. Nadasti et Trenck¹ passèrent ce fleuve, le 1^{er} juillet 1744, près de Schreck, et immédiatement après Baerenklau le passa près de Wissembourg. Des Croates et des Pandours inondèrent la Lorraine et l'Alsace². On s'empessa de réprimer cette supé-

¹ Trenck et Menzel sont à mettre dans la même catégorie ; le dernier avait trouvé, dans l'île des Mûriers, près de Worms, une mort tout-à-fait digne de lui.

² Le prince Charles de Lorraine commandait l'armée pour la forme ; Khevenhüller, ensuite Traun, lui furent adjoints. Traun présente un exemple de l'ingratitude de l'histoire ; il n'est point question de lui, tandis que c'était lui qui remportait les victoires. Frédéric II lui rend justice et dit qu'on

riorité des Autrichiens, de deux côtés opposés; en attaquant les Pays-Bas, qu'on avait épargnés en faveur de la république hollandaise, et en faisant faire au roi de Prusse une invasion en Bohême.

Louis XV dirigea en personne l'attaque des Pays-Bas. Dès les premiers jours du mois de mai, il s'était rendu à l'armée commandée par le duc de Noailles, et il avait pris plusieurs petites forteresses, lorsqu'on lui manda que les Autrichiens avaient passé le Rhin. En apprenant que son propre territoire était menacé, il marcha à grandes journées avec des renforts considérables sur le Rhin, mais il tomba dangereusement malade à Metz. Aussitôt qu'il fut rétabli, et, après avoir demeuré peu de temps avec les troupes destinées contre l'Allemagne, il joignit l'armée des Pays-Bas, pour être témoin des victoires que son général, Maurice de Saxe, un des plus grands hommes de son siècle, remportait sur les alliés. C'était le même Maurice, fils du roi de Pologne, électeur de Saxe, auquel les Russes n'avaient pas voulu accorder la possession de

voyait par lui combien le gouvernement d'Autriche s'était peu entendu en généraux, en le renvoyant, après des expéditions parfaites, en 1744 et 1745, sur le Rhin et en Bohême, et en rappelant Lobkowitz de l'Italie.

la Courlande ; il refusa ses services à son ingrate patrie et consacra ses talents et ses armes à la France, qu'il affectionnait par goût et par inclination. Pendant cet intervalle, l'invasion du roi de Prusse dans les pays d'Autriche avait éloigné la guerre des contrées du Rhin. Ce prince, étant entré à la tête de dix mille hommes en Bohême, s'était rendu maître de Prague, avant que l'armée autrichienne pût arriver des bords du Rhin au secours de cette place. Marie-Thérèse et ses conseillers mettaient plus d'importance à éloigner le roi de Prusse de la Bohême qu'à se soutenir sur le Rhin.

Louis XV, après sa guérison, commanda lui-même, pendant quelque temps, l'armée du Rhin et occupa le Brisgau, mais, comme on vient de le dire, il tourna ensuite l'élite de ses troupes vers les Pays-Bas. Les Français ne s'avancèrent point sur la Bavière, comme on l'avait cru ; Charles de Lorraine avec une armée considérable d'Autrichiens, renforcée de vingt-deux mille Saxons, marcha en Bohême et pressa tellement Frédéric avec toute sa puissance, qu'il l'obligea d'évacuer le pays à la fin de l'année même¹. Le seul avantage que le

¹ Frédéric II dit qu'après la prise de Prague, il avait man-

malheureux Charles VII retira des entreprises de ses alliés, fut de pouvoir retourner dans sa résidence, et il aurait été forcé de prendre de nouveau la fuite, si la mort ne l'eût enlevé fort à propos¹.

Immédiatement après la mort de Charles, Seckendorf, qui n'avait jamais sérieusement soutenu les Français contre l'Autriche, fut remplacé par Toerring; les Français et les Bavarrois se trouvèrent néanmoins forcés d'évacuer le pays, et Maximilien, le nouvel Empereur, se vit contraint d'abandonner sa capitale. Les Autrichiens étaient postés près du Lech, lorsque Maximilien consulta à Augsbourg son conseil de guerre, pour savoir s'il fallait faire la paix avec l'Autriche; comme il ne l'y trouva pas disposé, il chargea Seckendorf des négociations. Celui-ci les continua ensuite à Füssen

qué de vivres et de nouvelles; que les paysans auxquels le gouvernement avait promis de restituer leur perte, s'étaient réfugiés dans les bois et avaient enfoui leur blé, et qu'ils avaient évité, par haine de religion, d'entrer dans le moindre rapport avec l'ennemi, et de lui donner la moindre nouvelle, à quelque prix que ce fût.

On apprend, par les *Mémoires de Noailles*, vol. V, quel artifice, quelle dissimulation, quelle flatterie et quelle ruse employait Frédéric II dans ses négociations, combien il était supérieur à tous ceux qui traitaient avec lui; car lui-même n'en parle pas.

¹ Le 20 janvier 1745.

lorsque l'électeur alla à Mannheim. Le 18 avril on conclut une trêve, et le 22 on signa la paix à Füssen. En vertu de ce traité, la Bavière sépara ses troupes de l'armée française et promit ses suffrages à l'époux de Marie-Thérèse, pour l'élection à l'Empire. De tous les ennemis de l'Autriche, la France et la Prusse seules étaient alors à redouter; l'Espagne ne montrait pas la moindre énergie dans la Péninsule italique, et la Saxe, dans l'espoir d'un butin à faire sur la Prusse, venait de se lier étroitement avec l'Autriche¹; mais la France et la Prusse ne furent jamais plus formidables, que lorsqu'elles n'eurent aucun allié, car l'Europe n'avait pas de général qui pût se mesurer contre Frédéric et le maréchal de Saxe.

Le roi de Prusse ne se borna point à évacuer la Haute-Silésie, il laissa même entrer les armées alliées des Saxons et des Autrichiens²

¹ Il fut conclu un traité de subsides à Varsovie, au mois de janvier 1745, entre les États-généraux, l'Angleterre et la Saxe, d'après lequel le roi Auguste devait envoyer trente mille hommes en Bohême, et toucher de l'Angleterre et de la Hollande dix-sept millions et demi de florins de subsides. La Saxe et Marie-Thérèse contractèrent une alliance au mois de mai. On promettait alors à la Saxe, si les affaires allaient bien, de lui donner Magdebourg, et même quelques parties du territoire de la Prusse, dans le cas où Frédéric serait obligé de céder à l'Autriche la Basse-Silésie et Glatz.

² L'armée des Saxons et des Autrichiens était commandée par le prince Charles et le duc de Weissenfels.

en Basse-Silésie, les attaqua à l'improviste près de Hohenfriedberg entre Schweidnitz et Strigau, le 14 juin 1745, où il remporta la plus brillante des victoires. Les deux armées tirèrent alors vers la Bohême, où elles demeurèrent pendant quelques mois en face l'une de l'autre, sans risquer un coup décisif, jusqu'à ce qu'on eût reconnu la voix électorale de Bohême, en Autriche, et proclamé Empereur François Étienne, époux de Marie-Thérèse, le 13 septembre 1745¹.

Le prince Charles voulut sans doute illustrer l'élection de son frère par une victoire sur les Prussiens, qui avaient une armée moitié moins forte que la sienne; il leur présenta la bataille, Frédéric l'accepta avec empressement, remporta une victoire entre Sor et Trautenau, et se retira ensuite en Silésie.

Affectant de déclarer l'alliance de la Saxe avec l'Autriche comme une rupture formelle de paix, il voulut alors détruire la Saxe, avant de continuer la guerre contre l'Autriche². Il commença par chasser l'armée autrichienne

¹ Les deux électeurs du Palatinat et de Brandebourg, protestant contre l'élection de François, furent convoqués de nouveau solennellement par l'électeur de Mayence avant qu'on en vînt à l'élection.

² Le prince Charles et les Saxons avaient, à ce que Frédé-

de la Lusace. Une partie de son armée joignit ensuite le corps que le prince d'Anhalt-Dessau avait rassemblé près de Halle, et s'avança dans le fort de décembre contre Meissen, pour attaquer les Saxons renforcés par les troupes autrichiennes que Brown commandait. Les Saxons, dans une position invincible, par une faute semblable à celle du jeune Grammont à Dettingen, furent totalement battus le 13 décembre 1745. Leur défaite amena la jonction de Frédéric avec le prince de Dessau, l'occupation de Dresde, et hâta les négociations de paix entamées quelques semaines avant la bataille¹ par la médiation de l'ambassadeur d'Angleterre.

Il y eut, le 25 décembre, une double paix conclue entre la Saxe et la Prusse. Les deux dernières puissances se tinrent à la paix de

ric rapporte, l'intention de l'attaquer même dans l'hiver; le premier devait passer, dans ce but, la Lusace, pendant que les derniers tireraient sur le Havel et l'Elbe.

¹ Frédéric II ne voulut point continuer seul la guerre pour l'amour des Français; les déclarations de la Russie faisaient d'ailleurs craindre qu'elle ne prît le parti des Saxons. Il envoya donc, au commencement de 1745, son ambassadeur Podewils des Pays-Bas en Hanovre, où Georges et le ministre anglais Harrington se trouvaient. Les garanties qu'il avait demandées lui furent accordées par la convention de Hanovre du 26 août 1745 par l'Angleterre, les Pays-Bas et les autres alliés; il ne lui manquait que l'Autriche et la Saxe.

Breslau, mais la Prusse reconnut en outre François I^{er} comme Empereur, et promit la même chose pour le Palatinat, comme on l'avait arrêté dans la convention de Hanovre; la Saxe seule fut tenue à supporter tous les frais de la guerre ¹.

IV. La paix de Dresde avait changé la face des affaires. La guerre de la succession d'Autriche s'était transformée en une guerre sans but et sans raison, continuée en Italie par l'Espagne et la France contre l'Autriche, dans les Pays-Bas, par la France seule contre l'Angleterre et l'Autriche réunies, et plus tard aussi contre la république des Pays-Bas. En Italie les Espagnols et les Français avaient éprouvé un échec complet; l'année suivante, les Autrichiens ayant été battus en Bohême et dans les Pays-Bas, une armée de Napolitains, de Génois, d'Espagnols, commandés par l'infant Philippe, ou plutôt par le maréchal de Maillebois, parut de nouveau dans la Lombardie, occupa Tortone, soumit Parme et Plaisance, entra le 20

¹ Les États et la ville de Leipsick ne furent pas seulement tenus à payer, sous la garantie du souverain, les contributions arriérées, mais aussi à donner un million d'écus avec les intérêts à la foire de Pâques. Tous les Saxons qu'on avait incorporés à l'armée prussienne y demeurèrent, et les différents des douanes furent conciliés comme la Prusse le trouvait le plus convenable.

décembre 1745 dans le Milanais, et les alliés se crurent maîtres de la Lombardie, lorsque la fortune les abandonna tout-à-coup. Ils essuyèrent bien des pertes dans les mois de février et de mars, sans avoir livré de combats; ils perdirent en outre la bataille de Plaisance, et leur armée, forte de quatre-vingt mille hommes, se trouva réduite à environ trente mille par les maladies et la chaleur.

La mort de Philippe V apporta encore de nouveaux changements. Philippe, dont on a remarqué la faiblesse d'esprit, avait été gouverné jusqu'au dernier moment de sa vie par Élisabeth de Parme, qui ne cherchait que l'agrandissement de ses enfants. Ferdinand, fils de Philippe, mais du premier lit, adopta, dès son avènement au trône, le 9 juillet 1746, un système à peu près semblable. Faible comme son père, il se laissa guider par son épouse, princesse portugaise, amie des Autrichiens¹. Les chefs des troupes en Italie, Gages et Castellar, qui n'étaient pas d'accord entre eux, mais qui favorisaient tous les deux le parti des Français,

¹ L'épouse de Philippe avait assuré Naples à son fils aîné don Carlos, Parme et Plaisance au puîné, et elle voulait, par la guerre, rendre le cadet maître de la Lombardie. Ferdinand n'avait naturellement pas le même zèle pour son beau-frère qu'elle pour son fils.

furent rappelés, et remplacés par le marquis de Mina, connu par la haine qu'il portait à la France. Mina ordonna à ses Espagnols de quitter l'Italie. Les Français ne purent se soutenir seuls. Gênes tomba dans les mains des Autrichiens ; la Provence et le Dauphiné même vinrent, pour la seconde fois depuis Charles-Quint, des ennemis sur leur territoire.

L'état des choses était bien différent en Flandre, où le fils d'un électeur allemand¹ sut prendre les Français tout-à-fait selon leur caractère, et où la présence du roi fit encore quelque impression sur les esprits, car Louis XV et ses maîtresses n'avaient pas encore abjuré toute pudeur et toute décence ; on avait commencé l'expédition en 1744 ; le 11 mai 1745

¹ Maurice de Saxe était né soldat ; il avait servi sous Marlborough dans la guerre de la succession ; il s'était distingué ensuite parmi les troupes saxonnes devant Stralsund. L'an 1717, il fut avec Eugène devant Belgrade ; depuis 1720 il fut au service des Français. Il inventa de nouveaux exercices et de nouvelles évolutions, refusa, l'an 1733, le commandement de l'armée polonoise-saxonne, se distingua, l'an 1741, à l'expédition en Bohême, ramena ensuite les troupes vers le Rhin, et prit les lignes de l'ennemi près du Lauter. Il fut nommé maréchal l'an 1744, sans qu'il fût obligé de changer de religion, ou de prêter le serment ordinaire ; il resta toujours endetté, quoiqu'il eût, outre ses revenus en France, une pension de trente mille écus en Saxe, et un fief en Thuringe qui lui rapportait huit mille écus par an. Il est reconnu qu'il était le fils de la comtesse de Kœnigsmark, et le frère consanguin d'Auguste II.

les Français gagnèrent la bataille de Fontenoy, en arrachant la victoire aux Anglais qui périrent sans céder le terrain. Cette victoire livra aux Français, dans la même année, Gand, Oudenarde, Bruges, Dendermonde, Ostende, Neuport et Ath. Madame d'Étioles, depuis toute puissante en France sous le nom de la marquise de Pompadour, dominait alors entièrement sur l'esprit de Louis XV qui aurait bien voulu être dédommagé des dépenses et des peines de la guerre, si Marie-Thérèse ne s'était refusée à toutes concessions.

La guerre continua malgré le roi, et au commencement de l'année suivante Bruxelles, Louvain, Malines et même Anvers se trouvèrent occupés par les Français; de toutes les places fortes des Pays-Bas il ne restait que Limbourg et Luxembourg au pouvoir des Autrichiens. Les progrès des Français furent d'autant plus rapides cette année-là, que le duc de Cumberland et ses Anglais avaient été rappelés par Georges II pour arrêter les entreprises des partisans de la maison des Stuarts, commandés par le fils du Prétendant¹, que les Français

¹ On nomme le Prétendant ordinairement le chevalier de Saint-Georges. C'était le fils de Jacques II, et sa légitimité fut fortement contestée; il épousa, en 1719, Marie Sobieska, qui

avaient conduit en Écosse. Charles-Édouard, léger et étourdi, mal secondé par la France, entraîna dans sa perte tous les sujets fidèles qui s'attachèrent à sa cause; car la victoire de ses Écossais auprès de Preston-Pans, après laquelle ils avancèrent en Angleterre, au mois de septembre 1745, n'eut aucun résultat. Totale-ment battus près de Culloden, les Écossais perdirent le reste de l'ancien système féodal, qu'ils avaient conservé jusqu'alors; plusieurs nobles qui ne restèrent point sur le champ de bataille périrent sous le glaive d'une prompte justice¹. Le prince échappa heureusement, mais se déshonora en France par sa conduite.

Les Anglais se vengèrent des Français par une descente sur les côtes de la Bretagne; après la bataille de Culloden ils firent repasser leurs troupes dans les Pays-Bas, où Charles de Lor-

lui donna deux fils, Charles-Édouard et Henri-Benoît. Celui-ci, devenu cardinal d'York, perdit ses revenus du temps de la révolution, mais Georges III lui fit une pension.

¹ Aussitôt que sir John Cope et ses trois mille hommes eurent été forcés d'abandonner le champ de bataille à Preston-Pans, les lords Kilmarnock, Elcho, Balmerino, Ogilvy, et le fils de lord Lovat, arrivèrent. Le duc d'Argyle, le comte Sutherland, lord Rae et plusieurs autres seigneurs de l'Écosse et du nord de l'Angleterre, avaient appelé leurs propres vassaux aux armes et enrôlé des étrangers. Lord Gordon, John Drummond, le comte de Cromartie, survinrent plus tard avec un assez grand nombre de troupes.

raine rassembla une armée considérable, et se retrancha entre Liège et Maëstricht sur les bords de la Meuse. Maurice attaqua l'armée alliée malgré l'avantage de sa position et gagna la bataille le 11 octobre¹, auprès du village de Rocoux. Les puissances maritimes, sans s'inquiéter des négociations qu'on venait d'entamer, conclurent un traité avec la Russie. L'impératrice devait fournir trente mille hommes pour des subsides. Les Français, qui avaient fait précédemment des invasions sur le territoire Hollandais, déclarèrent enfin la guerre aux Pays-Bas-Unis, au mois d'avril 1747, et pénétrèrent dans les provinces de la république même.

La suite naturelle des conquêtes françaises fut, comme sous Louis XIV, en 1672, l'introduction en Hollande du système monarchique qui amena une révolution dans cette contrée; car le peuple des Pays-Bas, après la mort de Guillaume III, ne reconnut pas comme général-stathouder² son héritier le prince de Nassau-Diez, Jean-Guillaume Friso,

¹ Frédéric II rapporte que le prince de Waldeck, chef des Belges, s'était mal posté; que le prince Charles ne l'avait point secondé, mais qu'il avait fait couvrir sa retraite par Louis de Brunswick. Les alliés arrivèrent à Maëstricht sans essayer de grandes pertes.

² Le prince de Nassau-Diez partagea la succession allodiale

gouverneur de la Frise, de Gueldres et de Grœningue. Chaque province se gouverna elle-même, de manière que le parti aristocratique (les patriotes) avait le dessus dans les villes et dans les États séparés.

Guillaume Friso s'étant noyé, en 1711, son fils Guillaume IV demeura stathouder des trois provinces que nous venons de nommer. Les autres restèrent livrées à l'oppression des familles riches, qui considéraient toutes les places, même celles d'officiers, comme le partage exclusif de l'oligarchie. Le peuple témoigna souvent son mécontentement, et attribua, non sans raison, la triste situation de la flotte, de l'armée et des places fortes, aux menées des familles dominantes.

Quand les Français entrèrent dans le pays, l'indignation du peuple contre le misérable gouvernement qui avait négligé l'armée et la flotte, ne connut plus de bornes; il se souleva dans toutes les villes contre les magistrats, obligés de reconnaître comme stathouder des provinces, amiral, général et capitaine de l'armée, Guillaume IV. Celui-ci sut les éloigner de toutes les places. L'année suivante, la di-

avec le roi de Prusse; ce partage fut la cause de longues dissensions.

gnité héréditaire de stathouder lui fut accordée avec le droit de succession même pour ses descendants féminins. Ce changement ne put naturellement opérer des effets subits, et le duc de Cumberland, alors général en chef de l'armée des alliés, était aussi peu capable que le prince Charles de tenir tête à Maurice. Les Français remportèrent donc¹ une nouvelle victoire au mois de juillet, près de Maëstricht, à côté du village Val ou Laffelt, et prirent Breda et Berg-op-Zoom, chef-d'œuvre de Cohorn, dans le court espace de deux mois². La France, épuisée par la guerre, par la prodigalité de la cour, par des pensions et par la rapacité de la noblesse, était fatiguée, malgré ses brillants succès. Madame de Pompadour et ses créatures craignirent que Louis XV ne s'habituat à la vie des camps. La cour soupirait après la capitale; tous ces motifs firent accepter la proposition d'un congrès à Aix-la-

¹ Frédéric II dit que la cour était alors à charge à l'armée, qu'il y avait tous les jours dix mille rations de plus, et une quantité d'intrigues. Le duc de Cumberland fit mal les dispositions de la bataille, mais bien celles de la retraite, et Clermont-Tonnerre ne suivit point les ordres réitérés de fondre avec la cavalerie sur l'ennemi.

² Le général Cederstroem, d'une famille suédoise de l'ancienne école, âgé de quatre-vingt-quatre ans, commandait dans le fort; Lœwendahl, suédois de la nouvelle école, fut nommé maréchal de France pour avoir pris la ville de Breda.

Chapelle sur la demande du ministre anglais. Trois raisons hâtèrent l'issue des négociations ; la convention faite le 26 février 1748, à La Haye, par les alliés¹ ; la paix de Maëstricht, par les Français, le 7 mai ; et l'arrivée des Russes sur le Rhin².

L'état des choses en Italie, où l'armée des alliés avança jusqu'en Provence, et où les Génois, secondés par les troupes françaises, ne défendirent qu'à peine leur ville, qu'ils avaient reprise par une valeur héroïque sur les Autrichiens, fournit le moyen de dédommager les Français lorsqu'on leur redemanda toutes les conquêtes faites dans les Pays-Bas. Telle fut la base des négociations. Au grand étonnement de l'Europe, la France, l'Angleterre et les Pays-Bas signèrent les préliminaires de la paix, le 30 avril 1748. Au mois de mai le

¹ La convention de La Haye fut signée par l'Autriche, l'Angleterre, la Sardaigne et la Hollande. On s'engagea mutuellement à porter l'armée à cent quatre-vingt-douze mille hommes, sans compter les soixante mille que l'Autriche devait faire marcher sur l'Italie. La Sardaigne devait ensuite joindre trente mille hommes à cette dernière armée, et le roi en être le général en chef. L'Angleterre paya trois cent mille livres sterling de subsides à la Sardaigne et quatre cent mille à Marie-Thérèse, à condition que l'on diminuerait ces sommes à mesure que le nombre des troupes diminuerait lui-même.

² Le parlement anglais avait voté expressément 317,881 livres sterling pour les Russes qui marchèrent sur le Rhin.

comte de Kaunitz, qui commençait à jouer dès ce moment un rôle important en Europe, les signa pour Marie-Thérèse. La France rendit toutes les conquêtes, et l'Angleterre lui remit, en échange, le cap Breton et d'autres possessions dans les Indes orientales et occidentales; ce qui fut très-avantageux à sa navigation. L'impératrice consentit que la possession de la Silésie et de Glatz fût garantie au roi de Prusse par toutes les puissances. Philippe, dernier frère consanguin du roi d'Espagne, obtint les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla; mais, comme il y avait peu d'espoir que Ferdinand eût des héritiers, on ajouta la clause que ces duchés retourneraient à la maison d'Autriche, aussitôt que Philippe deviendrait roi de Naples, puisque son frère Charles devenait alors roi d'Espagne.

Gênes reprit sa liberté et son indépendance¹;

¹ On vit alors, comme on a vu dernièrement encore, qu'il est déraisonnable d'espérer qu'une classe entière d'hommes renonce spontanément à des privilèges pour se plier aux circonstances. Le peuple de Gênes avait délivré la ville, il l'avait défendue en 1747. La noblesse redouta que le peuple ne voulût s'arroger de nouveaux droits et négocia avec l'Autriche.

Cela causa naturellement des différends entre la noblesse et le peuple. Richelieu fut alors envoyé à Gênes, et on assigna deux cent cinquante mille livres par an aux Gênois. Les paysans furent gagnés. Richelieu avait cependant des ordres secrets du roi de France d'induire le pauvre peuple de Gênes

tous les peuples reconnurent enfin qu'on avait agi sans aucun but, en rejetant sur les sujets le fardeau inoui d'une guerre, dont leurs petits fils se ressentent encore aujourd'hui.

CHAPITRE II.

INTERVALLE DE LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE
A LA GUERRE DE SEPT ANS.

I. Frédéric II et sa puissance militaire. — II. L'Autriche. — III. La France. — IV. La Saxe. — V. L'Angleterre. — VI. La Russie. — VII. Causes éloignées et récentes de la guerre de sept ans. — VIII. Principaux événements de cette guerre. — IX. Changements et relations politiques qui occasionnèrent la fin de la guerre de sept ans.

Frédéric II, haï par l'Autriche et par Georges II, observé avec défiance par le gouvernement français, très-mal dans l'esprit de la toute puissante impératrice de Russie à cause de ses saillies, n'avait, dans toute l'Europe, d'autre ami et d'autre appui que lui-même. Il lui fallut donc, pour se soutenir, se créer une puissance militaire, ce qu'il fit avec une habileté étonnante.

en erreur. Il avait l'instruction d'assurer la noblesse, que son roi leur garantissait leur gouvernement, et qu'il leur promettait de ne jamais retirer ses troupes de Gênes, si le peuple n'était ramené à l'obéissance due à ses souverains légitimes.

Il avait joint la Silésie à ses États; il la rendit bientôt, par ses institutions et par ses soins pour le bien être public, une des provinces les plus importantes de tout son royaume; et, pendant qu'il se moquait comme philosophe de tous les sentiments religieux, il se plaçait comme politique, par la défense de la cause des protestants, à la tête du corps évangélique de l'Empire, dont la Saxe se retira spontanément ¹.

Dans tous les autres pays la cour engloutissait les trésors de l'État; Frédéric seul fit des économies sur ses propres revenus, pour enrichir l'État, qu'il regardait comme sa propriété. Douze cent mille écus, desquels cent mille servaient à l'entretien de l'opéra italien, suffirent à toutes ses dépenses, et l'accroissement d'une armée salariée ne l'empêcha pas d'amasser un trésor. Lui seul fut tout et en tous lieux; il se chargea même de l'emploi sa-

¹ Une clause favorable aux chrétiens évangéliques ayant paru nécessaire dans la capitulation de l'empereur romain, l'ambassadeur de Saxe ne voulut point tenir une conférence; celui de Brandebourg la donna. Les princes de Hohenlohe, Schillingsfürst et Bartenstein, ne s'étant faits catholiques que depuis la paix de Westphalie, opprimaient leurs sujets protestants. Anspach fut obligé, par les soins de Frédéric, d'exécuter les décrets que le conseil aulique de l'Empire avait portés contre eux.

cré de juge et du travail le plus pénible, celui d'amender les lois¹.

Il ne faut pas croire que le gouvernement de ce roi philosophe approchât de la république de Platon²; mais il faut convenir que Frédéric II avait su se concilier l'estime de toute l'Europe, long-temps avant la guerre de sept ans, par sa justice sévère, son économie, sa surveillance sur toutes les branches de l'administration et par ses soins pour l'intérêt de ses sujets³.

II. Marie-Thérèse voulut aussi faire des réformes, mais le gouvernement aristocratique de tous ses États s'y opposa; et, quand Frédéric traitait son royaume comme une machine, tous ses fonctionnaires comme de simples res-

¹ Tous les rapports parvenaient dans le cabinet du roi; il y répondait lui-même, ou par ses secrétaires qui étaient en grande considération.

² Frédéric II fit publier au son du tambour qu'on ne prêtât plus rien à son fameux et spirituel chambellan Pöellnitz. Il changea les jugements des tribunaux, défendit à un pasteur de Berlin de donner des séances religieuses, et le permit à un artisan qui se plaignait d'une défense semblable du ministre. Quant à Cocceji, ses changements de juridiction et tout ce qui y est analogue, Selchow, juristische Bibliothek (*Bibliothèque du jurisconsulte*), donne le pour et le contre.

³ Pour se convaincre que le roi de Prusse avait de l'influence sur l'Europe, même avant la guerre de sept ans, il faut se rappeler un passage de l'écrit politique qu'Horace Walpole fit présenter à Georges II en 1751, au mois de novembre, par sa maîtresse la comtesse de Yarmuth. *Walpole*, *Memoirs*, t. II. p. 320.

sorts, et qu'il écrasait toute individualité, toute ame et tout sentiment par son esprit; en Autriche l'innovation la plus sensée fut toujours *étouffée par le flegme naturel de ses habitants*. La quantité de généraux et de maréchaux rendirent impossible une réforme générale dans l'armée, quoique le comte Daun exécutât alors le projet que Khevenhüller avait conçu, et qu'il fit partager les exercices militaires à toutes les branches de l'armée autrichienne. On déracina dans l'administration de la justice les abus qui frappaient le plus les yeux¹; et Haugwitz sut, dans les finances, sans établir aucun nouvel impôt, donner à Marie-Thérèse, même après la perte de Naples et de la Sicile, les revenus que son père avait à l'époque où il réunissait tous ces États sous son sceptre².

Les relations, dans le cabinet, demeurèrent long-temps telles qu'elles avaient existé sous

¹ La police et la chambre des douanes furent séparées, les chancelleries de provinces supprimées; on constitua un tribunal spécial pour tous les pays allemands.

² Frédéric II, *OEuvres*, t. III, page 26, dit bien la même chose; mais il porte un coup malicieux au bon empereur François, qui en vérité ne jouait qu'un rôle secondaire; il prétend qu'il s'était fait banquier et fournisseur, qu'il avait pris à ferme les douanes de Saxe, qu'il s'était associé à Schimmelman pour faire des fournitures, et même en 1756 pour la Prusse, lorsque son épouse, à laquelle il prêtait sur gages, faisait la guerre à cette puissance.

Charles VI, jusqu'à ce que Kaunitz, l'homme le plus orgueilleux et le plus singulier de l'Europe, mais aussi le politique et le diplomate le plus habile à dévoiler les intrigues des cabinets, crut, ainsi que Marie-Thérèse, que pendant son ambassade à Paris, depuis 1750 jusqu'en 1755, il trouverait le moyen de ramener la Silésie à l'Autriche, et de faire cesser la douleur, que l'impératrice éprouvait de la perte de cette province. Bartenstein alors perdit sa place, et Kaunitz dirigea durant près d'un demi-siècle, avec une véritable astuce italienne, les affaires diplomatiques de l'Europe¹.

III. Si nous voulions développer systématiquement les raisons du changement opéré à la fin du siècle, nous serions obligés de remonter à l'histoire de la régence et de dépeindre la dépravation des mœurs dans laquelle tombèrent, sous le règne de Louis XV, et la cour de France, et toutes les hautes classes de l'Europe, formées sur le modèle français. Il nous faudrait montrer ensuite comment, à côté de la superstition et de ses menées, tout principe et tout sentiment religieux furent imités par

¹ Un Français caractérise Kaunitz parfaitement en ces mots :
« Un seigneur qui joignait à la légèreté d'un Français, l'astuce d'un Italien et la profondeur d'un Autrichien. »

l'hypocrisie, dans les cours et dans les classes élevées ; mais nous ne devons qu'indiquer les faits et nous nous bornerons à quelques observations.

Louis XV était déjà bien déchu avant la fin de la guerre d'Autriche ; le duc de Richelieu et ses partisans trouvaient leur intérêt dans l'oubli où il était de lui-même, et madame de Pompadour savait allier aux artifices d'une coquette consommée, ceux d'une entremetteuse¹.

Le changement que la corruption de la cour et des courtisans produisit dans les sentiments de la nation pour son roi, se manifesta, dans les dernières années de la guerre de la succession d'Autriche, d'une manière si prompte, que Louis XV était encore adoré de

¹ Il ne sera peut-être pas hors de propos de rappeler ici quelques anecdotes du temps, qui font assez bien connaître cette cour titrée, et l'influence qu'elle exerçait sur le souverain.

Louis XV disait un jour au Dauphin, que madame de Pompadour parlait parfaitement l'allemand. « Oui, sire, lui dit le prince, mais on trouve qu'elle écorche furieusement le français. » Le Dauphin fut exilé à Meudon.

Lorsque madame de Pompadour, dont le nom de famille était Poisson, se vit élevée au rang de duchesse, elle demanda pour son frère le cordon bleu, à son royal amant. Le roi consulta là-dessus un seigneur de sa cour, qui lui dit : « Je ne crois pas, sire, que ce poisson-là vaille la peine d'être mis au bleu. »

Ce poisson fut fait marquis de *Vandières* ; les courtisans, par dérision, l'appelaient *marquis d'avant-hier*. (Note du traducteur.)

ses sujets en 1746, et que, trois années après, un vieux courtisan peu accoutumé à dire des vérités aussi dures à son maître, lui déclara nettement qu'il ruinerait son royaume, s'il ne cherchait à regagner l'estime publique¹.

Ce conseil fut inutile; et, même depuis, Louis XV abandonna publiquement les affaires de l'État à sa maîtresse : elle les dirigea de la manière la plus scandaleuse, tandis que les ministres se disputaient tantôt avec le parlement, tantôt avec les jésuites, et soulevaient de nouveau l'ancienne querelle des jésuites et des jansénistes², où naturellement la cour donnait de tous côtés prise sur elle. Cette lutte éternelle dévoila l'impéritie et la faiblesse du gouvernement. Les ministres furent nom-

¹ *Mémoires de Noailles*, tome VI, page 322 : « Pardonnez-moi, sire, écrit le maréchal, d'avoir osé entrer dans un aussi triste détail avec votre majesté, mais je la supplie de considérer que c'est le dernier effort du courage et l'effet de la juste confiance que l'on doit avoir dans sa droiture et dans son amour pour la vérité, que d'oser lui annoncer que son gouvernement s'affaiblit, que son autorité se perd, que les liens qui lui attachaient les peuples se rompent journellement, et que l'opinion des étrangers s'altère. »

Le même homme, demande en 1758 qu'on donne, en récompense de ses services, à son fils sa charge de capitaine des gardes, et à son petit-fils, la survivance de cette charge.

² La haine entre les jésuites et les jansénistes est bien loin d'être éteinte. N'a-t-on pas vu dernièrement en France refuser à un vieillard de quatre-vingt-quatre ans, monsieur Lalobe,

més et destitués par madame de Pompadour. On commença par remercier Maurepas, ministre de la marine; Machault et d'Argenson partagèrent bientôt son sort, et, dès ce moment, la maîtresse du roi et ses créatures disposèrent seules de toutes les places, à l'armée, sur la flotte et dans le civil. Les revenus de l'État furent engloutis par la prodigalité immense de la cour.

IV. En comparant l'état de la Saxe à celui de la Prusse, il nous serait facile de démontrer qu'Auguste, électeur de Saxe et roi de Pologne comme son père, gouverné par son ministre, le fameux comte de Brühl, se trouva à peu près dans la même position que Louis XV vis-à-vis de sa maîtresse. Nous n'en ébauchons que quelques traits.

La Prusse avait alors une fois plus d'habitants que la Saxe; elle n'avait point de dettes, et les taxes n'étaient pas trop élevées; la Saxe succombait sous les impôts et devait quatre cent millions. La Prusse avait une armée de cent cinquante mille hommes; la Saxe n'en comptait que dix-sept mille.

ancien maire de Troyes, les secours de la religion, sous le prétexte qu'il était janséniste. Cette scène, aussi révoltante que pénible, est consignée dans le *Courrier français* du 26 novembre 1824. (*Note du traducteur.*)

Brühl avait le grand mérite d'être le compagnon de son maître et de partager ses ennuis; il était extrêmement vain et savait se présenter. Il avait déjà renversé, en 1738, le prince Sulkowsky, s'était entouré de ses créatures, et avait réuni en lui tous les titres et toutes les charges possibles. Depuis 1746 il était premier ministre et jouait le souverain. Il comptait jusqu'à deux cents domestiques, des jardins, des cabinets de minéraux, des galeries de tableaux et d'objets d'arts, des bibliothèques, et il regardait le bien de l'État comme le sien propre, car il fit démolir une partie des fortifications de Dresde, pour agrandir ses jardins. Des opéra, des bals et des fêtes de toute espèce se succédaient chez lui; des Français et des Italiens composaient sa société. Celui qui parlait mal de lui était traité et puni comme un criminel de haute trahison; et tout le pays était appauvri par la guerre de sept ans.

Ce simple particulier laissa une fortune qui, déduction faite de toutes ses dettes, montait à environ douze millions, pendant qu'il avait épuisé tout le crédit du royaume; mais il se souciait peu de la détresse des Saxons. Pour avoir de l'argent comptant il créa le papier-

monnaie, vendit, en 1751, des troupes saxonnes aux puissances maritimes, et mit une partie de la succession de Saxe-Weissenfels, tombée en partage à l'électeur, en gage au Hanovre contre un prêt de quelques millions.

V. Le contraste d'un gouvernement, garanti par une constitution et des lois, administré par plusieurs ministres responsables sous un chef inviolable, dont les fonctionnaires jouissent de la confiance du peuple et ont la voix publique à redouter, avec un gouvernement qui n'est dirigé que par le pouvoir absolu et le hasard, ne pourrait mieux se faire sentir qu'en comparant l'histoire d'Angleterre, sous le règne de Georges II, avec le tableau précédent.

Georges ne s'entendait pas trop aux affaires du gouvernement. Il regardait le bien public comme le sien, il ne voulait d'autres ministres que ceux qui lui convenaient personnellement, il avait ses maîtresses qui le gouvernaient, dont trois se mêlèrent successivement des affaires de l'État. La quatrième, Sophie de Walmoden, nommée comtesse de Yarmuth, eut, dans son cabinet, des conférences avec les hommes d'État qui voulaient bien s'y prêter. Le roi exigea ensuite de ses ministres que les relations politiques fussent

liées ou rompues d'après ses affections ou ses aversions personnelles ; mais cela ne put avoir tout au plus qu'une influence répressive sur la marche générale des affaires. Son ministère fut toujours nommé contre sa volonté ; on se passa de ses lumières, en ne lui accordant qu'une voix négative. Ses maîtresses ne purent influencer que sur des choses indifférentes, ou sur de petites ames dans le ministère, créer tout au plus un nouveau pair, ou donner l'ordre de la jarretière ; ses dépenses étaient resserrées dans des bornes fixées, et même les subsides à des princes allemands, souvent très-mal employés, n'étaient, d'après la manière dont on en parlait dans le parlement anglais, qu'une perte légère pour eux, et devenaient très-ignominieux pour les princes qui les acceptaient.

Si l'Angleterre, sous le règne de Georges II, ne souffrait guère des maux qui pesaient sur le reste de l'Europe, ce royaume n'en sentit que plus fortement le coup que le ministère anglais, d'une manière toute particulière, porta à la morale publique. Comme ces principes, énoncés par les deux Walpole, se trouvent coïncidents dans leurs effets avec les autres causes intérieures, qui bannirent la

pudeur de la politique, nous les réunirons ici sous le même point de vue. Frédéric II fut le premier qui, par son esprit supérieur et son mépris pour les hommes, dégradâ le genre humain, en traitant l'État comme une machine, et en réduisant le bonheur de l'homme à un bien être qu'il ne trouvait que hors de lui-même.

Louis XV, et tous ceux qui l'entouraient, rendaient d'un autre côté hommage à la volupté la plus grossière en bravant ouvertement la décence et en blessant les lois les plus sacrées.

La philosophie française, qui ne respirait que la douceur, semblait bien y opposer des moyens de salut, mais les auteurs qui, dans ce siècle, révélaient en partie les nobles principes de l'humanité, furent les précurseurs de cette démente qui ne considère que les sens dans l'homme et qui regarde le pur épicurisme comme la véritable sagesse. Presque tous les philosophes célèbres alors parmi les Français, ne firent de l'homme qu'un être sensuel, qui a reçu la raison ou l'esprit comme un moyen et non comme un but dans son existence. L'exemple des souverains, imité par les grands et les riches du monde, soutenus par ces principes développés d'une manière séduisante, ne put que donner les plus violentes secousses

aux bases éternelles de toutes les relations sociales de l'homme; voilà ce qui se répandit, par les Français, en Angleterre. Les deux Walpole, surtout Robert, par leur système de corruption, ébranlèrent, sous le règne de Georges II, toute confiance en un amour pur, en un sentiment vrai et en des motifs plus nobles que ceux de l'avidité et de l'égoïsme. Walpole énonça hautement le principe que tout homme avait son prix, que tout était vénal, et son ministère ne le prouva malheureusement que trop. L'histoire, même en Angleterre, prit dès-lors un ton analogue à cette maxime. Malgré l'amitié que le roi lui portait Carteret ou Granville dut céder au parlement et Georges fut obligé de souffrir que les Pelhams, qu'il détestait, fussent à la tête des affaires; et même pendant le ministère du duc de Newcastle, qui se donna toutes les peines possibles pour se mettre dans les bonnes grâces du roi; le comte de Chesterfield se vit forcé de céder à la jalousie de ses collègues, à cause des conférences secrètes qu'il avait avec le roi dans le cabinet de la comtesse de Yarmuth.

La manière dont Pitt l'ainé s'éleva par lui-même, pendant ce ministère, prouve d'ailleurs

que le talent avait bien plus d'ascendant sur toute la nation que la faveur. Pitt devint tellement redoutable pour Walpole au parlement, que celui-ci chercha de toute manière ou à l'intimider, ou à le gagner. Placé au ministère, il montra bientôt qu'il était trop grand pour se contenter d'un rôle secondaire. Lorsqu'il en sortit, l'attention publique était de nouveau fixée sur lui, jusqu'à ce qu'on l'app~~ut~~ut enfin, contre le désir et la volonté du roi, au timon des affaires.

VI. Pierre-le-Grand avait fait de la nation russe, adroite et imitative, un peuple belliqueux. Il s'était entouré des officiers les plus habiles de Charles XII, et de l'élite des meilleures armées de toute l'Europe. Il avait pris aux Suédois les provinces allemandes de la mer Baltique, et il venait de fonder une nouvelle capitale. L'empire devint donc bientôt sous ses successeurs une puissance formidable. Ce ne fut qu'en Russie que le système militaire de Louis XIV et de Frédéric-Guillaume put être développé avec succès, car il faut des siècles avant que les lumières de l'Europe soient à la portée des paysans russes, ou que les intrigues de la cour donnent du scandale aux habitants des villes et des campagnes.

Il est donc facile d'expliquer comment avec le soin continuel des différents gouvernements, d'attirer les étrangers, et de faire mouvoir cette masse de barbares par l'esprit de l'Europe, la force d'une nation, encore pure, s'accrut malgré toute la perversité de la cour et de ses serviteurs.

Après la mort de Pierre I^{er}, Menzikoff éleva Catherine au trône, en 1725, pour régner sous son nom. La vie débauchée de l'impératrice et un ulcère aux poumons ayant causé sa mort prématurée et subite, Menzikoff, encore plus connu par ses vices que par ses talents, distingué par Pierre I^{er}, fut accusé d'avoir voulu, par sa mort, se frayer le chemin au trône, car le bruit courait généralement qu'il l'avait empoisonnée. Quoi qu'il en soit, Menzikoff, pour conserver le maniement des affaires, décida ou plutôt força l'impératrice, dans ses derniers moments, à déclarer héritier de l'empire, le fils du malheureux Alexis, que Pierre I^{er} avait fait exécuter. Pierre II monta sur le trône, l'an 1727, à l'âge de douze ans; mais Menzikoff dévoila trop tôt ses projets ambitieux. Une double alliance devait unir Pierre à sa fille et son fils à la sœur du czar. Ce fut le signal de sa perte. Les princes Dolgoroucki

s'emparèrent du jeune czar, le décidèrent à abandonner subitement Menzikoff, à le bannir et à le poursuivre même jusque dans son exil; ils s'arrogèrent, eux et leurs parents, après son éloignement, la même influence qu'il avait eue sur le gouvernement. Les Dolgoroucki voulurent aussi établir leur pouvoir à jamais, en mariant le czar avec leur sœur; mais le jeune empereur mourut au mois de janvier 1730 d'une manière si subite, qu'on n'eut pas même le temps de lui faire désigner son successeur, d'après la loi de Pierre I^{er}.

A la mort de Pierre II, les Dolgoroucki gouvernaient l'État, et ce fut par leur crédit que dans l'assemblée des grands de l'empire, convoqués pour élire un nouveau souverain, l'élection tomba sur la princesse de la maison de Romanow, qui avait moins de droits que tous les autres héritiers. Les Dolgoroucki pouvaient d'autant plus espérer de régner sous son nom. Cette princesse était Anne, fille du frère aîné de Pierre et duchesse douairière de Courlande. Avant de déclarer l'élection, les Dolgoroucki firent promettre à Anne de ne point amener en Russie son favori Biren, et de remplir en outre d'autres conditions onéreuses. La nouvelle impératrice ne put

se séparer de Biren. La restriction du pouvoir impérial dans ces conjonctures était ridicule; Anne trouva donc facilement les moyens de l'éluder et de régner en souveraine absolue. La première suite de cette capitulation anéantie fut la chute, et, immédiatement après, la poursuite cruelle de la maison Dolgoroucki et l'élévation de Biren au gouvernement de cet immense empire¹.

Pendant que Biren régnait en despote dans l'intérieur, des généraux de l'école d'Eugène, et surtout Münnich, qui avait bien discerné le caractère de la nation, formaient l'armée à la discipline et lui inculquaient le sentiment de la gloire militaire; ils montrèrent aux Polonais que leur république n'était qu'une ombre et, en même temps, combien il serait facile à des voisins puissants, qui nommaient aujourd'hui un roi, d'occuper demain le pays.

La Russie disposait déjà du trône de la Pologne. Ce fut Münnich et ses Russes, accoutumés à la mort et au meurtre, qui donnèrent à Auguste II la couronne, qui firent perdre le trône à Stanislas et empêchèrent les Français de lui

¹ Biren ou Büren s'appela de ce moment Biron, et se dit parent de la famille française de ce nom.

prêter secours. Ce furent encore les Russes qui, en 1737, forcèrent la noblesse de Courlande d'accepter, pour duc, Biren qu'elle n'avait pas voulu recevoir membre de la chevalerie, et qui étouffèrent les protestations des Polonais par le bruit de leurs armes. La guerre de Turquie, qu'ils firent conjointement avec l'Autriche, fut glorieuse et meurtrière; l'avantage qui en résulta à la fin de l'année 1746 ne fut pas grand, mais le chemin à des conquêtes futures était frayé et le rapport de l'armée russe à celle des Turcs se trouvait fixé.

Biron¹ gouverna l'empire pendant dix ans sous le nom de l'impératrice Anne, mais il éprouva le même sort que Menzikoff, dans l'espérance qu'il avait conçue de retenir l'autorité après la mort de l'impératrice. Il l'avait décidée à reconnaître pour successeur le jeune Ivan, fils de sa nièce, mariée au duc Antoine Ulrich de Brunswick, sous la condition qu'il resterait à la tête des affaires : mais il avait en Münnich un rival caché. Quoique jusqu'alors intimement lié avec lui, Münnich persuadé

¹ Biron, d'après une lettre de Suhm, dans sa correspondance avec Frédéric II, de l'an 1737, prêta de l'argent au prince royal que son père surveillait de près.

qu'il ne devait plus fonder d'espoir que sur la famille d'Ivan, s'unit à elle pour perdre Biren. Il le fit arrêter, et nomma Ulrich et son épouse régents de l'empire; mais son triomphe fut de courte durée. Lestocq, chirurgien français, forma le plan d'élever Elisabeth, fille de Pierre-le-Grand, au trône, et il l'exécuta pendant l'absence de Münnich, puisque le duc de Brunswick n'avait ni l'activité, ni l'énergie nécessaires pour prévenir le danger qui le menaçait.

Élisabeth fut proclamée impératrice au mois de décembre 1741, peu de temps après le couronnement de Frédéric II. Elle conçut aussitôt une inimitié mortelle contre lui, car elle n'était pas disposée à sacrifier aux affaires le temps qu'elle consacrait à ses plaisirs licencieux, dont le roi de Prusse fit les critiques les plus amères. La vanité d'Élisabeth n'oublia jamais cette offense.

VII. La France et l'Angleterre, pour ne point retarder la conclusion de la paix d'Aix-la-Chapelle, renvoyèrent à d'autres négociations l'accommodement d'une mésintelligence très-importante pour leurs possessions et leur commerce dans l'Amérique septentrionale. Ces deux nations s'accusèrent ensuite mutuellement de ne pas agir avec bonne foi, et après

une correspondance très-violente, elles en vinrent bientôt à des hostilités. Les Français avaient des colonies à l'Ohio, à la Louisiane, et au fleuve St.-Laurent dans le Canada. Les Anglais possédaient les États-Unis de l'Amérique d'aujourd'hui, qui étaient alors encore resserrés dans l'intérieur des montagnes bleues. Les Français montrant l'intention de fonder des forts et des établissements depuis le Canada jusqu'à l'Ohio, les Anglais se virent exposés à perdre tout leur commerce de pelleteries et à voir leurs colonies entourées par l'ennemi. La discussion semblait insignifiante, mais elle ne le fut pas, comme les Français et les Anglais le reconnurent bien, puisqu'elle leur parut une raison suffisante pour se faire la guerre. La rupture eut lieu dans le temps où le ministère de Georges II était entièrement dévoué à ses volontés personnelles. En dépit de toute saine politique, le roi d'Angleterre s'était lié étroitement à l'Autriche contre la Prusse. Il se sépara de Frédéric II, et, au lieu de soutenir avec lui le développement libre des principes du protestantisme, il fit, par patriotisme allemand, de la cause de la souveraineté impériale la sienne propre. Enfin il se vit, comme malgré lui, poussé à embrasser la cause de

Frédéric, qui, lui-même, se détacha à regret du parti de la France.

Des changements s'étaient déjà opérés à la cour de France, en 1752; on suivait deux systèmes différents dans le cabinet et dans le conseil privé; Frédéric et la France réunirent tout leur crédit¹ pour que Joseph II ne fût point nommé empereur des Romains du vivant de son père, tandis que Georges II, malgré l'opposition du parlement, cherchait à gagner, pour cette élection, les électeurs par l'argent de l'Angleterre. Georges, si fidèlement attaché à l'Autriche, devait bien s'attendre qu'elle défendrait le Hanovre contre les attaques des Français, sans égard pour l'Empereur et l'Empire, mais il en fut tout autrement. Kaunitz, alors ambassadeur à la cour de France, n'avait rien négligé, depuis la fin de l'année 1750, pour désunir la France avec la Prusse; il avait décidé Marie-Thérèse à écrire à madame de Pompadour, et à l'appeler *sa cousine*, tandis que Frédéric la persiflait d'une manière mordante et n'épargnait pas même son royal amant.

¹ Suivant l'avis de Frédéric, Vergennes, alors ministre à Trèves, fut député par les Français à Hanovre, où Georges avait assemblé un congrès des électeurs.

Le conseil privé était entré depuis long-temps dans les vues de Kaunitz, avant que, dans le ministère, Puitsieux et Tiquet, qui lui était subordonné, voulussent entendre parler d'un traité avec l'Autriche. Le cabinet français balançait encore entre une alliance avec la Prusse ou cette puissance, dans le moment où les Anglais, profitant des différends qui s'étaient élevés sur les possessions de l'Amérique, prenaient des vaisseaux français¹ sans avoir déclaré la guerre. Sur ces entrefaites, madame de Pompadour venait de faire conclure en secret un traité avec l'Autriche par l'abbé de Bernis depuis cardinal².

Le roi d'Angleterre chercha alors à empêcher une invasion dans le Hanovre; Frédéric II s'occupait de défendre la Silésie contre les négociations de l'Autriche, et d'assigner à la Prusse une place parmi les premières puissances de l'Europe. Ces efforts rapprochèrent ces deux

¹ En 1753 et 1754 les Anglais et les Français étaient battus en Amérique, dans l'intérieur et à l'entour des forts. En 1755, au mois de juin, les Anglais prirent des vaisseaux français; l'amiral anglais Boscaven avait reçu l'ordre d'agir hostilement.

² Le traité avec l'Autriche, que le roi de France ne put nullement présenter à tout son conseil d'état, fut d'abord négocié à la fin du mois d'avril 1755, dans une maison de campagne de madame de Pompadour, ensuite dans la maison d'un particulier à Paris. La notice qui se trouve là-dessus dans la vie de Schmettau, page 311, mérite cependant quelque attention.

honnête homme ; les moyens qu'il employa pour gagner les secrétaires de l'ambassade impériale à Berlin , ne sont pas moins odieux¹.

On ne peut contester que la Russie , la Saxe et l'Autriche faisaient des armements , mais le témoignage des officiers généraux prussiens , et surtout celui du comte de Schmettau , prouvent jusqu'à l'évidence qu'il n'y avait pas encore d'époque fixée , et qu'en Bohême on n'avait pas fait les moindres préparatifs. Quoi qu'il en soit , Frédéric avait bien deviné la ligue de ses ennemis. Il crut plus prudent de sacrifier la Saxe que d'être lui-même victime , et il aima mieux commencer la guerre , que d'attendre qu'on l'attaquât. Après avoir rassemblé ses troupes avec la plus grande célérité au mois de juillet 1756 , Frédéric entra le mois suivant de trois côtés en Saxe ; la France et l'Angleterre se faisaient la guerre depuis le mois d'avril.

VIII. Au moment de l'invasion des Prussiens

¹ Menzel , secrétaire à la chancellerie de Dresde , fut gagné par l'ambassadeur prussien de Malzahn , pour communiquer des actes. Il se servit de fausses clefs pour ouvrir les armoires où les actes étaient enfermés. La cour de Saxe étant allée en Pologne , le conseiller privé Eichel , de Potsdam , lui envoya un trousseau de clefs ; aucune d'elles n'allant aux serrures des armoires , Menzel marqua à Eichel les changements qu'on devait faire aux clefs. L'autre histoire est de la même façon.

honnête homme ; les moyens qu'il employa pour gagner les secrétaires de l'ambassade impériale à Berlin , ne sont pas moins odieux ¹.

On ne peut contester que la Russie , la Saxe et l'Autriche faisaient des armements , mais le témoignage des officiers généraux prussiens , et surtout celui du comte de Schmettau , prouvent jusqu'à l'évidence qu'il n'y avait pas encore d'époque fixée , et qu'en Bohême on n'avait pas fait les moindres préparatifs. Quoi qu'il en soit , Frédéric avait bien deviné la ligue de ses ennemis. Il crut plus prudent de sacrifier la Saxe que d'être lui-même victime , et il aima mieux commencer la guerre , que d'attendre qu'on l'attaquât. Après avoir rassemblé ses troupes avec la plus grande célérité au mois de juillet 1756 , Frédéric entra le mois suivant de trois côtés en Saxe ; la France et l'Angleterre se faisaient la guerre depuis le mois d'avril.

VIII. Au moment de l'invasion des Prussiens

¹ Menzel , secrétaire à la chancellerie de Dresde , fut gagné par l'ambassadeur prussien de Malzahn , pour communiquer des actes. Il se servit de fausses clefs pour ouvrir les armoires où les actes étaient enfermés. La cour de Saxe étant allée en Pologne , le conseiller privé Eichel , de Potsdam , lui envoya un trousseau de clefs ; aucune d'elles n'allant aux serrures des armoires , Menzel marqua à Eichel les changements qu'on devait faire aux clefs. L'autre histoire est de la même façon.

en Saxe les préparatifs de l'Autriche n'étant pas terminés, ses troupes surprises se virent obligées de battre en retraite ; mais Bernis était ministre des affaires étrangères en France, et, en cette qualité, il conclut avec l'Autriche un nouveau traité, en vertu duquel la France s'obligeait à donner deux millions à cette puissance, à mettre cent mille hommes en campagne, à payer de plus à la Suède des subsides, pour que ce pays, alors impuissant, jouât aussi un rôle actif dans la guerre ; la conduite de Frédéric en Saxe en fournit le prétexte. La Russie et l'Autriche, comme alliées, la France et la Suède comme garants de la paix de Westphalie s'en déclarèrent les vengeurs.

La Saxe promptement occupée au mois de septembre, Brown, général des Autrichiens, voulant secourir l'armée saxonne enfermée près de Pirna, fut battu le 1^{er} octobre près de Lowositz ; toute l'armée saxonne obligée de se rendre aux Prussiens, fut traitée, comme le pays, avec une dureté que la nécessité la plus pressante peut à peine excuser. La Pologne abandonna son roi ; l'Allemagne, ou plutôt la diète se déclara, à la majorité des voix, la première contre la Prusse¹ ; mais elle devint de

¹ Tout le parti évangélique s'étant déclaré contre la pros-

nouveau, par la manière dont on fit la guerre de l'empire, la risée de toute l'Europe.

L'année suivante, 1757, présenta le grand tableau d'un homme énergique et actif à la tête d'une armée dévouée, luttant contre des ennemis innombrables ; Frédéric, attaqué de tous côtés, mal secondé par ses alliés, sortit cependant toujours victorieux des combats qu'il dirigea en personne. D'après l'obligation que Georges II s'était imposée, il devait fournir une armée pour la défense du Hanovre, dans le cas où les Français attaqueraient le pays. Mais le ministère de Hanovre¹ mit d'abord de la lenteur ; le duc de Cumberland prit ensuite des mesures tout opposées. Le prince anglais²

cription de la Prusse, et une séparation des parties étant à craindre, si elle fût adoptée, on se contenta, après une négociation qui se prolongea du mois de septembre 1756 jusqu'au mois de janvier 1757, de s'en tenir à l'armée misérable de l'Empire chargée de l'exécution.

¹ Frédéric II, Œuvres, tome III, page 131, parle à cette occasion, sur le ministère de Hanovre, entièrement dans le ton d'un Saint-Just ou d'un Buonaparte.

² Pitt ayant été éloigné des affaires au mois de novembre, 1755, on forma un ministère dévoué au duc de Cumberland fils aîné de Georges. Ce ministère fut dirigé par Fox. L'année suivante Fox fut forcé de céder la place à Pitt qui reprit le timon des affaires ; il avait une tout autre opinion sur le duc de Cumberland et sur le Hanovre que son prédécesseur, qui avait confié au prince le commandement des troupes destinées pour l'Allemagne. Le prince ne voulut point aller en Allemagne, à

chercha à soutenir son système de défense aussi long-temps qu'il le put, mais les Français, une fois au Wéser, le forcèrent de livrer bataille à Hastenbeck, près de Hameln, le 26 juillet 1757; il fut battu et il aurait perdu encore plus de monde, si les deux généraux ennemis, d'Estrées et Maillebois, avaient été en meilleure intelligence.

Le prince héréditaire de Brunswick montra, pour la première fois, dans cette bataille, ses talents militaires¹. Richelieu, nommé immédiatement après la bataille de Hastenbeck, général en chef de l'armée française, pressa tellement le duc de Cumberland à Brême et à Voerden, où il l'enferma, qu'il ne lui laissa d'autres ressources que celle de capituler. Cette capitulation fut conclue d'une manière très-précipitée et très-imprudente, au monastère de Seven, par le comte de Lynar, piétiste, alors gouverneur danois de Delmenhorst et d'Oldembourg; on abandonna entièrement l'é-

moins que Pitt ne fût éloigné du ministère. Ce dernier se vit contraint de se retirer le 5 avril 1757. Le roi et tous les nouveaux ministres n'avaient pas la majorité des voix au parlement. On fut obligé, au mois de juillet, d'employer Pitt de nouveau et de lui laisser le soin d'organiser un ministère à son idée.

¹ Frédéric II, OEuvres, tom. III, p. 190, parle aussi avantageusement du colonel Breitenbach.

lectorat de Hanovre ¹. Frédéric se serait vu alors dans une position fort critique si son colonel Balby, qu'il envoya à Hanovre, n'eût su faire accueillir favorablement de Richelieu différentes représentations, quoique le duc ne pût entrer dans les propositions principales ². La convention déplut d'ailleurs aux deux puissances pour lesquelles elle avait été faite, c'est-à-dire à la France et à l'Angleterre; les Français, mécontents de ce que l'on ne renvoyait que les troupes alliées ³, se plaignaient aussi qu'on n'eût rien décidé sur les Anglais, et que les Hanovriens restassent armés dans le Lauenbourg. Georges ne pouvant refuser nettement la capitulation, traîna en longueur les négociations qu'on avait enta-

¹ On trouve le rapport dans les petits écrits du comte de Lynar; nous n'y relèverons rien, mais il est impardonnable que, dans toute la convention, il ne soit nullement question de la contribution et restitution du Hanovre abandonné. Le comte de Lynar n'agissait d'ailleurs que d'après les ordres du ministre danois Bernstorff.

² Soulavie, *Mémoires de Richelieu*, tome IX, page 198, va bien plus loin en disant : « Richelieu temporisa; il resta pendant près de deux mois à Halberstadt, attendant pour ainsi dire l'arrivée de Frédéric II, communiquant avec lui au moyen d'une machine à chiffres. »

Je n'y attache pas trop de foi; mais la première note est très-remarquable, ainsi que les lettres de Vienne, page 203.

³ Les troupes alliées furent composées de soldats de Hesse, de Brunswick, de Gotha et de Lippe.

mées pour la ratifier, jusqu'à ce que la bataille de Rosbach lui donnât, pour la première fois, la même opinion que Pitt; il ordonna aussitôt à ses troupes de reprendre les armes¹.

Le roi de Prusse était perdu si les Russes, qui dévastaient son pays, avaient voulu ou pu agir avec l'énergie nécessaire; car Frédéric venait, il est vrai, de battre les Autrichiens, le 6 mai 1757, à Prague, et d'occuper presque toute la Bohême, mais la fortune s'était tournée contre lui depuis la perte de la bataille de Collin, le 28 juin 1757. Elle fut d'autant plus funeste, que la retraite malheureuse du prince héréditaire de Prusse, auquel le roi avait confié une partie de son armée, le mit dans un embarras bien plus cruel encore que la perte de la bataille même². Frédéric vit alors les Autrichiens occuper la Silésie, pendant que les Français, joints à l'armée de l'Empire, marchaient sur la Saxe, et, après la défaite qu'il

¹ La convention du monastère de Seven fut faite au mois de septembre et rompue au mois de novembre.

² Cela explique la colère du roi de Prusse. On trouve le rapport du prince héréditaire, après les lettres de Frédéric à Fouquet; la faute principale est attribuée à Schmettau; ce fait est détaillé dans sa biographie. Schmettau prétend que le prince héréditaire avait, dans le fond, commis toute la faute, mais qu'on la rejette sur l'accusateur Winterfeld. Celui-ci, à ce que l'on dit, après avoir donné le mauvais conseil, sut, en vrai courtisan, s'en défendre publiquement.

essuya, le 30 août, près de Grand-Jægerndorf, il commença lui-même à craindre pour l'issue d'une entreprise admirée de toute l'Europe.

Les généraux russes qui se retirèrent dans ce moment par des raisons personnelles à l'héritier de leur trône, sauvèrent Frédéric, en lui laissant le temps de marcher à la rencontre des Français et des troupes de l'Empire. Le 5 novembre il remporta, contre toute attente, une victoire décisive, et la fortune tourna de nouveau du côté du talent et de l'énergie. Les Allemands se moquèrent cependant bien à tort de l'armée française à cause de la terreur panique qui l'avait saisie à la bataille de Rosbach. Ils auraient dû plutôt se moquer du prince de Soubise et des officiers efféminés qui l'entouraient, et qui devaient leur place à la naissance et à la faveur. Cette victoire, et le changement dans les mesures de l'Angleterre qui en résulta, rétablirent en quelque sorte la balance : le grand génie de Frédéric fit le reste.

Avant la bataille de Rosbach, Pitt avait convoqué le parlement pour le 15 novembre. A la nouvelle du succès brillant de Frédéric, il recula la session de quinze jours, quoiqu'il n'y eût aucun exemple d'un tel ajournement dans

l'histoire anglaise, et il conçut, dans l'intervalle, le projet de s'unir à la Prusse et d'agir de concert avec elle. Ce fut dans ce but que Frédéric lui communiqua ses plans¹. La capitulation faite au monastère de Seven fut déclarée nulle. Les Hanovriens et les Anglais reprirent les armes. Pitt convint, avec le roi de Prusse, que Ferdinand de Brunswick commanderait les troupes alliées, et Frédéric soucrivit à tous les changements que Pitt fit dans ses plans; car celui-ci alliait à la grandeur d'ame un esprit étendu, et à ses autres projets la direction de la guerre en Allemagne².

Pendant que les préparatifs de l'expédition, dans la Basse-Saxe, se poursuivaient avec activité, Frédéric répara en Silésie par la victoire éclatante de Lissa, ou de Leuthen, le 8 décembre, tout ce que le duc de Bevern avait perdu, le 22 novembre, par la bataille de Breslau³;

¹ Les traités entre la Prusse et l'Angleterre du mois de janvier 1756, du 11 avril et 7 décembre 1758, et les notices nécessaires sur leur prolongation jusqu'au 9 novembre 1759 et 12 décembre 1760, se trouvent dans les *Anecdotes of the life of W. Pitt*, 8^e édit., tome III, page 18-31, appendix. E.

² Frédéric II reçut de l'Angleterre quatre millions d'écus en bon argent qu'il convertit en dix millions, écus, mauvaise monnaie de Saxe.

³ Le prince Charles de Lorraine déposa le commandement pour avoir perdu la bataille de Breslau. Il fut cependant publié en Autriche, « qu'il était défendu à tout le monde de blâ-

la ville de ce nom, qui, après la défaite du duc, était tombée dans les mains des Autrichiens, fut reprise, et la garnison, forte de dix-sept mille hommes, se constitua prisonnière. L'année suivante, l'armée anglo-hanovrienne, soutenue par Frédéric, fit des progrès rapides¹. Les Français évacuèrent dès le mois de mars le pays au-delà du Wésér. Le 23 juin ils furent battus à Crefeld, et le prince de Clermont, qui les avait commandés en dernier lieu, retourna couvert de honte à Paris.

Quoique la France désirât la paix avec la Prusse, que les officiers et les soldats ne voulassent plus se battre contre Frédéric, le roi et madame de Pompadour persévérèrent dans leur volonté. On réforma les officiers qui déplaisaient à madame de Pompadour; Bernis, qui insistait pour la paix, à cause du délabrement des finances, fut obligé de se retirer du ministère; l'ambassadeur français à la cour de Vienne, depuis duc de Choiseul, fut nommé à sa place, et, le 28 décembre 1758, on conclut

« mer le prince, relativement à cette bataille, puisque, pendant le combat, il n'avait fait qu'exécuter les ordres de « l'Empire. » Quelle manière étrange de diriger l'opinion publique !

¹ L'armée anglo-hanovrienne avait commencé l'expédition au mois de décembre par le siège de Haarbours.

un nouveau traité, par lequel on promit aussi des subsides aux Saxons et aux Suédois. On invita la Russie à reconnaître ce traité¹ ; Broglie et Contades furent mis à la tête des armées renforcées qui s'avançaient sur le Wéser. Frédéric avait, outre les Autrichiens, les Suédois et les Russes à combattre ; il remporta une victoire sur ces derniers, le 25 août 1758, près de Custrin à Zorndorf, mais il se laissa surprendre, le 14 octobre, par les Autrichiens à Hochkirch. L'état des affaires se trouva, à la fin de l'année, à peu près le même qu'au commencement, à l'exception que la pauvre Allemagne fut saccagée et pillée tour-à-tour par ses alliés et ses ennemis.

Le 13 avril 1759, les Français gagnèrent la bataille de Bergen, près de Francfort, sur le Mein, repassèrent de nouveau le Wéser et se soutinrent en Hesse et en Hanovre même après la perte de la bataille de Minden, le 1^{er} août. La position du roi de Prusse devint très-critique. Wedel, son général, avait été battu par les Russes, lorsqu'ils sortirent enfin de la Po-

¹ La Russie demanda, par une circulaire du 28 octobre et 1^{er} décembre 1759, que la Prusse proprement dite lui fût cédée, au moins jusqu'à ce qu'elle fût dédommée des frais de la guerre.

logne pour se joindre aux Autrichiens près de Züllichau¹.

Le 23 juillet, après la jonction des Russes avec Laudon, les armées alliées défirent si complètement Frédéric, près de Kunersdorf sur l'Oder, que toute la guerre aurait pu être terminée par cette seule bataille², si le général Soltikoff l'avait voulu. Les Russes se plaignaient de la lenteur de Daun et du manque de provisions. Pendant les discussions de ses ennemis, Frédéric rassembla une nouvelle armée, et lorsque les Autrichiens se disposèrent enfin à s'avancer, Soltikoff se retira subitement en Pologne; le roi de Prusse, voulant à cette occasion éloigner de la Bohême les Autrichiens commandés par Daun, échoua dans son entreprise et y perdit, le 20 novembre 1759, le petit corps d'armée du général Fink³.

¹ La bataille de Züllichau porte aussi le nom de Krai ou de Palzig.

² Frédéric II était déjà maître de la victoire; mais voulant entièrement détruire les Russes, comme à Zorndorf, il perdit tant de monde, qu'il réunit à peine jusqu'au soir dix mille hommes sous ses drapeaux; le lendemain il en avait dix-huit mille, et quelques jours après vingt-huit mille à sa disposition.

³ Aussitôt Fink et quelques autres généraux furent cassés par le roi; la paix étant signée, le conseil de guerre les condamna à une réclusion limitée dans une place forte. Fink mourut chef de l'armée danoise, et Rebentisch général des Portugais.

L'année suivante, l'armée du prince Ferdinand de Brunswick, obligée de donner douze mille hommes à Frédéric, se vit paralysée dans ses entreprises. Le général Fouquet, l'ami intime du roi de Prusse, fut ensuite totalement battu à Landshut, le 23 juin, et même fait prisonnier. Frédéric se rendit en Silésie pour ranimer le courage de ses guerriers par une victoire qu'il remporta, le 15 août 1760, sur Laudon à Liegnitz, et dont il ne tira point d'autre avantage. Il tomba dès lors dans une position encore plus embarrassante. Les Français occupaient la Westphalie et la Basse-Saxe, l'armée de l'Empire était postée dans la Haute-Saxe, les Russes se trouvaient au mois d'octobre à Berlin, Daun était sur le point de se joindre aux troupes de l'Empire et de tenir Frédéric cerné entre plusieurs armées. Ce général crut même se rendre redoutable aux Prussiens sans livrer bataille, en se retranchant dans son camp, près de Torgau, où il ne supposait pas qu'on pût l'attaquer ; mais Frédéric résolut de le forcer dans ses retranchements, et de se délivrer par cette attaque, à laquelle personne ne pouvait s'attendre. Les Prussiens réussirent, le 3 novembre 1760, dans leur entreprise, quoique Daun eût, jusqu'à 6 heures du

soir, la victoire entre ses mains. Cette journée ne valut guère au roi que le champ de bataille et l'honneur. Dresde resta aux Autrichiens, avec une partie de la Saxe et de la Silésie; les Français étaient postés au-delà de Goettingue.

IX. Si la campagne de 1761 n'offrait rien de décisif, ni même aucun fait important, les négociations n'en furent que plus vives. Pitt sachant diriger la guerre de manière que les Anglais fussent obligés de la regarder comme une affaire nationale et mercantile, presque toutes les colonies françaises étaient tombées au pouvoir de l'Angleterre. Le commerce et la puissance maritime de la France étaient anéantis, et toutes leurs ressources sur le point de tarir. Les ministres français, obéissant à la nécessité, cherchèrent alors à obtenir des Anglais une paix particulière¹. Pitt refusait toute paix spéciale; les Français conclurent un traité d'alliance avec l'Espagne, qui menaçait de devenir dangereux pour la Grande-Bretagne; cela occasionna dans le ministère anglais une mutation qui fut d'un grand préjudice à la

¹ Tous les documents de la négociation du mois d'avril jusqu'en juillet 1761, se trouvent rassemblés dans les *Anecdotes of the Life of W. P. M. Appendix, H.*, tome III, page 57-145.

Prusse; le pacte de famille entre la France et l'Espagne devait unir les deux royaumes à jamais¹ et réintégrer les Français dans leurs colonies, par l'occupation du Portugal : mais cette ligue ne servit qu'à impliquer l'Espagne dans une guerre pernicieuse, sans lui procurer d'autre dédommagement que le vain honneur de se trouver élevée au même rang que la France, honneur qu'elle lui avait disputé jusqu'alors.

Tant que Pitt, qui avait reçu du maréchal Keith, ambassadeur de Frédéric en Espagne, une copie du traité, resta à la tête du ministère anglais, il fit toutes les dispositions nécessaires pour tourner la puissance anglaise contre les Espagnols; mais la mort du roi changea le système du gouvernement anglais et ravit à Frédéric son unique allié. Georges III à peine majeur, venait de monter sur le trône le 25 octobre: n'étant que prince de Galles, il avait été entièrement dirigé par Lord Bute,

¹ Après la mort de Ferdinand VI, Charles III fut contraire à l'intérêt de l'Angleterre. L'article principal du pacte de famille portait : « que les deux branches étant considérées comme la même maison, leurs conquêtes et leurs pertes seraient communes; de sorte que les avantages de l'une compenseraient les pertes de l'autre. »

Ce pacte de famille fut signé le 15 août et ratifié le 8 septembre 1761.

il chercha alors à le faire entrer au ministère. Cela ne pouvait se faire pendant la durée de la guerre¹. Lord Bute gouverneur du prince royal, ne garda plus aucune mesure pour renverser Pitt; il fit crier et écrire publiquement contre le père et prédécesseur du roi, contre ses maîtresses et contre le duc de Cumberland; on l'appela au ministère. Pitt voulait déclarer la guerre à l'Espagne : on s'y opposa, c'était lui donner sa démission. Pitt l'ayant demandée le 5 octobre 1761, tout le ministère fut changé, et Lord Bute, contre la volonté du peuple, fut mis à la tête des affaires.

Il commença par traiter avec la France, et par refuser des subsides à la Prusse. Cependant l'impératrice de Russie venait de mourir au mois de janvier 1762; Pierre III son successeur qui se montra admirateur fou de Frédéric, et qui l'imita jusque dans les plus petites choses, fit joindre les troupes russes à l'armée prussienne, pendant que les négociations entamées avec l'Angleterre arrêtaient l'armée française. Frédéric ne jouit pas longtemps des avantages qu'il se promettait de la jonction de ses troupes aux Russes, car Pierre fut détrôné au mois de juillet par son

¹ *Anecdotes and speeches, etc.*, tome I, page 314.

épouse Catherine II, princesse d'Anhalt-Zerbst. La nouvelle impératrice ne se sentait nullement disposée à prendre les armes en faveur des Autrichiens. Ils venaient d'être battus à Freiberg, par le prince Henri; le roi de Prusse leur avait pris Schweidnitz; cette puissance pencha donc aussi pour la paix : les préliminaires en avaient été signés par l'Angleterre et la France au mois de novembre 1762. L'Autriche et la Prusse jugèrent alors à propos de suspendre les hostilités en Saxe et en Silésie : car, quoiqu'il ne fût pas question de l'Allemagne, les deux parties belligérantes retirèrent leur armée de ce pays, et Marie-Thérèse n'avait nulle envie de continuer seule la guerre.

Les négociations pour la paix n'éprouvèrent pas de grandes difficultés, puisque Frédéric ne prétendait pas à des conquêtes, et que le prince électeur de Saxe donnait l'assurance que Marie-Thérèse pensait sérieusement à traiter. On négocia à Hubertsbourg, château de plaisance de Saxe, et la paix conclue le 15 février 1763, fut, quant à l'Autriche, celle de Breslau, et pour la Saxe celle de Dresde, à l'exception que l'électorat porta tout le poids du traité et paya toutes les contributions arrié-

rées ¹, après avoir déjà donné environ soixantedix millions d'écus pour cette guerre fatale dont elle fut la victime.

L'Angleterre trouva seule, dans la destruction de la puissance maritime des Français, dans l'occupation des colonies et dans les cessions faites par la paix, quelques dédommagements à l'augmentation de ses dettes. Frédéric par ses exploits venait d'élever son armée et son peuple au faite de la gloire, et avait placé la Prusse au rang des premières puissances de l'Europe; tous les autres souverains avaient chargé en vain leurs sujets d'un fardeau exorbitant d'impôts; ils laissèrent à leurs petits-fils une masse de dettes qui rendit tôt ou tard les États le jouet des usuriers, comme nous en avons fait la triste expérience.

¹ Les dettes que la cour de Saxe s'engagea à payer à la Prusse, allaient jusqu'à deux millions et demi d'écus. L'écu de Saxe vaut quatre francs de notre monnaie.

LIVRE DEUXIÈME.

PARTIE LITTÉRAIRE.

LIVRE DEUXIÈME.

SECONDE PARTIE.

HISTOIRE LITTÉRAIRE.

PROGRÈS DE LA LITTÉRATURE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE.

I. La France. — II. L'Allemagne.

I. L'influence méritée que Voltaire exerça sur presque toutes les branches de la littérature, se fit sentir plus ou moins dans l'Europe entière.

Depuis long-temps le système de l'école et l'autorité exclusivement reconnue des anciens philosophes, avaient laissé peu d'empire au bon sens ; mais la manière ingénieuse et facile avec laquelle Voltaire jugea , peut-être trop légèrement , les choses divines et humaines , dissipa tout-à-coup les vieux préjugés : elle pénétra d'abord dans les cours et de là successivement dans toutes les classes de la société. Ce qui n'avait été qu'un jeu présomptueux à la cour

devint ailleurs une arme dangereuse. Où Voltaire ne réussissait pas comme auteur, il sut l'emporter comme courtisan. Cette tâche lui était d'autant plus facile, que, suivant les maximes du grand monde, il méprisait toutes les classes du peuple, et les confondait indistinctement sous l'ignoble appellation de vulgaire. Frédéric, Catherine, et beaucoup de princes et princesses d'Allemagne, qui charmaient leurs loisirs en cultivant la littérature, se glorifiaient d'être en relation avec lui, et ils entretenaient, à Paris, des agens qui leur communiquaient le plus petit ouvrage sorti de sa plume, ou écrit dans son esprit.

Frédéric alla encore plus loin ; il ne croyait pas sans doute que les conversations françaises, qui le délassaient le soir, influeraient un jour sur le caractère grave et réfléchi des Allemands. Il reçut, dans son intimité, des auteurs dont les entretiens spirituels étaient pour lui moins instructifs qu'amusants ; leurs ouvrages, qu'il accrédita, furent d'autant plus pernicieux, qu'ils avaient moins de mérite réel.

Au reste si l'on considère avec attention cette foule d'écrivains qui, pour se faire un nom, antagonistes ou disciples de Voltaire, le combattaient, ou lui empruntaient leurs idées : si

l'on compare avec son grand talent leur esprit, leur style et leur versification, on ne s'étonnera plus de le voir s'élever au milieu d'eux comme un colosse.

De Prades, La Beaumelle et La Mettrie¹ durent à Frédéric seul l'importance qu'ils eurent dans la littérature, et l'influence momentanée qu'ils exercèrent sur la société; nous n'en parlerions pas si leurs succès ne caractérisaient les hautes classes de ce temps. Un athée a dit que La Mettrie avait prêché la doctrine du vice avec l'arrogance d'un insensé; cependant ses ouvrages eurent trois éditions, et Frédéric fit prononcer son éloge².

¹ La Mettrie a écrit, il est vrai, quelques ouvrages sur la médecine, qui ne sont pas sans mérite, à ce que l'on dit; mais il faut bien se garder de le confondre avec La Methrie, naturaliste distingué.

Les écrits du premier, *Histoire naturelle de l'âme*, 1745, in-8°, et *l'Homme machine*, Leyde, 1748, furent brûlés par ordre du gouvernement; lui-même fut poursuivi. C'étaient des raisons assez fortes pour engager le roi de Prusse à l'appeler auprès de lui. La Mettrie suivit son invitation au mois de février 1748, se mit de suite sur un pied familial avec Frédéric, et écrivit son *Sénèque et Anti-Sénèque*; *l'Homme plante*; *l'Art de jouir*; *Vénus métaphysique*, ou *l'Origine des âmes*.

² Frédéric II fit lire par d'Arget, à l'académie de Berlin, son *Éloge de La Mettrie*. Les œuvres de ce dernier parurent dans cette ville, en 1751, in-4°. En 1774, on donna une nouvelle édition en douze volumes in-8°, et la même année, il en parut une troisième à Amsterdam. La Mettrie mourut en 1751, dans la maison de l'ambassadeur anglais Tyrconnel, d'une manière digne de sa philosophie.

D'Arget, secrétaire du roi de Prusse, joua un rôle peu marquant; néanmoins il contribua à naturaliser en Allemagne l'esprit de la littérature française. Le roi se servait de lui dans ses rapports avec une académie allemande, qui n'écrivait qu'en français.

La route que se fraya Frédéric, parfaitement en harmonie avec sa situation et son caractère, lui était également tracée par la politique et le soin de sa propre gloire.

En France, la cour se séparait de plus en plus de la partie éclairée de la nation; la première, malgré toute la dépravation de ses mœurs, suivait extérieurement les anciens rites du culte catholique, tandis que l'autre s'en moquait de jour en jour plus hautement; l'une blessait et poursuivait ces mêmes hommes, auxquels l'autre donnait les marques les moins équivoques de son admiration.

Frédéric, en butte à la haine des grands de son royaume, n'avait rien de mieux à faire que de gagner la nation: il y parvint, non-seulement en favorisant les Français et en accueillant les hommes qu'on persécutait, mais encore en établissant, par sa manière de vivre et de gouverner, un contraste frappant avec la cour de France, livrée extérieurement à la dévotion.

Parmi ceux que Frédéric reçut dans son intimité, et auxquels il donna quelque influence littéraire, le marquis d'Argens est un des plus connus. Il avait vécu long-temps en Hollande du produit de sa plume. Voltaire et Montesquieu s'étant acquis une grande célébrité, l'un par ses *Lettres Anglaises*, et l'autre par ses *Lettres Persanes*, d'Argens, dans l'espoir d'acquies la même gloire, écrivit ses *Lettres Chinoises*, *Juives et cabalistiques*; elles formèrent un grand nombre de volumes, et trouvèrent beaucoup de lecteurs sans obtenir un véritable succès. Ces écrits légers, et d'autres du même genre, le firent passer pour une tête ingénieuse, et attirèrent sur lui l'attention de Frédéric, alors prince royal. Il l'invita à se rendre près de lui; mais d'Argens n'osa d'abord accepter ses offres; car il craignait, à cause de sa haute taille, d'être enrôlé par le vieux roi dans sa garde. Dès que Frédéric-Guillaume fut mort, il se rendit à l'invitation du nouveau monarque, qui lui confia la direction des belles-lettres à l'académie de Berlin. Il écrivit dans cette ville une vingtaine d'ouvrages, où il attaqua des doctrines et des systèmes auxquels il n'entendait rien. Ces ouvrages sont remplis de cette érudition facile, qui fait fortune dans la conversation, quoi-

qu'on n'y trouve ni but, ni plan, ni connexion¹.

Frédéric fit aussi un accueil honorable à Helvétius, qui, dans son livre de l'*Esprit*, qu'on a peu lu, rapporte systématiquement toutes les actions de l'homme à l'amour propre, et qui, de l'esprit des personnes de sa connaissance et de son siècle, voulut faire celui de toutes les générations et de tous les peuples. Obligé de quitter la France, ce philosophe, après avoir passé par la Hollande, se rendit à Berlin où Frédéric lui fit connaître l'état de ses finances, et lui demanda des conseils pour augmenter ses revenus².

L'auteur de l'*Histoire du Commerce et des Établissements des Européens dans les deux Indes* fut moins bien accueilli par le roi philosophe; il n'était pas même en France très-estimé dans les classes élevées. Si Raynal ne jouissait pas alors d'une brillante réputation,

¹ D'Argens retourna de Berlin en Provence, où il mourut en 1771.

² Helvétius, à l'instar de beaucoup de défenseurs les plus violents des principes irréligieux, était bien loin de les prendre pour règle de sa vie. Il fut cause, sans le vouloir, que Frédéric organisa une administration de douanes et d'accise françaises; Helvétius, intéressé pendant quelque temps à la douane française, se laissa engager à faire venir de Paris des douaniers qui traitaient tout en français dans un pays allemand. Il y a un exemple de la manière dont ces gens se conduisaient envers les employés allemands, dans les lettres de Hamann à Jacobi, à l'occasion du congé qu'il demande.

il ne faut pas précisément l'attribuer à son peu de solidité et de bonne-foi, à sa vanité et à ses déclamations ; mais à quelques idées qui lui étaient particulières ; à la place des principes de piété du vieux système théologique et philosophique, et des maximes d'égoïsme qu'on trouvait à chaque page dans Locke et Condillac, il voulait introduire le système d'indépendance et de philanthropie, plus gênant pour les libertins, et ridicule aux yeux des grands.

Quel que soit le jugement qu'on porte sur Raynal, comme écrivain, il est certain, qu'à cause des matières qu'il traitait, il eut parmi le peuple plus de lecteurs que les philosophes. Si Buffon avait choisi un plan nouveau pour l'histoire de la nature, Voltaire et Raynal donnèrent à l'histoire, proprement dite, une impulsion qu'elle n'avait point eue jusqu'alors. Tous les deux ne rapportèrent plus la marche des choses aux idées théologiques de leurs prédécesseurs ; ils rejetèrent même la pensée d'un ordre supérieur et d'une providence éternelle, dont Voltaire se moqua amèrement dans *Zadig* et dans *Candide*.

Tous les hommes dont nous avons parlé, et Buffon lui-même, dans son grand et immortel ouvrage de la terre, des hommes et des ani-

maux, malgré la disparité de leurs talents et de leurs dispositions, s'accordèrent dans le principe que *la foi et l'intelligence* étaient incompatibles, que l'homme subsistait par lui-même, et que toutes les institutions humaines étaient des créations de son esprit, qu'il changeait et amendait à mesure qu'il se développait. Ajoutez à cela, qu'on avait juré une haine irréconciliable à la religion catholique, depuis dix siècles incorporée à l'État; que les journaux de toute espèce se répandaient de plus en plus; que chaque pensée nouvelle se présentait en même temps sous mille formes diverses aux lecteurs, dont le nombre croissait chaque jour; et vous concevrez sans peine que la génération, grandie, pour ainsi dire, pendant la guerre de sept ans, dut recevoir, de cette première instruction, des principes tout autres que ceux qui avaient fait jusqu'alors la base de l'ancien système politique et ecclésiastique. L'éducation plus libérale et les conversations plus libres devaient naturellement se trouver partout en opposition formelle avec l'ordre établi, les formes usitées, les autorités reconnues et le style indispensable de la cour.

Pour achever cette révolution intérieure et pour ôter au vieux système politique et reli-

gieux des États catholiques son soutien principal, les diverses cours de la maison de Bourbon, ignorant qu'elles allaient mettre par-là l'instruction de la jeunesse en des mains bien différentes, se réunirent contre les jésuites auxquels les jansénistes avaient fait perdre, dès long-temps, et par des moyens souvent très-équivoques, l'estime acquise depuis des siècles.

En Espagne et en Portugal, les jésuites ayant pris part à des différends politiques dont nous parlerons plus tard, avaient irrité le gouvernement. On en tira une vengeance despotique et on punit de la manière la plus dure et la plus injuste des citoyens innocents, et souvent très-respectables, pour des attentats qu'il fallait attribuer à leurs statuts fondamentaux ou, tout au plus, aux supérieurs de leur ordre. La France eut bien des démarches à faire auprès du pape pour obtenir l'autorisation de prendre des mesures, qui devaient changer entièrement le système d'éducation dans toute l'Europe catholique.

Il est vrai que tandis qu'un nouvel esprit, une nouvelle énergie, se répandaient parmi le peuple, les jésuites avaient laissé tomber leurs écoles jadis florissantes ; mais il faut avouer qu'ils possédaient l'art difficile, et si important

pour les sciences, d'attacher les élèves autant à leurs maîtres qu'à l'étude.

En France, les jansénistes s'étaient déclarés, depuis long-temps, leurs ennemis. On les haïssait dans les parlements; les uns, parce que, comme gallicans, ils voyaient en eux les ennemis des libertés de l'Église de France, et les auteurs de la suprématie absolue du siège apostolique; les autres, parce que, comme jansénistes, ils détestaient leurs principes relâchés sur la pénitence et la grace. Ils avaient de plus contre eux la nouvelle doctrine de Voltaire et de ses partisans; mais ils étaient assez adroits pour prendre les philosophes dans leurs propres filets, tandis que la sévérité inexorable des jansénistes, en fait de morale, et leur violence contre les jésuites, frayaient le chemin aux novateurs, et augmentaient leur parti de tous ceux qui redoutaient l'anathème religieux.

L'Espagne et le Portugal auraient perdu leurs peines, les parlements français auraient en vain rendu tout l'ordre des jésuites responsable des spéculations d'un frère religieux¹, dans ce fameux procès qui roula sur une banqueroute, et ils auraient cherché inutilement,

¹ Le P. Lavalette.

dans les constitutions de l'ordre, la raison d'une enquête judiciaire, si Choiseul n'avait fait cause commune avec tous les ennemis des jésuites, et si madame de Pompadour n'avait voulu perdre cet ordre par bien des raisons qui sont étrangères à l'histoire générale.

L'instrument de leur destruction fut un pape qu'on avait élevé au siège apostolique¹, dans l'espoir qu'il prononcerait la suppression de cet ordre.

En même temps que le corps enseignant des jésuites fut dispersé, un autre, d'un genre tout opposé, s'éleva ; il se composait de tous ceux qui travaillèrent à l'Encyclopédie. Nous passerons sous silence un grand nombre d'encyclopédistes ; nous ne citerons que d'Alembert et Diderot. Leur influence sur l'Angleterre et l'Allemagne fut, pour ainsi dire, encore plus grande que celle de Voltaire, dont ils étaient les disciples. Il est facile d'en comprendre la raison ; ces deux philosophes étaient recherchés par tous les hommes de

¹ Ganganelli, nommé pape sous le nom de Clément XIV, naquit en 1705 ; élevé par Benoît XIV, Clément XIII, protecteur des jésuites, lui donna le chapeau de cardinal, en 1769 ; promu, la même année, au souverain pontificat, par le crédit des cours de France et d'Espagne, il signa, au mois de juillet, la bulle de suppression de l'ordre des jésuites, et mourut deux mois après.

l'Europe, qui cultivaient la littérature avec quelque succès¹; d'Alembert était d'ailleurs avantageusement connu comme mathématicien, bien avant qu'il débutât comme philosophe et bel esprit.

Parmi ses ouvrages philosophiques, historiques et littéraires, il faut remarquer ses *Éloges* des académiciens qu'il prononça comme successeur de Fontenelle; ce qu'il avait dit des morts le mit en crédit auprès des vivants. Sa défense de l'infame abbé de Prades, en trois volumes, prouve jusqu'à l'évidence, de même que sa correspondance avec Voltaire, que lui et ses partisans croyaient sérieusement rendre un service au monde en détruisant la religion. Dans les éléments de la philosophie, auxquels il ajouta des articles, à l'instance du roi de Prusse, d'Alembert fit, pour ainsi dire, un système des principes de matérialisme qu'il avait énoncés d'abord en général dans sa correspondance avec Frédéric et l'impératrice de Russie.

Diderot alla bien plus loin, et influa aussi davantage sur le peuple; comme auteur dramati-

¹ Les plus célèbres maisons que Voltaire même respectait, furent celles de madame du Deffand, de mademoiselle de l'Es-pinasse; bien plus tard, celles de madame d'Épinay et du baron d'Holbach

que, il servit le premier de modèle aux Jünger, Iffland, Kotzebue; il mit en scène des personnages mélancoliques et malheureux, et introduisit la bourgeoisie sur le théâtre. Il mêla ensuite dans ses romans, d'une manière habile, le sentimental à l'obscène. Dans le grand nombre de ses ouvrages, l'apologie de l'abbé de Prades est peut-être un de ses écrits les plus supportables. *Jacques le Fataliste* est un de ces romans qu'on ne peut pas lire quand on conserve quelque pudeur; ses *Bijoux indiscrets* ne valent guère mieux. Son roman intitulé *la Religieuse*, est méchamment conçu et exécuté avec une scandaleuse indécence.

Cependant ces hommes dûrent surtout leur crédit à la connaissance qu'ils avaient des hautes classes oisives qui, rebutées par le pédantisme, craignent et haïssent l'école; à leur talent pour la conversation; à leur facilité d'expliquer et de rendre, pour ainsi dire, palpables, les choses les plus difficiles, et de ne jamais décourager par un sérieux hors de saison.

Quant à l'*Encyclopédie*, le vrai but d'une entreprise, qui devait comprendre tout ce qu'il est utile à l'homme de savoir, ne pouvait rester ignoré de personne, lorsque d'Alembert

et Diderot ¹ étaient à la tête, et que Voltaire cherchait à rassembler des collaborateurs. Diderot formait, à proprement parler, le centre de toute l'entreprise. Prédicateur effronté de l'athéisme, il eut soin de donner la teinte de sa philosophie même aux articles qui ne traitaient ni de religion ni de morale. Il rédigea le prospectus, il classa les branches séparées des sciences sous le titre ambitieux de *Système des connaissances humaines*; il se chargea entièrement des articles des arts et métiers, et s'associa à d'Alembert pour revoir les autres. L'introduction que celui-ci mit en tête de l'Encyclopédie ² est généralement regardée comme un écrit qui, avec l'ouvrage séduisant de Buffon, a contribué infiniment à porter dans ce siècle toutes les nations de l'Europe vers l'étude de l'homme, de la terre, de la nature, des lois qui gouvernent le monde et de l'ordre qui en est le résultat.

¹ Diderot était le plus zélé défenseur de l'athéisme. Ses pensées philosophiques, publiées en 1746, lui attirèrent des poursuites méritées.

² Les deux premiers volumes de l'Encyclopédie parurent en 1751. Diderot fit insérer, dans l'article *Intolérance*, la fameuse lettre par laquelle il engagea son frère à renoncer au christianisme, et lui dit en propres termes d'abdiquer un système atroce. L'article *ame* mit à découvert l'athéisme insensé de ce philosophe,

D'Alembert montra, avec une noble éloquence, et sans un vain fatras de paroles, la grandeur de l'esprit humain, qui se manifeste dans la recherche des lois de la terre et du ciel, et son exposition a avancé d'une manière étonnante le développement des sciences par l'étude des mathématiques et de la physique, qui, depuis la moitié du dix-huitième siècle, fit des progrès prodigieux. Ce serait en vain qu'on voudrait forcer les générations vivantes à reprendre la foi entièrement aveugle ou la trompeuse superstition. Son Discours préliminaire, rédigé avec noblesse et sans déclamation, est un extrait de tout ce qui peut attacher l'esprit de l'homme pensif aux sciences sérieuses, et dévoiler la grandeur de l'âme humaine, même dans les effets où elle ne cherche que la science et non pas Dieu.

Telle était la faiblesse du gouvernement français de ce temps, qu'après avoir défendu de publier cet ouvrage, il se vit bientôt contraint de révoquer cette ordonnance. La négligence que l'on apporta dans l'exécution de ce décret, et l'indulgence avec laquelle on laissa entrer en France les livres imprimés dans des pays étrangers, attirèrent l'attention et la curiosité du peuple sur les écrits prohibés.

C'est ainsi qu'il connut l'Encyclopédie, ouvrage bien propre à lui faire prendre en haine les formes offensantes d'un gouvernement entièrement dévolu à certaines classes de la nation , et le système hiérarchique dont tous les avantages appartenaient uniquement à ces classes privilégiées en France comme en Allemagne.

Pendant que les principes de ces hommes se répandaient dans la littérature, l'enseignement et les mœurs de la société, il s'éleva un homme d'un tout autre caractère : Jean-Jacques Rousseau. Il ne fut jamais secondé par Frédéric ni par aucune coterie; mais il sut captiver les suffrages des femmes et mettre dans son parti les amis de la vertu et de la religion, qui détestaient également l'aveugle superstition du vieux système, et l'athéisme révoltant des gens qui, dans leur hardiesse, se disaient exclusivement philosophes.

Rousseau, né dans une république, fut républicain dès sa naissance; néanmoins, ses deux premiers traités, dont les idées fondamentales se retrouvent dans tous ses autres écrits, prouvent qu'il avait rêvé des hommes qu'il chercha depuis partout, et dont il admit

la possibilité, quoiqu'il n'en trouvât nulle part l'existence. Il alla jusqu'à s'imaginer que cette société avait fleuri dans les temps de l'âge d'or.

Les philosophes qui voulaient détruire l'ancien désordre en France étaient habitués à faire sensation dans le monde en défendant les thèses les plus singulières; ils avaient même forcé Rousseau d'en soutenir une qui semblait absurde; ils en furent donc d'abord très-contents; ils l'accueillirent amicalement comme un de leurs partisans, le fêtèrent, le regardèrent, malgré l'improbation qu'il donnait à l'afféterie de leurs soirées, à leur luxe, à leurs sciences et à leur érudition, comme un nouvel allié dont ils admiraient les talents et dont ils répandirent partout les ouvrages. Rousseau se conduisait cependant tout autrement; car, excepté Voltaire, il les méprisait trop pour se déclarer leur champion.

La révolution qu'il causa fut bientôt plus importante que celle qu'avaient amenée Diderot et ses partisans. Sa réforme embrassa les choses les plus essentielles: la religion qu'il respecta, les mœurs qu'il chercha à purifier, la vie domestique qu'il simplifia, et l'éducation qu'il ramena à l'état primitif. Il signala la va-

nité des relations du grand monde, il s'attacha, dans son *Héloïse*, à mettre le sentiment à la place de la saillie et à réintégrer la nature dans tous ses droits. Maniant habilement sa plume, il sut exciter les passions par une éloquence persuasive, et montrer que, sans recourir à la révélation, on pouvait croire en Dieu et admettre une providence.

Son *Émile* renversa tout le système d'instruction, et ébranla dans l'Europe entière les bases d'une éducation qu'on disait classique, et qui réellement n'était qu'un misérable fatras de paroles et qu'un sévère pédantisme. Les Français et les Anglais se contentèrent d'appliquer à l'éducation particulière et publique les plans d'un homme qui ne concevait nullement qu'une nouvelle génération ne peut se comprendre elle-même, sans avoir une connaissance parfaite de celles qui l'ont précédée. Les Allemands, aux quels Basedow et ses successeurs donnèrent le système de Rousseau dans une forme moins belle, bouleversèrent tellement l'instruction publique, qu'il a fallu, quarante ans après, chercher à se rapprocher de l'ancien système.

Enfin, les littérateurs français influèrent d'une manière prodigieuse sur leur siècle. Le chris-

tianisme ordonnait à l'homme de se recueillir en lui-même et de ne se mêler en rien du gouvernement ; la philosophie propagea une nouvelle civilisation : toute force fut tournée en dehors , et toutes les idées qui tendent à faire voir à l'homme qu'il est plus qu'un être passif dans la société, se développèrent plus dans les trente années qui suivirent la guerre de sept ans , que dans deux ou trois siècles des temps antérieurs.

II. L'Allemagne, au commencement de cette époque, vit briller une lumière toute nouvelle ; mais malheureusement l'influence de Berlin et les ouvrages de Wieland, malgré l'opposition du caractère et de la nature énergiques des Allemands , firent pencher leur théâtre et leur éducation vers le genre sentimental et léger des Français¹. On a vu Gottsched , au faîte de sa gloire, ne rien négliger pour naturaliser le goût français dans sa patrie par ses traduc-

¹ Les moyens employés par les encyclopédistes , pour influencer le public , sont très-bien dépeints dans *l'Administration de Necker , par lui-même* , page 10 , où il dit : « Ce sont des élans combinés et des mouvements systématiques » qui créent des sentiments avec de l'esprit, et des vertus avec des opinions exagérées. » Necker, il est vrai, ne parle pas des encyclopédistes , mais de ceux qui donnaient le ton dans l'assemblée nationale. Nous n'avons pas besoin , à ce que je crois , de nous expliquer davantage.

tions et celles de sa femme; mais comme elles étaient sans aucun mérite, il s'éleva bientôt contre lui un parti contraire qui inclinait vers la littérature anglaise. Le premier antagoniste de Gottsched, Pyra, sous-recteur à Berlin, homme plein de talent pour la poésie, tenta en vain, en 1743, de montrer que l'école de Gottsched gâtait le goût. Accablé de libelles, d'injures, et blessé au fond de l'âme, il mourut l'année suivante. Après lui, les Suisses dessillèrent peu à peu les yeux du public allemand. Albert de Haller écrivit en 1729 ses *Alpes*, et en 1732 il donna ses *Essais de poésies suisses*. Bodmer et Breitinger, meilleurs juges que Gottsched, ne composèrent cependant que de fort médiocres ouvrages. Le plus grand mérite de Bodmer, et qu'on méconnut presque entièrement de son temps, fut sans doute celui de renvoyer aux sources d'une littérature allemande du beau temps de la Souabe.

Hagedorn, Liscov, Rabener, débutèrent dans la carrière des lettres, lors de la guerre de la succession d'Autriche, et Gottsched ne rougit pas de confondre Hagedorn avec le misérable Stoppe; heureusement pour l'Allemagne, la nation prenait part aux succès et aux controverses de ses savants. Une foule de

journaux et de feuilles périodiques furent accueillis par le peuple, et les discussions des partis formèrent peu à peu le jugement des individus.

Gottsched employa tous les artifices, par lesquels les hommes ordinaires se font un nom. On publia des journaux dans lesquels ses partisans furent loués, ses antagonistes injuriés¹. Affable, et s'intéressant aux travaux de ses amis², qui jouissaient de la considération publique, il protégeait ceux qui le révéraient comme un grand homme. Il vivait en intimité avec des gens de beaucoup de mérite, comme Gaertner, Rabener, Gellert, Kæstner, Jean Élie et Jean-Adolphe Schlegel, Cramer, Ébert, Gieseke et Zachariæ. Ces derniers rendirent, il est vrai, de grands services à une nation dont la langue devait être purgée de la barbarie et du pédantisme de l'école³; mais ils se sen-

¹ Beiträge zur kritischen Geschichte der deutschen Sprache, Poesie, Beredsamkeit, herausgegeben von einigen Gliedern der deutschen Gesellschaft in Leipzig. (*Suppléments à l'histoire critique de la langue, poésie et éloquence allemandes, publiés par quelques membres de la société de Leipsick*) 8 tom. 1732-1744. — Neuer Büchersaal des schönen Wissenschaften und freien Künste (*Nouvelle bibliothèque des belles-lettres et des beaux-arts*), 1745-1754, 10 vol.

² Gottsched s'intéressait à tous ceux qui avaient travaillé à la traduction de Bayle et de Rollin.

³ Nous ne nous proposons pas de faire ici l'énumération de

tirent trop faibles pour donner à la littérature une direction nouvelle et pour la détourner de l'imitation malheureuse des Français qui eux-mêmes n'avaient pas un caractère original¹.

Dans cette époque où l'intérêt était généralement excité, où le ridicule était senti, et où tout le monde prenait pour modèle les Français qui déployaient l'esprit du temps et non la sagesse de l'étude, on vit pa-

tous leurs ouvrages, mais nous remarquerons que presque tous ces écrivains avaient travaillé aux *Belustigungen des Geistes und Herzens* (*Amusements de l'esprit et du cœur*), mais qu'ils crurent devoir faire après un choix plus rigoureux des morceaux, et les soumettre à une critique plus sévère qu'ils n'avaient fait jusqu'alors. Gaertner, Cramer, Schlegel, en tracèrent le plan, ainsi que Arnold, Schmidt, Ebert et Zachariæ; ensuite, au second volume, Gellert, Giescke et Hagedorn. C'est l'origine des : *Neue Beiträge zum Vergnügen des Verstandes und Witzes* (*Nouveaux suppléments pour orner et récréer l'esprit*), plus connus sous le nom de *Bremer Beiträge* (*Articles de Brême*), qui parurent depuis le mois d'octobre 1744, et qui eurent une grande influence sur la littérature moderne.

¹ Nous sommes bien loin de partager l'opinion de M. Schlosser. D'ailleurs, presque tous les savants allemands sont trop prévenus contre la littérature française. Même en admettant que Molière ait puisé ses sujets dans Plaute, Térence et dans la comédie espagnole, on ne pourra nier qu'il surpassa ses modèles; que le premier il sut peindre et développer parfaitement le caractère de l'homme. Le *Tartufe*, l'*Avare*, sont des conceptions originales, et portent le cachet du génie.

Qui oserait nommer Racine et Voltaire de simples imitateurs? Ce fut Racine qui assigna à la tragédie française le premier rang; ce fut Voltaire qui, dans le roman, se créa un genre tout particulier, et s'éleva au-dessus de tous ses devanciers.

(Note du traducteur.)

raître deux hommes qui auraient fini par nous faire recourir aux seules sources des Grecs et des Germains, si Nicolai et ses partisans ne s'en fussent mêlés. Ces deux hommes furent Klopstock et Lessing ; l'un était pénétré du vrai sentiment national, l'autre doué de toutes les connaissances et de la sagacité d'esprit qui caractérisent le critique habile et impartial.

Klopstock publia, en 1746, les premiers chants de sa *Messiade*. En 1751, le roi de Danemarck lui fit une pension qui le mit en état d'achever tranquillement ses travaux poétiques. Gottsched essaya en vain de lui opposer le *Nimrod*, poème épique de Naumann, en vingt-quatre chants, et le *Hermann* du baron de Schoenaich, en douze livres ¹. L'Allemagne sentit que la langue et la dignité de Klopstock n'étaient point l'ouvrage de l'école, mais une création poétique. L'admiration générale que la *Messiade* excita dans toute l'Allemagne, s'attachait cependant encore étroitement à l'ancien système de l'orthodoxie et aux formes dont l'Europe cherchait à se défaire.

Pour que la nation abandonnât la manière

¹ Le Baron de Schoenaich fit encore réimprimer, en 1805, ce poème, avec la préface de Gottsched, in-4°, et le billet que Voltaire lui adressa, et qui contient ces paroles ironiques : « Une langue qu'un Gottsched et vous illustrent. »

antique, et pour la transporter de l'ancien temps dans le nouveau, il fallait des ouvrages qui fussent plus liés aux diverses habitudes du monde et de la vie privée. Pour y parvenir, il était nécessaire d'attaquer, d'une manière judicieuse, les principes et les doctrines qu'on avait jusqu'à ce jour regardés comme irréfutables. Lessing et ses amis, qui créèrent alors une nouvelle prose allemande, se chargèrent de ce pénible et glorieux travail.

Depuis 1753 jusqu'en 1756, les essais de Lessing, ses critiques, ses fables, ses poésies légères, s'étaient tellement accrédités, qu'on en faisait partout le recueil. On y reconnaît déjà parfaitement la tendance directe contre l'orthodoxie despote de ce temps. Le penchant que Lessing montrait, dans ses premiers écrits, à renverser l'exagération et le ridicule de l'ancien système, le lia surtout avec Nicolai qui, admirateur aveugle de Frédéric II, aurait donné volontiers le caractère français à toute la littérature allemande. Dans les *Épîtres littéraires*, ouvrage si important pour les savants d'Allemagne, Lessing et Nicolai prirent la même route quant au changement de ton¹; mais

¹ Rammler et Sulzer (un des Suisses que Maupertuis proposa à Frédéric pour membre de son académie), ne comen-

lorsque Nicolai destina entièrement la *Bibliothèque générale allemande* à persiffler l'ancienne littérature et à élever la nouvelle ¹, Lessing refusa de rester son collaborateur et s'opposa directement, dans sa *dramaturgie*, à l'école qui recommandait Batteux comme le vrai principe du goût.

Malheureusement les fauteurs de l'ancien système n'étaient pas familiarisés avec l'art difficile d'abandonner l'accessoire pour conserver l'essentiel. Ils se brouillèrent avec Lessing et avec les nombreux écrivains qui s'attachaient à lui comme à leur maître. N'ayant point ses armes à leur disposition, ils se servirent, dans la lutte qui s'engageait, des armes françaises faciles à manier. Nous indiquerons,

cèrent qu'en 1750 à donner les *Nachrichten aus dem Reiche der Gelehrsamkeit* (*Notions du domaine de l'érudition*), qu'ils ne continuèrent que pendant le cours d'une année. Lessing fit alors beaucoup de sensation par son supplément littéraire au journal de Voss. Nicolai écrivit ensuite, en 1754, des lettres sur la belle littérature.

¹ Nicolai venait de commencer la *Bibliothèque générale des belles-lettres*, à laquelle travailla Moïse Meudelssohn. Lessing n'a donné qu'un article; Weisse s'en chargea après. Tout ce que Lessing a fourni aux épîtres littéraires se trouve réuni dans le vingt-sixième volume de ses ouvrages. Nicolai ne donna que quelques articles; Moïse Meudelssohn et Abt y coopérèrent le plus: Grillo et Sulzer ne donnèrent que deux lettres. Resewitz travailla beaucoup au dernier volume, mais avec trop de légèreté, de moquerie et de hardiesse.

dans le livre suivant, comment la nation se divisa alors entièrement, comment Goethe, Schiller et d'autres furent trop élevés pour la multitude, qui sentait le besoin de lire; comment Wieland, la société de Berlin et tous ceux qui spéculèrent à Leipsick, à Weimar et à Gotha sur le produit de leur plume, s'emparèrent du peuple avide de lecture, en lui donnant des romans insipides et de mauvais drames. Au lieu de lui rappeler qu'il devait chercher son bonheur en Dieu, et dans l'intérieur de sa maison, ils lui prêchèrent une philosophie tout épicurienne et l'amusèrent par le jeu léger de leurs saillies obscènes.

Le germe d'un caractère distinctif et national, entre la France et l'Allemagne, se développa à l'occasion du besoin d'une certaine piété. Quand on vit qu'il était possible de réformer la religion sans la détruire, les cérémonies du culte et la croyance aux dogmes mystérieux purent tomber dans l'Allemagne protestante, mais la religion du cœur et la croyance en certaines maximes, éternellement vraies, subsistèrent au moins jusqu'à ce moment fatal où l'on bannit des écoles, avec la version de la bible de Luther, son langage *cordial* et ses exhortations paternelles.

La France, au contraire, ne présentait qu'un abîme entre le présent et l'avenir ; les jansénistes eux-mêmes y furent entraînés ; l'exagération de leur foi , le ridicule de leur sévérité , leur alliance imprudente avec les philosophes contre les jésuites , portèrent à leur cause des coups terribles ; mais, lorsqu'en élevant l'étendard de la révolte, ils eurent abattu le rempart de la foi romaine, il fut facile de les renverser du haut de leur fanatisme¹.

Cette façon de penser , différente dans les deux pays, se manifesta lorsque les sophistes tentèrent inconsidérément de faire marcher la génération à la lueur incertaine et mourante du flambeau de leur philosophie hasardeuse. Dans le petit nombre de ceux qui , suivant une autre route, ont conservé jusqu'à nos jours l'estime de leur nation et des hommes sages, également ennemis d'un despotisme outré ou d'une liberté effrénée, tant dans la religion que dans la société, on doit placer au premier rang

¹ Outre Rousseau , qui , à proprement parler , n'admettait aucune religion, on ne saurait citer en France un seul homme qui ait rendu au dix-huitième siècle les services que Pascal se proposait de rendre au dix-septième par ses *Pensées*. Entre les mains des antagonistes des philosophes, elles devinrent une arme dangereuse , tandis qu'elles auraient pu , comme en Allemagne, servir à resserrer de nouveau les liens de la philosophie et de la théologie.

Moeser d'Osnabruck. Celui-ci resta étranger aux controverses théologiques ; en politique habile, et connaissant à fond le cœur humain, il chercha, dans un langage plein de force, de franchise et de simplicité, à démontrer le danger de discuter sur la religion de l'État et de provoquer le doute dans l'âme de ceux auxquels on ne peut communiquer ni sa propre indifférence ni une croyance meilleure.

Tel est l'esprit de l'excellente brochure intitulée : *Lettre à M. le Vicaire savoyard pour remettre à M. J. J. Rousseau*, que Moeser écrivit contre le philosophe de Genève qui, dans son *Vicaire savoyard*, attaque toute religion révélée. Nous citerons encore C. F. de Moser, caractérisé par son ouvrage *le Seigneur et le Vassal*, où cet auteur, à l'instar de Moeser, dans ses fantaisies patriotiques, défendit contre la doctrine misérable des flatteurs, les principes de la vraie liberté, les droits du citoyen et ceux du peuple foulés aux pieds, avec une conviction, un courage et une noblesse qui attirèrent à cet homme pieux de grandes persécutions. Malheureusement la dévotion à laquelle il rendit hommage ne convient qu'à une société, toute composée de quakers ou frères moraves.

Hamann, dont la manière de penser était entièrement opposée à celle de l'école de Berlin, n'eut ni les moyens ni le désir de gagner beaucoup de crédit. Il n'en eut pas les moyens, car il affectait de négliger son style ; il ne le voulut point, car il sentait qu'il fallait des années entières avant que le calme pût succéder aux secousses que la nation venait d'éprouver dans ses idées. C'est le spectacle que nous offrent aujourd'hui quelques parties de l'Allemagne.

LIVRE TROISIÈME.



PARTIE POLITIQUE.

LIVRE TROISIÈME.

PREMIÈRE PARTIE.

HISTOIRE POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

ACCROISSEMENT DE LA PUISSANCE DE LA RUSSIE. — RÉVOLUTION DANS LES GOUVERNEMENTS ET LES CONSTITUTIONS ÉTABLIES, JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

I. Le Portugal. — II. L'Espagne. — III. Le Danemarck. —
IV. La Suède.

I. De la fin du seizième siècle jusqu'au milieu du dix-septième, le Portugal, qui venait d'être réuni à l'Espagne, n'avait cessé de décroître de sa première grandeur. La famille de Bragance occupait le trône : trop influencée par l'Angleterre, elle n'eut pas assez de pouvoir sur le clergé et la noblesse pour rendre à l'État son ancienne gloire ; aussi le Portugal déchu, il en est encore bien plus dans le dix-huitième siècle.

Jean V, malheureux imitateur de Louis XIV,

épuisa ses trésors par un luxe qui n'était utile qu'à l'industrie de la France et de l'Angleterre. Il dépensa des sommes énormes pour obtenir du chef de l'Église l'autorisation d'établir une sorte de papauté portugaise, et d'entourer, d'une cour de cardinaux, le patriar⁴che revêtu de cette nouvelle dignité. Cela eut lieu dans un temps où toute l'Europe était montée sur un pied militaire. Un tel gouvernement ne put qu'apauvrir de jour en jour le Portugal, malgré ses richesses immenses, et, au milieu de la splendeur que les produits de l'industrie des pays étrangers répandaient autour de lui, le roi se présentait toujours avec la plus grande simplicité.

Vers la fin de sa vie, il abandonna les affaires de l'État au franciscain Gaspard¹ : dès lors plus d'administration, tout se fit au hasard, et les Portugais, sans police, se plaisaient dans leur oisiveté, leur indigence, leur saleté, et poursuivaient impunément le cours de leurs vengeances particulières.

¹ Gaspard était issu de la famille d'Aveiro. Le duc d'Aveiro, tout puissant sous le règne de Jean V, devait donc être furieux de se voir, par les menées de Pombal, sans crédit sous le roi Joseph I^{er}. Il est donc assez probable qu'un régicide même lui aurait peu coûté, s'il lui eût assuré son ancienne influence.

Jean V, pendant le ministère du frère Gaspard, employa à Londres et à Vienne Sébastien-Joseph de Carvalho, nommé comte de Oeyras, et plus tard marquis de Pombal¹. Ce seigneur apprit, dans les cours étrangères, que les intrigues qui régissaient sa patrie ne s'accordaient point avec le gouvernement militaire des divers États de l'Europe; on prétend qu'il indiqua les moyens de renverser le gouvernement ecclésiastique de Lisbonne, et de mettre le Portugal sur le même pied que les autres pays; c'est pourquoi on fit tout pour l'éloigner des affaires; et Carvalho ne put obtenir de place importante pendant la vie du roi Jean.

Mais celui-ci étant mort le 30 juillet 1720, la mère du nouveau roi Joseph le fit entrer au ministère². Nommé secrétaire-d'État des affaires étrangères, il sut gagner entièrement le roi

¹ De tous les écrits pour et contre Pombal, je ne citerai que son apologie, qui ressemble souvent à une accusation ironique. Cet ouvrage parut sous le titre : *l'Administration de Sébastien Joseph de Carvalho et Melo, comte de OEyras, marquis de Pombal, etc.*, Amsterdam, 1789, quatre vol. in-8°. Je rapporte cette apologie non pour le texte, mais pour les pièces justificatives originales de l'histoire de ce temps, qui se trouvent à la fin du deuxième, troisième et quatrième volumes, et qui rendent le texte inutile.

² La mère du roi Joseph était une princesse d'Autriche. Carvalho avait épousé à Vienne une comtesse de Daun, bien vue dans l'esprit de la reine douairière.

en lui donnant l'idée de rétablir la souveraineté¹. Ce n'est point ici le lieu de juger les dispositions qu'il fit comme premier ministre, ou par lui-même, et par les membres de sa famille, ou par ses créatures ; quelques-unes de ses ordonnances montreront qu'il fut guidé par l'idée de jeter des constitutions sur le papier, où il suffit de commander pour se créer un état, des citoyens, un gouvernement, un esprit public tels qu'on les désire. Le marquis de Pombal sut engager le roi à des réformes violentes, en lui faisant entrevoir que c'était le seul moyen de se délivrer de cette espèce de tyrannie qu'exerçaient, dans les affaires, les grands du royaume ; et sa haine contre la société de Jésus² lui concilia les jansénistes et les philosophes français si puissants alors dans l'Europe.

D'après son système, le Portugal avait trop

¹ L'abbé Georgel, jésuite il est vrai, donne encore une autre raison. Il dit, dans ses *Mémoires*, tom. I, p. 19. « Cet homme connut bientôt les faiblesses de son maître et les moyens de s'emparer de sa confiance ; il entoura le fainéant et voluptueux Joseph I^{er} de tout ce qui pouvait alimenter et prolonger sa passion pour l'oisiveté et les femmes. »

² Georgel, dans ses *mémoires*, rapporte : « Le prince de Kaunitz me disait que, dans un entretien, il avait ouï Carvalho se plaindre amèrement de la superstition qui asservissait sa patrie, et qu'il avait jugé que dès-lors il méditait une grande révolution dans les opinions religieuses. »

Cet entretien eut lieu long-temps avant que Pombal fût ministre, pendant son séjour à Vienne.

de vignes et ne cultivait pas assez le blé ; il publia une ordonnance par laquelle la troisième partie des vignes fut sacrifiée à la culture du blé, dans un terrain qui souvent ne lui était pas favorable. Le Portugal manquait de commerce, de manufactures, de fabriques et d'une puissance maritime. L'or des Indes passait en Angleterre, le ministre en défendit aussitôt l'exportation, sans indiquer les moyens de subvenir aux besoins. Il établit des compagnies dans les Indes et en Chine, avant qu'il y eût un assez grand nombre de négociants qui pussent correspondre avec elles. Voyant la dépravation des mœurs et le libertinage portés à l'excès, il défendit par une ordonnance de se moquer des époux malheureux dans le choix de leurs moitiés, et, tandis qu'il menaçait les gens frivoles de punitions sévères, il laissa le vol et le meurtre impunis, et fit pendre, en un jour, cent personnes sans qu'on leur eût fait leur procès.

Dans les Indes, de vastes contrées étaient entre les mains des ecclésiastiques, ou de séculiers qui ne pensaient point à les défricher ; tout le Brésil était la possession des familles auxquelles les rois avaient autrefois donné des districts : par un décret, ces donations

retournèrent au gouvernement. Un volume contiendrait à peine toutes les lois, les réformes et les changements de Pombal dans les premières années de son administration ; mais quelques lignes renfermeraient aisément ce qu'il fit d'essentiel et d'utile.

Il faut cependant, à moins que d'être injuste, accorder quelque influence durable à l'activité de ce ministre. C'est lui qui parvint à réformer le système d'instruction en Portugal et à fonder une puissance militaire illimitée¹. Le changement dans l'instruction ne fut, pour ainsi dire, que le résultat d'une lutte longue et opiniâtre, qu'il soutint contre les jésuites. Cette révolution s'opéra, presque en même

¹ Si M. Schlosser veut seulement ici louer l'activité de Pombal, et prouver qu'il exerça une influence durable sur le pays qu'il gouverna, je suis loin de combattre son opinion ; il y a plus, je loue sous tous les rapports la mesure qui changea dans le Portugal le système d'instruction publique ; mais ce que je suis loin d'admirer, ce que je regarde comme un grand attentat politique, c'est d'avoir donné au pouvoir le moyen d'opprimer à son aise les peuples déjà presque sans garantie. Personne n'ignore qu'une puissance militaire illimitée conduit tôt ou tard au despotisme, et souvent à la tyrannie. Le gouvernement a toujours, par sa position même, le moyen d'exercer une grande influence, tandis que le peuple le mieux garanti n'est point à l'abri de tous les actes arbitraires. Que sera-ce donc si vous mettez à la disposition des ministres une puissance illimitée, qui abandonne les peuples à leurs caprices, quand ils devraient être comptables de leurs mesures même constitutionnelles ? (*Note du traducteur.*)

temps, dans les deux gouvernements de la péninsule : car l'Espagne et le Portugal venaient de s'allier contre l'ordre qui tenait alors presque toutes les écoles de l'Europe catholique ¹.

Ce qui animait surtout Pombal contre les jésuites, c'est que les principes qui dirigeaient cet ordre étaient les mêmes que ceux qui le faisaient agir ; ils croyaient unanimement que le but sanctifie les moyens ; mais Pombal se proposait un but terrestre, tandis que les jésuites prétendaient que le leur était le ciel, ce que nous n'osons combattre ni défendre ².

Les colonies et les missions des jésuites au Paraguay fournirent à Pombal l'occasion de leur faire sentir les effets de sa haine. Après de violents démêlés sur la démarcation de leurs limites réciproques dans l'Amérique méridio-

¹ Pour rendre le texte plus clair et plus exact, nous dirons : En 1754, les Anglais proposèrent aux Portugais de mettre un terme à leurs dissensions éternelles avec l'Espagne, en lui cédant la colonie de San-Sagrimento, située le long du Rio de la Plata, et servant de refuge aux contrebandiers. Le Portugal demanda en échange des colonies situées sur la rive gauche de la Plata et la seigneurie de Tuy, appartenant à la Gallicie. Les Espagnols, malgré les représentations des jésuites, acceptèrent l'échange.

² Un des griefs des jésuites contre Pombal, fut la hardiesse du P. Malagrida qui fit jouer, sous le titre d'*Aman*, dans un des collèges de sa société, une pièce où Pombal se trouva trop ressemblant. Il s'en vengea bien par la suite sur l'auteur.

(Note du traducteur.)

nale, l'Espagne et le Portugal avaient enfin conclu un traité ; l'Espagne cédait le Paraguay au Portugal et recevait en échange la florissante colonie de San-Sagramento. Les jésuites, depuis la conversion des Indiens, avaient changé le Paraguay en un État hiérarchique patriarcal ; ils ne souffraient point que les Espagnols s'approchassent de leurs prosélites , gouvernés comme des enfants et des moutons. Ils savaient très-bien que les Portugais ne cherchaient, dans le Paraguay, que des mines d'or à l'exploitation desquelles ils auraient employé les Indiens¹ ; ils prévoyaient tous les maux que les nouvelles dispositions des froids financiers préparaient à ce peuple innocent, et ils refusèrent long-temps de recevoir les envoyés du Portugal.

Malheureusement, ils n'en restèrent pas aux protestations : ils aigrirent, dit-on, l'esprit des Indiens jusqu'à les exciter à la guerre. L'occupation tranquille du Paraguay devint impossible. Les habitants restèrent décidés à ne point reconnaître la nouvelle puissance, et les Portugais conçurent enfin le projet inoui de transporter toute la population du Para-

¹ Le Portugais Gomez Pereira prétendait que le Paraguay renfermait dans son sein des trésors immenses.

guay dans une autre contrée, chose plus facile à ordonner qu'à exécuter.

Les difficultés s'accumulaient, le gouvernement portugais ne déployait pas une grande énergie ; les Indiens persistaient dans leur opposition. La chose en resta là jusqu'au ministère de Pombal. Celui-ci, nommé premier ministre, traita cette affaire tout autrement qu'on ne l'avait fait jusqu'alors ; il chargea son frère, en 1753, d'exécuter, par la sévérité et la force, les ordres de sa cour, ou plutôt sa propre volonté. Tous les rapports du nouveau gouverneur, de même que ceux des Espagnols désignaient les jésuites comme les auteurs de la résistance qu'on éprouvait dans l'Inde. Des troubles éclatés à Porto, des discours violents contre le ministre (qui décréta alors la peine de mort contre ceux qui blâmeraient ses mesures), devinrent les crimes des jésuites, dont on voulait détruire la société.

En 1741, le pape s'était vu obligé de lancer une bulle sévère¹ contre les abus d'un ordre

¹ Les jésuites, qui s'étaient emparés du commerce et de la mercerie du Portugal, ruinèrent les particuliers, parce qu'ils ne payaient pas d'impôt pour leurs marchandises, et qu'ils établissaient des maisons de change. Benoît XIV le leur défendit par la bulle *immensa pastorum principis* du 20 décembre 1741 ; mais ils s'en inquiétèrent fort peu.

qui n'a été égalé en politique que par les jacobins de la révolution française. On employa alors, auprès du souverain pontife, tantôt les instances, tantôt les menaces, pour le décider à supprimer ou au moins à réformer la compagnie de Jésus. Le pape tardant à faire ce qu'on lui demandait, Pombal trouva, dans l'attentat réel ou supposé à la vie du roi, le 3 septembre 1758¹, le prétexte de perdre à la fois ses ennemis à la cour et les jésuites. Il était d'autant plus facile d'impliquer cet ordre dans la conjuration contre le roi, que le pape, à sa prière, venait de porter un coup terrible à la société.

Benoît XIV avait donné au cardinal Saldanha, patriarche de Portugal, le plein pouvoir de réformer² l'ordre et toutes ses institutions, quant au Portugal. Supposons d'ailleurs qu'une conjuration eût été tramée contre le roi, ce qui est resté très-douteux, il n'y avait d'autres complices que les anciens amis du

¹ Lisbonne était alors en ruine par les suites funestes du tremblement de terre. Le roi, demeurant à Belem, quittait à onze heures du soir sa maîtresse, fille et sœur des conjurés; trois firent feu sur sa voiture, mais ils ne le blessèrent que légèrement.

² Benoît XIV avait donné au cardinal Saldanha le plein pouvoir de réformer l'ordre des jésuites en Portugal, par la bulle : *In specula supremæ dignitatis*, du 1^{er} avril 1758.

roi ; et l'attentat à sa vie ne pouvait être qu'une tentative insensée de la famille Tavora¹, qu'il avait grièvement offensée. Cette famille cependant ne pouvait être guidée par d'autres motifs que par le dessein de se venger, ou de l'outrage que le roi voluptueux lui avait fait, comme à beaucoup d'autres familles, ou des mortifications et des refus qu'elle avait essuyés près de lui, à l'instigation de Pombal. Il se pourrait encore qu'à la mort du roi elle espérât voir renverser le ministre tout puissant et que le dépit d'avoir perdu son influence dans le royaume² la fit agir.

La seule raison de connivence alléguée entre les supérieurs des jésuites et les promoteurs prétendus de l'attentat à la vie du roi, est la reconciliation subite entre le duc d'Aveiro, chef supposé des conjurés, et l'ordre détesté qui, pendant tout le règne précédent, avait vécu avec lui en dissension publique et scandaleuse³. On remarqua aussi que trois jé-

¹ Joseph Mascarenhas, chef de la famille Tavora, avait le titre de duc d'Aveiro, et la charge de grand-maitre d'hôtel à la cour.

² Le père Gaspard était l'oncle du duc d'Aveiro qui, par cette raison, avait joui d'une grande influence sous le règne précédent.

³ Tous les détails de cette affaire se trouvent rassemblés dans le procès et la sentence publiés par ordre du roi. Il faut être

suites considérés étaient liés avec la femme instigatrice de cette affaire; et ce sont là tous les reproches qu'on peut faire aux enfants d'Ignace dans cette circonstance ¹.

Pombal fut tellement satisfait d'être, dans ce procès, accusateur et juge, et de perdre tous ses ennemis à la fois, qu'il découvrit bientôt après une nouvelle conspiration du même genre, où il impliqua toutes les personnes mécontentes de son ministère despotique; il les fit arrêter, jeter dans les cachots les plus horribles; il les y laissait lentement périr de misère et de besoins, s'il ne les faisait point condamner à mort incontinent.

Ayant demandé au pape, d'une manière menaçante, la suppression entière de l'ordre des jésuites, il se brouilla avec le Saint-Siège et se vit forcé de traiter les affaires religieuses sur un pied militaire. Benoît XIV, qui avait restreint les privilèges de cet ordre, n'était

très-circonspect dans son jugement; car il y avait assez de gens qui ne croyaient pas à la conspiration, et qui regardaient le procès comme une ruse employée contre les premières familles du royaume et les jésuites. Le roi d'ailleurs avait séduit l'épouse et la fille du duc d'Aveiro.

¹ On n'imagina l'histoire de la conspiration que deux mois après l'attentat; et de ces trois jésuites considérés, le P. Malagrida, qui avait soixante douze ans, était depuis long-temps en prison comme fou. (*Note du traducteur.*)

plus; son successeur Clément XIII, protecteur des jésuites ne voulut entendre parler ni de leur suppression, ni même de leur réforme. Il reprit le pouvoir que Benoît XIV avait donné au cardinal Saldanha et députa le cardinal Acciajuoli comme nonce à Lisbonne avec l'instruction d'agir contre le ministre; mais Pombal sut se débarrasser aussi bien du nonce que des jésuites. Il alla jusqu'à refuser au cardinal les civilités d'usage et profita de la première occasion pour l'exiler du royaume de Portugal.

Toute les causes, jusqu'alors soumises au pape, furent renvoyées au patriarche de Lisbonne. Pombal rompit tous les rapports avec le Saint-Siège, et, sans consulter le souverain pontife, il chassa les jésuites, privés depuis six ans de toutes leurs places. On confisqua leurs biens et, en leur laissant à chacun, en particulier, un revenu de cent reis ou huit sous à peu près par jour, on les obligea de quitter l'habit de leur ordre, en cas qu'ils voulussent demeurer dans le royaume.

Mais, soutenu par le chef de l'Église, l'ordre ne put déposer l'habit religieux, ni se dissoudre ainsi lui-même : c'était cette désobéissance prévue que Pombal attendait pour la

punir. Cent vingt jésuites furent arrêtés et transportés en Italie sur un vaisseau ragusain. On ne fournit à ces hommes, la plupart très-âgés et très-respectables, aucun moyen d'existence. Le manifeste que le ministre, au nom de sa cour, lança contre le pape, à cette occasion, était en parfaite harmonie avec l'opinion publique, fixée par les Français, et il ne contribua pas peu à changer les idées de l'Europe catholique.

Clément XIV qui occupa bientôt après le Saint-Siège, par l'influence de la France et de l'Espagne, ayant approuvé, par une bulle, la conduite de Pombal envers les disciples de Loyola, ce ministre rétablit en apparence les anciens rapports du Portugal avec la cour de Rome, mais c'en était fait de la juridiction du nonce. Dans tous les changements opérés par Pombal, l'utilité était souvent douteuse¹, le procédé injuste et barbare; le seul avantage qui résulta de sa sévérité militaire ne se fit sentir que plus tard. Le changement dans l'éducation de la jeunesse et la propagation d'un nouveau genre de littérature, n'influèrent que

¹ On ferait tout un code des ordonnances de Pombal. Celui qui désirerait s'en instruire, trouvera, dans l'*Administration du marquis de Pombal*, le registre complet et l'apologie de toutes ses ordonnances.

bien des années après sur une partie de la nation. Ce ne fut que de nos jours qu'on rejeta les anciennes idées.

Nous parlerons plus favorablement des autres réformes que Pombal effectua par la force et la violence. Sa réforme du système patriarcal et l'incorporation aux domaines des biens immenses de la ridicule papauté de Portugal, méritent une mention honorable; il en est de même de la reconstruction de Lisbonne, détruite par un tremblement de terre.

Il établit des écoles primaires, qui avaient manqué jusqu'alors, et fonda, en 1766, pour les hautes classes de la société, un collège entièrement organisé sur les nouveaux principes du jour. C'est lui encore qui, ramenant la discipline parmi les soldats, leur fit trouver dans leur noble profession un honneur qu'ils avaient, pour ainsi dire, oublié. Il est assez singulier que, dans la réforme militaire, bien des institutions que Frédéric II avait prises à toute l'Europe aient passé en Portugal.

Par une des conditions du pacte de famille, conclu entre l'Espagne et la France, pendant la guerre de sept ans, le Portugal était désigné pour victime; les Français l'abandonnèrent à

l'Espagne qui équipa une armée pour porter ses armes dans ce royaume sans défense. Les Anglais envoyèrent des troupes à son secours, et Pombal fit les préparatifs de guerre avec sa promptitude ordinaire. La patrie dut son salut à son activité. Il ne pouvait se présenter une occasion plus favorable d'organiser une nouvelle armée; le comte de Lippe-Buckembourg qui en fut chargé, connaissait parfaitement le système militaire de son temps et contribua beaucoup à faire revenir les Portugais de leur aversion et de leur mépris pour les armes. Cependant on ne pouvait créer tout d'un coup une armée entièrement nationale. Il fallut recourir, d'après l'usage, aux enrôlements dans l'étranger. L'argent du Portugal décida des Allemands, des Irlandais, des Français et des Suisses à entrer au service de cette puissance. Il n'était donc pas étonnant que Pombal se vît souvent forcé d'exercer, à sa manière, une justice exemplaire envers des régiments entiers.

La réforme des ordres monastiques et de l'université de Coïmbre, la suppression des confréries, l'abolition de plusieurs jours de fête et de rites insignifiants, ainsi que l'abrogation de la différence entre les nouveaux et anciens chrétiens, les encouragements don-

nés à l'imprimerie durent agir avantageusement sur sa nation , malgré les voies despotiques qu'on employa à constituer ces nouvelles dispositions. Le ministre, en détruisant l'oligarchie de la haute noblesse, en diminuant les revenus et l'influence du clergé, les avait naturellement soulevés contre ses réformes : aussi leurs menées et leur opiniâtreté le portèrent souvent à des mesures violentes.

Le roi fut à peine mort que les harpies éloignées reparurent. Joseph qui, pendant sa maladie, avait remis le gouvernement de l'État à la reine, le 29 novembre 1776, mourut le 23 février 1777. On ouvrit aussitôt les prisons d'État; il en sortit une foule de malheureux de toutes les conditions de la société, qui, languissant depuis bien des années dans les cachots, remplirent le peuple d'indignation contre le ministre despote.

On commença par séparer les charges, que Pombal avait réunies dans sa personne ; ensuite il donna sa démission. L'homme redouté n'étant plus au cabinet, les jésuites, fauteurs de la superstition aveugle, et la haute noblesse, entourèrent Marie, la nouvelle reine, fille de Joseph, et implorèrent sa vengeance contre le ministre éloigné, en lui imputant tous les

crimes imaginables. Les enfants d'Ignace, implacables dans leur haine, parurent à la cour sous leur nom, malgré la suppression de leur ordre, et parvinrent même à obtenir une enquête judiciaire contre leur ardent persécuteur ¹.

Le 3 avril 1781, la révision des grands procès intentés par son ordre fut terminée, et toutes les personnes condamnées, comme criminels d'État, sans jugement régulier, furent acquittées. Le tribunal de justice prononça des peines sévères contre lui, mais la reine lui accorda sa grâce ²; il mourut l'année suivante au mois de mai 1782; sa famille fut ré-

¹ La dénomination odieuse que l'auteur donne ici aux jésuites, est parfaitement en harmonie avec tout ce que l'histoire nous offre dans tous les pays où ces religieux eurent quelque influence. Au reste, ce n'est point M. Schlosser qu'il faut accuser d'animosité contre eux; il plaint les particuliers; il condamne leurs persécuteurs; il leur accorde, sinon le talent d'élever la jeunesse, du moins celui de l'instruire. On peut même dire qu'il est injuste envers ceux qui les privèrent de leur crédit; car, en avouant que leurs statuts fondamentaux sont tout en dehors des intérêts de la société, il blâme d'avoir fait tomber sur les membres la punition que le corps seul avait méritée; mais, je le demande, comment détruire une corporation sans atteindre les particuliers qui la composent, et qui aiment mieux mourir que de s'en séparer ou même de renoncer aux marques extérieures qui la distinguent des autres sociétés religieuses. (*Note du traducteur.*)

² La reine Marie, ayant lu la sentence prononcée contre Pombal, déclara qu'en considération de son âge et de sa santé, elle adoucissait la peine; elle se contenta de le bannir à vingt lieues de la cour.

intégrée dans toutes les dignités qu'elle avait occupées sous le règne de Joseph.

Les résultats de l'administration de Pombal, malgré cette réaction, se firent toujours sentir secrètement et préparèrent les événements dont nous avons depuis été les témoins.

II. Les opinions qui avaient changé la face de la France commençaient à se propager en Espagne. Elle chercha à se rapprocher des autres États de l'Europe qui l'avaient devancée d'un siècle. Cette nouvelle semence, sans avoir pris aussitôt racine, porta enfin les fruits désirés.

Pendant le règne de Philippe V, ou plutôt d'Élisabeth de Parme, l'Espagne, quelle que fût son importance dans le système européen, à cause de ses rapports avec l'Italie, n'avait été que faiblement influencée par la France et les autres royaumes. Albéroni n'effectua, dans le gouvernement, qu'une réforme momentanée. La maladie d'esprit de Philippe, la faiblesse de Ferdinand VI qui, comme son père, abandonna les affaires de l'État à son épouse, princesse de Portugal, firent de l'Espagne un théâtre où tout était conduit par le hasard. Cette direction fatale se prolongea même après le ministère d'Albéroni et de Ripperda; elle durerait encore lorsque Élisabeth de Parme, de-

venue veuve, pleurait les crimes nombreux de sa longue administration. Un fameux chanteur, l'eunuque Farinelli, avait encore conservé sur Ferdinand l'ascendant qu'il avait sur Philippe. Il s'opéra cependant un changement dans les principes du gouvernement, vers la fin du règne de Ferdinand, par la politique de Keen, ministre anglais à la cour de Madrid, qui déjoua le plan des Français et fit entrer l'Irlandais Wall au ministère.

Les Français voulurent, en 1754, engager l'Espagne dans la grande ligue contre le Hanovre, l'Angleterre et la Prusse; Farinelli, favori du roi, et Carvajal, son premier ministre, avaient adroitement tout disposé pour cette fin. Le marquis de la Ensenada qui, à la mort de Carvajal, avait été chargé de son portefeuille, continuait ce qu'avait commencé son prédécesseur, lorsque l'Angleterre se mêla tout d'un coup de cette intrigue de cour. Keen et le duc de Huescar firent embrasser à Ferdinand VI un autre système, avant que Farinelli pût s'y opposer. Le marquis de la Ensenada fut arrêté le 20 juillet; on nomma ministre des relations extérieures l'irlandais Wall, jusque là ambassadeur d'Espagne auprès de l'Angleterre¹. Wall

¹ Le parti anglais en Espagne, soutenu par la reine, ayant

ayant séjourné plusieurs années en Angleterre, fut consulté, même dans les affaires intérieures, et prépara bien des changements conformes à l'esprit du siècle. S'il ne resta pas au ministère, sous le règne suivant, il n'en conserva pas moins une grande influence dans les affaires¹.

Ferdinand, la reine et la cour étaient trop ennemis de toute réforme pour souffrir seulement que la police de la capitale fût organisée comme dans les autres États. Le trône devint le partage du fils aîné d'Élisabeth de Parme qui, sous le nom de Charles III, avait régné jusqu'alors sur Naples; malgré son âge avancé, Élisabeth accepta la régence², jus-

fait reconnaître l'échange mentionné avec le Portugal, de la Ensenada en instruisit Charles III, alors roi de Naples, comme héritier présomptif du trône. Celui-ci fit présenter une protestation formelle, ce qui occasionna la chute subite de la Ensenada. Charles, parvenu à la couronne d'Espagne, rappela cette protestation, annula, en 1761, tout le traité d'échange, et des dissensions sanglantes éclatèrent de nouveau.

¹ Onorato Gaetani, *Elogio Storico di Carlo III re delle Spagne, etc., Napoli*, 1789 (où nous avons puisé différentes notices avec la circonspection nécessaire), page 86. « Wall fu
« un grand' uomo, e un gran ministro, ed il re Carlo ebbe per
« lui della tenerezza anche dopo che quegli avea lasciato il
« suo servizio; quando il re andava in Aranzuez si tratteneva
« con lui. »

² Élisabeth était sur le point de perdre toute influence, lorsque Philippe V abdiqua pour quelque temps; alors elle voulut gouverner le royaume du fond de la solitude de Saint-Il-

qu'à l'arrivée de son fils. Charles, en quittant l'Italie, laissa son frère maître de Parme et de Plaisance, déclara son fils aîné imbécile, emmena le puîné, comme héritier présomptif de la couronne d'Espagne, et nomma le cadet Ferdinand, régent de Naples et de Sicile, en l'instituant son successeur dans les deux royaumes qu'il ne pouvait, à cause de quelques traités, réunir à celui d'Espagne.

A son avènement au trône, le 15 août 1761, la France et l'Espagne renouvelèrent l'ancien pacte de famille, par lequel les habitants des deux pays devaient en tout se regarder comme compatriotes. Cela dut rendre le commerce plus intime avec la France et donner un grand ascendant à l'homme d'État qui favorisait le plus la politique et la littérature françaises. C'était le comte d'Aranda, le même qui, ayant quitté ses charges en Espagne, en 1773, et s'étant fait nommer ambassadeur à Paris, brilla seize ans dans la société des philosophes, sans partager la pétulance et l'orgueil

dephonse. Louis mourut fort à propos, et Élisabeth décida son époux à reprendre de nouveau sa place au trône ; mais, dès ce moment, elle ne put le diriger que par Farinelli. Philippe étant mort en 1746, Élisabeth se vit sans le moindre crédit ; on ne lui permit pas même de se rendre en Italie auprès de ses enfants, et on exerça sur elle une sorte de surveillance.

de plusieurs d'entre eux. De concert avec le ministère français et Pombal, il avait su tirer parti de la résistance des jésuites et de leurs colonies, lors de l'échange du Paraguay, pour ébranler d'un seul coup toutes les bases de l'éducation. Non content d'avoir, en 1762, restreint le pouvoir de l'odieux tribunal de l'inquisition¹, il fit signer au pieux roi d'Espagne, le 17 février 1763, un décret contre les jésuites, semblable à celui qu'avait donné le roi de Portugal. L'exécution de ce décret avait été confiée au comte d'Aranda², qui tint l'affaire secrète jusqu'à ce qu'il eût pris toutes les mesures nécessaires³. Ce ne fut que le 2 avril qu'il fit chasser, en même temps, de leurs maisons les jésuites indigènes, et du royaume, les jésuites étrangers.

Cet ordre ayant été exécuté dans toute sa sévérité, et les enfants de Loyola embarqués

¹ Le grand-inquisiteur venait de prohiber un livre français.

² L'abbé Georgel, dans ses *Mémoires*, tome I, p. 95 suiv., donne plus de détails; il cite Montalègre, Camvomanes, Moinino (depuis comte de Florida Blanca), comme ceux qui donnaient leurs avis, rédigés ensuite par le comte d'Aranda.

³ Le comte d'Aranda adressa, le 20 mars 1763, une circulaire aux juges ordinaires du roi, dans tous les endroits où il y avait des jésuites. Il y joignit un petit paquet cacheté, qu'ils ne devaient ouvrir que le 2 avril, pour exécuter alors sans retard les ordres qui y étaient contenus. Il leur était défendu de parler à personne de la circulaire et du paquet.

sur des vaisseaux espagnols pour l'Italie, les maisons d'éducation, à l'exception de quelques écoles de piété, furent soustraites à l'influence du clergé. Les professeurs pouvaient être séculiers ; l'instruction, il est vrai, n'y gagna rien, mais au moins elle ne resta pas la même.

Le crédit du comte d'Aranda s'augmenta encore, en 1766, lors du nouveau règlement de police, fait à Madrid, et des dispositions onéreuses à la perception des tailles, données par le ministre des finances Squilazi, qui portèrent le peuple à une révolte dangereuse ¹. Tout le pouvoir civil et militaire en Castille demeura six ans confié à ses soins ². Il fut

¹ Depuis long-temps, la place d'un président du conseil de Castille n'avait pas été occupée. On la renouvela alors pour d'Aranda, et on le nomma capitaine-général de toute la Castille.

² Bourgoing, *Tableau de l'Espagne moderne*, seconde édition, 1797 — 8., tome I, page 317 : « Malgré ce qu'on a dit
« de M. d'Aranda pendant et depuis son ministère de sept ans,
« on se souviendra long-temps en Espagne des talents qu'il a
« déployés pendant son administration. Madrid surtout n'ou-
« blierà pas ce qu'il a fait pour son embellissement, pour sa
« sûreté, et même pour ses plaisirs. C'est à sa prudence et à
« ses soins que l'Espagne doit l'expulsion des jésuites, prépa-
« rée dans le plus grand secret et exécutée sans éclat. Il lui fit
« connaître sa population, sur laquelle on n'avait que des
« données très-vagues. Grace à lui, la vie dissipée et souvent
« licencieuse des moines a fait place à des mœurs un peu plus
« conformes à leur état. L'abus de l'asile que les plus odieux
« criminels trouvaient dans les églises a été réprimé. L'auto-

forcé, il est vrai, en 1773, de demander sa démission, mais les lumières commençaient à pénétrer en Espagne et il se préparait une révolution dans le système du gouvernement ecclésiastique et politique. On venait de sentir le besoin de tirer parti des expériences des autres États de l'Europe; les traductions des ouvrages français répandirent bientôt la nouvelle philosophie. Charles favorisait la révolution; le ministère se composa donc souvent d'hommes instruits et formés dans les États constitutionnels ou démocratiques, comme don Diego Gardoqui. La France qui, depuis long-temps, n'avait pas convoqué ses États-Généraux, l'Espagne, qui se ressouvenait à peine de ses anciennes Cortès, en participant à la guerre de la liberté en faveur des Américains contre l'Angleterre, se virent dans une position singulière, qui contribua beaucoup à dévoiler les défauts de la vieille administration.

« rité temporelle a été défendue contre les prétentions du
« Saint-Siège; il a mis des bornes à ces pratiques extérieures
« de la religion (les processions journalières, connues sous
« le nom de *rosarios*), bien plus chères à la fainéantise qu'à la
« vraie dévotion. — Il a même enchaîné, à plusieurs égards,
« comme nous le verrons plus bas, le pouvoir du fanatisme.
« Il eût été bien plus loin sans la funeste intervention du
« confesseur de Charles III, qui, dans tout ce qu'il croyait
« du ressort de la conscience, balançait l'influence du comte
« d'Aranda. »

Plusieurs réformateurs de la nouvelle philosophie furent les victimes de la haine qu'ils inspiraient aux défenseurs du despotisme et aux ennemis de toute espèce de réforme; mais ces persécutions donnèrent lieu à des combats sans lesquels un nouveau système ne s'élève jamais sur les ruines d'un plus ancien. Un homme distingué par ses lumières en politique et en religion fut le plus célèbre martyr de sa philosophie. C'était le Péruvien don Pablo Olavidès¹, nommé intendant des quatre royaumes d'Andalousie et assistant de Séville. Olavidès posséda tellement la confiance du roi qu'il fut chargé de l'exécution du grand projet de faire cultiver et peupler la partie de la Sierra Morena qui se trouve sur la route de Madrid à Cadix. Olavidès accueillit des colons de tous les pays et surtout de l'Allemagne.

¹ Don Pablo Olavidès était né à Lima capitale du Pérou. Voyez les recherches sur cet intéressant personnage, dans les *Œuvres de Diderot*, tom. III, pag. 384. Paris, Brière, 1821. (*Note du traducteur.*)

Olavidès fut obligé, lors de sa condamnation, de lire les actes sur lesquels elle était fondée; nous pouvons assurer ici que les auteurs français y jouèrent un rôle. Il lut entre autres le rapport détaillé de toute sa vie, qu'il avait fait lui-même; il avoua qu'il avait fréquenté, dans son voyage, les philosophes qui se moquaient de la religion, surtout Voltaire et Rousseau; qu'il était retourné en Espagne plein de préventions contre le clergé, persuadé que les privilèges ecclésiastiques et les opinions de la cour de Rome empêchaient l'aisance extérieure des États; il

Pour la première fois, depuis Charles V, des protestants furent tolérés en Espagne; on leur promit, dans ces colonies, le libre exercice de leur religion; mais un capucin allemand arrêta ce progrès des lumières.

Le chef de son ordre lui avait confié l'inspection des missions dans ces établissements; il cherchait à faire des conversions, et par prosélitisme il se mêlait souvent d'affaires qui ne le regardaient en aucune manière. Olavidès réprima les élans d'un zèle mal entendu. Dès lors, le prêtre rancuneux anima plusieurs Allemands contre leur protecteur, au point que les colons ingrats portèrent contre lui une plainte au conseil de Castille. Le fanatisme peignit au roi cette affaire sous les couleurs les plus noires. Olavidès, appelé à Madrid, au mois de novembre 1775, ne vit plus dans l'avenir qu'une triste perspective. Tandis que, pendant deux longues années, il languit dans les cachots de l'inquisition, qu'on avait excitée contre lui, la tolérance fut de nouveau bannie, les fabriques détruites, et les colonies dépérirent de jour en jour. Son injuste condamna-convint que depuis qu'il avait présidé aux colonies de la Sierra-Morena, il s'était exprimé imprudemment sur les obstacles que ces colonies trouveraient à s'élever, ainsi que sur l'infailibilité du pape et sur les tribunaux de l'inquisition.

tion, le grand intérêt que les Espagnols instruits prirent à son sort, et le triomphe que lui décernèrent les Français, comme un martyr des lumières, lorsque, échappé à la surveillance du clergé, il se réfugia auprès d'eux, influèrent plus sur l'Espagne et parlèrent plus haut en faveur de sa doctrine, que ne l'auraient fait l'appui de la cour, et la plus brillante fortune.

Le comte de Florida Blanca lui-même, qui jouit, depuis 1777 jusqu'à 1789, d'un crédit presque absolu en Espagne, quoique entouré de moines et de prêtres, favorisa la propagation des nouveaux principes. Il renferma dans de justes limites la trop vaste autorité de la cour de Rome. Il empêcha l'augmentation des biens du clergé, et s'opposa aux prétentions qu'il s'était despotiquement arrogées de décider des affaires politiques.

Il ne faut point oublier que les coups portés au système hiérarchique ébranlaient aussi dans sa base le gouvernement monarchique absolu.

Florida Blanca suivit une tout autre conduite, lorsque la révolution française eut éclaté; mais les événements dont il fut l'instrument ou la cause, appartiennent plutôt à sa biographie qu'à l'histoire générale.

III. Dans le court aperçu que nous allons donner de l'histoire du Danemarck, nous sommes obligés de mentionner les troubles intérieurs, les changements dans le cabinet, les cabales et les intrigues amoureuses qui désolèrent pendant quelque temps ce malheureux pays; le scandale public, qui en fut la suite, est d'une haute importance historique, puisqu'il dévoila les secrets des cours aux yeux des peuples et signala les horribles résultats d'un gouvernement despotique; néanmoins, nous ne jetterons sur ces événements qu'un coup d'œil rapide, puisque l'histoire des cours n'entre qu'indirectement dans le but que nous nous sommes proposé.

Le Danemarck, par l'acquisition du Sleswick, se trouvait dans des conjonctures difficiles. La Russie s'était, pour ainsi dire, engagée à rétablir un jour le duc de Holstein dans ses droits. La position du Danemarck devint plus critique, lorsque le duc de Holstein, déclaré l'héritier présomptif de la couronne des Czars, manifesta hautement, et à plusieurs reprises, l'intention où il était de tirer vengeance des torts que le Danemarck avait faits à sa famille. Il fallut alors à ce petit état un souverain sage et un ministre habile, comme il les posséda,

depuis 1746, dans Frédéric V et Bernstorff l'aîné. Ils surent, par leur prudence, gagner des alliés, et, malgré leur piété, ils ne dédaignèrent point d'employer la voie des intrigues à la cour de Saint-Pétersbourg, pour prévenir des dangers futurs.

Les Danois, en se montrant très-dévoués aux ministres russes, cherchèrent, avec le chancelier Bestuscheff, à tenir l'héritier du trône éloigné de l'impératrice Élisabeth, et se lièrent avec l'Angleterre, pour avoir un appui de plus. La chute subite de Pierre III délivra bien le Danemarck du danger certain d'une attaque hostile ; mais ce royaume tomba presque entièrement sous la dépendance de la Russie, qui devait reconnaître la cession du Sleswick et garantir l'échange du Holstein contre Oldembourg et Delmenhorst ; les ministres russes Saldern et Philosophoff prirent, à Copenhague, à peu près le même ton qu'à Varsovie.

Les arts et les sciences trouvèrent, pendant l'administration de Bernstorff, un protecteur dans le roi ; mais Chrétien VII, fils de Frédéric V, lui succéda malheureusement quelques années trop tôt, et sa vie licencieuse devint le germe d'une aliénation d'esprit ; malgré cette maladie, les ordres directs du cabinet

furent les seules lois et le seul mobile du gouvernement, tant était viciée la constitution danoise. La confusion, la cabale, l'injustice, le pouvoir arbitraire, tout conspirait¹ à affaiblir la confiance que les peuples du continent avaient eue dans leurs gouvernements monarchiques; elle disparut presque généralement vers la fin du dix-huitième siècle.

Chrétien VII était monté sur le trône, en 1766, et, quoi qu'il n'eût que dix-sept ans, il avait épousé la sœur de Georges III, Caroline Mathilde; il parcourut une partie de l'Europe accompagné d'un jeune médecin allemand, nommé Struensée, qui s'était insinué, à force de soins, auprès de ce roi voluptueux. La jeune reine ne vécut pas en trop bonne intelligence avec son époux, et, pour comble de malheur, des dissensions éclatèrent entre elle et la reine douairière, Julienne-Marie, née princesse de Brunswick-Wolfenbuttel, qui au-

¹ Les sources où il faut rechercher ces histoires sont assez connues; nous n'indiquerons que deux ouvrages français :

Quelques particularités relatives à l'histoire du Danemarck, par un officier hollandais, auxquelles on a joint son voyage en Suède, La Haye, 1789, in-8°.

Mémoires historiques et inédits sur les révolutions arrivées en Danemarck et en Suède pendant les années 1770, 1771 et 1772, par feu l'abbé Roman, Paris, in-8°.

Le premier ouvrage est écrit avec beaucoup de circonspection, l'autre avec beaucoup de hardiesse.

rait désiré pouvoir donner plus d'importance à son fils cadet Frédéric.

Le roi, de retour dans ses États, n'accorda pas d'abord autant de crédit à Struensée; mais les deux Holk et quelques autres jeunes gens portèrent Chrétien à de nouvelles débauches, qui exténuèrent entièrement ses facultés intellectuelles. Tant que les Holk et leur parti dirigèrent le roi devenu imbécile, tout le pouvoir demeura dans les mains de la noblesse, des vieux ministres et du conseil d'État qui, même après la révolution de 1660, avaient conservé quelque autorité dans le royaume. La jeune reine et Struensée s'emparèrent ensuite du faible roi, et éloignèrent les frères Holk, ce qui changea la face des affaires.

La vaccine n'était pas encore trop connue alors; Struensée inocula heureusement la petite vérole au prince royal, ce qui le mit dans l'intimité de la reine et lui valut la place de gouverneur du prince. Comme conseiller, il eut part à l'administration de l'État et il demeura toujours le favori de la reine. La passion qu'il lui avait inspirée, devint si forte, que cette épouse adultère crut qu'elle pouvait sans rougir laisser paraître au grand jour sa scandaleuse inclination. Struensée devint insolent et

impérieux, il ne se contenta point d'avoir éloigné un des Holk, dans un voyage que le roi fit à Sleswick, au mois de juin 1770, et d'avoir rétabli Brandt, son compagnon fidèle, dans les bonnes grâces que Holk lui avait fait perdre. Il voulut réformer le royaume et s'ériger seul en maître. Au mois de septembre, l'autre Holk et tous les ministres reçurent leur destitution; au mois de décembre, le conseil d'État fut congédié, et toutes les affaires renvoyées au roi furent administrées par le bizarre favori des deux époux. Le magistrat de Copenhague même fut obligé de céder à Struensée, parce que l'ambitieux allemand désirait voir toutes les places occupées par ses créatures; sans avoir l'énergie de caractère qu'il fallait pour jouer le rôle des Richelieu des Mazarin, et des Pitt, il ne reconnaissait, comme eux, d'autre pouvoir que le sien. Les changements qu'il voulut effectuer ne trouvèrent d'ailleurs pas un accueil plus flatteur auprès du peuple, qu'ils favorisaient, qu'auprès des nobles auxquels ils étaient contraires. Il diminua les appointements, mit sa cour sur un pied moins élevé, retira les pensions, réforma l'amirauté, les chancelleries danoises et allemandes, diminua les impôts, réduisit le nombre des corvées et

prépara ainsi, en Danemarck, l'affranchissement de la servitude, prononcé plus tard par une loi générale; mais en voulant réformer les gardes et les troupes, il donna à ses ennemis des armes contre lui. La reine et Struensée prouvèrent combien ils connaissaient peu leurs intérêts : on donna à la signature du favori la même autorité qu'à la signature royale dans les tribunaux et dans les bureaux de l'administration; il s'arrogea insolemment le titre de comte et de ministre privé du cabinet.

La liberté entière de la presse qu'il accorda et qu'il restreignit trop tard, en renouvelant l'ancienne loi contre les libelles, lui devint préjudiciable, parce que sa conduite avec la reine, ou plutôt celle de la reine avec lui, était trop scandaleuse, et qu'il se montra craintif et faible dans différentes occasions; par exemple, lors de la sédition occasionnée par quelques matelots de Norwège, et encore lors de la suppression des gardes à pied. La reine douairière profita habilement de chaque imprudence de Caroline Mathilde.

Struensée offensait les nobles en les exilant dans leurs terres; mais ce qui les humiliait davantage et les animait le plus contre lui,

c'est qu'il regardait les hautes fonctions comme le partage du mérite et non celui de la noblesse.

Ce qu'il y eut de plus répréhensible dans la conduite de la reine et du favori, c'est qu'ils ne songeaient qu'à leurs plaisirs à Hirschholm, tandis que Brandt traitait le roi d'abord comme un enfant et ensuite comme un prisonnier. Les ennemis du gouvernement, alors en faveur, cherchèrent à s'emparer du roi, en intimidant Brandt par des menaces, ou en le gagnant par des promesses ; mais l'ayant trouvé incorruptible et attaché à Struensée, ils conçurent le projet hardi d'éloigner Struensée et Brandt de force et d'envelopper la reine dans leur perte.

Ce projet n'aurait pas réussi, si Struensée avait montré quelque fermeté ou s'il avait eu seulement un peu du courage que Caroline Mathilde déploya¹. La reine mère était l'ame de toute la ligue de plusieurs hommes misérables contre des imprudents devenus arrogants par la prospérité, qui, dans leur insouciance,

¹ Ne pouvant donner ici que le sommaire de l'histoire scandaleuse, nous passons sous silence toutes les bassesses où descendirent les deux partis, ainsi que les marques de crainte que Struensée donna et les mesures ridicules qu'il prit. Le ministre anglais Keith lui conseilla enfin tout franchement de se retirer ; il voulut s'en aller, mais la reine s'y opposa.

donnaient à tout moment prise contre eux. En s'emparant de Chrétien, on voulait lui faire signer la perte de Struensée et de son parti, comptant exécuter le reste par la force et la ruse. On désigna le comte de Ranzau-Aschberg, les colonels Keller et Eichstaedt comme les instruments de la conspiration, et on choisit la nuit d'un bal de cour, du 16 au 17 janvier 1771, pour l'exécution.

La reine mère et son fils Frédéric, accompagnés de Ranzau, pénétrèrent dans la chambre à coucher du roi, l'éveillèrent brusquement par la fausse nouvelle d'une révolte et le décidèrent, pour ainsi dire malgré lui, à signer l'ordre de l'arrestation de Struensée et de la reine. Struensée fit preuve de lâcheté, la reine, au contraire, de fermeté et de courage¹; ils furent arrêtés sans que personne songeât à prendre leur défense. Le prince Frédéric se montra, immédiatement après, avec le roi à

¹ Les nouvelles sur la manière dont la reine fut arrêtée diffèrent beaucoup l'une de l'autre. Une des plus exactes et des plus vraisemblables, me paraît celle de Wraxall, *Memoirs of the courts of Berlin, Dresden, Warsaw and Vienna*, London, 1800, deux vol. in-8°, premier vol., page 71 et suiv. Si Struensée, arrêté avant l'ordre précis du roi, avait demandé à lire la signature, et s'il s'était adressé aux officiers qui n'étaient pas initiés dans le secret, le colonel Keller aurait sans doute échoué.

toute la capitale ; Chrétien et sa signature se trouvant depuis dans les mains de sa mère et de son parti, toutes les ordonnances émanèrent d'elle ou de ses créatures.

Le point historique le plus important dans toute cette affaire c'est que, pour se justifier, le parti triomphant fut obligé d'ordonner une enquête judiciaire et de publier tous les scandales. On voit par-là que le gouvernement, malgré sa souveraineté, avait à redouter la voix du peuple, et qu'il cherchait à gagner l'opinion publique. Les curés, dans leur saint zèle contre l'amour coupable de la reine, ne contribuèrent pas peu à faire oublier à la nation le but que Struensée s'était proposé. Le roi demeura prisonnier, comme auparavant, et on nomma un tribunal pour examiner les relations de la reine avec Struensée, quoique Georges III s'y opposât de tout son pouvoir. La reine avait contre elle les témoignages peu équivoques de ses filles d'honneur et l'aveu de son favori même ; mais on n'osa pas faire remonter leur liaison avant la naissance du prince royal, et le faible roi assura lui-même que la princesse était réellement sa fille, ce qui n'empêcha pas de prononcer le divorce. Struensée et Brandt, condamnés à mort, furent exécu-

tés le 28 avril; on permit à la reine de se retirer dans sa patrie, et elle finit ses jours à Zelle, au mois de mai 1775.

Les hommes qui avaient secondé la reine Julienne-Marie dans ses projets, trouvèrent la récompense qu'ils avaient méritée dans la perte de leur influence. Le prince Frédéric et sa mère gouvernèrent seuls l'État, jusqu'en 1784, lorsque le prince royal, âgé de seize ans, fut déclaré majeur. Il se procura par les moyens, déjà plusieurs fois employés, la signature de son père et renversa au nom de l'autorité royale le gouvernement précédent. Le prince Frédéric, il est vrai, tint encore sa place au conseil d'État, mais l'organisation des ministères fut entièrement changée. Eichstaedt, quoiqu'il eût été gouverneur du prince royal, reçut l'ordre de quitter la cour. Dans ces mutations, on fit usage du même pouvoir absolu que Struensée s'était arrogé.

IV. Si nous avons vu dans les trois royaumes, dont on vient de parler, le ministère s'élever contre le roi, le peuple ou la noblesse, nous voyons, au contraire, en Suède, le roi et ses soldats opérer une révolution, agréable à la majorité du peuple, contre une constitution injuste et une oligarchie misérable. La

Suède, plus heureuse en cela que les autres royaumes, avait de tout temps joui du privilège de ne pas être simplement constitutionnelle, mais de compter l'ordre des paysans parmi les autres ordres de l'État. Cette institution ancienne ne put être abolie lors de la réforme du gouvernement, qui eut lieu après la mort de Charles XII, mais on chercha, avec adresse, à en empêcher les effets bienfaisants : Ulrique-Éléonore, et plus encore Frédéric de Hesse, son époux, furent obligés, pour monter sur le trône, de souscrire à toutes les conditions qu'on leur imposait. Le conseil du royaume reprit, sous leur règne, tous ses anciens droits. Un comité secret des trois premiers corps de l'État, revêtu d'un pouvoir immense, opprima les paysans et les accabla d'impôts. A chaque assemblée des États, malgré l'opposition des deux autres, on augmenta les prérogatives de la noblesse. Les places devinrent le partage exclusif de certaines familles, et les suites pernicieuses de cette oligarchie se firent sentir ici comme partout ailleurs¹. Les

¹ Douze sénateurs avaient tout le pouvoir exécutif et une partie du pouvoir législatif. La diète seule pouvait leur demander compte; ils constituaient le premier tribunal et convoquaient, au nom du roi, les États, qui devaient se rassembler tous les trois ans. Le Sénat se réunissait sans attendre

finances tombèrent, les affaires publiques furent négligées, la Suède se vit perdue dans l'estime de l'Europe et paralysée dans sa puissance exécutive : plus de discipline dans l'armée, plus de concorde dans la nation, et les Suédois se vendaient à l'étranger.

La France suivait alors, au détriment de ses finances, la funeste maxime de payer, dans toutes les cours, un parti qui exécutait tous les ordres des ministres français, au préjudice de son propre pays. Ce parti se composa en Suède des hommes qu'on nomma ensuite le parti des *chapeaux*, parce qu'ils nourrissaient le fol espoir de reconquérir sur les Russes les provinces perdues. Les *chapeaux*, comme parti politique vendu à la France, étaient contre la constitution et auraient préféré un gouvernement plus monarchique. Leurs antagonistes, les *bonnets*, tenaient avec fureur à l'oligarchie ; ils se vendirent à la Russie et cherchèrent à soutenir, par la terreur des armes étrangères, la nouvelle constitution qui ôtait au roi le pouvoir. L'argent français l'emporta. En 1738, le parti des *chapeaux* eut le dessus et

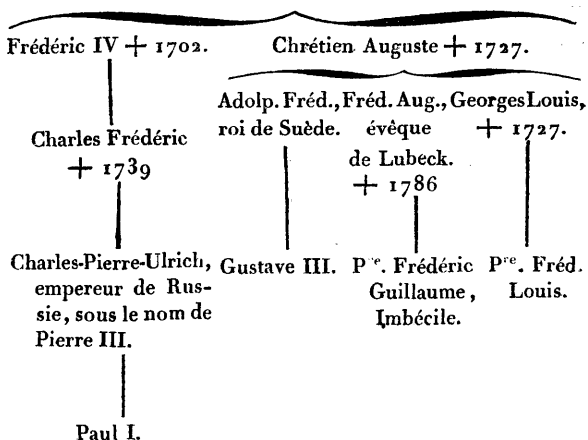
l'ordre ni la présence du monarque, ouvrait les dépêches des ministres à des cours étrangères, etc. Le roi avait bien le droit d'élire les sénateurs parmi les trois candidats proposés par les États ; mais on sut le réduire à une simple formalité.

il en résulta une guerre funeste contre les Russes. Cette imprudence aurait coûté dès lors la Finlande aux Suédois, si l'impératrice n'eût trouvé plus avantageux de donner un roi à la Suède.

La paix fut donc achetée au prix de l'honneur ; le neveu du grand-père de l'héritier présomptif de l'empire russe, fut imposé aux vaincus et saisit ce même sceptre qu'on avait formellement refusé, à la mort de Charles XII, au neveu de son père¹. La Suède, par cette paix honteuse, se vit, comme la Pologne, soumise à la politique russe.

Le nouveau roi, nommé Adolphe-Frédéric

¹ La ligne de Holstein-Gottorp était alors :



de Holstein-Eutin, monta sur le trône, en 1757. La confusion parvint au plus haut degré sous son règne. Si l'un des deux partis proposait un projet utile, l'autre aussitôt, pour ruiner son crédit, calomniait ses intentions, s'y opposait de tout son pouvoir et soutenait au contraire avec une méchanceté inouïe les choses les plus préjudiciables. Dès-lors plus de liberté individuelle, plus de justice impartiale, le droit de propriété cessa d'être sacré. Les deux partis poursuivaient mutuellement les hommes de mérite qui leur étaient opposés et, dans cette scission générale, quelle administration eût été possible !

Le comte de Brahe et le maître des cérémonies Horn avaient échoué dans leurs tentatives de réformer le gouvernement ; ils furent exécutés après les tourments les plus cruels : leur sort arrêtait tous ceux qui auraient voulu les imiter ; le roi même n'osa secouer le joug de l'oligarchie, quoique le parti des *chapeaux*, d'abord contraire à ses entreprises, se joignît plus tard à lui¹, quoiqu'il eût la majorité des voix dans l'assemblée des États, et que tout semblât se prêter à une révolution.

¹ La convocation des États royalistes opposés au sénat, ayant été refusée en 1768, le roi abdiqua à la fin du mois de

Au commencement du règne, les ministres anglais, russes, français avaient imposé et influé autant l'un que l'autre à Stockholm ; la prodigalité déraisonnable des Français, sacrifiant des millions au système ministériel et à la vanité, leur obtint la prépondérance et augmenta considérablement le parti des royalistes de ces hommes qui tiennent plus au rang et à la fortune qu'à l'honneur et à la patrie. On ne s'étonnera donc pas de voir que le prince royal, à la mort de son père, arrivée au mois de février 1771, concerta lui-même, avec le ministre français Choiseul, les mesures de la révolution qui devait renverser la constitution.

Tandis que Gustave III se liguait à Paris avec les ministres français, le parti suédois, opposé à la cour, sut, par l'influence des Russes et des Anglais, faire entrer dans ses vues la majorité des députés des trois derniers États. Les fauteurs de l'oligarchie se trompaient d'ailleurs en croyant avoir le dessus par la majorité des voix qui étaient vendues. L'abus qu'ils firent de leur suprématie, et de

décembre pour quelques jours ; il reprit les rênes du gouvernement dès que la diète fut accordée. Le prince royal joua alors un rôle qui le familiarisa avec celui qu'il devait prendre dans une révolution.

cette majorité vénale, pendant la session même, hâta les desseins du jeune roi, qui se proposait d'établir un gouvernement militaire¹.

Les États, guidés par le parti des *bonnets*, insistèrent pour que les lois restrictives, qui avaient limité le pouvoir du dernier roi, fussent conservées. Ils osèrent enfin dissoudre le sénat, où le parti des *chapeaux* avait eu jusqu'alors la supériorité, et le forcèrent de s'attacher sans restriction au souverain. Gustave, couronné le 28 mars 1772, fut forcé de signer une dure capitulation : le sénat fut reconstitué, et les deux partis recommencèrent à agir publiquement l'un contre l'autre. Le roi traîna l'assemblée des États en longueur, et gagna les officiers et les soldats ; les amis de l'oligarchie cherchèrent à leur tour à séduire des troupes pour leur parti ; tandis que le roi employait le lieutenant-colonel Sprengporten, le capitaine et commandant de Christianstadt Hellichius, ses adversaires se servirent de Pechlin et de plusieurs autres pour poursuivre, avec une grande sévérité, les auteurs des libelles répandus, à l'instigation de la cour, contre le gouvernement établi.

¹ Gustave III n'avait que vingt-cinq ans, et il tenait de sa mère, nièce de Frédéric II, un peu du caractère prussien.

L'ame de toutes ces entreprises du parti monarchique fut Gustave lui-même ; on avait envoyé de France, pour le soutenir, Vergennes revêtu d'un titre brillant. Ce ministre répandit l'argent à pleines mains. Les soldats seuls opérèrent la révolution. Sprengporten devait amener les troupes de Finlande, Helli-chius avait occupé Christianstadt pour le roi, et lancé un manifeste violent contre les États. Les frères du roi, Charles et Frédéric, rassemblaient des troupes à Schonen, Blekingen et dans l'Est de la Gothie, en leur faisant prêter serment de défendre Gustave et la nouvelle constitution.

Mais si, dans le midi, la révolte contre le gouvernement établi avait éclaté, la garde et les soldats de Stockholm n'étaient pas encore gagnés. On attendait que Sprengporten arrivât de la Finlande dans la capitale, mais il ne venait pas, et le roi n'avait devant les yeux qu'une triste perspective. Le conseil d'État et le comité secret prirent alors les mesures les plus énergiques. Hellichius fut déclaré rebelle et coupable de haute trahison ; le roi se vit obligé de signer d'après la constitution la sentence de ses propres partisans¹. Il ne put non

¹ Le roi abusa le sénat, en ayant l'air d'approuver toutes

plus empêcher que le régiment d'Upland, dévoué aux amis de l'oligarchie, ne fût appelé à Stockholm. Ce régiment devait arrêter le roi, et le conseiller d'État Funk prendre le commandement à Schonen pour agir contre Hellihius et les frères du roi.

Le régiment d'Upland n'étant qu'à quatre lieues de la capitale, il devint urgent de profiter du moment, ce que le roi fit avec une grande adresse. Il se chargea lui-même du rôle principal, harangua d'un ton solennel les officiers de la garde qui étaient ce jour-là de service au château, avec cette facilité que lui avait donné l'habitude de parler la langue suédoise; il appuya particulièrement sur la décadence prochaine de la nation et les mit tous dans ses intérêts. Une autre division de la garde se joignit bientôt à la première; toutes les deux prêtèrent serment de fidélité, et pour témoigner qu'ils avaient embrassé le parti monarchique, ils se mirent au bras une écharpe blanche, que le roi lui-même portait depuis

ses mesures; il accompagna la garde nationale lorsqu'elle faisait patrouille, et la gagna. Quand le prince Charles lui écrivit qu'il avait rassemblé cinq régiments, le roi déclara au sénat qu'ils étaient destinés contre Christianstadt, et lui demanda d'en donner le commandement au prince royal. Mais le sénat le refusa, et confia le commandement à Funk; alors le roi reconnut qu'il ne devait plus tarder.

le 19 août 1772. Le conseil d'État fut aussitôt enfermé dans la salle même de ses conférences¹ et le comité secret dispersé; toute la garde prêta serment. Les régiments d'Upland et de Sudermannland se soumirent; les marins et le peuple triomphèrent. Trois jours après on convoqua les États; la nouvelle constitution² qui donnait au roi toute la puissance exécutive et une partie de la législation, fut lue; l'acclamation de ceux qu'on avait ou gagnés ou intimidés, étouffa l'opposition, et l'acte, sans

¹ Trente-six grenadiers s'avancèrent la baïonnette à la main; les sénateurs qui étaient à délibérer descendirent au bruit. Les grenadiers les forcèrent de rentrer dans leur salle et la fermèrent ensuite à clef.

² Le conseil du royaume n'avait que dix-sept membres, dont les grands employés de la couronne et le gouverneur de la Poméranie faisaient partie. Dans le conseil, le roi délibérait sur la guerre et la paix, les alliances et les traités. Il doit, à proprement parler, suivre la majorité des voix, mais il décide dès qu'une seule voix est pour lui. On voit bien que la dernière loi annule la première. Un roi, né dans l'étranger, ne peut pas sortir du royaume sans consulter les États, un roi indigène le peut arbitrairement. Le souverain a le droit de donner des titres de noblesse, de faire grace, de monnayer, et de nommer à toutes les charges ecclésiastiques et séculières. Le roi et les États unis, et non l'un sans l'autre, peuvent donner une nouvelle loi, ou abolir une ancienne. Le monarque ne peut pas établir et lever de nouveaux impôts sans l'assentiment des États, à moins que l'ennemi n'attaque subitement le royaume. Le comité secret des États, muni de tout leur pouvoir, délibère avec le roi, c'est-à-dire lui est entièrement subordonné. Le roi seul convoque les États et les dissout, lui seul commande à l'armée et aux flottes; les États ne peuvent délibérer que sur les affaires qu'il propose.

autre délibération, fut écouté, reçu et signé dans le même moment. Les États prêtèrent le serment dicté par le roi, et personne ne protesta par écrit, comme plusieurs avaient fait en 1720.

Le roi avait déployé dans toute cette affaire beaucoup d'activité et de talent, il usa avec douceur de la victoire qu'il venait de remporter, et tout le royaume s'en réjouit. La Russie seule, de toutes les puissances, témoigna quelque mécontentement de ce triomphe des principes monarchiques sur l'oligarchie d'une mauvaise constitution¹ ; les écrivains français, que Gustave admirait et prenait pour modèles, oubliant leur amour pour la liberté, et leur haine contre la souveraineté, célébrèrent le monarque suédois avec la même chaleur que le gouvernement militaire en Prusse.

La constitution qu'on venait d'abattre n'a-

¹ Sheridan, sûrement une des meilleures sources sur cette révolution, dit mot à mot d'après l'anglais : « Le roi qui le matin se leva comme le monarque le moins absolu de l'Europe, se trouva, dans l'espace de deux heures, aussi absolu à Stockholm, que le roi de France à Versailles et le Grand-Sultan à Constantinople. Le peuple vit avec plaisir que le pouvoir d'une aristocratie insolente passa dans les mains d'un roi possédant l'amour et l'estime de la nation. »

Le roi déclara d'ailleurs, en toute occasion, qu'il ne songeait pas à la souveraineté, mais qu'il voulait rétablir l'état des choses tel qu'il était avant 1780.

vait rien produit ni pour les arts, ni pour les sciences ; on avait à la fois négligé l'utile et l'agréable ; Gustave mérite sans doute quelques louanges pour avoir pris une marche absolument contraire ; il imita tout ce qu'il avait vu en France, mais il ne sut point se tenir dans les bornes que sa position lui assignait ; son royaume devait moins que tout autre exciter l'admiration de l'Europe par son éclat¹, son luxe, les arts, les sciences, les spectacles, en un mot par tout ce qui faisait briller la France, et qu'on ne pouvait naturaliser en Suède qu'au prix des sueurs du citoyen et surtout du cultivateur.

Voulant sans doute paraître en héros sur la scène du monde, Gustave s'occupa trop de l'art militaire. Il empiéta de plus en plus sur la haute juridiction qu'il avait été obligé de créer ; il établit des monopoles d'autant plus onéreux, qu'ils retombaient sur les choses les plus nécessaires aux Suédois, comme les droits de brasser et de distiller. Cette conduite aigrit les esprits².

¹ Le Carrousel coûta à la pauvre Suède quatre cent mille écus en monnaie du pays, ce qui n'empêcha pas que l'année suivante il n'y en eût encore un.

² Les qualités personnelles du roi, la facilité avec laquelle il écrivait le français, et la quantité d'excellentes institutions qu'il fit organiser, ne nous intéressent pas ici, puisqu'elles n'empêchèrent pas les résultats dont nous avons parlé dans

La révolution qui s'était opérée dans le gouvernement fut suivie d'un changement total dans les mœurs, les doctrines et les habitudes de la vie. Comme ce changement n'était dans le fond qu'un triomphe du plus adroit et du plus fort sur le plus faible et le plus imprudent, l'enthousiasme se ralentit et disparut avec l'ivresse qu'avait excitée la chute des orgueilleux et misérables auteurs de l'oligarchie. Dès que le roi se vit obligé de puiser dans la bourse de ses sujets pour satisfaire à sa magnificence, le nombre des mécontents s'accrut. On voit par les différentes diètes, convoquées sous le règne de Gustave III, que le parti qui lui était contraire grossissait chaque jour. A la diète de 1778, les propositions du roi ne furent presque pas contestées et passèrent toutes; en 1786, on n'approuva presque aucune des propositions royales; en 1778, les impôts avaient été accordés pour un temps illimité, en 1786, seulement pour quatre ans.

Dans le discours que le roi prononça pour la clôture de la dernière diète, il se plaignit

le texte; mais il faut remarquer, puisqu'on connaît Gustave seulement comme écrivain français, qu'il fut, depuis Charles XII le premier qui, au trône de Suède, parlât bien le suédois. Il écrivit aussi quelques pièces dans sa langue, très-estimées de sa nation.

hautement de l'opposition; mais pour regagner au moins en partie la faveur du peuple, il se vit obligé bientôt après de renoncer au monopole odieux qu'il avait établi sur l'eau-de-vie. Le mécontentement général augmenta lorsque le roi chercha à se faire la réputation d'un héros aux dépens de la Russie, en oubliant combien l'état des choses venait de changer depuis Charles XII. A la vérité, il apaisa le courroux de la noblesse pour quelque temps, mais il se forma contre lui une conspiration qui devait amener une nouvelle révolution et qui n'eut pour tout résultat que le régicide.

CHAPITRE II.

ACCROISSEMENT IMMENSE DE LA RUSSIE, ET PARTAGE DE LA POLOGNE.

- I. La Russie sous Catherine II, considérée surtout dans ses rapports vis-à-vis de la Pologne, jusqu'en 1769. — II. Démembrement de la Pologne.

I. L'imprudence de Charles XII, la faiblesse de la Pologne, les guerres onéreuses de Louis XIV, la confusion des affaires de l'Au-

triche dans les dernières années du règne de Charles VI, avaient facilité à Pierre I^{er} les moyens de fonder une puissance qui menaçait pour l'avenir la liberté de tous les anciens États de l'Europe. Il ne transforma pas seulement en très-peu de temps sa nation vigoureuse en une puissance militaire du premier ordre, mais il s'empara aussi de toutes les provinces sur la côte de la mer Baltique. La Pologne et la Suède, à proprement parler, sans gouvernement et sans armée, devinrent bientôt ses tributaires. Le Danemarck, dans la crainte que la Russie ne prît un jour la défense du duc de Holstein qu'on avait dépouillé de ses biens, se laissa diriger en tout par les ministres russes. Toutes les guerres contre les Turcs firent voir la supériorité que la puissance nouvellement organisée avait sur les hordes de l'Asie, et les armées indisciplinées du sultan. Il fut très-heureux que la constitution de l'Empire allemand empêchât Pierre I^{er} de s'arroger une voix à la diète, comme il en avait eu l'idée. Les forces militaires de la Russie s'étaient développées de plus en plus, depuis la mort du czar jusqu'à l'avènement de Catherine II au trône (au mois de juillet 1762). Les soldats avaient fait toutes les révolutions

de l'Empire , c'était donc sur les soldats que chaque nouveau czar devait fonder son pouvoir.

Catherine avait renversé son époux infortuné, surtout à l'aide de cette partie de l'armée russe, qu'il avait offensée par sa prédilection pour les troupes du Holstein et les autres soldats allemands, et par son amour pour la discipline prussienne. L'Europe s'aperçut avec étonnement, sous le règne de Catherine, qu'une puissance colossale venait de s'élever dans l'Orient, et que ces barbares, qui n'étaient pas encore amollis par la civilisation, pouvaient devenir redoutables aux autres États affaiblis. L'impératrice, dans ses rapports avec les diverses puissances de l'Europe, et surtout avec la France, prit Frédéric II pour modèle; en adoptant leur croyance et leurs dogmes, elle s'attacha les philosophes qui pouvaient étendre sa renommée; et pour étouffer le cri général qu'excitaient ses prétentions inouïes sur les États voisins, et ses conquêtes pendant la paix, elle sut adroitement faire retentir le monde du bruit des louanges qu'on donnait à ses lumières, à son esprit, à ses écrits et à ses ukases qui souvent ne devaient ni ne pouvaient être exécutés. Son plan réussit parfaitement;

et, quelque opinion qu'on ait encore de ses mœurs et de son système d'administration, on ne peut lui refuser la gloire d'avoir possédé un génie profond et un talent particulier pour gouverner les hommes.

L'impartial historien ne pourra guère approuver toutes les mesures de Catherine ni louer sa vie privée ; mais il ne pourra nier que, depuis son règne, l'opinion des hommes éclairés de l'Europe commença à gagner en Russie quelque influence sur les affaires publiques. Si les résultats ne furent pas aussi brillants qu'on devait l'espérer, c'est moins à l'impératrice elle-même, qu'aux circonstances, à quelques Français devenus les organes exclusifs de l'opinion et à leurs imitateurs, qu'il faut en imputer la faute.

La position de l'Europe devenait très-favorable à Catherine pour déployer les forces prodigieuses de la Russie. La Pologne était paralysée, sans argent, sans armée, dévorée par des divisions intestines, et, pour comble de malheur, elle n'avait pas d'état moyen¹ et manquait de peuple².

¹ Wraxall *Memoirs*, tome II, page 3-4.

² La Pologne avait alors :

¹⁰ Environ six millions de *paysans* bien malheureux ;

La Suède était en butte à un plus grand désordre encore ; le Danemarck se trouvait dans une inquiétude continuelle à cause du Holstein¹. L'empire turc faisait chaque jour un pas vers sa ruine. La Prusse et l'Autriche, ré-

1° Un *clergé* extrêmement ignorant et fanatique ;

3° Une *noblesse*, ou la nation proprement dite ; celle-ci se composait : I. *De la haute noblesse* ; quatre ou cinq familles jouissaient de richesses immenses et d'une influence royale ; douze ou seize avaient une supériorité absolue par leurs biens et leur crédit, et à peu près cent autres familles exerçaient la haute juridiction ;

II. *De la noblesse moyenne* ; celle-ci vivait dans ses terres et les cultivait. Elle fournissait la plus grande partie des députés qui se laissaient facilement gagner par l'argent et le parti dominant ;

III. *De la basse noblesse*, composée d'environ un million et demi d'hommes encore presque sauvages et indomptables, fiers de leur liberté, rendue impossible par une loi de leur règlement ;

IV. *Des bourgeois* ; ce n'étaient que les marchands dans les villes, surtout dans celles situées du côté de la mer.

V. *Des juifs*, au nombre d'un million.

¹ Pierre était héritier du Holstein-Gottorp. Comme on ne faisait pas la moindre attention à lui en Russie, le Danemarck avait décidé la Suède, en 1750, à lui céder la tutelle et l'administration, qui lui appartenaient de droit, comme à la branche la plus proche. Catherine envoya alors l'oncle de son fils, le prince Georges, pour gouverner le pays. Le Danemarck ne voulut d'abord pas l'accepter, mais fut bientôt obligé de le reconnaître. L'impératrice ayant fait des menaces, les Danois évacuèrent Kiel et députèrent M. de Haxthausen à Saint-Petersbourg pour y présenter des excuses. En 1773, Catherine proposa, au nom de son fils, d'échanger Oldembourg et Delmenhorst contre le Holstein, ce qu'on accepta avec le plus grand empressement. Elle donna ensuite ces deux pays à la ligne cadette, dont le chef était alors Frédéric-Auguste, évêque de Lubeck.

conciliées en apparence, s'en voulaient plus que jamais. L'empire allemand, depuis la guerre de sept ans, ne présentait qu'un corps désorganisé, un empire sans souverain, et n'en conservait que le nom. Qui aurait pu empêcher la Russie de donner des lois aux pays que l'Angleterre ne pouvait corrompre par son argent, ni la France séduire par ses adroites flatteries? Les écrivains français, accueillis par Catherine, comme par le grand Frédéric, célébrèrent dans l'Europe entière la générosité, les lumières et les institutions de l'impératrice qui établissait des écoles, faisait fleurir les fabriques, les manufactures et protégeait les arts et les sciences. Tout le monde accourait pour participer à sa libéralité; elle sut distinguer le talent. Il ne faut donc pas s'étonner que les Russes intelligents et dociles aient fait, durant son règne de trente ans, les progrès de plus d'un siècle dans tout ce qui est extérieur, comme la politesse, les modes, les manières, etc.

Ayant trop rapidement passé de l'ignorance à cette sorte d'urbanité, ils restèrent toujours étrangers à la vie religieuse, civile et chevaleresque du reste de l'Europe; formés sur le modèle des Français, enfants de la ré-

volution, ils ne font aucun cas de tout ce qui n'est point pour les sens. Transportés sans intervalle de la barbarie à la civilisation, ils n'ont pas connu cette période de la vie des peuples où l'homme n'agit que par les nobles impulsions de l'ame, et où les belles contemplations de la religion sont un véritable besoin.

Tandis que Catherine influençait l'opinion, et que la position de la Russie lui donnait la supériorité sur les autres États, ses ministres faisaient impérieusement la loi aux cours de Copenhague, de Stockholm et de Varsovie. Philosophoff dirigea, jusqu'au temps de Struensée, la cour danoise, ainsi que Repnin celle de Pologne¹. Il serait difficile de décider lequel de ces deux ministres s'arrogea le plus de droits. Si la Russie rencontra quelque opposition à Stockholm, il faut l'imputer au pernicieux système de Choiseul : ce vaniteux ministre acheta des alliés dans toute l'Europe, et répandit, avec une inconcevable légèreté, des richesses si nécessaires dans l'intérieur de la France.

Lors du démembrement de la Pologne, la Russie fit sentir toute sa prépondérance aux

¹ Kaiserling avait élevé Stanislas Poniatowsky au trône de Pologne, où Repnin régnait à sa place.

autres puissances du premier ordre, qui entrèrent dans le partage. Elles ne purent maintenir la part qui leur était échue, qu'en suivant le principe des Russes, adopté ensuite par les auteurs de la révolution française. D'après ce principe, le droit n'est qu'une convention arbitraire, et la possession n'est valable qu'autant que l'agresseur est le plus faible : d'ailleurs, si la Pologne subit le joug de la Russie, si elle fut traitée avec plus de dureté qu'un pays de conquête¹, c'est à sa propre constitution, et à l'usurpation de quelques familles qu'elle doit son avilissement et son oppression.

Au milieu du seizième siècle, Sigismond Auguste avait accordé à la noblesse polonaise quatre prérogatives, qu'il faut regarder comme un présent très-funeste. L'expérience a prouvé combien les deux premiers privilèges furent

¹ Rulhières, *Histoire de l'anarchie de Pologne*, trois vol. in-8°, malgré l'imperfection de son ouvrage, sert ici de source principale. (On trouve un bon jugement sur l'histoire de Rulhières, dans Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, t. V. page 423.)

On pourrait consulter, outre Rulhières : Coxe, Wraxall, et surtout *Facts relative to the dismemberment of Poland*, qui se trouvent en entier dans *History of Poland to the commencement of the year 1795*. London, 1795, in-8°; ensuite *Life of Catharine II, empress of Russia*, troisième édit., trois vol., 1799, London.

pernicieux¹ ; le troisième, par ce fameux *liberum veto*, où l'opposition d'un seul Polonais arrête le décret de toute la diète, devint la cause de bien des malheurs². Le quatrième, s'il n'empêcha pas entièrement la civilisation du pays, la retarda du moins beaucoup³. Les Polonais n'avaient jamais possédé ni un gouvernement ni une armée, ni une administration. Les puissances étrangères, depuis un siècle, avaient disposé, soit par l'argent, soit par la force, de l'élection des rois; mais jamais la Pologne n'avait été traitée si durement pendant la paix que par la Prusse et la Russie. Immédiatement après l'avènement de Catherine II au trône, cet empire ne se contenta pas de déposséder le prince Charles de Saxe, en bannissant Biron⁴, nommé duc de Courlande, avec l'approbation de l'impératrice Élisabeth et de la république polonaise; mais la

¹ 1° Le royaume est électif. On ne nomme jamais pendant la vie du roi son successeur au trône.

² 2° Dès que le roi agit contre les lois ou viole les privilèges de la nation, elle n'est plus tenue à son serment.

³ 3° Tous les deux ans il doit y avoir des diètes générales. En vertu du *liberum veto*, une seule voix arrête toutes les délibérations.

⁴ 4° A l'élection du roi, la noblesse seule a une voix, mais qui est accordée à tout individu parmi elle.

⁵ 5° Pierre III rappela Biron de Sibérie, Catherine II le rétablit dans son duché sans consulter les Polonais.

même armée, qui vit la Courlande occupée au nom de Biron, entra dans la Pologne et menaça Varsovie. Tout cela se fit sous prétexte que le roi ne savait pas maintenir l'ordre, et que l'impératrice sentait l'obligation de soutenir le parti Czartorinsky contre le parti Radzivil.

Le roi prit la fuite ; on attendait les Russes d'un jour à l'autre, à Varsovie. Les Prussiens, postés de l'autre côté de la Pologne, pénétrèrent¹ dans ce pays, et y exercèrent une juridiction tout-à-fait arbitraire. Les Polonais s'adressaient-ils au ministre de Prusse, à Varsovie, il n'était pas visible ; allaient-ils jusqu'à Frédéric, il avait l'air d'ignorer les excès de ses fonctionnaires ; forcé enfin par les importunités et craignant sans doute une responsabilité trop pesante en Europe, le roi donna, il est vrai, à la prière des malheureux Polonais, l'ordre à ses officiers de ne pas s'arroger le droit de juger et d'exécuter à la fois sur un territoire étranger ; mais ces mêmes officiers, trop bien

¹ Les Prussiens palliaient cette invasion tantôt par le désir qu'ils avaient de ramener leurs sujets réfugiés en Pologne, tantôt par leur obligation de faire payer aux seigneurs justiciers les dettes contractées envers les paysans polonais, qui s'étaient mis sous leur protection ; les officiers se permettaient à cette occasion les injustices les plus criantes ; ils s'élevaient en juges, et exécutaient en même temps leurs sentences.

instruits des secrètes volontés de leur souverain , déclarèrent qu'ils n'avaient pas d'ordres directs à recevoir du roi , qu'ils n'obéissaient qu'à leurs généraux. Le roi de Pologne lui-même , Frédéric Auguste , ne voyait plus personne ; son ministre Brühl était , disait-il , chargé des affaires de la Saxe , et celles de la Pologne ne le regardaient en aucune manière.

Une alliance étroite existait entre la France et l'Autriche. Frédéric II, sans alliés à cette époque , chercha à conserver l'amitié de la Russie ; il sacrifia la malheureuse Pologne à ses rapports politiques. Aussi personne ne s'opposait réellement aux vues de la cour de Saint-Pétersbourg. Lorsque Auguste mourut , le 5 octobre 1763 , l'impératrice de Russie résolut d'élever sur le trône vacant son ancien favori , Stanislas Poniatowsky , homme sans talent , et dont la famille et le parti n'avaient ni crédit ni puissance.

Par une déclaration du 16 mars 1764 , les cours de Vienne et de Versailles abandonnèrent l'élection à la czarine ¹ , et par un traité du 11 avril suivant ² , le roi de Prusse em-

¹ Le marquis de Paulmy , ambassadeur de France à Varsovie , déclara à la diète que Louis XV ne se mêlerait pas de l'élection.

² Frédéric II avait envoyé le comte de Solms à Saint-Pé-

brassa sans restriction les projets de Catherine. Les Czartorinsky, désirant voir leur parent Stanislas sur le trône, ne pouvaient pas tenir tête au parti des Radzivil ; les Russes leur prêtèrent secours ; ils occupèrent Varsovie, éloignèrent le vieux maréchal, qui n'entrait pas dans leurs vues, et mirent un Czartorinsky à sa place ; ils dépouillèrent ensuite le connétable de sa dignité pour la donner à un autre membre de la famille qu'ils favorisaient. Cent vingt mille Russes ayant pénétré en Lithuanie, Radzivil, Branicky et leur parti commencèrent une guerre en règle ¹. Radzivil fut vaincu après un combat opiniâtre, et Branicky ne put se soutenir plus long-temps. La crainte qu'on avait de la Russie décida enfin les Polonais à élire Stanislas Poniatowsky, le 6 septembre 1764, presque à l'unanimité. Si l'on espérait, par cette élection commandée, sortir de la tu-

tersbourg, pour conclure le traité défensif et offensif entre la Prusse et la Russie. On ajouta à ce traité les clauses suivantes : « les deux contractants ne souffriront jamais que la constitution polonaise soit changée (pour éterniser l'anarchie) ; et ils ne reconnaîtront pas de roi héréditaire. » On avait décidé que Stanislas Poniatowsky serait élu roi.

¹ Rulhières, *Anarchie de la Pologne*, vol. II, rapporte, avec les plus grands détails, les bassesses dont le parti russe, ainsi que les Potocky, les Radzivil et les Branicky se rendirent coupables.

telle onéreuse des Russes , on reconnut bientôt que c'était une erreur. Repnin alla bien plus loin dans ses prétentions que Kaiserling. Il ne manqua pas d'occasions pour montrer dans ce malheureux pays son esprit dominateur. Les troupes russes y demeurèrent ; on fit une nouvelle ligne de démarcation au grand préjudice de la Pologne. On proposa une alliance offensive et défensive qui rendait la perte de ce royaume inévitable. Enfin l'impératrice prit les dissidents sous sa protection. Cette tolérance prétendue , et surtout l'empressement de la Russie à soutenir l'Église grecque en Pologne ne fit illusion à personne ; car il était facile de concevoir que les Russes ne prenaient le parti des dissidents , que pour pouvoir se mêler plus déceimment des affaires les plus secrètes de la république. Le nouveau roi devait être l'organe des étrangers à la diète ; méprisé des Polonais , comme créature russe , il ne put et ne voulut pas se soumettre sans restriction aux ordres de la Russie , contraires à la constitution. Cette puissance ne garda donc bientôt plus de mesures envers lui. Repnin traita le faible Stanislas sans aucun égard , et même avec violence ; il l'offensa à dessein et alla jusqu'à chercher l'occasion de

lui montrer du mépris ¹. Catherine se faisait elle-même un plaisir d'humilier son ancien favori. La confusion fut donc plus grande que jamais en Pologne. La nation, offensée dès long-temps par les Russes, se vit encore excitée par le fanatisme, et le prétexte de la religion prêta de nouvelles armes à leurs funestes scissions, filles de l'ambition et de l'avidité².

L'animosité contre la Russie étant montée au plus haut degré, on convoqua en 1766 une diète pour décider la cause des dissidents. Tous les ministres des puissances, dont ces derniers avaient réclamé le secours, y firent des représentations pressantes en faveur de

¹ Repnin était le neveu et le favori de Panin, à qui Catherine II confiait la direction de son cabinet. Stanislas, il est vrai, ne se faisait nullement respecter; sa légèreté ne connaissait pas de bornes. Wraxall (du reste, mauvaise source), *Memoirs*, tome II, page 45, rapporte à ce sujet plusieurs anecdotes.

² Les dissidents, c'est-à-dire les protestants et les Grecs, avaient fini, dans le seizième siècle, par se faire tolérer en Pologne, et même par avoir part au gouvernement. La paix d'Oliva, de 1660, assura leurs droits; en 1733, on les exclut entièrement des diètes. Dès-lors les troubles augmentaient de jour en jour; on leur opposa enfin une nouvelle loi, par laquelle les dissidents qui s'adresseraient aux puissances étrangères, pour faire maintenir les droits de leur religion, seraient déclarés coupables de haute-trahison. Les Grecs recoururent à la Russie, qui avait entretenu avec soin ce différent; les protestants demandèrent l'intervention de la Prusse, du Danemarck et de l'Angleterre, comme garants du traité d'Oliva.

l'Eglise grecque et des protestants. Le prince Repnin demanda non-seulement que ces dissidents fussent tolérés, mais encore qu'on les admît aux charges publiques. Le roi et ses partisans ainsi que le primat, archevêque de Gnesne, voyant qu'ils ne pouvaient ni maintenir leurs mesures sévères, ni éluder les demandes des quatre puissances, le déclarèrent à la diète, et irritèrent par cette déclaration les évêques fanatiques. Ceux-ci, non contents d'attaquer le roi et le primat dans des libelles, formèrent même des confédérations armées. Radzivil, absent jusqu'alors, revint en Pologne. Les dissidents prirent les armes; le sang coulait de tous côtés, et le roi, opposé depuis long-temps aux Russes, recourut alors à leur assistance.

Les troupes russes occupaient Varsovie, lorsque Stanislas convoqua une diète extraordinaire, en 1767. On menaça les confédérés d'employer la force pour les soumettre; mais les Polonais montrèrent de l'énergie et ne fléchirent que le 15 octobre ¹. Repnin fit alors

¹ Igelström, colonel russe, arrêta l'évêque de Cracovie à la table du comte de Minischeck, le même jour qu'il avait parlé avec violence contre le roi, le primat, les Russes et les dissidents. L'évêque de Kiew, les voyvodes de Cracovie, de Dolin et plusieurs nobles partagèrent son sort. On devait aussi arrêter l'évêque de Caminieck, mais il échappa et fonda la ligue que Pulawsky fit connaître trop tôt. La diète força le roi de

arrêter et transporter en Sibérie ceux qui s'élevaient violemment contre la réception des dissidents à la diète. Après l'éloignement des chefs de l'opposition, il ordonna aux autres d'approuver un décret contre lequel ils avaient d'abord unanimement protesté ; et quand ces affaires furent terminées, les troupes russes demeurèrent en Pologne. Repnin dirigea tout en roi à Varsovie ; les puissances de l'Europe le souffrirent, parce que la Prusse avait besoin d'être bien avec la Russie, et que l'Angleterre avait été gagnée par un traité qui lui promettait de grands avantages commerciaux. Les Français seuls cherchèrent à susciter les Turcs, fournirent de l'argent aux Polonais, et les engagèrent à fomentier de nouveaux troubles. Les Polonais fanatiques ou mécontents, excités par Krasinsky, Pulawsky, Potocky et d'autres, formèrent des confédérations, et ayant rassemblé un grand nombre de leurs partisans à Bar ¹, ils prirent Cracovie et y

Pologne de demander à Repnin la liberté de ces prisonniers ; mais celui-ci ne fit pas attention à ses représentations, et ils restèrent pendant six ans en Sibérie. Repnin, dans un acte mémorable, revêtu de sa signature, déclara à la diète que pour maintenir la liberté, il avait détruit la licence.

¹ Bar est un petit bourg en Podolie, à 5 lieues de Camienieck. Les Polonais mécontents s'y réunirent à la fin de février 1768.

établirent la république. Les troupes régulières des Russes demeurèrent naturellement toujours supérieures aux troupes indisciplinées des Polonais et vengèrent par des crimes les atrocités auxquelles on s'était porté envers eux.

Admettons que le manifeste affreux de l'impératrice aux cosaques saporogiques ait été fabriqué par des ennemis des Russes ¹, il n'est pas moins vrai que ces cosaques agirent tout-à-fait dans le sens du manifeste. Les Turcs, à l'instigation des Français, s'armaient enfin contre la Russie, il ne leur manquait qu'une raison plausible pour faire la guerre; ils crurent la trouver lorsque les Russes poursuivirent les Polonais fuyards au-delà de la frontière turque, et brûlèrent la petite ville de Balter.

Cependant l'inhabilité des Musulmans fit échouer les desseins de la politique française; de grosses sommes d'argent furent vainement dépensées; la guerre éclata, il est vrai, mais elle prit une tout autre tournure que celle qu'en espéraient ceux qui l'avaient suscitée.

II. — Lorsque les Turcs eurent déclaré la

¹ Le manifeste est du 20 juin 1768, et se trouve dans les *Manifestes de la république confédérée de Pologne*, du 15 novembre 1769, 1770; les cosaques y sont appelés (page 261) pour extirper et abattre, avec l'aide de Dieu, tous les Polonais et les juifs blasphémateurs de notre sainte religion.

guerre à la Russie, la Pologne se trouva quelque temps plus libre; car les armées de la czarine avaient passé le Danube et étaient entrées dans la Valachie et la Moldavie. Le ministre russe mit tout en œuvre pour exciter les Grecs à une révolte. Les Français au contraire donnèrent des subsides réguliers¹ aux Polonais confédérés; Dumouriez, devenu si célèbre depuis, les dirigeait par ses conseils.

Tandis que ce général obtenait en France qu'on fournît aux Polonais de l'argent, des officiers et tout ce qu'il leur fallait, Joseph II, alors co-régent momentanément, avec sa mère²,

¹ Les Français donnaient aux Polonais confédérés six mille ducats de subsides par mois. L'habile et éloquent général Mokronofsky offrait au duc de Choiseul de faire adopter la confédération à toute la Pologne, s'il donnait deux millions de francs, et reconnaissait le comte de Vilheorsky comme ministre de la confédération de Bar à Paris. Choiseul y était disposé, mais la cour de Vienne ne goûta pas ce projet, et l'en dissuada.

² Marie-Thérèse avait d'abord confié à Joseph II, nommé co-régent, toutes les affaires, mais voyant combien il était pour la guerre et pour des mesures promptes, elle reprit avec son ministre l'administration, et ne laissa à son fils que les affaires militaires et le commandement de l'armée.

Quant au démembrement de la Pologne, Caraccioli, *Vie de Joseph II*, dit de l'impératrice : « Ce qu'il y a de sûr, c'est que Marie-Thérèse, vivement sollicitée par son fils de prendre part au partage, ne le fit qu'avec la plus profonde douleur, et qu'après avoir consulté Rome et les plus savants juricons-

leur accorda la permission de se rassembler sur son territoire en Hongrie, et d'entrer dans la Pologne. Frédéric II fit, avec sa finesse ordinaire, le négociateur auprès des deux partis. L'empereur et le roi eurent alors deux entrevues, la première au mois d'Août 1769, où Joseph fit une visite au roi de Prusse, à Neisse; l'autre au mois de septembre 1770, à Neustadt en Moravie, où Frédéric visita l'empereur à son tour. Dans la dernière entrevue, la question du démembrement de la Pologne fut agitée. Un mois après, Catherine consentit vraisemblablement au partage; c'est le prince Henri qui lui fit prendre cette résolution, en lui représentant ¹ que c'était le seul moyen d'em-

« sultes, pour savoir si elle pourrait, sans blesser sa conscience et le droit des gens, participer à cette invasion. »

Rome, dans cette affaire, eut moins de scrupules que Marie-Thérèse.

¹ Le prince Henri alla, en 1770, au mois d'octobre, à Saint-Pétersbourg, y arriva le 12, et retourna à Berlin en 1771, au mois de janvier. Frédéric II, *OEuvres posthumes*, tome V, page 60, fait entendre qu'il y négocia le partage de la Pologne. Flassan, tome VI, page 84, ainsi que *Life of the empress Catharine II*, tome II, page 28, répètent le mot que Catherine doit avoir dit au prince Henri :

« J'épouvanterai la Turquie, je flatterai l'Angleterre; que la Prusse se charge de gagner l'Autriche pour endormir la France. »

Les détails exacts se trouvent dans Dohm *Denkwürdigkeiten*. (Mémoires), vol. 1, pag. 483 et suiv. Il a même joint à ce volume, dans les suppléments, un article très-étendu sur

pêcher l'intervention armée entre elle et la Porte. Ainsi les Turcs furent les victimes du machiavelisme de Frédéric : ils avaient donné, en 1771 huit millions de florins pour les armements de l'Autriche ; ils apprirent bientôt après , à leur grand étonnement , que cette puissance allait tourner contre eux-mêmes ces armements qu'ils avaient payés. Lorsqu'on cherche à savoir pourquoi l'Autriche agissait de la sorte , pourquoi Frédéric et Joseph , qui ne s'entendaient du reste nullement , se rapprochèrent ainsi l'un de l'autre ; lorsqu'on veut admirer la politique du roi de Prusse , dont les actes n'étaient déterminés , ni par une affection ni par une aversion personnelle , on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur la marche de la guerre entre la Porte et la Russie.

Les généraux de Catherine gagnent sur le Pruth une bataille qui eut d'immenses résultats. Bender et Chotzym furent pris, le pays des Tartares Nogaïs occupé jusqu'à la Crimée ; Otschakof et tout le Budschack conquis, la Bessarabie enlevée ; et les provinces de Moldavie et de Valachie rendirent hommage à la czarine par des députations.

le premier partage de la Pologne et la part que Frédéric prit à cette affaire.

Cependant une flotte russe se montre dans la mer Noire, une autre entre dans la Méditerranée. Les Grecs se soulèvent dans les îles, en Épire et en Morée. Ali, bey de l'Égypte, lève l'étendard de la révolte et se met sous la protection des Russes¹. Les descentes des Grecs en Syrie et sur les côtes de l'Asie mineure furent puissamment favorisées. Alors Alexandre Orloff, avec toute la pompe des anciens rois de l'Asie, donna des lois, au nom de sa souveraine, des côtes de l'Italie jusqu'aux rivages de la mer Noire².

Enfin, le 6 juillet 1770, le lendemain d'un combat naval près de Scio, où la victoire était restée indécise, la flotte russe, dirigée par des amiraux anglais et commandée par Spiridoff, brûla et détruisit, dans la baie de Tchesmé, la flotte innombrable des Ottomans. En vain les Turcs, au commencement de l'année suivante, remportèrent-ils quelques avantages dans la Valachie³; en vain firent-ils attaquer

¹ Orloff députa Plestchejeff à Ali bey en Égypte. Cet envoyé a fait un rapport détaillé de sa mission; on le trouve dans les *Variétés de littérature*, vol. ix, pag. 477.

² Orloff et ses officiers sont bien dépeints dans *the Life of the empress Catharina II*, vol. I, pag. 49.

³ Les Polonais confédérés eurent alors tellement le dessus, qu'ils prononcèrent la déchéance de Stanislas, et qu'ils lui

les Russes par les Tartares de la Crimée, leurs succès furent momentanés, ils perdirent bientôt trois nouvelles batailles. Romanzoff prit ses quartiers d'hiver dans la Moldavie et la Valachie. Les Tartares de la Crimée furent poursuivis par Dolgoroucky ¹ jusque dans leur pays fortifié, le kan en fut chassé et la Crimée occupée.

Immédiatement après, les Russes donnèrent aux Tartares un nouveau souverain. Ce kan se déclara indépendant de la Turquie; mais au congrès de Fokschiani, tenu le 2 août 1772, par la médiation de l'Autriche et de la Prusse, Catherine demanda aux Turcs de reconnaître solennellement que les Tartares étaient les tributaires de la Russie. Ce congrès n'eut aucun résultat; de nouvelles négociations s'entamèrent à Bucharest. Les Turcs furent contraints de céder. Le démembrement de la Pologne était résolu entre la czarine et les médiateurs. La France seule aurait pu et dû mettre obstacle à cet injuste partage; mais les affaires extérieures de ce royaume étaient alors diri-

en firent intimer le décret dans sa résidence. Le 3 septembre 1771, ils l'auraient presque enlevé de Varsovie, si Lukawsky, Stravensky et Kosinsky fussent restés en aussi bonne intelligence après cette entreprise, qu'ils l'avaient été avant.

¹ On donna à Dolgoroucky le titre honorifique de Crimsky.

gées par le duc d'Aiguillon, qui s'occupait plutôt de lui-même que de l'État.

Marie-Thérèse, la seule qui, parmi les souveraines du temps moderne, n'oublia point sa dignité de femme sur le trône, qui, comme épouse et comme veuve, honora son sexe et illustra son règne en soumettant la politique à la morale et à la religion, céda à la volonté de son fils et de Kaunitz qui voulait plaire à ce dernier. Elle consentit au dépouillement du prince voisin sans l'approuver au fond de son ame. Avant que la résolution des trois puissances transpirât, des troupes prussiennes, russes et autrichiennes entrèrent en Pologne, et l'empereur occupa, comme sa propriété, le Palatinat Zips, jadis engagé, par les Hongrois, à la Pologne. Le système de l'Europe, le bon ou le mauvais droit, l'équité et le sort futur de la nation polonaise, embarrassèrent bien moins les trois puissances, que la difficulté de concilier leurs intérêts personnels. La Russie et la Prusse s'entendirent les premières; la dernière eut en partage Pomerelle, dans la Grande-Pologne, situé au-delà du fleuve Netze, l'évêché d'Ermeland, les Palatinats de Marienbourg et de Culm, les districts les plus beaux et les plus peuplés de la Pologne, mais il lui fallut re-

noncer à ses prétentions sur Dantzick et Thorn.

La Russie et la Prusse s'étant accordées, le 12 février 1772, sur leur part au butin, les traités furent signés le 17 et le 19 février. La Prusse s'engagea alors ¹ à décider l'Autriche à un accommodement; il s'écoula encore quelques mois avant que le pacte définitif, surtout entre l'Autriche et la Russie, fût ratifié, et on ne termina le traité de partage que le 5 août, à Saint-Pétersbourg².

Trois armées, chacune de dix mille hommes, occupaient la Pologne; les généraux demandèrent aux États, assemblés à Varsovie, la cession des provinces envahies, et, le 18 septembre, parut un manifeste bienveillant

¹ On trouve les notions et les détails sur ces traités dans Manso, *Histoire de l'état de Prusse*, depuis la paix de Hubertsbourg, jusqu'au deuxième traité de Paris, vol. 1, pag. 30 et suivantes.

² Herzberg, *Recueil*, tom. 1, pag. 385, rapporte l'acte de partage; et donne de plus le mémoire qu'il avait fait sur le droit supposé du roi de Prusse, au port de Dantzick, et aux bouches de la Vistule. Dohm présente parfaitement la nature du partage en ces mots : La Russie eut la plus grande part, mais la moins peuplée et la moins fertile; l'Autriche, la plus fertile et la plus productive; la Prusse la plus petite, mais la plus peuplée et la plus importante. La Pologne perdit cinq millions d'habitants : la Russie en eut un million cinq cent mille; l'Autriche, deux millions cinq cent mille, et la Prusse, huit cent soixante mille.

Manso, pag. 33 et 37, nous raconte les moyens que Frédéric employa pour augmenter sa part.

des trois monarques, qui justifiait leurs intentions et défendait leurs droits sur la Pologne. Stackelberg, ministre russe à Varsovie, présenta, avec le traité, une proposition concernant les changements dans la constitution polonaise, nécessités par le partage¹; on ne détacha pas seulement de force des provinces entières de la Pologne, mais on demanda même au roi et aux États qu'ils confirmassent le traité des trois puissances. Cette conduite exaspéra tous les esprits, et ni l'argent ni les menées ne purent assembler une diète suivant les formes ordinaires. Le roi se vit alors obligé d'organiser une confédération générale pour pouvoir nommer des commissaires qui examinassent les propositions. Cette diète s'assembla le 19 avril 1773; ni les menaces des trois cabinets, ni la barbarie exercée dans les provinces limitrophes, ne purent décider ses membres à donner leur assentiment aux projets qu'on leur présentait. Il fut nommé, au

¹ La Pologne avait perdu la meilleure part de ses revenus, et cependant les trois puissances demandèrent à la nation de pourvoir à l'entretien du roi qui par le partage avait été dépouillé de tous ses domaines et du tiers de ses revenus. Elles exigèrent en outre qu'elle établît un fonds assuré pour entretenir trente mille soldats.

Par manque d'argent, presque toutes les troupes, à l'exception de la garde, avaient été réformées.

mois de mai, un comité qui, n'osant autoriser l'injustice, négocia jusqu'au mois de septembre. Les plus forts l'emportèrent enfin sur les opprimés, et le comité signa le décret que personne n'approuva, mais qui ne s'en exécuta pas moins. La diète, il est vrai, ne le confirma que le 13 avril 1775.

La demande la plus dure était contenue dans la note présentée, le 13 septembre 1773, par les ambassadeurs des trois cours. D'après cette note la constitution ancienne devait être maintenue, sauf quelques changements qui rendaient toute amélioration impossible¹. On donna encore plus d'influence à la noblesse; on lui laissa le *liberum veto*, et on restreignit considérablement le pouvoir royal. Toute l'Europe retentit des justes plaintes des Polonais. On reconnut alors que la politique et la morale devaient dès ce moment être séparées pour toujours l'une de l'autre. La con-

¹ 1°. La Pologne restera à jamais un royaume électif.

2° Aucun étranger ne sera plus élu roi.

3° Le gouvernement Polonais demeurera toujours libre, indépendant et républicain.

4° La nature du gouvernement Polonais constitue la balance entre le roi, le sénat et la noblesse. La dernière, jusqu'alors tout-à-fait exclue de l'administration dans l'intervalle des diètes, y aura sa part. — Le pouvoir exécutif sera confié à un conseil permanent, composé du roi, des sénateurs et de la noblesse.

fiance des peuples européens, en une balance supposée de l'Europe, fut perdue à jamais, et la loi du plus fort reçut une sanction solennelle¹.

Dantzick et Thorn éprouvèrent bien des vexations de la part de la Prusse; l'Autriche semblait vouloir s'arroger de nouveaux droits, lorsque Catherine, après avoir étouffé la rébellion de Pugatscheff² et fait la paix avec les Turcs à Cuttschuck, Cainardschi, en Bulgarie, au mois de Juillet 1774³, arrêta toutes les prétentions ultérieures. La Pologne jouit alors, jusqu'en 1778, d'un calme assez constant. A cette époque, la Russie et l'Autriche s'enga-

¹ La Pologne, comme on sait, était alors dans un état déplorable, et le faible roi ne gardait que l'ombre du pouvoir. On apprend d'ailleurs de *Wrazall memoirs*, qu'en 1777 tout le monde prévoyait la dissolution de ce malheureux royaume.

² Pugatscheff joua son rôle en 1773; au commencement de l'année 1774 tout avait éclaté. Au mois de septembre, il fut transporté à Moscou, et exécuté en 1775, au mois de janvier.

³ Les malheureux Grecs, qui ne s'étaient soulevés que dans l'espoir d'être soutenus par la Russie, furent abandonnés à leur mauvaise fortune. Cette paix assura aux Russés le passage des Dardanelles, et le droit de navigation dans la mer noire et dans toutes les mers de l'empire Ottoman. Ils conservèrent Azow, Taganrock, Kertsch et Kinburn, mais rendirent les autres conquêtes. L'indépendance de la Crimée était un article principal de ce traité. La Porte, en donnant une somme d'argent peu considérable à la Russie, lui céda le pays littoral de la mer noire, entre le Bog et le Boristhène.

gèrent dans une nouvelle guerre contre la Turquie. Frédéric Guillaume II voyant avec inquiétude l'agrandissement de ses voisins, déjà si puissants, désirait empêcher l'oppression des Turcs. Pour effectuer ce projet, il fallait exciter les Polonais à refuser avec fermeté l'alliance étroite que la Russie leur proposait. La Prusse consentit que la diète abolît la constitution passée de force en 1775, qu'elle demandât l'éloignement des troupes russes, et qu'elle proposât même une réforme de l'ancienne constitution ¹.

Frédéric Guillaume ne s'en tint pas à ces démarches, il se lia étroitement avec les Polonais; la Prusse et la Pologne ayant conclu, signé et ratifié un traité offensif et défensif, le 29 mars 1790, Potocky et l'évêque de Camienieck firent le plan de reformer l'ancienne constitution. Comme on sentait que la Pologne, en qualité de royaume électif, serait toujours exposée aux corruptions et aux menaces des étrangers, on voulait en faire un état héréditaire et assurer la couronne, avec l'assentiment des assemblées provinciales, à l'ex-

¹ On reconnaît l'intervention des Prussiens à la note de M. de Buchholz du 19 novembre 1778, et à la réponse des États du 8 décembre.

ception de celle de Volhynie, à la Saxe, ce qui du reste était contraire aux *pactes convenus*. Les Polonais favorisaient la réforme de leur constitution; encouragés par la révolution française, ils s'engagèrent, le 3 mai 1791, en présence du roi et dans son palais, à effectuer ce changement à la diète prochaine. Les enthousiastes, à l'instar de ceux qui détruisirent en France, dans une nuit, tous les droits de la féodalité avant d'en avoir mûri les suites, firent passer en Pologne pour ainsi dire de force la nouvelle constitution¹, et malgré toutes les réclamations de la minorité de la nation, elle fut acceptée le jour même qu'on la proposa. Les dix-huit députés de la noblesse, ayant refusé de la reconnaître, protestèrent dès les lendemain.

Les puissances limitrophes, qui détestaient au-delà de toute expression l'assemblée nationale en France, et qui craignaient d'en voir

¹ On lit les articles principaux de cette constitution dans Manso, *Geschichte des preussischen Staats*. (Histoire de l'état de Prusse), volume 1, pages 313-316. Il faut comparer avec cela toute la fin du 1^{er} volume, où l'histoire est présentée sous un tout autre point de vue. On trouve d'ailleurs la constitution en entier dans la *Gazette de Leyde*, et dans tous les grands journaux du temps. La critique n'est pas ici à sa place, et me semble inutile puisque toute constitution ne peut être jugée que par l'expérience, ou par le philosophe qui ne s'attache qu'aux principes.

renouveler ailleurs les scènes effrayantes , trouvèrent dans la protestation des nobles un prétexte assez plausible pour s'immiscer dans les affaires de la Pologne. Le roi de Prusse ne déclara pas seulement à la diète, par son ministre, qu'il donnait son assentiment à tout ce que les Polonais venaient de faire , et surtout à l'élection de la maison de Saxe , il écrivit même le 23 mai 1791 une lettre autographe au roi Stanislas. Le député Russe Bulgakoff avait présenté le 18 mai une déclaration très-violente où il fit valoir la caution de son impératrice pour l'ancienne constitution ¹, et où il annonça l'entrée des troupes russes en Pologne. Il aurait fallu , dans ces circonstances , un homme énergique à la tête des affaires. Tant qu'il ne s'agissait que de parler ou d'écrire , Stanislas était adroit et habile , mais aussitôt qu'il fallait agir , il montrait son caractère faible et pusillanime. Les Polonais avaient compté sur l'assistance de la Prusse ; mais ils ne furent pas long-temps sans reconnaître

¹ Dans cette fatale scission , il y avait bien des Polonais qui invoquaient l'appui des Russes. On publia le 14 mai , à Saint-Pétersbourg , une protestation signée par Branicky, Felix Potocky , Rzewusky , et d'autres qui se trouvaient alors dans la capitale de la Russie. Une confédération à Targowicz fournit aux Russes une raison plausible d'occuper la Pologne.

combien ils avaient été trompés, lorsque la Russie se mit en devoir d'en venir à des voies violentes.

La Prusse, sur le point de faire la guerre à la France, chercha un misérable subterfuge pour ne pas fournir aux Polonais les secours promis, et déclara, le 8 juin 1792, qu'elle n'assisterait pas la république de Pologne, parce qu'elle avait fait un traité avec les Polonais de l'ancien régime, et que ce traité n'avait pas été renouvelé depuis la révolution. Le roi de Prusse montra dans la même réponse sa méfiance contre la nouvelle constitution, et offrit d'une manière équivoque sa médiation entre la Pologne, la Russie et l'Autriche. Les Polonais rassemblèrent enfin une armée, mais ils en donnèrent le commandement au prince Joseph Poniatowsky, qui montra dans cette campagne toute sa lâcheté et toute son impéritie. Un seul homme, Thæddæus Kosziusko¹, se distingua par ses exploits; mais il ne put sauver un pays qui se trahissait lui-même.

Pendant toute l'année 1792, la Pologne attaquée sur tous les points devint le théâtre du plus affreux carnage et de toutes les horreurs. Le dénouement de cet horrible drame

¹ Ou plutôt Kotschiesky.

fut un nouveau partage. Les premiers seigneurs du royaume, Branicky, Rzewusky et surtout Felix Potocky s'étaient vendus à la Russie. Alors, avec la même légèreté qu'il avait signé la réforme, le roi déclara à la diète que la nouvelle constitution était nulle, et que l'ancienne était rétablie. Le maréchal de la diète et quatre mille nobles protestèrent contre ce décret; mais ni la lâcheté du roi ni la guerre imprudente des amis de la patrie ne purent changer la résolution des cabinets russe et autrichien, qui venaient enfin de s'entendre avec la Prusse sur la cession de Dantzick et de Thorn.

Le 6 janvier 1793, la cour de Berlin donna un manifeste; elle y annonçait l'entrée des troupes commandées par Moellendorf, et donnait, pour raison de cette mesure, la propagation des principes démocratiques français. Le 24, les Prussiens étaient à Thorn. Les confédérés de Grodno, assemblés par l'influence russe, protestèrent, le 3 février, contre la violence de son allié, ce qui n'empêcha pas la Prusse de donner, le 24 du même mois, un nouveau manifeste sur l'occupation de Dantzick.

L'Autriche s'était déclarée, le 14 février, contre tous ceux qui s'opposeraient aux vues

de la Russie. Elles furent publiées dans un ukase sur le nouveau partage des provinces polonaises entre les trois puissances. Cet ukase devait être lu le 27 mars dans toutes les églises de la Pologne. Catherine se déclarait sur sa part, ainsi que le roi de Prusse l'avait fait le 25 du même mois. Le 9 avril, le ministre russe adressa une nouvelle note très-sévère aux confédérés de Grodno, où il exposa les dangers que les États d'Europe couraient par les clubs et les principes de liberté répandus en Pologne, et où il démontra la nécessité de démembrement un État basé sur des fondements dangereux.

Les confédérés s'élevèrent, le 28 avril, contre les principes des trois puissances, avec la même force qu'elles s'étaient élevées elles-mêmes contre les principes de la nation polonaise; mais, en attendant, les Russes dominaient à Varsovie, et les confédérés étaient de toutes parts pressés de reconnaître le nouveau partage, comme ils avaient signé le précédent. La malheureuse Pologne, inondée de soldats russes et prussiens, demeurait exposée aux maux d'une guerre intestine et aux mauvais traitements des armées étrangères. La confédération de Grodno, excitée par le roi, espé-

rait, vers le mois de juin ou de juillet, obtenir quelque adoucissement, à force de sollicitations auprès de la Russie, mais cette espérance était illusoire. L'ambassadeur russe demanda positivement que le partage et le traité d'alliance et de commerce avec la Russie, qu'il présenta, fussent acceptés sans restriction. La diète refusa avec fermeté de souscrire à toutes les demandes qui paraissaient préjudiciables à la patrie. Alors Catherine fit pour ainsi dire formellement une déclaration de guerre et menaça la diète de séquestrer les biens et possessions de ses membres et de leurs familles, si les décrets de la Russie n'étaient pas acceptés sur-le-champ. Voyant que les menaces avaient été vaines, et que les débats se prolongeaient chaque jour avec plus d'aigreur et de vivacité, le ministre assiégea ¹ la diète, entoura de grenadiers et de canons le lieu où le roi et les députés étaient assemblés, et leur signifia que personne ne sortirait avant que les ordres ne fussent exécutés. La diète, obligée

¹ Cet *ultimatum* de M. de Sievers est conçu en ces termes : Le soussigné se voit obligé de signifier aux États de la république que pour éviter de nouveaux troubles, il a cru devoir faire ranger deux bataillons de grenadiers avec quatre canons à l'entour du château, et donner le commandement au major général Rautenfeld, chargé de s'entendre avec le maréchal de Lithuanie pour le maintien de la tranquillité.

de céder à la force , espéra pouvoir au moins négocier avec la Prusse. Mais cette puissance eut recours aux mêmes mesures que le cabinet russe avait employées ; elle fit arrêter quatre membres de l'assemblée, dont le courage, la fermeté et le patriotisme échouèrent contre la violence ¹ ; ils furent transférés sous une escorte militaire dans leurs provinces. Le château, où la diète tenait ses séances, fut cerné de canons et de soldats. Comme les Polonais ne voulaient pas continuer leurs délibérations, un général russe qui se promenait, en présence du roi, dans la salle où les députés étaient assemblés, demanda d'un ton tantôt persuasif, tantôt menaçant, qu'on reconnût le partage prussien, comme celui de la Russie. Cinq heures s'écoulèrent ainsi. Les Polonais demeuraient inébranlables et les soldats ne bougeaient pas, lorsque le député de Cracovie ² ouvrit un avis que la diète agréa ; il conseilla de protester contre la manière dont on avait extorqué leur assentiment ; mais d'écouter avec un silence morne la proposition

¹ Krasnodemesky de Liva, Szydlusky de Plock, Mikersky de Wyszogorod et Scharzynsky de Lomza, furent arrêtés à la diète.

² Le comte d'Ankwiez, député de Cracovie, était homme à faire un trafic de sa conviction, ou de ce qu'il donnait pour tel.

du maréchal et d'approuver ce qu'on ne pouvait refuser. Dès ce moment, chaque individu, ainsi que le faible roi, ne songea qu'à ses propres intérêts, et on ne délibéra guère sur la constitution et sur ce que la Russie proposa. On souscrivit à tout en masse. Le traité de commerce avec la Prusse, onéreux pour la Pologne, ou plutôt pour ce qui restait de ce misérable pays, ne fut pas ratifié immédiatement; on le laissa à la disposition du nouveau conseil permanent.

Ce partage réduisit la Pologne à un tiers de ce qu'elle avait été autrefois. L'impératrice Catherine, pour récompenser le roi de la conduite qu'il avait tenue dans les derniers temps, se déclara caution d'un emprunt de ving-sept millions de florins qui devaient payer ses dettes particulières¹, et ne répondit que de dix millions pour la république entière.

Malheureusement, l'impétuosité polonaise éclata encore une fois mal-à-propos, à la clôture de la mémorable diète de Grodno. La dernière séance du 23 au 24 novembre, prolongée jusqu'à neuf heures du matin, fut aussi

¹ Il faut remarquer qu'après le démembrement de la Pologne, tous les revenus de l'État ne montaient qu'à seize millions de florins, et qu'il ne restait au roi que deux millions de revenus par an.

orageuse que les premières, et on fournit très-imprudemment aux Russes l'occasion désirée de recourir de nouveau à des mesures violentes. On renouvela un ordre militaire institué dans la guerre contre les puissances étrangères, et supprimé par des raisons politiques à la demande de l'impératrice de Russie. Il fut reconnu de nouveau par un décret, au milieu du tumulte de l'assemblée, quoique le roi et le maréchal de la diète montrassent l'urgence de révoquer ce décret. La diète se sépara. Le conseil permanent garda l'administration, mais Catherine émit, le 24 décembre, une déclaration très-forte relativement aux dispositions qu'on venait de prendre. Le conseil permanent, pour conjurer l'orage, se permit de supprimer l'ordre et envoya une députation à Saint-Pétersbourg pour faire des excuses. Après toutes les humiliations que les Polonais venaient d'endurer et qu'ils méritaient en partie, ils eurent encore à subir l'affront de livrer à la Russie tous les actes politiques, passés depuis 1788 jusqu'en 1791, et de consentir à leur destruction.

La nation parut enfin, malheureusement trop tard, sentir sa dignité; elle s'adressa à un homme plus estimé par ses amis et ses ennemis

que ne l'était le faible et vaniteux roi, adonné aux femmes et à la déclamation. La noblesse polonaise prit de tous côtés les armes et se rassembla autour de Kosziusko, croyant reconnaître en lui un chef aussi versé dans la politique que dans l'art militaire ; il avait étudié les premiers éléments de la tactique en France, avait servi en Amérique sous Washington et s'était distingué en Pologne.

Les députés de la convention française, après lui avoir fait un accueil honorable, lui avaient promis douze millions, dans l'intention secrète de tenir ainsi le roi de Prusse éloigné de la France, et de l'occuper dans les troubles de la Pologne. Kosziusko se voyant, au mois de février 1794, à la tête des troupes polonaises, chassa six cents Russes de Cracovie, et adressa, le 24 mars, une proclamation aux Polonais. Ses liaisons avec la France l'obligèrent de proclamer la liberté générale de tous les individus ; il ne gagna personne, et il rebuta la majorité de la nation. Le paysan polonais, soit qu'il n'eût aucune idée de la liberté, soit qu'il fût encore trop peu civilisé pour s'en servir à propos, ne goûta pas ces projets d'indépendance ; d'ailleurs il n'avait pas encore l'habitude de la guerre ; non-seulement cette proclamation intempestive,

tive déplut à la noblesse riche et belliqueuse, mais encore elle donna à la czarine le moyen plausible d'excuser la conduite qu'on tint par la suite envers la Pologne; car le premier devoir des États et des individus est de songer à leur sûreté et à leur propre défense.

Depuis long-temps, tout à Varsovie s'acheminait vers une révolte. Le général russe Igelsstroem qui vit la fermentation toujours croissante, crut devoir se mettre, lui et ses soldats, à l'abri de la fureur du peuple, en faisant arrêter les patriotes qu'il connaissait. Cette arrestation fut le signal d'une sédition générale. Le 18 avril, tout le peuple de Varsovie¹ tomba les armes à la main sur les Russes et en tua plus de deux mille. Le général lui-même ne dut son salut qu'à la ruse : il s'échappa dans le camp fortifié que les Prussiens avaient près de la ville. Des troubles semblables éclatèrent à Wilna, où on se contenta de traiter les Russes

¹ Igelsstroem avait demandé la reddition de l'arsenal, on s'y était opposé opiniâtement. Kosziusko étant sorti de Cracovie avec des troupes, le 8 avril, pour se rendre à Varsovie, Igelsstroem réitéra sa demande; il maltraita le chancelier Sulkowsky qu'on lui députa, et le 17 avril six mille Russes recommencèrent les hostilités. Les Polonais ne faisaient d'abord que se défendre, et le roi même dit que ses soldats devaient venger leur honneur outragé par les Russes. Il faut considérer que la Pologne était encore à cette époque un État libre dont Igelsstroem voulait désarmer les troupes libres.

en prisonniers de guerre. Les villes de Chelm et de Lublin suivirent l'exemple de Varsovie et de Wilna. Trois régiments polonais, au service des Russes, passèrent à leurs compatriotes. Toute la Pologne était sous les armes, et le roi Stanislas se voyait pour ainsi dire dans sa capitale prisonnier de ses propres sujets.

Frédéric-Guillaume II, se détachant alors peu à peu de la ligue contre la France, penchait pour la paix et espérait peut-être effacer, par une expédition contre les Polonais rebelles, l'ignominie dont son armée s'était couverte dans la campagne contre les Français révolutionnaires. Il se mit lui-même à la tête de ses troupes. Les Prussiens prirent Cracovie, bloquèrent Varsovie, mais ils y échouèrent et furent obligés de se retirer vers la frontière de Silésie¹; les armées russes, commandées par Suwarow et Fersen, se mirent alors en marche, Kosziusko, voulant attaquer Suwarow avant qu'il n'arrivât à Varsovie, se vit arrêté, le 19 octobre, par Fersen; les deux généraux désiraient une bataille, elle fut sanglante de part et d'autre; les Polonais la perdirent

¹ Les Prussiens pour pallier leur retraite de Varsovie, invoquèrent la sédition éclatée dans le midi de la Prusse, et les progrès que l'insurrection faisait dans la partie occidentale du même royaume.

par la faute de Poninsky ; Kosziusko , blessé , tomba entre les mains des Russes. La concorde et le courage disparurent avec lui ; les Russes s'avancèrent sur Varsovie , et les généraux polonais Madalinsky et Dombrowsky se jetèrent dans la ville avec leurs troupes , tirées du midi de la Prusse.

Suwarow ayant réuni sous ses ordres les divisions des généraux Fersen , Denison , etc. , employa contre les Polonais les mêmes moyens dont il s'était servi contre les Turcs. Il prit d'assaut , le 5 novembre 1794 , après un carnage horrible , les faubourgs de Varsovie ¹ , et une capitulation lui ouvrit , le 7 , les portes de la ville. On dispersa bientôt les Polonais , qui cherchaient encore à résister. La destruction entière de la nation se justifia alors malheureusement par le principe que les Français invoquèrent plus tard pour excuser toutes les révolutions et tous les changements violents , c'est-à-dire que le salut de toute l'Europe demandait le démembrement des États isolés qui déviaient d'un système de gouvernement

¹ Les Russes donnèrent l'assaut malgré les fortifications de Prague et les cent canons qui s'y trouvaient ; ils avaient ordre de ne se servir que de la baïonnette ; ils tuèrent ensuite vingt mille hommes tant armés que sans défense. Le pillage fut aussi horrible que le carnage.

universellement adopté. La Russie et la Prusse firent le partage de la Pologne, et l'Autriche, qui n'avait envoyé pour cette expédition ni soldats ni argent, eut sa part de ce royaume enfin détruit et qui peut-être ne sortira jamais de ses ruines.

CHAPITRE III.

I. Réformes de Joseph II. — II. Révolution hollandaise. —
III. Révolution belge.

I. Joseph II était, plus qu'aucun autre souverain, supérieur à sa nation et à son siècle ; néanmoins, jamais monarque ne laissa en mourant ses peuples plus en arrière de la civilisation des autres peuples contemporains¹ ; mais c'est sans contredit à ses réformes dans l'administration et dans le gouvernement qu'il faut attribuer les changements extérieurs qui

¹ Nous avons consulté outre Pezzl, *Charakteristik Josephs des II^{ten}* (Caractéristique de Joseph II), 1790, Heinrich, vol. 8 ; Coxe, Huber, Dohm et autres sources plus connues, les anecdotes et traits caractéristiques de la vie de Joseph II, 1 vol. in-8° ; la vie de Joseph II empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, du marquis de Caraccioli, à Paris, chez Couchet, 1790, in-8°. Les derniers ouvrages méritent d'autant plus de foi, que ce sont des éloges qui conduisent l'observateur impartial à la critique.

subsistèrent même malgré la marche rétrograde que ses successeurs adoptèrent.

Nous n'examinerons pas le caractère de l'Empereur et les principes qui le dirigèrent; mais, en rapportant les faits principaux de son règne, nous démontrerons qu'il agissait toujours, même dans les intentions les plus philanthropiques, arbitrairement et d'après le principe militaire monarchique de son temps, et qu'il contribua beaucoup à affaiblir la confiance des sujets en leurs souverains¹.

Joseph n'avait montré, dans sa jeunesse, ni dispositions ni talents²; en grandissant, il prit pour modèle le grand Frédéric, sans avoir été comme lui instruit à l'école du malheur, et sans être comme lui à la tête d'un gouvernement militaire qui n'admettait pas de constitution, et dont l'aristocratie et le clergé se voyaient pour ainsi dire sans pouvoir. Dès le principe, Joseph méconnut tel-

¹ Caraccioli, dans sa préface, page ix, dit : La passion de changer et d'améliorer le poursuit au milieu des voyages, au sein des armées, jusqu'au moment de son sommeil. C'est un prince dont les actions paraissent aussi rapides que les pensées, un monarque qui semble avoir le pressentiment d'une mort prochaine, et qui se hâte de finir un ouvrage, dans la crainte de le laisser imparfait.

² Wraxall *Memoirs*, fidèle à sa profusion, s'étend beaucoup sur les premières années de Joseph II.

lement sa position qu'il conçut l'espérance de faire de la dignité impériale en Allemagne, plus qu'un simple titre; car n'osant s'abandonner entièrement à son esprit turbulent, il n'avait encore rien changé dans l'Autriche. Co-régent de sa mère, depuis 1765, il ne jouissait que d'une influence précaire dans les États héréditaires. Devenu autocrate, à la mort de son père, on le seconda d'abord dans les efforts qu'il fit pour réformer la justice de l'Empire; mais la visitation de la chambre impériale ayant duré neuf ans, les désagréments qu'il y éprouva, les résultats insignifiants qu'il obtint, et l'impossibilité de passer de la forme au fait le dégoûtèrent de nouvelles tentatives¹. Dès ce moment, il régna plus pour lui que pour les États qui composaient sous son empire la confédération germanique.

Les empereurs donnaient autrefois les bénéfices; il renouvela cette prétention depuis long-temps prescrite; il enrichit ses États héréditaires au préjudice de Salzbourg et de Passau, il disputa Ratisbonne à son évêque et même après la paix de Teschen, il manifesta

¹ Le seul résultat qu'eurent les tentatives de Joseph, fut que la chambre impériale agréa la division du sénat, et que les assesseurs, dont le nombre avait été réduit à dix-sept, fut porté de nouveau à cinquante.

de nouveau le désir d'acquérir la Bavière , en faisant entamer des négociations sur l'échange de ce pays contre les Pays-Bas de l'Autriche. Dès-lors , le lien de l'Empire fut rompu et l'on ne reconnut plus dans Joseph l'empereur d'Allemagne¹ ; il se forma même contre lui une ligue de princes patriotes, qu'il faut regarder comme une ligue des membres de la confédération allemande contre leur chef , quoi qu'en disent Dohm et Jean de Müller. Le Hanovre, la Prusse, la Saxe s'entendirent , au mois de Juillet 1785, sur les points essentiels de la réunion des princes contre les plans de Joseph ; Mayence, Deux-Ponts, Bade et Anhalt, ainsi que tous les princes séculiers un peu importants, entrèrent dans cette alliance². Faut-il donc s'étonner si l'Empereur abandonna ensuite de son côté la grande cause de la liberté

¹ Si Joseph, dans cette occasion , agit moins en empereur d'Allemagne qu'en souverain d'Autriche , il est cependant juste d'avouer qu'il se montra meilleur allemand que Frédéric II et Marie-Thérèse. Frédéric ne parlait que le français avec tous ceux qui l'entouraient et l'approchaient ; avant Joseph , l'allemand était entièrement banni des grandes sociétés de Vienne. Il ne parla et ne souffrit le français qu'en cas de besoin , mais il ne put l'emporter.

² Par égard pour la Russie, le Wurtemberg et Oldembourg n'accédèrent point à la ligue des princes ; Hesse-Darmstadt n'entra pas dans cette alliance, parce qu'il dépendait de l'Empereur d'envoyer une commission de créance dans le pays.

ecclésiastique allemande, et s'il ne voulut pas augmenter à ses dépens la puissance des archevêques¹ ?

Joseph, n'ayant pu effectuer comme Empereur une réforme selon ses principes, voulut l'exécuter ensuite comme souverain des pays héréditaires; mais il se laissa entraîner par sa vivacité et son impatience, et ne fut pas assez circonspect dans le choix de ses moyens. Comme simple co-régent de sa mère, c'est lui, et non Marie-Thérèse, qui insista pour le démembrement injuste de la Pologne²; il eut le plus grand soin de s'entourer d'une armée pour faire respecter sa volonté.

Lorsque le trône de Bavière se trouva vacant, Joseph chercha à s'enrichir au préjudice des héritiers légitimes, et on jugea avec raison qu'il se sentait disposé à renverser l'ordre

¹ Le pape avait été censé blesser les droits des archevêques en établissant, en 1785, une nonciature à Munich; les démarches à Rome ayant été infructueuses, on chercha à établir une administration ecclésiastique en Allemagne. On présenta à ce sujet, au congrès d'Ems, un projet en vingt et un articles, pour mettre ordre aux abus. Les archevêques s'étant adressés à Joseph, celui-ci ne parvint que deux ans après à renvoyer cette affaire par un décret à la diète, où elle fut naturellement oubliée.

² On voit, par les mémoires de l'abbé Georgel, tome I, pages 248-49, que Marie-Thérèse n'approuva point le démembrement de la Pologne.

des choses d'une manière violente et arbitraire. La branche de Bavière, de la famille de Wittelsbach, s'éteignit le 30 décembre 1777 par la mort de Maximilien-Joseph. Charles-Théodore du Palatinat, n'ayant point d'enfants légitimes¹, fut gagné par les persuasions des ecclésiastiques et par la promesse que l'Autriche lui fit d'établir ses enfants naturels; il consentit que la cour de Vienne occupât une partie considérable de la Bavière sur un titre prétendu et contre les lois de la bulle d'or². L'ordre de la Toison servit à récompenser Charles-Théodore; il aurait fallu avoir le consentement du plus proche héritier du duc de Deux-Ponts, mais Joseph ne s'en inquiéta pas, et

¹ Nous renvoyons à Manso, tome I, page 45 et suiv., pour les actes et les détails de cette histoire.

² Caraccioli, *Vie de Joseph II*, page 87, se tire ainsi de l'affaire : « La cour de Vienne s'empessa de faire connaître ses titres de réversion, appartenant à la cour de Bohême. Il y eut à ce sujet un manifeste daté de Ratisbonne, dans lequel on exposait solidement les droits de la maison d'Autriche, pour revendiquer des fiefs, dont la possession lui fut assurée par l'empereur Mathias, en 1614, et confirmée par ses successeurs. Les troupes autrichiennes se répandirent en conséquence dans la Bavière, et la prestation de l'hommage par les vassaux du pays de Straubing eut lieu avec tout l'éclat que requièrent ces actes de souveraineté. On vit le commissaire impérial, la tête couverte, assis sous un dais, recevoir le serment des Bavaois, qui se présentèrent dans la salle préparée pour cette imposante cérémonie. On se mit pareillement en possession du baillage d'Obernberg, situé sur l'Inn.

fit occuper aussitôt par des troupes autrichiennes les districts réclamés. Le duc de Deux-Ponts, trop faible pour maintenir ses droits les armes à la main, fut sur le point de signer une convention avec l'Empereur, lorsque la Prusse, se mêlant de l'affaire, empêcha le duc de souscrire au démembrement de son héritage, lui assura son secours et demanda, de concert avec la Saxe, que les troupes autrichiennes évacuassent la Bavière. Les représentations demeurèrent sans effet; une armée, commandée par Frédéric et son frère Henri, entra en campagne¹, ce qui provoqua la guerre de la succession de Bavière. Marie-Thérèse sentit l'injustice des prétentions et de la guerre; Frédéric crut imprudent et contraire à son but de risquer un coup décisif; Joseph reconnut bientôt qu'il n'était pas né guerrier; ses généraux eurent les mains liées par Marie-Thérèse, et, dès l'année suivante, l'Empereur sentit qu'il avait sacrifié sans nulle raison la confiance des princes allemands en leur chef, et il permit que des négociations fussent entamées à Teschen.

¹ Les Prussiens entrèrent comme amis et défenseurs en Saxe et en Lusace, et comme ennemis en Bohême, l'an 1778, au mois de juillet.

La France y défendit l'intérêt de l'Empereur, mais Repnin, plénipotentiaire russe, chercha à restreindre les prétentions de l'Autriche, en faveur de la Prusse, ou plutôt de l'héritier présomptif de la Bavière, de sorte que les acquisitions de Joseph furent réduites de deux cent trente-quatre milles carrés à trente-huit¹. Cependant à la mort de Marie-Thérèse, qui arriva le 29 novembre 1780, Joseph publia plusieurs ordonnances et fit divers changements dans l'administration². Il oublia que les institutions humaines sont as-

¹ Le baron de Thugut avait été employé comme négociateur, et la paix de Teschen ne fut conclue que le 15 mars 1779.

² Pour prouver combien Joseph II aimait les réformes, nous citerons les vingt-un articles que Pezzl rapporte dans son esquisse :

1° Suppression des processions, pèlerinages et mascarades religieuses ;

2° Amendement des livres de prière ;

3° Soumission des moines sous l'évêque de diocèse, et suppression de leurs rapports avec le général de l'ordre à Rome.

4° Renvoi de toutes les causes matrimoniales à l'évêque diocésain, et défense de s'adresser pour ces affaires à Rome.

5° Abolition des mois romains et des indults.

6° Protection accordée aux opprimés contre le cardinal Migazzi, et interdiction des bulles : *In cœna domini et unigenitus* ;

7° Édit de tolérance pour tous les États de l'Autriche ;

8° Abolition de plusieurs couvents ;

9° Concession des droits de bourgeoisie aux juifs, en les obligeant au service militaire ;

10° Abolition de la servitude dans toute la monarchie ;

11° Obligation des moines qui n'étaient pas réformés de remplir les fonctions sacerdotales ;

sujéties à la marche du temps, et que le grand talent du législateur consiste à savoir, d'année en année, de siècle en siècle, améliorer insensiblement les anciennes lois par des décrets nouveaux. L'ingratitude de ses contemporains lui empêcha d'effectuer ses meilleurs projets, et ce ne fut point sa génération, mais la génération suivante plus éclairée, qui pleura sur son tombeau et qui bénit sa mémoire.

Les violentes mutations dans l'administration intérieure étaient incompatibles avec le gouvernement qu'il voulait maintenir, et tout-à-fait opposées au principe monarchique qui

12° Abolition du serment que les évêques d'Allemagne prêtaient au pape;

13° Abolition du serment qu'on faisait pour attester la croyance à la conception spirituelle de la sainte Vierge;

14° Défense d'envoyer de l'argent à Rome pour des cas réservés;

15° Concession aux protestants d'élever des églises à leur culte public;

16° Interdiction de toutes les fiançailles contractées pour des enfants;

17° Abolition de toutes les scènes théâtrales et ridicules dans l'église ou près de son enceinte;

18° Augmentation et réforme des écoles de ville et de village;

19° Ordonnance d'employer les biens des églises et des couvents supprimés à l'entretien des pauvres et des malades;

20° Défense de danser dans les églises; règlement des chants d'église;

21° Réforme de la procédure; punition et cassation des magistrats mauvais et ineptes.

le guidait¹, de même que ses entreprises contre des États étrangers n'étaient nullement en harmonie avec le repos de l'Europe et le système des traités.

Passons sous silence la guerre contre les Turcs aussi injuste que funeste; nous parlerons seulement des différends avec la Hollande.

Marie-Thérèse, à l'instigation de son fils, venait de déclarer, en 1776, que le traité de démarcation de 1775, et tout ce qui y était relatif, n'était pas obligatoire, parce que les Hollandais n'avaient pas eu les garnisons complètes, ni travaillé autant qu'il le fallait aux fortifications. L'impératrice cependant n'entreprit jamais rien contre la Hollande; son successeur, comptant sur l'amitié de la France, ne balança pas à lui faire sentir sa supériorité. Après avoir été en personne dans les Pays-Bas, au mois de juillet 1781, il de-

¹ Caraccioli, *Vie de Joseph II*, page 190 : « Mais ce qui ne peut échapper à l'esprit du lecteur, c'est de voir presque tous les plans de l'assemblée nationale, qui se tient actuellement (1790) à Paris, ébauchés par l'Empereur. Abolition de la servitude, du droit d'aînesse, des dîmes, des chasses impériales, curés salariés, juifs et protestants déclarés citoyens, tolérance civile accordée, nombre des paroisses diminué, tout sujet capable de parvenir aux premiers emplois, places données au concours, projet de mettre toutes les provinces en départements; telles sont les réformes. — Rien de plus ressemblant ! »

manda positivement, au mois de novembre, que les Hollandais retirassent leurs garnisons de ses places. Obligés de céder, puisque aucune puissance ne prit leur parti, ils évacuèrent les forteresses, au mois de mars 1782. L'Empereur n'en demeura pas là; dans toutes les querelles qu'il leur chercha, il en vint toujours à des voies hostiles. La Hollande se soumit à sa volonté, jusqu'au moment où Joseph attaqua son commerce, et qu'il demanda, au mois d'août 1784, que ses sujets ne fussent plus restreints dans leur droit naturel par des traités, et qu'ils eussent la liberté de sortir avec leurs vaisseaux du port de l'Escaut. Les Hollandais s'opposèrent en menaçant de faire feu sur les vaisseaux qui sortiraient du port. Kaunitz conseillait la circonspection. La France quoique très-étroitement liée avec l'Autriche s'éveilla; toutes les puissances d'Europe s'élevèrent¹. Les Hollandais firent enfin feu sur deux galiotes, sortant du port de l'Escaut, au mois d'octobre.

¹ Les puissances d'Europe s'élevèrent avec raison contre les prétentions de Joseph II; car les négociations sur l'échange de la Bavière contre les Pays-Bas, commencèrent alors avec l'approbation et l'assistance de la Russie, et furent conduites avec tant de vivacité, que Charles-Théodore se vit obligé de publier, le 13 février 1785, un manifeste pour rassurer ses sujets.

Tout le peuple des Pays-Bas se préparait à la guerre, tandis que l'Empereur faisait marcher ses armées contre eux. Les traités étant rompus ouvertement, Joseph aurait dû exécuter ses projets avec énergie, pour faire mettre le système de la force à la place du système de droit établi; il ne s'attendait à aucune résistance et cependant toute la nation hollandaise s'armait. La France faisait des mouvements à la frontière des Pays-Bas d'Autriche, où il n'y avait que peu de troupes, et Joseph se vit forcé de nouveau d'entrer dans les propositions du ministère français. L'Autriche, renonçant alors à ses prétentions, fit une demande d'argent, sur laquelle on négocia, du mois de février jusqu'au mois de juin 1785, d'une manière tout-à-fait mercantile¹. On donna à l'Empereur neuf millions de florins, quand la marche seule de ses troupes lui en avait coûté cinq².

¹ Joseph ayant d'abord demandé quinze millions, se contentait alors de neuf. Les Hollandais n'en voulurent donner que cinq; la France y ajouta enfin quatre millions et demi, parce que le moindre mouvement hostile lui aurait coûté davantage. C'est à cette occasion qu'on dit que la reine envoyait à son frère des sommes considérables du trésor français.

² Georgel, tom. I, page 557, donne des notices très intéressantes sur cette histoire et l'influence de la reine; mais, comme partisan de Rohan et ennemi de la reine, il ne mérite pas trop

II. Les aristocrates républicains dans les Pays-Bas-Unis avaient de tout temps ménagé l'amitié de la France¹. Le parti du stathouder ayant presque toujours les classes inférieures du peuple pour lui, s'était attaché à l'Angleterre; c'est pourquoi on lui reprocha d'avoir livré aux Anglais le commerce et la marine des Pays-Bas, quoiqu'on doive attribuer encore à d'autres raisons la diminution des richesses de la Hollande et l'abaissement de sa puissance maritime.

Guillaume IV étant nommé stathouder par l'influence des Anglais, les Pays-Bas semblaient entièrement vendus à la Grande-Bretagne; et on reproche au duc Louis-Ernest de Brunswick, tuteur de Guillaume V, d'avoir dirigé le gouvernement d'une manière beaucoup plus favorable à l'Angleterre qu'aux Pays-Bas. On l'accuse aussi d'avoir voulu étendre sa puissance, tout-à-fait insupportable au parti aristocratique, au-delà du temps légal, et d'avoir

de foi, lorsqu'il dit : « L'empereur demanda trente millions. Les Hollandais s'obstinèrent à ne vouloir en donner que dix-huit. M. de Vergennes, sur les instances de la reine, décida le roi à payer les douze autres. »

¹ Outre Dohm, Ségur, dans sa *Vie de Frédéric-Guillaume II*, donne une très-bonne histoire des troubles de la Hollande. On trouve l'essentiel dans Manso, vol. 1, pages 151-161.

cherché à miner la liberté hollandaise, en faisant signer à Guillaume V l'acte de consultation.

Ces accusations, quoique exagérées ¹, ne sont pas dénuées de fondement, comme quelques faits évidents le prouvent. Louis-Ernest s'était arrogé le droit de disposer des places. Dans la guerre d'Amérique, il avait voulu donner aux Anglais les gardes écossaises du stathouder, et les envoyer contre le Nouveau-Monde, faisant agir ainsi l'armée d'un État libre contre la liberté et l'indépendance. Il avait refusé la conserve aux bâtiments chargés de munitions de guerre pour l'Amérique; et pendant la guerre contre les Anglais, les instructions qu'il donna aux officiers furent contraires au bien de l'État. On lui imputa particulièrement la faute de ne pas avoir profité de la guerre d'Amérique, et d'avoir trop tard fait accéder la Hollande à la ligue des puissances neutres. Ces dernières se proposaient d'abolir le despotisme de la mer qu'avaient usurpé les Anglais, ou plutôt d'empêcher les violences qu'ils exerçaient sur les vaisseaux qui naviguaient sous

¹ Louis-Ernest de Brunswick, avant feld-maréchal au service d'Autriche, fut le tuteur de Guillaume V, depuis 1748 jusqu'en 1765. Il lui fit signer, la dernière année, l'acte de consultation. En 1784, les États l'obligèrent de résigner, et on lui imputa la faute de tous les maux.

la sauvegarde de la neutralité. Vergennes, pendant la guerre de l'Amérique septentrionale, avait proposé que toutes les puissances, excepté la France et l'Espagne, alors en guerre avec l'Angleterre, fissent publier et maintenir par les armes les réglemens d'après lesquels les vaisseaux neutres devaient être traités. Catherine II goûta ce plan ¹, et il parut une déclaration de la Russie sur les réglemens de la marine neutre. Le Danemarck, la Suède, ensuite la Prusse, l'Autriche, le Portugal les reconnurent ², et les premiers États se pré-

¹ On constitua, comme base, que la mer devait être libre aux commerçans neutres. Les états neutres doivent avoir la faculté de faire leur commerce comme s'il n'y avait pas de guerre; des vaisseaux neutres peuvent porter des marchandises d'un parti belligérant à l'autre, même par cabotage, sauf celles que des traités antérieurs auraient déclarées contrebande.

² Les principes que les puissances neutres établirent, étaient :

1^o La cargaison des vaisseaux neutres doit rester intacte, quand même elle appartiendrait aux puissances belligérantes, à l'exception des marchandises prohibées ;

2^o Des vaisseaux neutres doivent avoir la liberté d'aller en sûreté d'un port à l'autre, de passer même aux côtes des peuples en guerre ;

3^o L'impératrice de Russie, auteur du manifeste, déclare qu'elle comprend sous le nom de marchandises prohibées, celles qui se trouvent spécifiées dans le dixième et onzième articles de son traité de commerce avec l'Angleterre, et veut que les autres puissances reconnaissent cette obligation ;

4^o Un port bloqué est celui que les vaisseaux d'une puissance assaillante tiennent tellement enfermé, qu'ils en empêchent l'entrée ;

parèrent à les défendre les armes à la main. Si les Hollandais s'étaient joints à cette ligue, la marine et le commerce anglais auraient éprouvé un terrible échec. Les partisans des Anglais en Hollande, ayant empêché pendant longtemps que la république n'accédât à la ligue, la Grande-Bretagne trouva, dans le traité particulier que la ville d'Amsterdam avait voulu conclure avec l'Amérique septentrionale, une raison plausible pour déclarer, le 20 décembre 1780, la guerre à la Hollande. Les Pays-Bas ne purent donc se réunir à la neutralité armée, vu que leur déclaration ne fut donnée que le 24 décembre à la cour de Saint-Pétersbourg, et qu'il ne fut question que des États qui n'étaient pas encore en guerre.

On imputa la malheureuse issue de cette guerre contre l'Angleterre au parti du stathouder et surtout au duc de Brunswick. Le duc fut obligé de quitter le pays; car la majorité dans les États-généraux se prononça contre Guillaume. Ses partisans ameutèrent la populace contre les républicains, et il s'éleva une

5° Ces privilèges doivent être les seuls d'après lesquels on constitue une bonne prise.

On trouve les actes dans les collections connues ainsi que dans *The life of Catharina II*, vol. IV, pages 520-543, sous les numéros XIV, XV, XVI, XVII.

discussion à la Haye , qui se reproduisit partout dans les provinces séparées. Le point qu'on discutait fut de savoir si les États avaient le droit d'exercer eux-mêmes la haute juridiction , ou s'ils étaient obligés de la faire exécuter par le stathouder. Les richesses comme la magistrature étant partout dans les mains du parti aristocratique , les États s'arrogèrent bientôt ce droit par force ¹. Les ministres anglais auraient bien voulu porter secours à Guillaume , mais ils avaient les mains liées , et Herzberg conseillait au grand Frédéric de se mêler de l'affaire. « Vous pouvez , lui disait-il , employer au moins les menaces , puisque le stathouder est marié à la sœur de l'héritier présomptif de la couronne de Prusse. » Dans ces conseils , qui furent inutiles , Herzberg suivait toujours la même opinion , mais il voulait faire exécuter par la baïonnette le projet dont auparavant il espérait obtenir le

¹ Les États-Généraux , voyant qu'on se servait du peuple contre eux , et qu'on ne voulait pas employer les soldats à leur défense , donnèrent des ordres directs à l'armée sans requérir le stathouder , et firent faire de nouveaux drapeaux. Comme ils se croyaient souverains , ils demandèrent que la porte du palais administratif , seulement ouverte au stathouder , le fût aussi pour les membres séparés des États-Généraux. Il est évident que l'on confondit ici toute l'assemblée avec les membres séparés , ce qui causa la première sédition de la populace , le 17 mars 1784.

résultat par de longues négociations. Frédéric mourut le 17 août 1786, et il eut pour successeur le frère de la régente ; elle se mêla des affaires d'État, et le nouveau roi envoya le comte de Gœrz à la Haye, qui excita d'autant plus le mécontentement que son langage devint plus impérieux, et que l'ambassadeur anglais Harris se lia plus étroitement avec lui. La discussion s'échauffa bientôt au point d'armer les deux partis l'un contre l'autre. Les républicains firent exercer la milice et enrôlèrent des soldats. Guillaume voulait occuper Utrecht de force, pour étouffer ses démarches anti-constitutionnelles. La populace menaçait d'assassiner les membres des États-Généraux, et les villes d'Amsterdam et de Rotterdam, entièrement républicaines, se disposaient à envoyer des troupes à la Haye, pour défendre la diète. Le stathouder héréditaire ayant quitté avec son épouse le territoire de la république, les États-Généraux le déposèrent de sa dignité. La Prusse et surtout le duc de Brunswick, tout-puissant au conseil, à la tête de l'armée prussienne, cherchèrent alors un prétexte plausible pour s'immiscer avec quelque droit dans ce différent. Il se présenta bientôt. L'épouse du stathouder s'étant avisée

tout d'un coup de se charger du rôle de médiatrice et de retourner de son château de Loo à la Haye, les États hollandais prirent ce retour pour un signe donné à la populace de massacrer les aristocrates, et ordonnèrent d'arrêter la princesse à la frontière de Hollande, et de l'empêcher de continuer son voyage. Cet ordre fut exécuté, dans la nuit du 28 au 29 juillet 1786, avec grossièreté par la milice et les commis des États, qui savaient aussi peu les règles militaires que celles de l'étiquette et de la galanterie. La simplicité un peu brusque des Belges se montra ici dans tout son jour, quoique les chefs, chargés de cet ordre, aient mis ensuite plus de délicatesse dans l'exécution.

Les Prussiens ne se récrièrent pas moins contre l'offense faite à leur roi, dans la personne de sa sœur. La Prusse et le duc de Brunswick, qui espérait venger en même temps l'outrage fait à son oncle, ne pouvaient rencontrer une occasion plus favorable. Joseph, en guerre avec ses propres sujets, et Catherine ne purent point employer leurs troupes dans l'Occident, parce que l'Orient ne les occupait que trop. Le plan projeté à Mohilef et à Saint-Pétersbourg ¹, et tout-à-

¹ La Russie et la Prusse furent étroitement liées jusqu'en

fait développé dans une nouvelle entrevue entre les deux monarques à Cherson, en 1787, devait être exécuté par la jonction de leurs armées. Les républicains mal commandés et peu disciplinés furent de toutes parts assaillis par la populace des villes et les troupes régulières. La France aurait dû alors soutenir les Pays-Bas, mais soit qu'elle entrevît déjà les maux précurseurs de la révolution, soit qu'elle ne s'attendît pas à voir les affaires des Pays-Bas sitôt terminées, il est certain qu'elle mit la plus grande lenteur à rassembler une armée au camp de Givet. Ainsi qu'autrefois les Russes entrèrent en Pologne, de même les Prussiens entrèrent au nombre de vingt

1780; la première puissance accommoda ses différends avec la Porte, concernant la Crimée et les Tartares Nogais. En 1780, Potemkin gagna l'impératrice pour le plan romanesque de chasser les Turcs de Constantinople et de partager les États de l'empire ottoman. Joseph goûta beaucoup ce plan. La Russie voulait commencer par occuper la Crimée. Panin avait su maintenir jusqu'alors l'alliance avec la Prusse; on disait qu'il était tombé malade de chagrin; il est certain qu'il se retira des affaires. Catherine ayant promis à Joseph de le seconder dans l'échange des Pays-Bas contre la Bavière, abandonna les Turcs. Cela fut décidé par Catherine et Joseph à Mohilef, au mois de juin 1780; l'Empereur alla ensuite à Moscou et à Saint-Pétersbourg. La France détourna alors le coup dirigé contre les Turcs. En 1783, le général Balmain prit Caffa; Suwarow soumit les Tartares au Cuban et dans le Budschack, et Potemkin ceux au-delà du Cuban. On occupa tout le pays pendant la paix; on destitua le Kan; on lui promit une pension, mais on la paya fort mal.

mille hommes, sur trois colonnes, dans les Pays-Bas, mais ils montrèrent plus d'humanité. Le rhingrave de Salm, chargé de défendre Utrecht, disparut d'une manière presque comique pendant plusieurs mois. La saison ne favorisa point les submersions, et avant la fin de l'année 1787, les Pays-Bas furent obligés de se soumettre au stathoudérat. Quoique les soldats prussiens ne se portassent pas à des excès condamnables, et que Guillaume n'abusât point de sa victoire, tous les patriotes furent cependant éloignés du gouvernement et les magistrats nommés par les États-Généraux que le stathouder choisit. On confisqua les biens de plusieurs particuliers. Comme la révolution commençait en France, les fauteurs d'un gouvernement tout-à-fait républicain se réfugièrent à Paris; leurs écrits s'accordèrent avec le ton du temps ¹, et la France, accoutumée à soutenir le parti contraire à la maison d'Orange, l'abandonna alors et donna par politique ² des pensions aux

¹ Mirabeau écrivit alors, avec l'approbation du gouvernement français, son livre intitulé : *Aux Bataves, sur le Stathoudérat*, qui est entièrement rédigé dans l'esprit du côté gauche de l'assemblée nationale française.

² Il faut lire avec quelque circonspection le récit que Cail-
lard, et après lui Lacretelle, font de ces troubles.

républicains, pour qu'ils l'aidassent à renverser son gouvernement et sa constitution ¹.

III. Les Belges avaient de temps immémorial une constitution libre comme les Pays-Bas du nord. Les États provinciaux et les villes différaient beaucoup dans leurs droits et leurs institutions.

Entrés d'abord dans la ligue contre Philippe II, lorsqu'il voulut supprimer leurs anciennes prérogatives, ils se séparèrent ensuite des provinces septentrionales qui suivaient la réforme, parce que leur religion parut plus sûrement protégée par l'Espagne que par leurs compatriotes protestants, depuis que les successeurs de Philippe avaient abandonné le plan formé de renverser la constitution.

Après la guerre de la succession d'Espagne, les puissances maritimes, en assurant à la maison d'Autriche la possession des Pays-Bas, lui imposèrent expressément l'obligation de laisser à ses habitants leurs privilèges. Comme le Brabant et Limbourg seuls avaient des actes écrits, le prince, dans la plupart des provinces, jura de maintenir les anciennes coutumes. Ce serment, qui constatait les droits des sujets et

¹ Les mouvements éclatés à Liège nous paraissent trop peu importants pour être mentionnés ici.

les devoirs du souverain, fut appelé la *Joyeuse-Entrée*¹. Les articles principaux de ce traité étaient : Que toutes les places de l'administration ne devaient être données qu'à des indigènes, qu'un citoyen ne pouvait être arrêté sans une action judiciaire. Les États seuls, excepté dans la Flandre, réglèrent les impôts, leur perception, leur distribution, leur emploi. Ces derniers étaient représentés par un comité entre les assemblées. Le gouvernement des Pays-Bas cependant n'avait pas le moindre rapport avec celui des autres États héréditaires. Le clergé innombrable², la noblesse et la bourgeoisie privilégiées abusaient souvent de leur influence, et même les trois tribunaux (le tribunal de Gueldres, le conseil de Malines et le grand conseil de Brabant), auxquels les décrets du gouvernement devaient être soumis pour avoir une force légale, décidaient bien des fois sur de simples préventions. Mais le peuple était habitué à regarder ces tribunaux comme des institutions libé-

¹ On trouve l'acte, tel que Joseph II l'accepta, ainsi que les ordonnances de l'Empereur, dans Meiners und Spittlers Götting. histor. Magazin (*Magasin historique de Göttingue, rédigé par Meiners et Spittler*), vol. I, n° 4, page 724.

² Les Pays-Bas avaient un archevêque, sept évêques, cent huit abbayes, dont quelques-unes passaient pour les plus riches de toute l'Europe.

rales, et à considérer la religion émanée de l'université de Louvain comme la seule véritable¹. Des siècles s'étaient écoulés sans qu'on eût songé à réformer les études des ecclésiastiques, ou à diminuer les couvents, les processions, les confréries. Joseph II toucha le premier cette corde sensible : il retira à l'université de Louvain son privilège exclusif de rassembler dans son sein des docteurs et des étudiants, ôta aux évêques la surveillance de l'instruction publique et fonda, malgré la résistance opiniâtre du gouvernement, de l'archevêque de Malines et du nonce du pape, un séminaire général où quinze cents jeunes gens devaient être rassemblés comme dans une caserne.

Cette mesure causa, au mois de décembre 1786, une grande rumeur ; pour l'apaiser, il fallut recourir à la force armée². L'Empereur en fut tellement irrité que, dans un premier mouvement de colère, il supprima par un seul décret, en janvier 1787, toute la constitution provinciale, et qu'il mit à sa place un gouver-

¹ L'université de Louvain avait des revenus immenses ; mais on en tirait peu de parti, et les principes ultramontains, que Joseph cherchait à extirper, avaient dans cette université une racine profonde.

² Joseph rappela ensuite l'archevêque de Malines et renvoya le nonce.

nement général. Un second décret cassa le même jour les tribunaux patrimoniaux et nationaux. Au mois de mars, les Pays-Bas, traités comme une nouvelle conquête, furent divisés en cercles à l'instar de l'Autriche. Par ces dernières mesures, Joseph venait d'organiser en quelque sorte lui-même une révolution. Au mois d'avril, il éclata dans tout le pays des troubles excités et fomentés par les États et les membres du gouvernement précédent. Tout ce qu'il y avait de gens éclairés dans le ministère autrichien, même la sœur de l'Empereur, l'archiduchesse Christine ¹, jusqu'alors régente des Pays-Bas, cherchèrent à réconcilier les partis, tandis que Joseph et Catherine faisaient à Cherson des plans contre les Turcs. Joseph à son retour désapprouva tout ce qu'on avait fait sans le consulter; il rappela le stathouder général, et il aigrit tellement les esprits, que les Belges, depuis le mois de mai jusqu'au mois de septembre, se préparèrent à une guerre civile.

Si les affaires des Turcs avaient pris la tour-

¹ L'archiduchesse Christine et son époux, le duc Albert de Saxe - Teschen, avaient toujours le ministre plénipotentiaire de Joseph à consulter. Le gouvernement de Bruxelles cependant fut regardé comme indépendant, et il y résidait même des ministres étrangers.

nure que l'Empereur avait espérée, il n'aurait pas balancé un moment à employer la force des armes pour se faire obéir; mais le mauvais état dans lequel son armée se trouvait sur les frontières de la Turquie, l'obligea de charger le comte de Murray de tenter à le réconcilier avec les Pays-Bas. Murray cassa les derniers décrets, rétablit la constitution et reconnut la *Joyeuse-Entrée* au mois de septembre 1787. L'Empereur n'en fut pas moins mécontent, et le peuple ne s'abandonna pas moins à ses soupçons.

Joseph mit, immédiatement après, le général d'Alton à la tête des troupes, et nomma Trautmannsdorf gouverneur par intérim à Bruxelles; mais il ne se pressa pas de terminer les différents religieux, conformément aux désirs du peuple superstitieux, et se brouilla avec le Tiers-État qui lui refusa des subsides; pendant tout le cours de l'année 1788, l'affaire demeura en suspens. En 1789, de nouveaux troubles ayant éclaté à Louvain, d'Alton prit des mesures sévères; Trautmannsdorf au contraire montra des dispositions bienveillantes. L'archiduchesse même et son époux retournèrent dans le pays, mais la paix ne fut pas de longue durée.

L'odieux séminaire général fut rouvert au mois de mai 1789 et on se porta à de nouvelles violences. Les États s'opposèrent aux décrets de l'Empereur, et dans le moment même où les droits des peuples et les devoirs des souverains étaient sévèrement examinés à l'assemblée nationale française, et où toute l'Europe espérait que les disciples de J.-J. Rousseau et les philanthropes ramèneraient l'état primitif, l'innocence, Joseph eut l'imprudence d'abolir, au moins en partie, la *Joyeuse-Entrée* et de dissoudre les États le 18 juin. Les troupes autrichiennes en assez petit nombre devaient ensuite empêcher le peuple, par la force, de lever l'étendard de la révolte. Plusieurs des plus considérés et des plus riches habitants des Pays-Bas, appuyés en secret par l'épouse de Guillaume V, stathouder général de Hollande ¹, nommèrent à Breda un comité qui se mit en rapport avec les mécontents du pays, mais qui malheureusement ne comprit dans son sein que des hommes, ou sans patriotisme comme van der Noot et van Eupen ²,

¹ Elle espérait réunir tous les Pays-Bas sous sa domination. L'Angleterre et la Prusse la confirmaient dans cet espoir.

² Nous employons ici, quoique avec grande circonspection, l'ouvrage d'un homme qui joua un grand rôle dans la Belgique, et qui, violent et révolutionnaire, donna même son

ou guidés par un faux patriotisme comme l'archevêque de Malines, l'abbé de Tongerlo et Krumpipen. Van der Noot sut gagner du crédit; les députés du Tiers-État employèrent un moyen bien immoral pour lui faire avoir une procuration¹. Van der Noot alla à Berlin où il obtint une audience², tandis que le comité de Breda organisait aux frontières une armée à la tête de laquelle van der Mersch entra du côté de Turnhout dans le pays.

Quoique les troupes du nouveau général des provinces de Brabant³ n'eussent que de

nom à un parti : *Abrégé historique, servant d'introduction aux considérations impartiales sur l'état actuel du Brabant*, par M. Vonck, traduit du flamand, et augmenté de plusieurs notes. A Lille, chez Jacques, imprimeur-libraire, sur la Petite Place, 1 vol. in-8°.

¹ Vonck, page 14 : « Dix-sept des soixante-trois doyens de Louvain ont signé cette procuration de leur propre main, les noms des autres y furent écrits par un ou deux des dix-sept qui, pour mieux couvrir cette fraude, se servaient d'encre et de plumes différentes. »

² Vonck, page 16 : « Van der Noot entreprit donc au mois d'août le voyage de Berlin, où il obtint enfin, par la recommandation de la princesse d'Orange, une audience du ministre. Celui-ci aperçut en van der Noot plus de vengeance que de raisonnement, plus d'ambition que de connaissances politiques; mais pour ne point le rebuter ouvertement, et pour pouvoir tirer parti de la révolution, en cas que l'esprit d'insurrection continuât chez les Belges et que cette révolution eût un succès heureux, il donna à van der Noot quelques paroles en l'air, et lui conseilla d'attendre jusqu'au printemps de l'année suivante. »

³ Pour pouvoir négocier avec honneur en Hollande et à

grandes fourches, des massues et des bâtons pour armes, elles ne tardèrent pas à se répandre, parce que le peuple s'éleva dans toutes les villes contre les soldats, et que les scènes de la révolution française donnèrent alors à toutes les émeutes populaires un caractère plus redoutable. Les troupes de l'Empereur reculaient partout; les Pays-Bas furent entièrement évacués, du 27 octobre au 14 décembre 1789.

L'archiduchesse et son époux s'éloignèrent pour la seconde fois. Les mesures d'Alton contredisaient les déclarations de Trautmannsdorf. D'Alton, en faisant sortir ses troupes, agissait hostilement. Trautmannsdorf au contraire fit publier, au nom de l'Empereur, une déclaration en vingt-un articles, par laquelle il promit une amnistie, remit en vigueur la *Joyeuse-Entrée*, et voulut rétablir l'ancien ordre des choses. Limbourg, qui était demeuré tranquille pendant quelque temps, finit par se joindre aux autres provinces; Luxembourg seul fut défendu par le général Bender, tout le reste forma une république, gouvernée par

Berlin, les confédérés de Breda avaient publié un manifeste, le 24 octobre 1789, par lequel les provinces de Brabant se déclarèrent indépendantes.

un congrès, et appelée depuis le 11 janvier 1790 la République-Unie. Joseph mourut au mois de février, avant d'avoir fait les préparatifs d'une expédition militaire contre les Belges.

La discorde, qui régnait dans cette république à peine constituée, où un parti injurait, accusait et poursuivait l'autre, dans des écrits et des sermons, facilita à Léopold II, frère et successeur de Joseph, les moyens de reconquérir la Belgique. Trois partis luttèrent dans l'intérieur. L'un, ennemi des troubles et du désordre, aspirait d'autant plus à être réincorporé à l'Autriche, que Léopold réhabilitait la Belgique dans ses anciennes prérogatives¹. L'autre, fauteur de l'anarchie, était heureux du rôle que chaque individu y jouait. Un troisième parti, à la tête duquel se trouvaient Vonck et van der Mersch, voulait une réformation entière et une alliance étroite avec les Français. Comme tous les États monarchiques de l'Europe redoutaient cette ligue, la Prusse et les autres puissances firent

¹ La plupart des grandes familles des Pays-Bas étaient étroitement liées avec l'aristocratie de l'Autriche. Les ducs d'Arenberg et d'Ursel, le comte de La Mark, voulaient une révolution entière, mais non l'anarchie des États dirigés par van der Noot et van Eupen.

des démarches auprès du parti insensé qui régnait , et le berçant d'illusoires promesses, elles le détournèrent de toutes les mesures efficaces, et empêchèrent ainsi que la constitution ne fût changée selon le gré des réformateurs français. Cela recula l'alliance avec la France révolutionnaire, jusqu'à ce que Léopold eût pu renforcer ses troupes et se préparer à la guerre. Il ne négocia pas moins pendant les mois de mai et de juin, quoique inutilement, avec les Belges. Les délibérations des cabinets sur les troubles de France, commencèrent à cette époque. L'Autriche et la Prusse terminèrent ¹ à l'amiable leurs différends concernant la guerre contre les Turcs, et décidèrent qu'il fallait mettre des entraves à toutes nouvelles menées révolutionnaires des Belges.

Autant les troubles de la France semblaient demander la pacification de la Belgique, autant les trois puissances qui s'étaient liées avec les Belges, cherchaient à éloigner le soupçon de les avoir trahis. Elles leur proposèrent l'intervention de l'Angleterre, de la Prusse et de la Hollande; elles convoquèrent un congrès à la Haye, où les Belges pouvaient espérer d'abord d'être admis comme membres princi-

¹ A Reichenbach.

paux¹. Ils en furent exclus par leur faute, et on négocia ensuite sur leur sort pour ainsi dire sans les consulter². Ils avaient refusé par une bravade insensée les dernières ressources d'un accommodement amical qu'on leur offrait et ils le reculèrent même, au moment où Léopold fit avancer son armée de Bohême sur la Meuse. Tandis qu'on discutait à la Haye les conditions qui devaient réconcilier les Belges et l'Empereur, les troupes de

¹ Vonck, page 79 : « Il (Léopold) arrêta avec les trois puissances, l'Angleterre, la Prusse et la Hollande, un congrès à la Haye, où les plénipotentiaires de ces trois dernières terminèrent conjointement avec le comte de Merci-Argenteau, plénipotentiaire de l'Empereur, les affaires des Belges. Il semblait d'abord que les députés de la nation belge y auraient été admis avec pouvoir de traiter comme l'exigeait naturellement le droit des gens. »

² Vonck, *idem*. « A cette fin, les plénipotentiaires des trois puissances conseillèrent aux États, par une note verbale du 17 septembre 1790, de consentir entre-temps à une suspension d'armes avec l'Empereur ; mais hélas ! le refus inconsidéré de cette proposition, et les raisons puériles qu'en donnèrent à la Haye les députés du congrès belge, à l'instigation des deux instruments des États de Brabant, van Eupen et van der Noot ; la persévérance opiniâtre et la conduite imprudente et indécente furent cause que l'Empereur, indigné avec raison de ce procédé, publia la déclaration du 14 octobre suivant, et qu'ainsi son ministre, le comte de Merci-Argenteau, et les plénipotentiaires des trois puissances, disposèrent du sort des braves Belges, comme ils le jugèrent convenir au bon plaisir et à l'intérêt particulier de leurs maîtres, sans que l'on permit en cela aucune influence à la nation, comme si elle eût été en tutelle.

Léopold passaient la Meuse, et se rendaient maîtres de tout le pays, presque sans résistance. Aussi, quoique le plénipotentiaire autrichien eût, le 10 décembre 1790, signé conjointement avec les ministres des puissances médiatrices une convention qui assurait aux Belges leurs anciennes prérogatives, l'Empereur, dont l'armée occupait toute la Belgique, ne voulut pas reconnaître ce traité sans quelques restrictions. On conserva cependant les principaux articles de la convention ¹.

CHAPITRE IV.

I. Influence pécuniaire de l'Angleterre. — II. Effets de la révolution d'Amérique en Europe.

I. Nous séparons entièrement l'histoire d'Angleterre de celle des autres nations de l'Europe, parce que cette île, défendue par sa position et la forme de son gouvernement, ne se ressentit point des secousses qui ébranlèrent les États du continent. Au commencement de ce siècle régnait partout une monar-

¹ La convention se trouve dans Herzberg, t. III, p. 223, et dans la collection de Martens, tome III, page 342.

chie absolue, qui s'était élevée sur les débris des anciennes constitutions. Bien des gouvernements s'étaient mis au-dessus de l'esprit du temps et de la voix du peuple. Cette opposition fit éclore des principes démocratiques; ils durent produire tôt ou tard une révolution, ne pouvant l'emporter que dans une lutte ouverte contre les privilèges et le caprice. En Angleterre seulement la monarchie se confondit de plus en plus avec la démocratie, jusqu'à ce que la révolution française fit prévaloir de nouveau le principe monarchique.

Nous ne nous occuperons pas ici de l'histoire d'Angleterre proprement dite, nous nous bornerons à rappeler comment, long-temps même avant la révolution française, ce pays commença à fleurir, à mesure que l'avidité des plaisirs, l'égoïsme, l'esprit mercantile, l'argent et le luxe imposèrent à l'Europe des chaînes encore plus fortes que la hiérarchie, la chevalerie et le despotisme, à qui seuls nous attribuons souvent tous nos maux.

L'art de gouverner et l'art militaire étaient, depuis Louis XIV, organisés de manière à ravir insensiblement à l'homme sa dignité. L'argent était le seul mobile nécessaire; il

servait à entretenir les troupes qui devaient maintenir l'ordre ; il attachait les serviteurs salariés à leur patrie, il récompensait les traîtres et faisait soutenir le faste qui bientôt éclipsa le rang et le vrai mérite. Peu d'États purent trouver en des cas pressants tout l'argent qu'il leur fallait. Ils furent tous plus ou moins écrasés de dettes, et la Hollande servit long-temps de banque à l'Europe entière. Les richesses de ce pays provenaient de sa marine et de son commerce. L'Angleterre s'en empara à la fin du dix-septième siècle, et, au commencement du dix-huitième, la splendeur des Pays-Bas avait entièrement disparu. La Hollande perdit dès-lors tout son crédit ; ses flottes ne purent plus se mesurer avec celles de l'Angleterre, et ses armées furent commandées depuis la guerre de la succession d'Autriche par un homme dévoué à la Grande-Bretagne. Le Portugal était de même vendu à l'Angleterre, et l'Espagne se voyait obligée de payer, avec l'argent qu'elle tirait de ses colonies, les marchandises qu'elle achetait aux Anglais. Dans toutes les parties du monde, les colonies principales étaient au pouvoir des insulaires ; dans la Méditerranée, Gibraltar et Minorque reconnaissaient leurs lois, tandis qu'ils

faisaient presque seuls le commerce avec le Levant. Toutes les négociations et tous les traités donnèrent de nouveaux avantages à l'Angleterre dont l'industrie et l'activité augmentaient avec la puissance maritime. L'anglomanie et le désir de se procurer une douce aisance, rendirent l'Europe entière tributaire d'un pays, où les agréments de la vie (*comforts*) sont regardés comme les plus grands des biens. L'industrie semblait avoir passé en Angleterre, et toutes les guerres dépendaient de ses subsides avant même qu'elle eût consolidé son règne dans les Indes orientales, et chassé les Français et les Espagnols de l'Amérique, avant qu'elle ne les eût privés des avantages de leurs propres colonies.

Sous le ministère de Pitt aîné, Lord Chatham¹, pendant la guerre de sept ans, l'Angleterre acquit d'abord dans les Indes orientales sa première prépondérance; elle l'augmenta depuis d'année en année, et, ayant humilié la France et l'Espagne par la paix de Paris, elle se vit souveraine de la mer. La paix de Paris du 1^{er} novembre 1762, la plus ignominieuse

¹ Nous avons remarqué plus haut que Pitt quitta, au mois d'octobre 1762, le ministère. La paix de Paris ne fut conclue qu'au mois de novembre; il y avait cependant coopéré.

que la France eût jamais signée, ne rendit pas seulement aux Anglais l'île de Minorque, qu'on leur avait prise au commencement de la guerre, mais la France perdit avec Acadie le Canada et tout le fleuve de Laurence, Grenade, les Grenadines, et en Afrique toutes les colonies le long du Sénégal. L'Espagne fut obligée de souffrir que les Anglais coupassent la garance dans la baie de Hondoura, et qu'ils prissent les Florides. Outre les avantages accordés par la paix à l'Angleterre, elle avait encore eu l'occasion dans la guerre de détruire les flottes de ses rivaux, lorsqu'un ministère abusé voulut restreindre de force la liberté des Américains septentrionaux. La guerre d'Amérique fut conduite avec moins de succès, et la Grande-Bretagne se vit contrainte, par la paix de Versailles, du 19 janvier 1783, de rendre les conquêtes qu'elle avait faites sur les Français, les Espagnols et les Hollandais. Elle avait cependant affaibli la puissance maritime de France, d'Espagne et des Pays-Bas-Unis, et déjoué le projet des autres puissances maritimes d'abolir par une neutralité armée le droit infame qu'elle exerçait sur la mer. Tous les États de l'Europe succombèrent sous le fardeau des dettes accumulées par la guerre d'A-

mérique. L'Angleterre seule trouva dans sa dette nationale un nouveau lien de la société, un refuge des capitalistes et un levier d'industrie et de commerce. Dès ce moment, la prospérité anglaise devint de jour en jour plus florissante, et les richesses qui ne corrompirent que plus tard chez eux la religion, les mœurs et les nobles sentiments des seigneurs provinciaux, jusqu'alors l'élite de la nation, donnèrent aux Anglais le moyen d'éblouir les sots par un extérieur élégant et riche, et de gagner à leur cause tous les fripons en pouvoir. L'Europe se vit ainsi sous l'influence de l'Angleterre, et aujourd'hui l'argent et les banquiers asservissent à la honte des générations actuelles, et les îles britanniques et tous les royaumes du continent.

II. Ce n'est pas dans un aperçu général de l'histoire Européenne, que l'on peut raisonnablement discuter les causes, les événements et les résultats des troubles de l'Amérique. Nous nous bornerons à faire observer qu'ils ébranlèrent les premières bases des constitutions humaines; et qu'alors les principes d'une liberté idéale, si séduisante dans la spéculation, furent appliqués à la liberté civile qui convient à une société réelle. Le droit

que l'Angleterre s'arrogeait , de charger sa colonie d'impôts , fut en Amérique la pomme de discorde , et provoqua les premiers mouvements , en 1765 et 1766.

La réponse que Franklin donna au parlement Anglais, lorsqu'on le consulta devant la chambre des communes , et le discours énergique de lord Chatham effectuèrent alors la révocation d'une loi si odieuse , et pacifièrent les esprits ; mais on ne donna pas une décision positive sur le véritable point en litige, et il en résulta bientôt de nouvelles dissensions plus redoutables que les premières.

Townsend, pour consolider le principe contesté , mit , en 1767, un impôt léger sur le thé , le papier , les couleurs et le verre. Mais les défenseurs attentifs des droits coloniaux pénétrèrent bientôt les intentions des ministres. Dès-lors il n'y eut plus de tranquillité en Amérique , et lord North , qui dirigeait tout le ministère, ne put espérer, que dans un fol aveuglement, d'étouffer par des soldats , achetés aux princes allemands de Hanovre , de Brunswick , d'Anhalt-Zerbst , de Hesse-Cassel , des troubles qu'il prit pour un mécontentement momentané.

En 1773, les premières hostilités réelles

entre les Anglais et les Américains éclatèrent à Boston , et , en 1774 , au mois de septembre , le premier congrès de liberté fut tenu à Philadelphie par cinquante et un membres des onze provinces; c'est ici qu'on émit la mémorable *déclaration* qui fixait les droits de l'homme par rapport à l'État. Elle convenait peut-être à la république naissante d'Amérique , mais nullement aux États dont les principes sont fixés par l'histoire. Toute l'Europe l'accueillit avec transport ; la France et l'Espagne en permirent la traduction , la publication , les commentaires, et la laissèrent insérer dans les journaux et les ouvrages de toute espèce, tout cela dans l'intention de nuire à l'Angleterre.

Le cri de *liberté* retentit alors dans l'Europe entière. Les hommes irréfléchis confondirent la véritable indépendance avec la licence et la dissolution. L'audace et l'enthousiasme des Américains , qui osaient se mesurer avec les Anglais , redoutables sur le continent , étonna à la fois et électrisa toutes les âmes généreuses.

Au mois de juillet 1776 , Jefferson , Adams et Franklin composèrent avec la plus grande habileté l'acte qui consacrait l'indépendance américaine , et le firent précéder d'une intro-

duction¹, qui ressemble à un manifeste contre les gouvernements monarchiques. Aussi ces derniers trouvèrent-ils partout beaucoup d'antagonistes. C'est alors seulement que se fit sentir l'influence des ouvrages de J.-J. Rousseau. Les philosophes de son école croyaient toucher au moment où leurs rêves chimériques allaient se réaliser. Toutes les âmes nobles et sensibles, en France, comptaient avec impatience sur un avenir plus heureux. Franklin enflamma encore cet enthousiasme à Paris et dans toute l'Europe. Envoyé, l'an 1777, en France pour obtenir du roi qu'il reconnût le nouvel État des Provinces-Unies comme république, tous les Français éclairés le recherchèrent ; il devint leur oracle ; car il sut réunir à la finesse de l'homme du monde l'extérieur d'un sévère républicain et d'un quaker. Avant que la cour se déclarât pour l'Amérique, les plus nobles jeunes gens transportés allèrent en foule dans ce pays si vanté de la liberté combattre pour conquérir un avenir plus glorieux si ardemment désiré.

¹ Cette introduction comprit la déclaration de la liberté et de l'égalité naturelles, de la démocratie et du droit ou plutôt de l'obligation du peuple, de changer et de réformer sa constitution et son gouvernement. Tout cela était bien développé, et selon les principes des philosophes français.

Lafayette était à la tête de ces jeunes enthousiastes philanthropes ; l'humanité ou la vanité, et peut-être ces deux passions réunies, lui firent sacrifier une grande partie de sa fortune, et cet acte généreux lui mérita de la part de la cour autant d'éloges qu'il en reçut plus tard de malédictions. La France, ayant reconnu, à la fin de l'année 1777, l'indépendance des États-Unis, conclut, au mois de février 1778, un traité de commerce et d'amitié avec la nouvelle république, et entreprit une guerre qui augmenta de quinze à dix-huit millions de francs la masse de ses dettes. Cette guerre heureusement terminée, une foule de guerriers, tous opposés au gouvernement de leur patrie, retournèrent en Europe. Les militaires français, la plupart officiers qui avaient défendu la cause de l'Amérique, depuis 1778 jusqu'en 1783, propagèrent chez eux les idées de ce pays, et tous les journaux de l'Europe se hâtèrent de les publier. Rien n'était donc plus simple, en France, que de changer l'ancienne forme de l'État, surtout quand le gouvernement lui-même reconnaissait hautement qu'il ne pouvait la maintenir. Le résultat facile à prévoir fut obtenu quelques années après ; et celui qui étudie l'histoire avec atten-

tion ne peut s'étonner que l'édifice de l'ancien gouvernement français se soit écroulé subitement et pour ainsi dire de lui-même.



LIVRE TROISIÈME.

PARTIE LITTÉRAIRE.

LIVRE TROISIÈME.

SECONDE PARTIE.

HISTOIRE LITTÉRAIRE.

NOTICE SUR LA LITTÉRATURE CONSIDÉRÉE SOUS SES
RAPPORTS AVEC LA POLITIQUE.

I. La France. — II. L'Allemagne.

I. Nous ne répéterons pas ce que Chénier et après lui MM. de Barante et Lacretelle ont présenté sous trois points de vue différents. D'ailleurs les temps sont trop rapprochés de nous, et le caractère allemand trop sérieux pour oser juger des besoins littéraires et du commerce social d'une nation vive et légère; nous dirons seulement que la littérature française était cultivée par deux sortes de personnes qui s'élevèrent contre l'ordre établi dans l'État et dans l'Eglise, parce qu'il fallait tout renverser ou tout maintenir.

Le premier parti était formé des encyclopédistes, des partisans de la philosophie

d'Auteuil, des amis de d'Holbach, de Galiani, de Grimm, etc.

Le second parti se composait des philanthropes, divisés en deux classes : la première renfermait les disciples de Rousseau et de Bernardin de Saint-Pierre ; elle ne voulait que l'état de la nature ; la seconde comprenait les économistes, les matérialistes et tous les ennemis de la barbarie judiciaire des parlements. Les encyclopédistes suivaient ce qu'il y a de pernicieux dans la doctrine de Voltaire ; les philanthropes adoptaient les principes de douce humanité qu'on rencontre plus souvent dans ce philosophe.

L'encyclopédie devint alors en quelque façon classique ; les éloges de d'Alembert grossirent son parti de tous les hommes jaloux de leur propre gloire, ou du moins les empêchèrent de s'élever contre lui. Les écrits polémiques pour et contre les jésuites, les ridicules dont les jansénistes se couvrirent, la banqueroute du père la Valette, les mémoires mordants et parfaitement rédigés des le Pelletier de Saint-Fargeau, des la Chalotais et autres, pour rendre la société entière solidairement responsable de son banquier, donnèrent aux ennemis du christianisme le moyen de renverser cette re-

ligion et de tourner ses prêtres en ridicule.

Buffon, doué d'un esprit vraiment poétique, rempli de science et d'expérience, dévoila avec une éloquence entraînant et souvent dithyrambique, le secret de la nature, chercha à l'expliquer par elle-même et à trouver en elle les lois qui la gouvernent. Il détruisit ainsi toutes les méditations théologiques faites sur la nature. Lalande, le plus célèbre astronome de son siècle, soutint qu'il n'y avait pas de Dieu, ni dans les cieux, ni sur la terre, prétendit que les hommes les plus éclairés étaient de son avis, et poursuivait son opinion jusqu'à l'extravagance. Voltaire, depuis la guerre de sept ans, patriarche de la littérature européenne, décida du goût à Saint-Petersbourg comme à Paris.

La haine contre la hiérarchie devint de plus en plus dangereuse, parce que tous les hommes qui désiraient acquérir quelque crédit dans le monde littéraire, étaient obligés de lui plaire, et pour y parvenir, il leur fallait sacrifier à son idole, c'est-à-dire à son aversion pour le christianisme. Tous les princes de l'Europe, les souverains mêmes comme Gustave III, roi de Suède, et Stanislas Poniatowsky, roi de Pologne, vinrent à Paris puiser à la

source de cette philosophie fatale. Ils y voyaient d'Alembert soit chez mademoiselle de l'Espinasse, soit chez lui; ils rencontraient dans les sociétés qu'ils fréquentaient Diderot qui, avant et après son voyage de Saint-Pétersbourg, étourdissait par ses déclamations toutes les personnes de l'Europe, remarquables par leur rang et leur fortune ¹. Catherine, Frédéric, Kaunitz, tous les princes allemands en état de les payer, avaient à leurs gages des gens comme le fameux Grimm, dont on a publié il y a quelques années la vaste correspondance; ceux-ci leur communiquaient chaque bon mot, chaque misérable anecdote qui courait à Paris. Les petits bourgeois allemands, peuple plein de bonhomie, se rassasiaient ainsi des miettes qui tombaient des tables françaises;

¹ M. Schlosser, à ce qu'il nous semble, n'accorde pas à Diderot le mérite que ses mêmes ennemis sont obligés de lui reconnaître. Égaré par sa haine contre quelques sociétés religieuses, ce philosophe publia, il est vrai, ses *Pensées philosophiques*, et attaqua la religion chrétienne, lorsqu'il n'aurait du blâmer que les vices de plusieurs de ses ministres; mais il ne faut cependant pas oublier que ce fut Diderot qui, après avoir travaillé avec Eidous et Toussaint à un *Dictionnaire universel de médecine*, conçut le premier le plan de l'*Encyclopédie*. Les articles qu'il donna à cet ouvrage vraiment national, ne sont pas tous dirigés contre la religion révélée; il y professa le plus souvent une morale claire et pure, et dans les sciences et les arts ce fut lui qui, de concert avec d'Alembert, étendit le cercle des connaissances humaines. (*Note du traducteur.*)

dès-lors la licence fut mise à la place de la liberté et l'irréligion à la place du sentiment. Cette maladie gagna une partie des hautes classes.

Les résultats du système philanthropique furent bien différents. Les philanthropes voulaient une morale, une religion ; ils recommandaient, au lieu d'une érudition inutile à tout le monde, une charité véritable : « Ne recherchez point, disaient-ils, l'infini en vous-même, tâchez de le comprendre hors de vous. » Toutes les ames bien nées en Europe, même parmi les familles les plus élevées, rendaient hommage à ce principe. D'Holbach et les hommes de son école ne gagnèrent des suffrages qu'en le reconnaissant, qu'en le pratiquant et qu'en opposant à la singulière humanité des moines une religieuse bienfaisance¹. La doctrine séduisante de Jean-Jacques était parfaitement en rapport avec ce qu'on entendait de Franklin, et tout ce qui se passait en Amérique. Tandis qu'on ne songeait pas en-

¹ Naigeon, qui porta son athéisme presque au même point de folie que Lalande, fut obligé de saisir l'esprit de ce principe philanthropique dans son éloge du baron d'Holbach, ce qu'il fit d'une manière très-ingénieuse. On trouve cet éloge dans le journal de Paris du 9 février 1789, n° 40, et le supplément dans le n° 43, page 119.

core à réformer les gouvernements, elle effectua une réforme dans l'éducation qui sentait trop le pédantisme; la severe étiquette disparut, elle fut remplacée par la franchise et la simplicité. Rousseau, ayant rendu sa doctrine universelle par son *Héloïse* et par son *Émile*, jouissant lui-même du plus grand crédit, publia ses idées spéculatives dans le *Contrat social* et dans les *Lettres ardentes* et démocratiques écrites de la montagne. L'esprit d'une charite douce, malheureusement peu en harmonie avec les désordres de la société, se répandit aussi par l'organe de Rousseau, de Bernardin de Saint-Pierre et de leurs partisans, parmi la haute noblesse de France, et ranima les cœurs refroidis des grands, surtout chez les femmes. La doctrine de la chute originelle et de la nature primitive universellement corrompue fut remplacée par le dogme contraire. L'éducation et le gouvernement seuls, disait-on, rendaient l'homme bon ou méchant.

La législation, l'administration, et surtout la procédure criminelle formaient le plus grand contraste avec cette doctrine. Toute l'Europe écouta bientôt la voix de Beccaria et celle de Filangieri. Les parlements ne faisaient pas moins rouer, pendre et torturer, jusqu'à ce

que Turgot, et avant tous, le noble, sage et savant Malesherbes, digne d'un meilleur siècle, firent triompher la philanthropie. En même temps que les tribunaux écoutaient la voix de l'humanité, et respectaient les droits de l'homme, même dans le criminel, le principe de la nature l'emportait dans l'administration. Toutes les sectes de physiocrates ou économistes, désirant la vérité et la simplicité, étaient entièrement opposées au système des cours, d'après lequel le luxe doit favoriser l'industrie et augmenter l'aisance; elles n'aimaient pas même les fabriques. Quesnay, le martyr de la doctrine des économistes, se déclara ouvertement contre le système de commerce et d'industrie; il ne voulait entendre parler que d'agriculture. Vincent de Gournay fut bien moins ennemi du commerce, mais il en demanda la liberté absolue, s'attacha peu au prix de la possession, et ne chercha que dans le travail le vrai prix des choses. La philanthropie pénétra même jusqu'à la cour. Turgot (1775) et Malesherbes furent nommés ministres. Les journaux et les livres répandirent le triomphe de la philosophie et de l'humanité sur la superstition et le despotisme. Turgot déclara au nom du roi que la liberté

du commerce serait dorénavant absolue, et la gabelle abolie; l'onéreuse féodalité allait disparaître, la taille réelle remplacer la capitation; on promettait de répartir également les impôts, de proclamer la liberté des cultes et de fermer plusieurs cloîtres. Combien le peuple et ses représentants durent-ils souffrir, lorsqu'une cabale de cour fit échouer toutes leurs espérances dans un temps où la philanthropie et le bon sens repoussaient les préventions et la barbarie de l'esprit de caste et de tribu, où les meilleurs hommes en étaient pénétrés! Turgot et ses amis cherchèrent en vain à les introduire dans l'administration de l'État; ils furent traités d'hérétiques par les fauteurs de l'ancien système et par ces gens qui ne peuvent ou ne veulent jamais se conformer aux circonstances, et ils ne purent réformer ces abus surannés.

La sévérité de l'ancienne étiquette, le règne des femmes et des courtisans empêchèrent de même Necker, pendant son ministère, d'exécuter ce qu'il avait annoncé hautement, et il ne put influencer l'opinion publique en faveur de son administration, quoiqu'il l'eût souvent invoquée dans ses *comptes rendus* ¹.

¹ Quelque contraire que soit, aux Allemands ronds et francs,

Après l'éloignement de Necker et de Turgot, après la lutte de Beaumarchais avec le parlement Maupeou, les opinions des personnes éclairées dans toutes les classes du peuple français, énoncées dans des ouvrages, étaient en lutte perpétuelle avec le gouvernement. La morale de d'Holbach donna un coup mortel aux mœurs, ainsi que les romans de Diderot et de ses sectateurs. Beaumarchais fit alors représenter sur la scène qui devrait toujours être l'école des mœurs, *le Mariage de Figaro*, et ce chef-d'œuvre immoral servit de modèle à beaucoup de pièces du même genre, qui se jouent encore aujourd'hui sur le premier théâtre de la France.

II. Depuis la guerre de sept ans jusqu'à la révolution française, la littérature allemande suivit absolument la marche de la philosophie régnante, et, si l'on en excepte Goethe ¹, tous les écrivains nationaux cherchèrent comme

cette manière de vivre, de parler et d'être, *cette brillante société* de madame de Staël, il nous faut cependant convenir qu'à côté de la sombre philosophie de Diderot, madame de Necker et son cercle surent rester purs et vrais, et propager les principes de la morale.

L'Éloge de Colbert n'eut rien de bien remarquable ; cependant Necker, qui en est l'auteur, doit être préféré à tous ces gens, auxquels il était impossible d'oublier qu'il avait été commis.

¹ Schiller suivit entièrement le Kantisme.

Herder une philosophie nouvelle, ou mirent en harmonie avec celle du jour leurs manières et leur langage, et firent tous leurs efforts pour dévancer leur siècle. Les idées de dévotion et des dogmes calqués sur les principes de Wolf, prédominaient au commencement du siècle. Ils donnèrent le jour à *la Messiade* de Klopstock, et à *la Noachide*. Le ton sentimental de ces épopées singulières fut emprunté aux romans d'un monde pastoral alors en vogue, ou aux Idylles des Suisses. Klopstock, Bodmer et leurs nombreux imitateurs donnèrent naissance à une vie séraphique : mais la nation allemande se rapprochait encore trop de la barbarie, et les écrivains contemplateurs étaient trop fastidieux pour qu'ils pussent en être goûtés. Elle prit donc bientôt le ton des Français, lorsque la philosophie de Berlin se répandit en Allemagne. Wieland lui servit de modèle ou plutôt marcha de pair avec Nicolai. Il dut son influence à ses heureuses traductions, et surtout au talent avec lequel son pinceau badin et décent peignit, sous des couleurs à moitié françaises, le léger et l'obscène. Il insinua ainsi, par des paroles mielleuses, dans les cœurs allemands un poison qu'ils ne sentaient pas, en donnant à la langue l'harmonie, aux périodes la ron-

deur, à l'expression la facilité, et en éloignant le pédantisme de l'école.

Tandis que Wieland gagnait le public par ses ouvrages, les savants formaient, sous les drapeaux de Lessing et de Nicolai¹, deux partis tout-à-fait opposés, qui tous deux travaillaient à une révolution littéraire. Lessing, s'étant fait un nouveau genre de philosophie d'après Spinoza, ne pouvait pas être directement contre l'ancien système; il en admettait au contraire les conséquences; car il voyait combien la morale publique s'y attachait facilement. Il ne s'éleva contre ce système, que lorsque des zélateurs insensés proscrivirent le choix, la critique, et jusqu'à l'examen. Bien plus, dans la lutte contre ceux qui criaient sans cesse à l'hérésie, Lessing parut un philosophe qui aimait mieux qu'on conservât une religion austère, que de n'en point avoir. Nicolai et Mendelssohn pensèrent tout autrement, et le dernier ne démentit jamais son caractère de juif.

Lessing, vraiment nourri des anciens, vou-

¹ Pour éviter une erreur, nous remarquerons que l'immortel Lessing ne se trouve ici que par hasard en parallèle avec Nicolai. Tous les deux étaient à la tête d'un parti, mais ces partis différaient autant l'un de l'autre que leurs deux chefs.

lut mettre le culte aimable des Romains et des Grecs à la place des mystères sombres de la pénitence effrayante et souvent hypocrite des enfants de Jésus-Christ. Il lui semblait qu'il valait mieux vivre gaiement que mourir avec gloire. Ce principe sourit à la jeunesse allemande. Le genre larmoyant fut banni jusqu'à ce que les Werther et Siegwart, dont l'un fut mal et l'autre bien entendu, le ramenèrent pour quelques années. La littérature allemande se développa alors avec succès. Le patriotisme et la dignité de la langue élevèrent les cœurs ; toutes les ames nobles qui désiraient s'instruire et répandre des lumières firent tacitement entre elles une alliance sacrée, comme Gleim, Jacobi, Dohm, Goekingk, le noble Schlosser ¹, Claudius, Herder, Goethe, Heinsius, Jean Müller et une infinité d'autres de caractères tout opposés ; Voss, Hoelty, les deux Stolberg, qui font encore l'honneur de leur nation, et Bürger leur aîné, se réunirent pour propager les anciens en Allemagne, par des traductions ou par des imitations. La langue allemande parut renaître ; alors on vit se dé-

¹ L'auteur n'est point parent de ce Schlosser ; s'il lui attribue cette qualité, c'est qu'il lui connaît le mérite et les vertus qui constituent la véritable noblesse.

velopper d'une manière admirable les germes d'un talent et d'un zèle studieux qui malheureusement se ralentissent aujourd'hui. Il se forma dans toutes les villes, même parmi les gens peu versés dans les lettres, des sociétés littéraires, où l'on ne s'attachait pas seulement à lire des gazettes et des romans. Le nombre des théâtres augmenta. Il parut plusieurs journaux presque tous excellents; on vit se rapprocher les savants et ceux qui ne l'étaient pas, jusqu'alors séparés par une distance immense; le sentiment national les fit tous marcher vers le même but; leur langue fut épurée de l'ancien idiôme, enfin ils eurent une littérature. Le parti gouverné par Nicolai fut moins indépendant. Frédéric II et son frère Henri, qui encore plus que le premier méprisait les Allemands, leurs mœurs, leur langue et leur religion, furent leurs idoles, et les idées de Frédéric, de ses sociétés du soir et de son académie à moitié française, exercèrent sur tous leurs travaux la plus grande influence.

Batteux fut leur maître, et Rammler leur poète lima tous les ouvrages sans distinction et critiqua tout d'après les règles les plus sévères. Le but des philosophes de Berlin étant moins pur que celui des autres, ils furent

moins scrupuleux dans le choix des moyens. Ils voulurent calquer la philosophie des Allemands sur celle des Français ; ils appelaient protestantisme la religion de Rousseau , et pour ne point effaroucher les Allemands, dont les cœurs ont besoin de la foi , plusieurs membres adroits du parti de Berlin , proprement dits encyclopédistes français, s'appuyèrent sur la nouvelle interprétation de la Bible et sur les dogmes qu'on devait réformer. Afin de recueillir toutes les parcelles de cet esprit , la vanité éleva la *Bibliothèque générale*. Lessing n'y travailla jamais. Bientôt ces annales n'offrirent que des idées communes et superficielles , la trivialité y passa sous le beau nom de philosophie ou d'esprit, sans qu'on songeât à poser les bases d'un nouveau système. On détruisit l'ancien en voulant changer la théologie et la philosophie, on renversa aussi entièrement l'instruction et l'éducation ; car depuis Melanchthon elles avaient plutôt rétrogradé qu'avancé , et quand même ces principes eussent été meilleurs , ils devaient succomber sous l'attaque, s'ils n'étaient point adaptés aux relations extérieures de la vie. Basedow, Wolke, Salzmann , Campe , hommes éclairés et instruits, mais sans solidité, sans érudition, sans

profondeur, n'avaient pas même bien compris ce système de Rousseau qu'ils voulaient faire adopter. Ils voulaient réaliser un songe pour satisfaire les parents ; cependant Jean-Jacques lui-même, à l'instar de Platon, avait dit hautement que son éducation n'était pas de ce monde.

Il faut placer ici une remarque importante. La réforme trouva en France de puissants ennemis dans l'autorité de l'Église, dans les parlements et les autres tribunaux, et néanmoins l'opinion publique se prononça de jour en jour plus vivement contre l'état des choses ; en Allemagne, au contraire, la réforme marcha sans efforts à la suite de la nouvelle philosophie, encouragée par le protestantisme plein de tolérance.

Quant à la religion, on se serait aperçu bien plus vite quels résultats le nouveau système devait avoir, si Woellner et Bischoffswerder n'eussent porté Frédéric Guillaume II à une opposition fausse et imprudente, et excité par là même les modérés contre les dogmes qu'on voulait despotiquement leur faire accepter.

Relativement à la philosophie, Kant attaqua la manie de parler au hasard et de mettre la

science à la portée de tout le monde. Le journal de Jène s'éleva contre les partisans de Berlin et triompha par le Kantisme : dès-lors une réaction se fit sentir, et quelque sentiment qu'on ait sur le *romantisme* ¹ naissant, sur le mérite des deux Schlegel, sur la philosophie de Fichte et sur celle de Schelling, il n'en est pas moins vrai qu'ils portèrent les

¹ Nous voyons aujourd'hui, dans la littérature, deux partis tout opposés se disputer le premier rang ; les *classiques* croient avoir satisfait à toutes les demandes de l'art en observant peut-être trop servilement les règles d'Aristote ; les *romantiques*, cherchant à peindre la nature, s'abandonnent entièrement à l'essor de leur imagination.

Sans nous permettre d'examiner lequel des deux genres serait à préférer, nous ferons seulement remarquer que le mérite d'une production dramatique ne repose pas exclusivement sur la beauté des vers, mais encore sur le caractère national du sujet et la grandeur des pensées. C'est ce que nous trouvons dans le *Guillaume Tell* de Schiller.

Il ne faut cependant pas que le drame devienne un simple roman dialogué, comme le *Götz de Berlichingen* de Goethe, patriarche de la littérature allemande.

En France, les imitateurs du genre *romantique*, faussement surnommé *tudesque*, se trompent lorsqu'ils s'imaginent avoir rempli leur tâche, en habillant des idées vulgaires dans des métaphores, auxquelles le génie de la langue française ne se prête pas. — Voltaire se livre à tout son talent satirique en parlant de *Hamlet* et d'autres pièces de Shakspeare ; mais, sans approuver entièrement le défaut d'unité et le caractère sombre qui prédomine dans les productions de ce grand poète, nous sommes obligés de lui accorder le mérite d'avoir su peindre l'homme dans ses vertus et ses travers.

Il ne fut réservé qu'à Racine d'allier à une versification séduisante, le sentiment le plus tendre et la grandeur de la pensée.

(Note du traducteur.)

derniers coups aux idées et au style vulgaires ,
au superficiel , et qu'ils donnèrent à la littérature
allemande un caractère plus national
qu'elle n'avait eu jusqu'alors.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE PARTIE. — HISTOIRE POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

Guerre de la succession d'Espagne.

I. État des choses avant la guerre.	Page 1
II. Guerre de la succession d'Espagne.	8
III. Changements causés en Europe par les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade.	25

CHAPITRE DEUXIÈME.

Guerre du nord.

I. Depuis le traité de Bade jusqu'à la bataille de Pultava.	28
II. Depuis la bataille de Pultava jusqu'aux traités qui terminèrent la guerre.	43
III. Changements causés en Europe par la guerre du Nord.	56

CHAPITRE TROISIÈME.

I. Frédéric-Guillaume I ^{er} .	59
II. Albéroni.	65
III. Le Régent.	78
IV. Élisabeth d'Espagne et Ripperda.	86
V. Le cardinal de Fleury.	97
VI. L'empereur Charles VI.	117

LIVRE PREMIER.

SECONDE PARTIE. — HISTOIRE LITTÉRAIRE.

I. La France.	127
II. L'Angleterre.	140
III. L'Allemagne.	144

LIVRE DEUXIÈME.

PREMIÈRE PARTIE. — HISTOIRE POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

Guerre de la succession d'Autriche.

- | | |
|--|----------|
| I. Depuis le commencement jusqu'à la fin de la première guerre de Silésie. | Page 158 |
| II. Depuis la paix de Breslau jusqu'au commencement de la seconde guerre de Silésie. | 173 |
| III. Depuis le commencement de la seconde guerre de Silésie jusqu'à la paix de Dresde. | 180 |
| IV. Du traité de Dresde jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle. | 188 |

CHAPITRE DEUXIÈME.

Intervalle de la guerre de la succession d'Autriche à la guerre de sept ans.

- | | |
|---|-----|
| I. Frédéric II et sa puissance militaire. | 198 |
| II. L'Autriche. | 200 |
| III. La France. | 202 |
| IV. La Saxe. | 205 |
| V. L'Angleterre. | 207 |
| VI. La Russie. | 211 |
| VII. Causes éloignées et récentes de la guerre de sept ans. | 216 |
| VIII. Principaux événements de cette guerre. | 221 |
| IX. Changements et relations politiques qui occasionnèrent la fin de la guerre de sept ans. | 233 |

LIVRE DEUXIÈME.

SECONDE PARTIE. — HISTOIRE LITTÉRAIRE.

Progrès de la littérature en France et en Allemagne.

- | | |
|------------------|-----|
| I. La France. | 241 |
| II. L'Allemagne. | 259 |

LIVRE TROISIÈME.

PREMIÈRE PARTIE. — HISTOIRE POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

Accroissement de la puissance de la Russie. — Révolution dans les Gouvernements et les Constitutions établies, jusqu'à la révolution française.

I. Le Portugal.	273
II. L'Espagne.	291
III. Le Danemarck.	301
IV. La Suède.	310

CHAPITRE DEUXIÈME.

Accroissement immense de la Russie et partage de la Pologne.

I. La Russie sous Catherine II, considérée surtout dans ses rapports vis-à-vis de la Pologne, jusqu'en 1769.	323
II. Démembrement de la Pologne.	339

CHAPITRE TROISIÈME.

I. Réformes de Joseph II.	364
II. Révolution hollandaise.	376
III. Révolution belge.	385

CHAPITRE QUATRIÈME.

I. Influence pécuniaire de l'Angleterre.	396
II. Effets de la révolution d'Amérique en Europe.	401

LIVRE TROISIÈME.

SECONDE PARTIE. — HISTOIRE LITTÉRAIRE.

Notice sur la littérature considérée sous ses rapports avec la politique.

I. La France.	410
II. L'Allemagne.	417